S O M M A I R E

Séance plénière du 10 novembre 2021

Pages

Approbation des procès-verbaux des Séances plénières des 2 et 23 juillet 2021 3

Rapport n°1 Rapport d'orientations budgétaires 7

Rapport n°2 Maintien du tarif de la majoration Grenelle de la TICPE pour le financement de projets structurants en 2022 7

Rapport n°3 Relocaliser, territorialiser et diversifier pour ancrer les emplois et réduire l'empreinte écologique de l'industrie - Lancement d'un appel à projets 66

Communication n°5 Etats généraux de la Jeunesse : concerter, s'engager et agir 100

Communication n°4 Feuille de route Cybersécurité 2021-2023 - Faire du Centre-Val de Loire un territoire de confiance numérique 137

Communication n°6 Délégation au Président du Conseil régional – Communication sur les marchés et les avenants passés du 01/10/2020 au 30/06/2021 et sur les actions contentieuses introduites et closes devant les Tribunaux du 15/01/2021 au 15/09/2021 154

Vœu présenté par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants « Agir concrètement et immédiatement face au manque de médecins urgentistes, de généralistes et spécialistes et au manque d'infirmiers et de dentistes » 155

Vœu présenté par les groupes Communiste et Républicain - Socialistes, Radicaux, Citoyens - Écologie et Solidarité « Pour un système de santé plus humain » 161

Vœu présenté par les groupes Communiste et Républicain - Socialistes, Radicaux, Citoyens - Écologie et Solidarité « Sauvegarde d'Alvance Wheels » 170

Vœu présenté par le groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen « Soutien à la liberté d'expression » 175

Vœu présenté par le groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen « Mise en place d'un baromètre de l'action publique régionale » 180

Vœu présenté par les groupes Ecologie et Solidarité - Communiste et Républicain - Socialistes, Radicaux, Citoyens « Pour rendre effective la lutte contre l'évasion fiscale » 184

CONSEIL RÉGIONAL

Réunion du mercredi 10 novembre 2021

Le mercredi 10 novembre 2021 s'est tenue à Orléans, à l'Hôtel régional, une réunion du Conseil régional sous la présidence de Monsieur François BONNEAU, Monsieur Frédéric AUGIS étant secrétaire de séance.

Présents : Monsieur Marc ANGENAULT , Monsieur Frédéric AUGIS, Monsieur Alexandre AVRIL, Madame Elodie BABIN, Madame Marine BARDET, Monsieur Olivier BEATRIX (jusqu'à 22h57), Monsieur Lionel BÉJEAU, Madame Delphine BENASSY (jusqu'à 13h06 et à partir de 15h20), Madame Anne BESNIER, Madame Magali BESSARD, Monsieur Pierre-Frédéric BILLET (jusqu'à 22h06), Madame Sylviane BOENS, Monsieur François BONNEAU, Madame Michèle BONTHOUX(jusqu'à 17h30) , Monsieur Dominique BOUÉ (jusqu'à 13h06) , Monsieur Jean-François BRIDET, Madame Cécile CAILLOU-ROBERT (jusqu'à 20h15), Madame Carole CANETTE, Madame Aurore CARO, Monsieur Michel CHASSIER, Madame Estelle COCHARD, Monsieur Aymeric COMPAIN, Monsieur Christophe COQUIN, Monsieur Guillaume CRÉPIN, Madame Sylvie DUBOIS (jusqu'à 20h15), Madame Nadia ESSAYAN (jusqu'à 11h07 et à partir de 18h00), Madame Julie FERRON, Madame Karin FISCHER, Madame Régine FLAUNET, Monsieur Nicolas FORISSIER, Madame Mathilde FOUCHET, Monsieur Philippe FOURNIÉ, Madame Jalila GABORET, Madame Catherine GAY, Madame Delphine GENESTE, Monsieur Lionel GEOLLOT, Monsieur Jean-Patrick GILLE (jusqu'à 20h15) , Madame Temanuata GIRARD, Madame Karine GLOANEC MAURIN (jusqu'à 13h06 et à partir de 15h20), Monsieur Jérémie GODET (jusqu'à 13h06 et à partir de 15h20), Madame Sandrine GRÉGOIRE (jusqu'à 20h00), Monsieur Marc GRICOURT (jusqu'à 17h08), Madame Betsabée HAAS (jusqu'à 21h55), Monsieur Cyril HEMARDINQUER, Monsieur Harold HUWART(jusqu'à 19h16) , Monsieur David JACQUET(jusqu'à 21h07) , Monsieur Arnaud JEAN, Madame Gaelle LAHOREAU (jusqu'à 21h55), Monsieur Thibaut DE LA TOCNAYE (jusqu'à 18h50), Monsieur Perico LEGASSE ((jusqu'à 16h20), Monsieur Emmanuel LEONARD, Madame Ambre LOUISIN, Monsieur Thomas MÉNAGÉ, Monsieur Romain MERCIER, Madame Elisabeth MEYBLUM, Monsieur Florent MONTILLOT (jusqu'à 18h00), Monsieur Mohamed MOULAY, Madame Cathy MÜNSCH-MASSET, Monsieur Aleksandar NIKOLIC, Madame Virginia DE OLIVEIRA, Madame Sonia PAREUX, Madame Mathilde PARIS, Madame Constance DE PÉLICHY, Monsieur Rémy POINTEREAU, Madame Laurence RENIER, Monsieur Pierre-Alain ROIRON (jusqu'à 17h17), Monsieur Dominique ROULLET, Madame Magali SAUTREUIL (jusqu'à 19h05), Monsieur Matthieu SCHLESINGER, Madame Anna STEPANOFF, Madame Isabel TEIXEIRA, Madame Gaëtane TOUCHAIN-MALTÊTE, Monsieur Philippe VIGIER, Madame Mylène WUNSCH

Ont donné pouvoir : Monsieur Olivier BEATRIX a donné pouvoir à Madame Mathilde FOUCHET à partir de 22h57, Madame Delphine BENASSY a donné pouvoir à Madame Gaëlle LAHOREAU de 13h06 à 15h20, Monsieur Pierre-Frédéric BILLET a donné pouvoir à Monsieur Rémi POINTREAU à partir de 22h06, Madame Michèle BONTHOUX a donné pouvoir à Madame Sulviane BOENS à partir de 17h30, Monsieur Dominique BOUÉ a donné pouvoir à Monsieur Emmanuel LEONARD à partir de 13h06 , Madame Cécile CAILLOU-ROBERT a donné pouvoir à Monsieur Romain MERCIER à partir de 20h15, Madame Sylvie DUBOIS a donné pouvoir à Monsieur Lionel GEOLLOT à partir de 20h15, Madame Nadia ESSAYAN a donné pouvoir à Madame Anne STEPANOFF de 11h07 à 18h00, Madame Christine FAUQUET a donné pouvoir à Monsieur Nicolas FORISSIER, Monsieur Marc FESNEAU a donné pouvoir à Monsieur Philippe VIGIER, Monsieur Charles FOURNIER a donné pouvoir à Madame Betsabée HAAS de 9h00 à 21h55 et à Monsieur Jean-François BRIDET à partir de 21h55, Monsieur Jean-Patrick GILLE a donné pouvoir à Monsieur Mohamed MOULAY à partir de 20h15, Madame Karine GLOANEC MAURIN a donné pouvoir à Madame Catherine GAY de 13h06 à 15h20, Monsieur Jérémie GODET a donné pouvoir à Madame Magali SAUTREUIL de 13h06 à 15h20, Madame Sandrine GRÉGOIRE a donné pouvoir à Monsieur Matthieu SCHLESINGER à partir de 20h00, Monsieur Marc GRICOURT a donné pouvoir à Monsieur François BONNEAU à partir de 17h08, Madame Betsabée HAAS a donné pouvoir à Madame Estelle COCHARD à partir de 21h55, Monsieur Harold HUWART a donné pouvoir à Madame Anne BESNIER à partir de 19h16, Monsieur David JACQUET a donné pouvoir à Madame Jalila GABORET à partir de 21h07, Madame Gaelle LAHOREAU a donné pouvoir à Monsieur Arnaud JEAN à partir de 21h55, Monsieur Thibaut DE LA TOCNAYE a

donné pouvoir à Monsieur Cyril HEMARDINQUER à partir de 18h50, Monsieur Perico LEGASSE a donné pouvoir à Madame Gaëtane TOUCHAIN MALTÊTE à partir de 16h20, Monsieur Florent MONTILLOT a donné pouvoir à Madame Laurence RENIER à partir de 18h00, Monsieur Pierre-Alain ROIRON a donné pouvoir à Monsieur , Dominique ROIRON à partir de 17h17, Madame Magali SAUTREUIL a donné pouvoir à Monsieur Jérémie GODET à partir de 19h05,

(La séance est ouverte à 9 heures 18 sous la présidence de Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional)

M. le Président.- Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vous invite à rejoindre vos places et, en vous saluant toutes et tous, nous allons procéder à l'appel nominatif.

(Madame DUPONT, directrice du Secrétariat général, procède à l'appel nominatif)

M. le Président.- Merci, nous allons pouvoir débuter nos travaux, tout d'abord avec la désignation du secrétaire de séance et je vous propose que Frédéric AUGIS s'acquitte de cette responsabilité.

(Applaudissements)

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES PLENIERES DES 2 ET 23 JUILLET 2021

M. le Président.- Nous avons, avant d'entrer dans l'ordre du jour, à approuver les procès-verbaux des séances des 2 et 23 juillet 2021 qui vous ont été transmis.

Y a-t-il des observations ou des remarques ? *(Non)* Je n'en vois, ils sont donc approuvés en l'état.

Avant d'entrer dans l'examen des rapports et communications à l'ordre du jour, quelques points, chers collègues.

Tout d'abord, des points d'actualité qui me paraissent suffisamment importants pour que je les évoque devant vous ce matin rapidement et quelques mots sur notre ordre du jour.

Sur les points d'actualité, je souhaite vous dire, comme vous avez pu le voir dans la presse, la position qui a été la mienne et celle des vice-présidents en charge du secteur au sujet de la faculté d'odontologie. Vous connaissez les demandes qui ont été formulées à la suite, je crois, des votes unanimes de l'assemblée précédente pour obtenir enfin, dans notre Région, l'ouverture d'une faculté d'odontologie. Nous avons d'abord eu pendant près de deux années des réponses glissantes, car on nous disait « oui, c'est fondé », mais rien ne se faisait. Par la suite, nous avons eu une intervention de l'inspection générale pour vérifier le bien-fondé de tout cela et elle a conclu, bien évidemment, à la reconnaissance du bien-fondé de notre demande, avec l'ensemble des habitants de cette Région, de création de cette faculté d'odontologie, comme elle est demandée, d'ailleurs, par deux autres régions qui en sont dépourvues, la Normandie et la Bourgogne-Franche-Comté.

Dans la période récente, nous avons eu une prise de position des ministères qui conditionnent cette ouverture à une intervention financière très forte de la Région, puisque, alors qu'il s'agit d'une responsabilité de l'État, il est demandé à la Région d'engager 3,5 millions d'euros pour une dépense globale de 5,5 millions. De manière que rien ne soit laissé au hasard dans cette affaire, j'ai immédiatement réagi en disant que je proposerais à l'assemblée de s'engager sur cette somme de 3,5 millions d'euros, tant il est indispensable, absolument indispensable que tous les leviers soient mis en action pour cela quand bien même ce n'est pas de notre responsabilité directe, en conditionnant cet engagement à deux choses.

D'une part, la réponse du gouvernement doit être rapide, une décision rapide du gouvernement pour juin 2022. Je vous rappelle qu'avait été évoquée, à un moment, par le gouvernement la possibilité de juin 2021, mais cela ne s'est pas fait et nous attendons une décision rapide s'agissant de juin 2022. D'autre part, la formation des dentistes doit être une formation qui s'inscrive dans une démarche régionale avec Tours, Orléans, Blois, Chartres, Châteauroux et Bourges, et les fauteuils dentaires d'application doivent être répartis sur l'ensemble de nos départements. À cette condition, je suis décidé à faire en sorte que nous puissions prendre notre place, même si c'est à un niveau très élevé de 3,5 millions d'euros, car nous ne pouvons pas continuer de la sorte.

Deuxième point, toujours touchant la santé, nous avons, vous le savez, dans cette région augmenté considérablement le nombre de personnes formées dans le secteur paramédical, notamment des infirmières en passant, au moment où nous avons pris la responsabilité à la place de l'État, de 800 à 1 200 infirmières formées, avec un objectif de 1 500. Nous avons fait un saut de même nature pour les aides-soignantes et un saut plus élevé encore s'agissant des kinésithérapeutes.

Pour autant, alors que nous avions été critiqués par certains milieux et en particulier les milieux libéraux de la santé qui disaient que nous créions trop de places de formation en soins infirmiers, nous avons vu lors de cette rentrée de septembre un déficit se creuser au niveau de nos hôpitaux et notamment du CHRO, qui a été le premier à tirer la sonnette d'alarme. En effet, il nous a été indiqué que beaucoup d'infirmières et infirmiers étaient sortis de formation en juin pour aller dans des centres de vaccination, parce qu'il y a un vrai trouble dans l'hôpital qui est, de ce fait, moins attractif que par le passé. Ils ont constaté, alors que ce n'était pas du tout la situation des années antérieures, que 80 à 90 postes – ces chiffres concernent le CHRO – étaient vacants au mois de septembre et ils n'ont pas réussi à faire des recrutements au niveau habituel. Comme la prochaine sortie aura lieu au mois de juin prochain, on pourrait avoir un glissement qui amènerait un hôpital comme celui d'Orléans à un déficit de 150 postes. Cela se traduirait très directement par l'incapacité de prendre en charge un certain nombre d'interventions, notamment des interventions chirurgicales, car, derrière, les chambres ne seraient pas dotées des personnels nécessaires.

À cet égard, j'ai provoqué une réunion avec l'ARS, avec des responsables d'hôpitaux et, bien évidemment, avec nos services pour analyser la situation. J'ai demandé que la promotion interne soit activée, c'est-à-dire qu'on ait plus d'aides-soignantes à pouvoir aller sur des formations d'infirmière et donc des postes d'infirmière, que des agents de service puissent en plus grand nombre évoluer, et ce n'était pas une demande infondée puisque nous nous sommes aperçus qu'il y avait des dispositifs d'État d'accompagnement de ces promotions qui n'étaient pas complètement utilisés en interne. Nous avons mis à l'étude toutes les solutions qui pourront être mises en œuvre pour accélérer, pour augmenter et aller plus vite encore dans l'augmentation du nombre d'infirmières formées. Et s'agissant des 1 500 infirmières formées que nous avions fixées à l'horizon de ce mandat, nous travaillons pour trouver des places, des locaux, etc., et nous allons essayer d'activer cela le plus vite possible en utilisant, en soutien, le dispositif dit du Ségur de la santé qui permet, pour 2022, d'avoir une aide de l'État, aide que nous devons confirmer pour 2023 et 2024.

Je voulais vous en rendre compte, car c'est un sujet important qui conditionne le bon fonctionnement de nos hôpitaux. Nous vous proposerons une augmentation encore accélérée de cela.

Sur les points d'actualité, je voudrais vous parler, et cela ne vous étonnera pas, d'une entreprise qui est au cœur de nos préoccupations. Il s'agit d'une entreprise de l'Indre, de Châteauroux, Alvance Wheels, pour laquelle, vous le savez, avec l'ensemble des collectivités, nous avons pris une position unanime dans le cadre de notre dernière Commission permanente, où nous avons soutenu les salariés et demandé un délai supplémentaire. Ce délai supplémentaire venait à échéance le 9 novembre et nous sommes à nouveau intervenus pour demander le prolongement de la phase de dépôt de propositions de repreneurs éventuels. Nous sommes dans une relation constante avec le ministère sur ce point et demandons à l'État de prendre toutes ses responsabilités. Cela veut dire, comme déjà évoqué, entrer au capital ou toutes les solutions qui peuvent être mises en œuvre en demandant à l'État également de faire pression, très directement, sur les constructeurs pour qu'une partie des commandes – il s'agit de 10 à 15 % des jantes dont ils ont besoin, je parle de Renault et de Peugeot – passe non pas par le grand international mais par la France et par Châteauroux.

Je crois que nous devons, dans la période – les quinze jours supplémentaires ont été accordés, vous l'avez vu dans la presse –, rester très mobilisés avec les services économiques, avec le vice-président en charge de cela et avec lequel j'ai échangé à nouveau ce matin là-dessus, pour que la Région prenne sa part de responsabilité dès lors que, bien entendu, ce ne soit pas à fonds perdu mais adossé à un engagement des constructeurs à passer des commandes à cette entreprise. Je voulais vous en rendre compte.

De même, je veux vous rendre compte, étant donné que cela a été évoqué ici, des sujets concernant le transport ferroviaire. Vous savez qu'on a connu, par effet direct de la crise, une baisse de recettes des voyageurs évaluée à 44 millions d'euros pour 2020 et évaluée à 50 à 56 millions pour 2021. C'est pour nous extrêmement préoccupant. J'ai engagé des démarches directes avec le vice-président de ce secteur auprès du gouvernement et auprès de la SNCF pour qu'il y ait un partage de la facture de 100 millions d'euros, laquelle était censée, aux dires de certains, peser simplement sur les épaules de la Région, pour qu'il y ait un partage de la responsabilité financière là-dessus. Rien n'est acquis au moment où je m'exprime et nous sommes en grande tension sur ce point avec le gouvernement et avec la SNCF.

Toutefois, s'agissant du gouvernement, le Premier ministre et le ministre en responsabilité ont reconnu le bien-fondé de notre demande, le bien-fondé de la demande du Centre-Val de Loire et de la Normandie pour être clair, puisque ce sont les deux régions qui, par leur proximité avec l'Île-de-France, sont très directement, autant que l'Île-de-France, impactées par cette baisse de recettes. Nous sommes en négociation et j'espère que nous pourrons prochainement échanger sur une issue favorable. Aujourd'hui, rien n'est décidé face à notre demande en direction du gouvernement et notre demande en direction de la SNCF.

S'agissant de cette entreprise, la SNCF, vous le savez, nous sommes sous avenant à la convention puisque les négociations n'ont pas été, comme, d'ailleurs, elles ne l'avaient pas été dans les précédents renouvellements, conclues dans les délais. Nous sommes sous avenant et nous avons fait savoir à la SNCF qu'il fallait impérativement qu'elle produise une proposition qui soit acceptable sur le plan financier et appréciable sur le plan qualitatif avant le 31 décembre de cette année, de manière que nous puissions envisager une stabilisation de notre conventionnement. Nous sommes extrêmement exigeants là-dessus, à la fois sur le plan financier et sur le plan qualitatif, et les négociations se sont intensifiées durant le dernier mois. Là aussi, j'espère que nous pourrons vous donner des informations stabilisées, acceptables et positives dans la prochaine période.

Un mot de la session. Vous l'avez vu, c'est une session qui va se dérouler dans un contexte très particulier. Il y a des grands moments internationaux qui sont de forme. Je crois qu'on vit aujourd'hui un moment international qui n'est pas de forme, qui est sur l'essentiel et qui est celui sur le climat avec cette COP mondiale à Glasgow, et nous sommes représentés par Charles FOURNIER, vice-président en charge de ce secteur, mais je veux insister sur un point. J'ai vu ici ou là que, pour être sensible aux problèmes de l'écologie, il faudrait y être poussé ou contraint par telle ou telle formation politique. J'espère qu'ici, unanimement, nous sommes conscients de l'importance des transitions à accomplir pour protéger le climat, pour

sortir de ce réchauffement climatique extrêmement périlleux pour la planète, pour nos économies, pour nos modes de vie si nous ne changeons pas de paradigme. Dans l'ordre de l'économie, dans l'ordre des transports, dans l'ordre des interventions pour la performance environnementale, la performance climatique de nos bâtiments, dans l'ordre de la formation, etc., dans tous ces domaines, bien évidemment, la Région doit être au rendez-vous et sera au rendez-vous, soyez-en assurés.

Je veux dire aussi que ce budget, tel qu'il est esquissé à travers les orientations budgétaires, est véritablement le premier budget de la mandature. Je salue la présence du président du CESER et je me plais à noter que le CESER a remarqué l'engagement qualitatif de ces orientations budgétaires, le positionnement de priorité en lien avec l'environnement, en lien avec la santé, en lien avec l'économie de manière très forte. Ces orientations budgétaires sont véritablement des orientations qui fixent un cap, non seulement pour 2022 mais aussi pour la période 2022-2027, avec une approche pluriannuelle et dans un paradigme nouveau.

Je le dis aux nouveaux élus régionaux, nous travaillons sur la préparation d'un budget qui, globalement, sera à un niveau d'investissement supérieur à 700 millions d'euros, ce qui n'a jamais été le cas dans cette Région, loin de là. C'est dire la manière dont nous positionnons la Région comme un levier de relance, comme un levier puissant qui doit orienter l'avenir dans le domaine des transports, dans le domaine de la formation, dans le domaine de l'économie, dans le domaine de la solidarité territoriale à un très haut niveau d'investissement avec, dans ces 700 millions d'euros, une part de la Région souvent à 300-330 millions d'euros dans ses budgets initiaux mais qui seront là à plus de 460 millions d'euros. C'est dire le choix que nous faisons.

Tout cela, heureusement, dans un cadre totalement maîtrisé. Ici, j'ai eu l'habitude – je le dis aux collègues de l'opposition – d'entendre quasi systématiquement des critiques : « Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs de la majorité, vous n'endettez pas suffisamment cette Région. » Nous avons considéré que, dans des périodes ordinaires, il fallait avoir des perspectives, je le dis, qui soient stabilisées, qui nous permettent de faire face à notre investissement et éventuellement à des besoins particuliers. Nous sommes face à cela aujourd'hui. Comme l'a fait l'Europe, comme l'a fait le niveau national et comme cela se fait partout en Europe, nous faisons le choix, en effet, de recourir à l'emprunt pour orienter cette relance, cette reprise de manière forte, de manière significative dans un monde qui est éminemment concurrentiel mais aussi dans un monde qui doit faire face au défi climatique, et j'en ai parlé, ainsi qu'aux défis sociaux, et j'en ai parlé. Nous le devons absolument et nous y allons.

Est-ce qu'il s'agit de quelque chose qui n'est pas maîtrisé ? Absolument pas. Il y a une totale maîtrise, et vous avez vu que nous avions fixé, avec le vice-président chargé des Finances qui suit cela de très près, un nouveau cadre du recours à l'emprunt. Il sera tenu en 2022 et, comme indiqué dans la perspective qui vous est offerte, sur la totalité de notre mandat. Cela ne veut pas dire qu'on fait de l'emprunt une culture, mais cela veut dire qu'aujourd'hui nous avons besoin de cela pour répondre aux grands secteurs, aux grandes responsabilités qui sont les nôtres, et nous avons besoin de cela pour envoyer des signes forts au tissu économique, de manière que nos entreprises puissent repartir.

C'est aussi un budget de la solidarité. Nous aurons, et je regarde le vice-président chargé de la Formation professionnelle, un niveau d'investissement pour la formation des demandeurs d'emploi à un niveau, là aussi, extrêmement élevé, extrêmement soutenu avec de nouveaux outils repérés au niveau national, comme cela a été dit à l'occasion de la visite du Haut-commissaire à la formation et comme ce sera dit à l'occasion d'un certain nombre de manifestations dans cette période. C'est un énorme effort. Et puis, bien que les temps soient difficiles, le maintien, voire le portage à un niveau supérieur de l'ensemble des interventions de solidarité. Je pense à ce que nous faisons dans l'ordre de l'éducation, avec les licences numériques gratuites, avec les ordinateurs pour les boursiers, avec les livres gratuits. Je pense aux transports de tous nos jeunes, au transport scolaire, en sachant qu'on est la seule Région qui le fait ; c'est un énorme effort, 13 millions d'euros par an, que nous allons maintenir dans l'ordre de la gratuité. Ce sont aussi des interventions nouvelles, car, avec la vice-présidente

chargée de l'Enseignement supérieur, nous travaillons à la suite que nous devrons donner à ces situations de pauvreté parmi les étudiants.

Par conséquent, vous le voyez, il s'agit d'orientations budgétaires extrêmement volontaristes qui collent complètement à la fois à cette réalité immédiate de redémarrage et aux nouvelles perspectives, aux nouveaux paradigmes de développement.

C'est dans ce cadre, et j'insiste auprès de vous pour que chacune et chacun y participe, que nous ouvrirons les états généraux de la Jeunesse et c'est dans ce cadre que nous ouvrirons les états généraux de l'Économie. On est donc une phase d'une région en action mais aussi d'une région qui fixe les caps pour l'avenir.

En tous les cas, je vous remercie pour la qualité de vos interventions, et je dis cela à l'ensemble de l'assemblée, de participer à la fois à la fixation de ces caps, à l'affichage, au positionnement d'une région présente, d'une région volontariste aux côtés des autres collectivités, aux côtés du monde économique et social, aux côtés des associations et aux côtés de nos concitoyens.

Merci de votre écoute.

(Applaudissements)

Nous allons ouvrir par le rapport d'orientation budgétaire relatif au maintien du tarif de la modulation régionale de la TICPE pour le financement des projets structurants en 2022, et je m'empresse de donner la parole au premier vice-président chargé des Finances et du Personnel, Marc GRICOURT.

RAPPORT N°1 RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

ET

RAPPORT N°2 MAINTIEN DU TARIF DE LA MAJORATION GRENELLE DE LA TICPE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS STRUCTURANTS EN 2022

M. GRICOURT.- Merci, Président, bonjour à vous toutes et à vous tous, chers collègues.

Je salue aussi évidemment la présence de nos partenaires et notamment des membres du CESER, de son président et du rapporteur du budget qui nous font l'honneur de leur présence. C'est pour moi l'occasion de saluer, comme l'a fait le Président, la qualité du travail des membres du CESER, de l'examen de ce projet d'orientation budgétaire et donc de projet de budget 2022, dans une analyse toujours très riche, très précise qui, au-delà de leur appréciation qu'on peut considérer comme plutôt très positive sur ces OB, nous permet aussi, à nous, et c'est l'intérêt du CESER, de mieux nous guider dans la préparation de ce budget 2022.

Le Président l'a rappelé, nous sommes dans un contexte particulier et un contexte politique aussi particulier, car ces orientations budgétaires sont les premières de la mandature, les premières préparées par la nouvelle majorité régionale, dans un renouvellement important de toute notre assemblée. Je salue donc également le travail de nos collègues des oppositions qui, à n'en pas douter, auront capacité aussi à alimenter le débat autour de ce ROB.

La méthodologie, je me permets de le rappeler, elle est celle que nous avons mise en place il y a de nombreuses années au sein de la collectivité et de la majorité régionale. À partir de la lettre de cadrage présentée par le Président et moi-même et la directrice générale des services aux différentes directions, nous avons, dès avant l'été, commencé à travailler sur la préparation du budget 2022. C'est un travail fin entre les élus en délégation et les différentes directions. Aussi, bien sûr, plusieurs séminaires de la majorité régionale, comme chaque année, permettent de finaliser nos orientations, nos priorités.

Le Président a insisté là-dessus mais je me permets d'en remettre une petite « couche », si vous me permettez ce langage familier, je crois que les enjeux auxquels nous sommes confrontés sont forts, et nous avons eu l'occasion, les uns et les autres, durant la campagne régionale de le rappeler. Nous les connaissons, ce sont des enjeux sur le plan environnemental, sur le plan économique par les adaptations nécessaires du domaine économique, des enjeux sur les questions solidaires, sur les questions sociales, sur les questions démocratiques, et c'est ce qui nous permet aujourd'hui de marquer, à partir de ces enjeux forts, les priorités qui sont les nôtres, conformément d'ailleurs aux engagements des différents groupes de notre majorité sur les questions d'attractivité, de compétences, de relocalisation, de solidarité, bien sûr sur les enjeux environnementaux, le soutien au domaine économique dans le nécessaire accompagnement des mutations économiques.

Bref, tout cela nous permet de vous présenter des orientations budgétaires construites autour de trois grands objectifs de la mandature que nous avons fixés : mieux vivre en Région Centre-Val de Loire, transformer notre modèle économique et soutenir nos Territoires d'initiative et de solidarité. Je ne vais pas entrer dans le détail de chacun de ces grands objectifs, nous aurons l'occasion d'y revenir au cours de ce débat.

En tout cas, ce qui nous concerne aujourd'hui nécessite de rappeler le cadrage budgétaire. Ce sont des orientations majeures qui vous sont proposées, qui sont portées, comme je l'ai rappelé, par la majorité à partir de l'année 2022 pour les six années qui sont devant nous et qui se traduiront par des choix budgétaires ambitieux et maîtrisés pour maintenir l'emprunt de la collectivité à un niveau raisonnable, tout simplement pour que nous soyons en capacité de tenir les engagements que notre majorité a pris en direction des habitants de notre territoire.

Pour cela, le ROB expose plusieurs éléments.

D'abord, le volontarisme face aux incertitudes des finances publiques et je crois que tout le monde en a conscience. La Région fait le choix d'agir malgré un contexte de reprise économique qui reste, par définition, fragile. Ce volontarisme est motivé par le fait que la situation économique future conditionne nos recettes et donc nos investissements. Il nous faut donc agir sérieusement pour que la relance soit durable.

Sur le plan économique, mais Harold HUWART aura l'occasion d'y revenir, la croissance sera, on le sait, positive, on peut même dire très positive en cette année 2021, meilleure, d'ailleurs, qu'elle n'était prévue par le gouvernement et par l'INSEE, mais elle pourrait rester fragile et volatile au gré des soubresauts sanitaires notamment. Par ailleurs, l'emploi, lui, suit une trajectoire également positive avec même, on le sait, des difficultés de recrutement dans certains secteurs. Sur ces éléments, les choix de notre collectivité ont été de maintenir, voire de renforcer un fort taux d'investissement, un taux d'investissement d'ailleurs jamais atteint, et j'y reviendrai.

Nous avons, bien sûr, la question des prévisions de croissance, qui ont une incidence sur l'évolution de nos recettes.

Il faut savoir que la TVA est aujourd'hui devenue la principale recette institutionnelle de la Région, entre 540 et 550 millions d'euros pour 1 milliard d'euros de recettes institutionnelles. Nous mesurons donc l'importance de cette recette qu'est la TVA et, pour fixer nos estimations pour 2022 et les années à suivre, nous nous fondons sur les données qui sont contenues dans le projet de loi de finances pour 2022, partagées récemment à l'Assemblée nationale. Nous anticipons donc une hausse de 5,4 % de cette recette pour l'année 2022 et nous travaillons sur des hypothèses que nous souhaitons prudentes pour les années suivantes, autour de 2,5 %.

Concernant les autres recettes régionales, j'évoquerai la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation, les cartes grises, en vous rappelant qu'avec la part du Grenelle que nous examinerons après, elle est la seule recette sur laquelle nous pouvons avoir un impact décisionnel. Cette recette sur la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation est aussi liée au niveau de consommation des véhicules. La trajectoire pluriannuelle n'intègre pas d'augmentation de la fiscalité sur les cartes grises ; nous sommes, là aussi, dans une précaution.

Sur les fractions variables de TICPE, on est aussi sur des produits anticipés qui seraient au mieux équivalents aux produits de l'année 2019, donc prudence également.

Quant à l'avenir de l'ancienne péréquation liée à la CVAE, je vous rappelle que le mécanisme de péréquation retenu se ferait depuis les régions métropolitaines vers les régions d'outre-mer et la Corse. C'est un mécanisme qui porterait sur un montant initial de 10 millions d'euros en 2022. Le gouvernement s'est engagé à introduire par amendement, dans le projet de loi de finances, la proposition de Régions de France, et la contribution de la Région Centre-Val de Loire à ce nouveau mécanisme de péréquation pourrait être d'environ 340 000 euros en 2022.

Pour autant, on a des baisses de dotations de l'État et cela concerne notamment les recettes issues de la réforme de la taxe professionnelle, qui sont à ce jour directement impactées par les mesures 2022 du projet de loi de finances du gouvernement qui prévoient une diminution de 50 millions d'euros de recettes, ce qui n'est pas neutre et qui pourrait avoir un impact pour notre Région de 2,5 millions d'euros.

Ces éléments préparatoires au budget préparent ainsi une hypothèse autour de 1 milliard d'euros de recettes institutionnelles pour 2022. Si le contexte s'améliore, il permettra tout juste de minimiser l'impact de la crise et de l'effort de relance sur notre endettement.

Les perspectives pluriannuelles de la Région sur le plan budgétaire se traduisent notamment en fonctionnement, par une démarche volontariste que je rappelais malgré des incertitudes qui persistent. Il y a les coûts de l'énergie qui impactent, on le sait, le fonctionnement des lycées mais également des transports collectifs routiers. L'engagement régional pour la performance énergétique des lycées permettra de stabiliser ces coûts à court et moyen terme en abaissant les consommations, ainsi que l'engagement qu'a déjà rappelé notre vice-président Philippe FOURNIÉ sur la conversion des cars diesel au biogaz, qui aura aussi un effet écologique et budgétaire positif.

Sur la trajectoire de la future convention TER – Philippe FOURNIÉ aura l'occasion d'y revenir –, je souhaite rappeler, comme l'a fait le Président, que les négociations sont engagées avec la SNCF, des négociations exigeantes et très déterminées comme toujours, par le Président et le vice-président, qui vont permettre, espérons-le, de lever rapidement des incertitudes budgétaires pour garantir le maintien de notre service public de transports, qui soit le plus avantageux possible et qualitatif pour les habitants de notre Région.

Fixer une trajectoire budgétaire de mandat, c'est évidemment, pour nous, mettre l'accent sur les priorités qui sont les nôtres en matière d'action, de politiques publiques, d'investissement et de maîtrise de la dette. Pour rappel, le principal indicateur de la bonne tenue des finances régionales réside aujourd'hui dans le ratio de la capacité de désendettement. Il représente la durée théorique en années de remboursement de l'intégralité de la dette avec la totalité de l'épargne brute.

Les orientations 2021 et le Budget primitif de cette année qui s'écoule, que nous avions voté, avaient déjà été en rupture dans la trajectoire régionale, puisque nous avions fixé un nouvel objectif limite à neuf ans de cette capacité de désendettement, et c'est d'ailleurs le plafond légal qui est fixé, qui fait référence. Auparavant, nous avions une capacité, je vous le rappelle, qui était autour de 3 années pour la Région. Nous sommes parmi les premières régions de France à avoir cette faible capacité de remboursement de la dette, ce qui nous donne et nous a donné, déjà en 2020, une capacité à agir en réaction à la crise sanitaire et à la crise économique. Et c'est bien cette santé financière régionale qui nous permet aussi de nous projeter sur les six années qui viennent, à partir notamment de ce que nous allons partager pour l'année 2022.

Ce ROB propose donc de poursuivre sur cette trajectoire de rester sous le seuil des 9 années au regard du stock actuel de dette ou à venir en 2021 et des objectifs d'investissement ou d'actions que la majorité se fixe.

Les investissements, quant à eux, seront d'ailleurs sans précédent et le CESER l'a bien relevé. Du point de vue de l'investissement, l'année 2022 sera exceptionnelle, dépassant une année qui l'était déjà, l'année 2021, historiquement haute.

Les trois principales politiques publiques régionales en termes de volume d'investissement, qui vont consommer au moins un tiers de notre enveloppe d'investissement, sont les suivantes.

- Les lycées, la politique des lycées avec – le Président l'a rappelé – la construction de nouveaux lycées, mais c'est aussi tout le travail sur la rénovation de nos établissements et en particulier sur le plan énergétique, avec une accélération très forte du programme qui a été engagé il y a maintenant de nombreuses années.

- La politique d'aménagement du territoire, et là, notre collègue vice-président pourra également y revenir, avec un volontarisme reconnu par les élus des territoires des autres collectivités, par nos partenaires et cette spécificité régionale de contractualisation qui répond aux attentes des élus, leur donnant une capacité à choisir et à privilégier les projets structurants pour les territoires, qui sont accompagnés par notre Conseil régional.

- Enfin, la politique des transports avec, là encore, une particularité régionale, un volontarisme fort. On pourrait parler du ferroviaire et de l'attachement, de l'engagement qui est le nôtre sur les lignes du quotidien, mais aussi des transports routiers avec le maintien – et nous sommes encore la seule région de France à le faire, le Président l'a également rappelé dans ses propos introductifs – de la gratuité des transports scolaires. Ce n'est pas neutre, et quand on parle de pouvoir d'achat...

M. FORISSIER.- Cela avait été lancé par le département de l'Indre.

M. GRICOURT.- Oui, et celui du Loir-et-Cher aussi, cher collègue. Je parlais des régions.

Nous sommes la seule région de France, depuis le transfert de compétence, à avoir instauré la gratuité. Ce sont 12 millions d'euros de pouvoir d'achat. Quand certains évoquent cette question du pouvoir d'achat, eh bien oui, ce sont 12 millions d'euros de pouvoir d'achat pour les familles qui ont des enfants bénéficiaires de ces transports scolaires.

Voilà pour les trois principales politiques publiques qui concernent l'essentiel de notre enveloppe d'investissement, enveloppe qui atteindra, si l'on intègre la politique de renouvellement concernant le ferroviaire, les TER et les fonds européens, plus de 800 milliards… Non, 800 millions d'euros. 800 milliards, ce sera pour le prochain BP ! C'est évidemment, de façon très claire, le soutien de notre Région à l'activité économique, à l'emploi et donc au développement de nos territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains.

Il y a évidemment la question de notre capacité, et cela fait écho, à maîtriser les dépenses de fonctionnement. C'est un sujet que nous partageons à chaque temps de débat budgétaire. Pour agir et investir sans faire exploser la dette et la capacité de désendettement, il nous est imposé et il est nécessaire de maîtriser les dépenses de fonctionnement de la Région.

D'abord, il s'agit de maîtriser les dépenses ferroviaires, comme déjà évoqué. Ensuite, il conviendra de maintenir une gestion sérieuse des dépenses de gestion. Cela concerne la question de la masse salariale, la gestion active de la dette pour limiter l'augmentation des frais financiers, qui ont un impact, bien sûr, non négligeable sur les finances de notre collectivité. Enfin et surtout, il conviendra de développer l'évaluation des actions régionales pour adapter les dispositifs et les interventions de la Région au plus près des besoins. C'est d'ailleurs un objectif que nous souhaitons renforcer, qui a été salué aussi par le CESER qui a déjà beaucoup travaillé ces dernières années sur l'évaluation de certaines politiques publiques et qui a d'ailleurs anticipé pour la collectivité des réflexions sur certaines politiques publiques. Nous aurons donc, comme nous l'avons déjà exprimé, évidemment à solliciter le CESER sur l'accompagnement que nous souhaitons pour mieux évaluer ces politiques publiques et adapter nos dispositifs.

Ainsi, cela nous permettra bien sûr de porter de nouvelles mesures de la mandature qui correspondent à nos engagements, par une trajectoire de recettes plus favorable ou par des redéploiements qui garantiront le maintien de l'épargne brute de long terme pour notre collectivité.

Il s'agit donc là, Monsieur le Président, chers collègues, des principaux choix, des principales orientations que nous nous fixons pour l'année 2022 et qui nous permettent d'avoir finalisé aujourd'hui le Budget primitif 2022 que nous partagerons dans la session de décembre. Concernant les aspects techniques, je vous invite à revenir dans le document, qui est très complet.

En tout cas, nous pouvons retenir, Président, que, sur les chiffres, ces orientations budgétaires nous garantissent une capacité de désendettement, qui part, certes, de 3,6 années en 2020 pour une prévision de 6,8 en 2022 mais qui est très en deçà du plafond que nous nous sommes fixé.

Une épargne brute de 171,9 millions d'euros pour l'année 2022, un programme d'investissement régional de 2 milliards sur la mandature, donc de 100 millions par an pour les transports, ce qui n'est pas neutre et c'est une attente de nos territoires et des usagers des transports, et de 70 millions d'euros par an pour les lycées avec notamment, je le rappelais, la construction de deux nouveaux lycées.

Et c'est aussi la question des ressources humaines pour que nous soyons en capacité de porter, d'assumer nos politiques publiques. Ce sont 3 544 agents précisément aujourd'hui pour notre collectivité.

C'est d'ailleurs l'occasion pour moi, en mon nom mais, je l'imagine, au nom de tous les élus régionaux, de remercier encore une fois l'engagement de nos agents, un engagement au quotidien, ici, au siège, dans les espaces Région Centre, dans chacun de nos départements, au plus près des territoires des porteurs de projet, et puis, bien sûr, les agents de nos lycées, qui sont restés très mobilisés ces deux dernières années, y compris dans des périodes très compliquées.

Voilà, Président, ce que je pouvais dire et j'aurai évidemment l'occasion, après les débats, d'apporter plus de précisions s'il le faut.

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur le Premier Vice-président, de cette présentation très complète et convaincante de ces orientations budgétaires.

Je vais prendre les inscriptions pour les prises de parole dans ce débat qui portera à la fois sur les orientations budgétaires et sur le rapport relatif au maintien du tarif de la modulation régionale de la TICPE.

Ce matin, dans la conférence des présidents de groupe, il a été convenu, bien évidemment, de mettre en œuvre notre règlement intérieur et ce sera donc des interventions liminaires de 5 minutes pour les présidents de groupe et de 2 minutes, j'ai entendu, qui peuvent aller jusqu'à 3 minutes mais à ne pas dépasser, pour les interventions dans le débat. Je précise que nous avons un compteur qui s'affiche et que les deux élus qui m'accompagnent, le premier vice-président et Carole CANETTE, seront très attentifs et contraints de vous rappeler au respect de la parole si ce n'est pas spontané. C'est surtout Marc qui tiendra l'horloge.

Nous y allons et c'est Nicolas FORISSIER que j'invite à prendre la parole.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais essayer d'être concis. Je voudrais au préalable réagir à vos propos liminaires pour vous dire que j'ai bien compris que vous entendiez par avance répondre au vœu que notre groupe de l'UDCI a déposé sur la santé et je présume donc que nous aurons un soutien massif, puisque ce que vous nous avez dit va dans le sens de ce que nous souhaitons.

Deuxièmement, c'est pour vous dire que sur Alvance Wheels, oui, nous avons eu un accord unanime et je l'ai soutenu, vous le savez très bien, car c'est une entreprise qui est dans ma circonscription de député. Je veux dire qu'il n'y a pas que la Région qui intervient, que les parlementaires, en particulier ceux concernés par ce territoire, l'agglomération, tout le monde est uni – j'ai moi-même vu Madame PANNIER-RUNACHER hier – derrière ce dossier sur lequel nous devons mettre la pression au maximum pour que l'État, effectivement, je suis d'accord avec vous, intervienne jusqu'au bout.

Je ne reviendrai pas sur vos propos sur l'opposition qui demande de s'endetter toujours plus. Ce n'est pas exactement ce que nous avons dit ; en tout cas, je ne l'ai pas entendu dans le précédent mandat. Par contre, nous souhaitons qu'on sache utiliser la dette pour investir, mais peut-être pourrons-nous nous retrouver sur ce point.

Maintenant, venons-en au débat d'orientation budgétaire.

D'abord, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Vice-président, je dois dire, et cela a été salué par d'autres, que ces orientations budgétaires sont cette année beaucoup plus lisibles qu'elles le furent. Nous avons une présentation prospective, pluriannuelle, je pense que c'est intéressant, c'est important et je voudrais vous remercier d'y avoir procédé. Je note d'ailleurs aussi que vous avez repris un certain nombre de propositions ou de thématiques que nous avions nous-mêmes mises en avant ces derniers mois et notamment durant la campagne électorale. Je prends par exemple le thème de la sécurité et vous dites que vous vous en êtes emparé depuis longtemps. Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé, permettez-moi de le préciser, mais je note que vous reprenez ce débat que nous avons beaucoup mis en avant, avec d'autres, d'ailleurs. Je note que vous avez repris, par exemple, la proposition de maisons régionales, qui est exactement la proposition que nous avions faite au printemps, et que les cotisations aux jeunes dans le cadre de la relance associative, là aussi, sont une proposition qui avait été faite par Marc FESNEAU. Nous avons ainsi, manifestement, quelques signes

positifs qui montrent que vous reprenez – alors, est-ce politique, est-ce par prévention ou est-ce par conviction ? – un certain nombre de nos propositions.

Cela étant, deuxième point, sur le plan strictement financier, je comprends bien la difficulté qui est celle d'une majorité et d'une collectivité d'une façon générale, qu'il s'agisse de la collectivité régionale ou d'autres collectivités, de faire des prévisions stables, linéaires sur le plan des recettes en particulier, compte tenu de l'incertitude de la situation économique. C'est particulièrement vrai pour la Région, puisque nous avons désormais l'essentiel de notre recette qui provient de la TVA, avec des variations possibles. Elles peuvent être positives, comme cela a été le cas récemment, elles peuvent être aussi négatives si la consommation baisse. C'est donc difficile. Aussi, je vous rejoins sur le fait que nous savons que l'État n'en a pas fini avec le financement des collectivités locales, puisque lui-même, mais c'est le résultat d'un certain nombre d'années de dégradation, est à bout de souffle financièrement. On ne va pas rentrer dans ce débat, mais c'est quand même une situation assez catastrophique. Il y a donc des incertitudes.

Je voudrais simplement rajouter qu'il y a des incertitudes liées aussi à votre gestion, notamment concernant le coût du volet ferroviaire. Vous dites qu'il faut le maîtriser, mais, en réalité, nous n'avons pas vraiment, en tout cas à ce stade, dans ce débat d'orientation budgétaire, de réponse précise sur l'évolution des relations entre la Région, l'État et la SNCF. Où en sont – c'est une question – les négociations ? Nous avons un vrai sujet sur la stratégie de financement de la Région, qui n'est pas précisée dans ce DOB en matière ferroviaire. C'est vrai notamment de ce que vous dites, à savoir que nous allons soutenir le fret, que nous allons rouvrir le dossier Orléans-Châteauneuf. Mais vous ne parlez pas, d'ailleurs, de Chartres-Voves-Orléans et on ne parle pas non plus, par exemple, de Loches-Buzançais-Châteauroux. Il y a un certain nombre d'inquiétudes et d'incertitudes qui sont posées. Je rappelle que c'est tout de même 42 %, en fonctionnement et en investissement, le volet ferroviaire.

Je dis que, de ce point de vue, et je ne parle même pas du fait que vous n'évoquez pas l'appel d'offres possible dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, qui est maintenant une réalité, nous avons sur le volet ferroviaire une incertitude majeure qui, me semble-t-il, entache un peu ce débat d'orientation budgétaire.

Enfin, troisième point…

Mme CANETTE.- Monsieur FORISSIER, je vais être obligée de vous…

M. FORISSIER.- Pardon ?

Mme CANETTE.- …demander d'être attentif au temps… Voilà…

M. FORISSIER.- Je n'ai pas compris.

Mme CANETTE.- …au temps de parole.

M. FORISSIER.- Oui, écoutez, je ne sais pas combien j'ai fait, mais je suis président du groupe et…

Mme CANETTE.- C'est pour…

M. FORISSIER.- …je prends le temps que je veux.

Mme CANETTE.- C'est cela, voilà, pour les autres orateurs.

M. FORISSIER.- Ce sera décompté, j'imagine, cette interruption.

Mme CANETTE.- Eh bien, c'est pour cela, débrouillez-vous !

(Rires)

M. FORISSIER.- Je n'ai pas compris ce qu'elle a dit.

INTERVENANT.- C'est une mesure de protection pour vous.

Mme CANETTE.- C'est cela ! Je suis attentive à votre sécurité au sein de votre groupe.

M. FORISSIER.- Merci. Merci, Madame la Rapporteure générale.

(Brouhaha)

Je suis désolé, mais enfin, bon…

Je voudrais terminer sur le plan financier pour vous dire que vous allez être obligés de gérer en fonction de la dette. En fait, votre ligne d'horizon, c'est la dette. Vous avez « explosé » la dette et, d'une certaine façon, c'était nécessaire, nous l'avons dit dans les temps précédents, mais, du coup, maintenant, c'est une contrainte pour vous. Nous passons quand même de 3,6 annuités en 2020 à 7,8 en 2026. Je pense qu'il y a là aussi une très forte incertitude et une très forte contrainte dont il était nécessaire de rappeler la réalité.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Vice-président, je pourrais revenir sur beaucoup d'autres sujets. Nous n'avons pas aujourd'hui, et c'est la grande critique que je ferai dans ce débat d'orientation budgétaire, de réponse sur deux choses.

Premièrement, je le dis dès le départ, nous n'avons pas de réponse sur ce que vous allez faire avec les départements. Tous les départements sont très inquiets, car les conventions Région-Département ne sont absolument pas évoquées dans ce DOB, et nous ne savons pas où elles vont. Il y a, paraît-il, une réunion le 16 novembre et je pense qu'il aurait été très utile, notamment pour rassurer les territoires et leur permettre de faire eux-mêmes leurs prévisions, que les choses soient calées avec les conseils départementaux. Ce n'est pas le cas et cela me revient des six départements. Je rappelle que nous avons eu une année blanche en 2021 et il serait bien que nous n'ayons pas une année blanche en 2022.

Deuxième chose, un mot pour vous dire que s'il y a des points positifs, je les ai rappelés, si vous savez que nous serons évidemment constructifs et que nous soutiendrons, parce que c'est notre priorité, tout ce qui peut aller dans le sens du développement de notre territoire durant ce mandat, nous regrettons, cela dit, qu'il n'y ait, au fond, aucune véritable stratégie lisible et affirmée de réduction des dépenses de fonctionnement. Vous parlez de maîtrise et non de réduction. Je pense que quand on commence un mandat, on remet tout à plat, on essaie de dégager des marges de manœuvre, on n'est pas seulement dans la maîtrise, même s'il y a des efforts qui sont faits, je le sais, notamment en matière de personnels, on

affiche aussi un objectif de réduction pour dégager des marges de manœuvre supplémentaires pour l'investissement.

Enfin, vous n'avez pas de hiérarchisation véritable de vos priorités, il n'y a pas d'axes forts majeurs. On parle de tout, tous les mots y sont, à l'exception du mot « éolien », à l'exception du mot « aéroport » et je pourrais en évoquer quelques autres.

Il y a donc, au fond, une approche assez globale, assez complète, direz-vous, mais moi, je dis assez dispersée, car nous n'avons pas, aujourd'hui, dans le cadre ce débat d'orientation budgétaire, d'axes forts. On a un peu tendance à se dire qu'on va continuer à saupoudrer un peu partout pour que tout le monde soit content et on ne concentre pas, notamment en matière financière, avec une volonté affichée et affirmée sur l'industrie, sur l'agriculture pour laquelle il faudrait augmenter réellement le budget propre de la Région pour être dans la moyenne des autres régions, sans même parler, naturellement, de la gestion des fonds européens. La redéfinition des CRST, vous l'annoncez mais nous n'avons pas de véritable politique affirmée pour renforcer le soutien aux communes. Les stratégies aéroportuaires, les investissements routiers structurants, je les ai évoqués. Sur la sécurité, vous évoquez un certain nombre de sujets mais vous ne parlez pas de l'essentiel, c'est-à-dire du soutien à l'équipement des communes. La recherche-innovation est à peine évoquée. La santé, nous y reviendrons toute la journée mais cela reste quand même assez restreint. Je pourrais ainsi continuer la liste.

Monsieur le Président, il y a un effort de la part de la majorité, de l'Exécutif, mais il y a beaucoup de « mais » et je tenais à les rappeler. Nous serons donc extrêmement vigilants et nous continuerons à avancer nos propositions bien au-delà de ce débat d'orientation budgétaire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci pour votre intervention, Monsieur FORISSIER.

Je donne la parole à Monsieur CHASSIER.

M. CHASSIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous sortons à peine de la crise sanitaire dans l'euphorie d'une reprise qui n'est qu'un rattrapage du niveau antérieur et qui ne sera atteint, d'ailleurs, qu'en 2022, mais avec beaucoup d'interrogations et d'incertitudes. Nous le verrons en examinant le contexte économique et son impact sur la trajectoire budgétaire.

Vous commencez par aborder les grandes priorités de la mandature : mieux vivre dans la Région, transformer notre monde économique, soutenir nos territoires. Cela reste, avouez-le, des énoncés assez vagues et qui reflètent les incohérences et les faiblesses rédhibitoires de la loi NOTRe. D'ailleurs, pour le CESER, nous sortons en partie du champ de nos compétences, et cela nécessiterait une véritable clarification.

Nous avions voté contre le budget 2021, selon nous sans véritablement stratégie et dont les objectifs ne répondaient ni à l'urgence ni à une politique de relance au-delà des retombées de la dépense publique, ni aux attentes du monde économique et de nos concitoyens. Les orientations pour 2022 ne corrigent pas cette impression.

Vous souhaitez engager la Région vers un nouveau modèle de développement environnemental, économique et social. Vous le savez parfaitement, au-delà de la question des compétences, cela dépasse très largement le cadre de la Région et sa capacité de faire, alors que l'exercice est déjà difficile au niveau d'un seul pays. Mais, au-delà de la posture incantatoire, nous redoutons la multiplication d'objectifs, de contraintes, de conditionnalités – suivez mon regard qui se tourne vers Glasgow –, ce qui risque de pénaliser tous les acteurs de l'économie régionale. Encore une fois, la stratégie du développement économique est la compétence et la responsabilité de l'État, à condition, bien sûr, qu'un État souverain joue pleinement le rôle qui est le sien.

Je reprendrai rapidement quelques points, car le temps me contraint.

Sur le GIP Pro Santé, nous y reviendrons, j'avais souligné en Commission permanente les difficultés de recrutement, et les présidents de département affichent carrément leur scepticisme. Pourquoi n'ont-ils pas été davantage associés ?

Sur le volet économique, nous attendons de voir se concrétiser la mobilisation pour la réindustrialisation, la relocalisation, la reterritorialisation. C'est un point sur lequel nous avons eu raison depuis longtemps et avant les autres, mais il faudrait aussi évaluer à la fois la pertinence des objectifs et l'efficacité des dispositifs. Le CESER note par ailleurs que le soutien en faveur de la recherche et de l'innovation n'est même pas cité dans le rapport.

Votre plateforme territoriale de rénovation énergétique de l'habitat semble faire doublon avec le nouveau service public France Rénov' pendant que les EPCI ouvrent, eux aussi, des guichets uniques qui ont le même objectif. Pourrait-il y avoir un peu de cohérence ? De même, les objectifs surfaciques en matière d'agriculture bio semblent irréalistes au regard de la future PAC 2023-2027 et de la gestion des aides. Il y a beaucoup d'incertitudes également sur le volet ferroviaire, comme cela vient d'être rappelé.

Les contrats régionaux de solidarité territoriale devront placer la question des transitions au cœur des projets. Comment cela va-t-il se traduire ? Jusqu'où ira le chantage de vos alliés écologistes ? Pour nous, les CRST devraient d'abord agir pour l'égalité des territoires en redynamisant la ruralité et les villes moyennes, qui représentent les deux tiers des habitants de la région, et cela rejoint le volet économique.

Mais tout cela reste vague, très vague, trop vague et nous le déplorons. Nous verrons au Budget primitif comment tout cela va se traduire, mais l'exercice s'avère compliqué au regard des ambitions parfois contradictoires des différentes composantes de votre majorité. La seule chose qui ressort vraiment de cette présentation, c'est en effet la pression croissante du groupe Écologiste.

Nous voyons aussi que les dépenses de fonctionnement ont fortement augmenté pendant la crise, avec une trajectoire budgétaire qui laisse apparaître une diminution rapide de nos capacités d'investissement dès le milieu de la mandature dès lors que nous aurons atteint la limite de notre capacité d'endettement en calculant l'épargne brute hors TICPE Grenelle, qui devrait être, vous le savez, inscrite en recettes d'investissement, et nous serions dans ce cas à 9,9 années de désendettement en 2025 à partir de vos propres calculs. De fait, nous voyons le niveau d'investissement retomber rapidement dans la trajectoire budgétaire.

La TVA représente aujourd'hui une fraction déterminante dans nos recettes, dont chacun espère le dynamisme mais qui reste la plus sensible à la conjoncture. Or, passé le rattrapage du niveau d'avant-crise au prix d'un déficit budgétaire qui explose, les prévisions de croissance dès 2023 retombent au niveau d'avant, entre 1 et 1,5 %, sans exclure le risque d'une défaillance. C'est peut-être encore trop pour les partisans de la décroissance mais insuffisant pour garantir le dynamisme des recettes, et cela rend fragile les prévisions budgétaires, sans parler de l'instabilité institutionnelle.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur CHASSIER.

Monsieur VIGIER a la parole.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Avec les orientations budgétaires d'une nouvelle mandature, c'est un peu la ligne que l'on écrit pour ces sept prochaines années, dans un contexte particulier, vous l'avez rappelé : une pandémie mais un État qui a été à la hauteur, puisque le « quoi qu'il en coûte » n'est contesté par personne, soit 420 milliards d'euros sur la table, une thésaurisation à côté et une croissance comme on n'en avait jamais eu depuis les années 1970, qui nous place d'ailleurs devant l'Allemagne. Habituellement, nous sommes toujours derniers, là nous sommes attendus sur une croissance de 6,5 %, avec une croissance estimée à 4 points pour l'année prochaine.

Vous avez parlé des recettes, Monsieur le Premier Vice-président. Je me suis adonné à un petit exercice pour vérifier ce qu'étaient les recettes en 2017 pour la Région et ce qu'elles sont maintenant. On a perdu 17 millions d'euros et c'est vrai qu'il y a toujours une incertitude sur les recettes, de même que sur la part de TVA. Mais on est loin des années 2012-2017 où on avait infligé 13,5 milliards d'euros de diminution de dotations aux collectivités. N'oublions pas tout cela, nous l'avons dans toutes nos têtes.

Avec la TVA qui est une ressource dynamique, les Régions de France ont souvent demandé qu'une part de TVA soit de nos régions. Évidemment, il y a un gap lorsque les choses vont bien et, d'ailleurs, je crois que vous avez été très précautionneux dans le calcul de vos recettes à venir, ce qui veut dire que nous aurons probablement quelques bonnes nouvelles. Mais, pour être complet, vous avez su aussi mobiliser les fonds européens, car de 70 millions d'euros, on est passé à 166 millions. Il faut donc le dire à tout le monde, l'Europe est bien là, cette Europe décriée par certains. Elle est au rendez-vous.

Un programme annuel et pluriannuel d'investissement. D'ailleurs, le CESER l'a très bien remarqué et Nicolas FORISSIER l'évoquait à l'instant. On a une visibilité sur les sept prochaines années, avec 2 milliards d'euros, et c'est beaucoup plus que ce qui a toujours été fait dans les précédentes mandatures. Cela donne, je crois, beaucoup de sens au vœu que nous avons émis et dont nous aurons à débattre ce soir pour qu'on vérifie un peu l'indicateur de cette implication régionale. C'est la culture du résultat, la culture de l'évaluation et il est important, me semble-t-il, que lorsqu'on annonce une politique, on voie si oui ou non elle se traduit dans les faits.

Les marges de manœuvre financières sont restreintes, chacun le sait. La capacité de désendettement, la limite des 9 années, la mobilisation de l'emprunt à 250 millions d'euros en 2022, tout cela exige, Monsieur le Président, qu'on se concentre sur les priorités, qu'on ne cède pas au saupoudrage, qu'on soit vraiment dans les axes structurants où la compétence pleine et entière de la Région s'affirme véritablement et qu'on soit, justement, au rendez-vous de cette relance au moment où l'État, d'ailleurs, annonce 34 milliards d'euros pour les prochaines années dont 3,5 milliards pour l'année 2022. J'entends bien que cette Région Centre-Val de Loire prenne toute sa part.

Pendant cette campagne, avec Marc FESNEAU et avec tous les collègues, nous avons essayé de mettre en avant un certain nombre de priorités. Nicolas FORISSIER disait tout à l'heure que vous en avez repris certaines. Vous savez, pour moi, le problème n'est pas de savoir si on les reprend, l'important, c'est qu'on les porte. Et on les porte pour qui ? Pour les habitants de cette Région, et cela doit être au moins, me semble-t-il, un point qui nous rassemble et un point essentiel.

Mais cette relance, elle est là. Cette relance, il ne faut pas la « louper », cette relance, c'est celle du fameux *insourcing* de cette réindustrialisation. D'ailleurs, Président, nous étions ensemble lorsque le président de la République était venu visiter l'usine Pfizer, vous vous en souvenez, à Saint-Lubin-des-Joncherets. Voilà, dans le domaine de la santé, on a la chance d'avoir Polepharma dans la région drouaise, on a la chance, cette capacité d'avoir des leviers industriels qu'il faut activer. En tout cas, nous, nous souhaitons que ce rendez-vous de la relance soit un rendez-vous réussi.

Deuxièmement, sur la transition écologique, j'ai été surpris de voir que dans votre document d'orientations budgétaires, le mot « nucléaire » n'apparaît pas, pas plus que le schéma aéroportuaire. On a gommé toutes les aspérités qui pourraient éventuellement fragiliser, quelque part, une coalition. Pourtant, sur le nucléaire, on le sait tous et même certains écologistes nous le disent : oui, le nucléaire maîtrisé, pourquoi pas. Et il y a les énergies renouvelables. Nous avons un rendez-vous majeur dans cette Région. Vous le savez, Monsieur le Président, en Eure-et-Loir, nous venons de lancer un schéma départemental des énergies renouvelables. Il nous faut évidemment, au travers du SRADDET, quantifer tout cela, définir des objectifs, parce que ce bouquet d'énergies renouvelables est indispensable et c'est aussi une question d'indépendance énergétique. En ce temps de COP26 à Glasgow, qui nous le rappelle, on peut avoir le comportement des Australiens qui nous expliquent que le charbon est parfait chez eux ou de l'Allemagne qui a fermé ses centrales nucléaires mais qui tous les jours passe une petite commande à la France en lui disant « merci de nous livrer de l'énergie ». Soyons au rendez-vous sur ces aspects majeurs.

Soyons au rendez-vous également, vous l'avez dit, sur les plateformes territoriales de rénovation énergétique, qui seront réparties sur tout le territoire, pourquoi pas. Le CESER, d'ailleurs, dans son avis, a été très pertinent en disant qu'il fallait une bonne articulation avec ce que souhaitait faire l'État avec les nouveaux espaces France Renov'. Ne créons pas, quelque part, une dichotomie mais plutôt une synergie renforçatrice. Aussi, j'ai été un peu surpris de l'arrivée d'un revenu de transition écologique et solidaire à titre expérimental ; je ne pense pas que ce soit vraiment le rôle de la Région. En revanche, encourageons tout ce qui peut relever des énergies renouvelables, mais avec l'assentiment des populations.

La jeunesse, vous le savez, est au cœur de nos préoccupations, parce que trop de jeunes partent, disons-le, ces jeunes qui, en plus, ont été très lourdement éprouvés par la Covid. Il faut donc les aider. Un dispositif gouvernemental est sorti il y a quelques jours et, là aussi, il faudra l'articuler avec ce qui se passe, car la région est en pleine compétence. Il y a ce qu'on appelle les *(inaudibles)** qui permettent, au niveau territorial, de trouver des parcours pour ces jeunes de 18 à 25 ans. Ces jeunes, il faut les aider, il y a les décrocheurs, les décrocheurs universitaires, les décrocheurs scolaires classiques, pour lesquels nous devons être là, de même que la mobilité pour les jeunes est nécessaire. C'est une proposition qu'avec Marc FESNEAU nous avons portée pendant cette campagne et nous serons au rendez-vous.

Je laisserai naturellement mes collègues s'exprimer sur toutes les thématiques, mais, sur la santé, je pense qu'on peut dire de façon très détendue qu'elle est un échec terrible au niveau national du fait de la désertification médicale, et des membres éminents parmi vos amis ont eu des responsabilités importantes dans cette Région. Il y a le nombre d'internes, sur lequel il faudra aller plus loin, et la faculté dentaire qui est un combat que nous porterons ensemble, Monsieur le Président. Cinq facultés devraient être créées et nous attendons tous la signature des deux ministres. En tout cas, nous la pousserons, de même que sur la faculté de médecine. En revanche, il y a une compétence pleine et entière qui vous a été donnée par la loi en 2004 : ce sont les formations sanitaires et sociales. Faisons un véritable inventaire, et c'est à nous, à nous…

On l'a fait, mais il faut aller plus loin, parce qu'il en manque ! Lisez le papier de Frédéric VALLETOUX dans le *Journal du Dimanche*, qui nous explique qu'il manque 125 000 personnels dans les domaines sanitaires et sociaux. Eh bien là, c'est une vraie compétence sur laquelle la Région peut aller.

Les mobilités, c'est une véritable ambition, forte, indispensable. On ne parle plus de Voves-Orléans mais il faudra quand même qu'on parle de quelque chose, parce que le département de l'Eure-et-Loir ne peut pas être indéfiniment isolé de la Région Centre-Val de Loire, Monsieur le Président. Il y a aussi l'hydrogène, Châteauneuf-Orléans et j'imagine qu'avec un nouvel exécutif à la Métropole, les voix du dialogue vont peut-être faire en sorte qu'on trouve enfin – enfin – une solution. Notre collègue Matthieu SCHLESINGER ayant de nouvelles responsabilités, j'imagine que ce sera un trait d'union solide.

Je voudrais conclure en vous disant, Monsieur le Président, que vous pouvez compter sur nous pour être constructifs, pour être force de proposition, pour être vigilants et pour être exigeants.

Je vais vous faire une proposition. Vous allez refondre complètement la politique des contrats de pays, qui sont devenus les contrats régionaux de solidarité territoriale. À votre place, il y a une quinzaine d'années, Michel SAPIN avait proposé à son opposition, de façon la plus large possible, un travail en commun sur une nouvelle politique économique. Moi, je vous fais la proposition, sur la négociation avec la SNCF – qui est difficile, vous l'avez rappelé –, avec Philippe FOURNIÉ et tous les autres, d'associer les membres de ces groupes. On verra et chacun sera en responsabilité. Sur la refonte des politiques territoriales, associez les membres de ces groupes.

Enfin, sur les états généraux de la Jeunesse, un mot, nous sommes prêts partout où nous avons notre part. Il est des moments où lorsque la responsabilité est là, on doit l'exercer. Comptez-sur nous pour aller dans ce sens-là.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

La parole est à Monsieur GODET.

M. GODET.- Merci, Monsieur le Président.

Comme vous le savez, six ans après la COP21, la 26e Conférence des Parties a débuté le 31 octobre en Écosse. Les experts de l'ONU sont formels, les gouvernements sont loin d'avoir atteint le niveau d'ambition nécessaire pour contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré et atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

C'est dans ce contexte que notre Région prépare son budget 2022 et sa trajectoire budgétaire pour la mandature qui s'est ouverte en juin dernier.

Du global au local, à tous les échelons, l'action publique doit converger vers les mêmes objectifs : d'abord, réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre pour éviter le pire, ensuite, s'adapter à ce qui ne peut plus être évité, enfin, protéger les plus vulnérables face à ces changements. Ce sera le sens de la déclaration d'urgence climatique et sociale qui sera faite lors de la prochaine session plénière. Ce sera aussi l'objectif que notre groupe poursuivra tout au long du mandat.

Dès 2019, notre Région a initié à son niveau une COP régionale portée par Charles FOURNIER. Cette initiative originale a été remarquée à l'international, ce qui vaut à Charles, vous l'avez dit, d'être invité à présenter à Glasgow cet ambitieux programme de mobilisations et d'actions. Ces invitations sont une reconnaissance du travail mené par la Région Centre-Val de Loire et cette visibilité renforce notre volonté de faciliter toujours plus le passage à l'action.

La préparation du premier budget de la mandature est l'occasion de présenter quelques priorités de la majorité régionale. Ce n'est pas le moment ici de détailler la centaine de mesures sur lesquelles nous nous sommes entendus, mais notre groupe se réjouit notamment d'y retrouver, par exemple :

- un grand programme de réindustrialisation, de relocalisations et de reterritorialisation dont une délibération, aujourd'hui, va constituer un premier acte ;

- un Cap Transition écologique et la création d'un accélérateur des transitions écologiques qui favorisera le développement de l'économie industrielle territoriale, de l'économie circulaire, des filières biosourcées, de l'éco-conception, etc. ;

- l'objectif, non seulement de 100 % local mais aussi de 50 % bio dans les cantines de nos lycées ;

- le renforcement du soutien régional aux initiatives locales, citoyennes et de solidarités ;

- le soutien aux territoires de cultures ;

- la relance des comités de lignes et leur transformation en comités de mobilités locales pour une véritable concertation sur l'organisation des mobilités en région.

Le groupe Écologie et Solidarité marquera néanmoins parfois ses différences. Par exemple, sur les aides économiques qui n'apportent aucun levier et dont l'utilité sociale et environnementale n'est pas établie, sur les aides à l'élevage intensif, sur l'encouragement au développement du transport aérien.

La préparation de ce budget 2022 et plus généralement l'anticipation de la trajectoire financière de la mandature jusqu'en 2028 ont lieu dans un contexte délicat pour les finances de la collectivité. La crise Covid a dégradé la situation financière de la Région, il a fallu en effet augmenter certaines dépenses pour atténuer les effets de la crise alors que les recettes institutionnelles ont diminué. À cela s'ajoutent les incertitudes sur les recettes des Régions, souvent très liés à la consommation : la TVA, les cartes grises, la TICPE. Betsabée HAAS reviendra sur la TICPE tout à l'heure pour notre groupe. On peut d'ailleurs noter ce paradoxe : alors que tout nous amène à œuvrer toujours plus pour l'écologie, nos recettes régionales sont liées à des impôts productivistes.

Concernant la taxe sur la valeur ajoutée, nous constatons que notre principale source de recettes est en fait très sensible à la conjoncture économique et rend difficile les projections financières. En plus d'être un impôt injuste, elle précarise d'une certaine façon nos finances régionales. La taxe régionale sur les certificats d'immatriculation est donc la seule taxe sur laquelle la Région a réellement la main et nous avons fait le choix de ne pas y toucher.

Dans ce contexte délicat, la Région fait le choix de fixer une trajectoire budgétaire de mandat s'appuyant sur une maîtrise de notre capacité de désendettement en dessous du seuil des 9 ans tout en garantissant des investissements importants – vous l'avez rappelé, Monsieur le Président –, par exemple dans l'éducation avec les lycées, dans les mobilités durables avec le ferroviaire et, bien sûr, dans la vie des territoires avec le CRST.

En conclusion, la hausse du niveau d'endettement est nécessaire et notre groupe l'assume, mais elle doit nous inciter à passer au peigne fin toutes les dépenses de la collectivité au regard de leur utilité sociale et écologique. Chaque euro dépensé doit respecter le climat et l'environnement ou contribuer à réparer les dégâts du passé, renforcer les solidarités sociales, territoriales, internationales, être source d'emploi ou de mieux-vivre. Cela suppose d'anticiper les impacts attendus de chaque mesure, non seulement sur les finances régionales et sur la satisfaction des besoins de nos concitoyens, mais aussi sur le climat et la biodiversité. Ce sera possible avec la mise en place d'un budget vert pour les prochains exercices, fruit de l'accord de mandature de la majorité.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Oui, Monsieur le Premier Vice-président ?

M. GRICOURT.- Merci, cher collègue. Je voudrais simplement rappeler à nos collègues du groupe Rassemblement National de respecter la consigne de port du masque en dehors des interventions.

M. le Président.- Une absolue nécessité. C'est une règle à laquelle ont souscrit ce matin l'ensemble des représentants des groupes, parce qu'elle s'impose à tous.

M. le Président.- Nous poursuivons nos débats et je donne la parole à Monsieur LEONARD pour le groupe Communiste et Républicain.

M. LEONARD.- Bonjour à toutes et à tous, chers collègues.

Après beaucoup de travail, nous sommes en passe de valider ce pour quoi nous avons été élus, d'une part, le rapport d'orientations budgétaires et, d'autre part, la mise en place de politiques qui impacteront les usagers et les citoyens de notre belle Région Centre-Val de Loire. Ce rapport a été travaillé et retravaillé dans une démarche de co-construction en mettant en avant les valeurs de chacun des groupes de cette majorité, et nous en sommes heureux.

C'est dans cette optique que nous souhaitons déployer des politiques plus proches de la population, dans un souci d'amélioration de leur quotidien. Cette démarche est d'autant plus importante que la situation sanitaire que nous traversons a fragilisé nombre de secteurs d'activité, ce qui nous met en devoir d'accompagner et de relever ceux qui connaissent des difficultés en renforçant la solidarité au sein de notre Région.

Encore une fois, la crise sanitaire a ébranlé la façon de fonctionner de nos collectivités, créant ainsi de nouvelles lignes budgétaires qui se rajoutent et s'additionnent pour subvenir à de nouveaux besoins liés à cette crise. C'est un exercice périlleux qui requiert la plus grande attention pour satisfaire les besoins multiples de la population.

Dans cette situation si particulière, émergent également des incertitudes qui nous incitent fortement à regarder les recettes avec prudence, même si les indicateurs semblent positifs. Le rapport d'orientations budgétaires a été préparé au plus près des réalités actuelles en s'engageant dans un budget maîtrisé sur tous les volets de dépenses. Ce qui est sûr, c'est que ces incertitudes ne doivent pas nous empêcher de réaliser les projets que notre Région se doit de faire, des projets utiles à la population, prenant particulièrement en compte la situation des plus défavorisés.

Nous nous engageons à poursuivre les propositions déjà enclenchées dans notre Région et qui sont de réelles victoires pour un avenir qui prenne en compte l'aspect social, économique, environnemental et écologique de notre société. Dans la conjoncture actuelle, l'économie change et subit des mutations fortes qui impactent directement notre façon de fonctionner. Nous faisons face, après la crise sanitaire, à des problèmes de cohérence du système économique qui vont à l'inverse des besoins sociaux, économiques et environnementaux. C'est donc un défi plus que conséquent qui nous attend pour rendre notre économie de région plus innovante, attractive mais aussi et surtout écologique et sociale dans une démarche de relocalisations. Les états généraux qui vont suivre dans quelques semaines seront l'occasion de redéfinir les priorités et d'enclencher notre programme de réindustrialisation, de relocalisations et de reterritorialisation.

Penser « économie », c'est penser « avenir » avec le Cap Transition écologique. En effet, la Région se place comme accélérateur d'une transition écologique indispensable, cette transition étant obligatoirement liée au progrès social. Cette action passe aussi par la simplification des démarches nécessitant un lien fort avec les intercommunalités pour être au plus près des réalités qui touchent nos concitoyens.

Notre économie, c'est également donner un élan à l'économie sociale et solidaire, accompagner une transformation de notre système en œuvre pour un territoire « zéro chômeur de longue durée ». C'est également renforcer l'emploi associatif avec des valeurs qui sont les nôtres, notamment en continuant notre travail sur le Cap' Asso, en y intégrant un volet Handicap pour répondre aux besoins des personnes précisément en situation de handicap. L'économie, c'est aussi le volet social pour que les salariés soient davantage reconnus dans leurs besoins, leurs compétences et pour que la qualité de vie sur leur lieu de travail soit mieux prise en compte.

Le transport est un de nos domaines de prédilection, dans lequel la Région s'est engagée pour faire de la mobilité un facteur d'épanouissement et d'autonomie. Nous nous engageons dans une démarche pour décarboner les mobilités du quotidien. Cela passe par plusieurs actions significatives, entre autres par la poursuite de la gratuité des transports scolaires, action politique transversale saluée par les familles de notre Région. Le ferroviaire est également un engagement conséquent sur notre territoire, particulièrement avec la sauvegarde et le redéploiement de certaines liaisons dites du quotidien. L'engagement pour le transport, c'est aussi l'intégration des objectifs du plan vélo, le passage des cars Rémi à l'énergie biogaz d'ici 2028 et la mise en place d'une politique tarifaire avantageuse, dont la gratuité pour les moins de 26 ans. La mise en place de cette gratuité constitue un enjeu important pour faciliter les déplacements en favorisant l'utilisation des transports en commun. L'objectif de ce mandat est de créer une alternative à la voiture, respectueuse de l'environnement et accessible à tous. Nous souhaitons également redévelopper le fret ferroviaire, malmené depuis trop longtemps, le replaçant ainsi dans un contexte écologique appréciable plus sécurisant pour la vie des populations habitant à proximité des axes routiers.

La santé, que nous portons tout particulièrement dans notre groupe, reste au centre des préoccupations principales pour nos concitoyens. En effet, le problème de désertification médicale persiste, engendrant de longs trajets séparant les habitants des praticiens et des délais d'attente qui sont devenus le lot quotidien des usagers. Cette mandature sera l'occasion de continuer l'investissement pour accroître le nombre de professionnels de santé et de structures d'exercice salarié ou libéral, de renforcer la prévention santé, notamment pour les jeunes, et d'augmenter les personnels formés dans les filières sanitaires et sociales.

Globalement, la formation professionnelle gagne à être développée. En 2022, nous prévoyons le déploiement de 300 000 personnes formées et la création de 20 000 emplois dans une optique de territorialisation, avec la création de tiers-lieux pour chaque bassin. C'est un enjeu important qui doit prendre en compte à la fois les besoins identifiés des entreprises et les aspirations des personnes formées.

La jeunesse, comme vous vous en doutez, à la suite de quelques-uns de mes propos précédents, reste un programme indispensable à construire en le maintenant coûte que coûte pour l'avenir de notre Région. La jeunesse a été précarisée durant cette pandémie, aggravant des problèmes déjà existants et prenant des tournures tragiques pour certains. C'est à nous de redonner à notre jeunesse la possibilité de vivre dans de bonnes conditions matérielles en lui permettant l'accès à l'éducation sans discrimination, avec les possibilités d'un quotidien rassurant et propice à l'épanouissement. C'est avec la construction de deux nouveaux lycées, la continuité des aides pour les étudiants et pour les lycéens que nous pourrons leur apporter le soutien nécessaire.

Nous avons écouté avec un grand intérêt les critiques et remarques des groupes d'opposition. Toutefois, je trouve personnellement qu'elles manquent un peu d'aspects constructifs, au-delà des critiques.

Aussi, nous sommes heureux de porter et de défendre les mesures figurant dans ce rapport d'orientations budgétaires. Nous serons engagés et attentifs dans l'avenir, je dis bien l'avenir de notre Région Centre-Val de Loire, pour améliorer le quotidien de nos concitoyens.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

La parole est à Madame GLOANEC-MAURIN.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Vice-président, chers collègues, au nom du groupe Socialistes, Radicaux et Citoyens et au nom de tous mes collègues, je voudrais vraiment exprimer la satisfaction aujourd'hui de présenter à l'assemblée ce premier rapport d'orientations budgétaires du mandat.

C'est un document, vous l'avez vu, qui est rédigé sur trois grands axes :

- mieux vivre en région, d'abord les habitants,
- la transformation de notre modèle économique, d'abord l'économie aussi, c'est important,
- et le soutien à nos territoires d'initiative et de solidarité, et je voudrais rappeler qu'à travers les contrats régionaux de solidarité territoriale, il s'agit bien d'accompagner tous les territoires et, bien sûr, les départements également.

Ces trois axes, vous l'avez compris, couvrent l'ensemble de nos actions de terrain et correspondent à nos compétences premières et prioritaires : la formation éducation emploi, le développement économique et l'aménagement du territoire. Ce sont nos grands axes.

Mais, au-delà de ces compétences, ce rapport d'orientations budgétaires cherche aussi, au-delà des chiffres, à donner du sens à notre action et vise à nous permettre d'agir dans tous les domaines qui font le quotidien de nos concitoyens. D'abord, les habitants : l'accès aux soins, l'agriculture, l'alimentation, l'attention à nos jeunesses, l'égalité femmes/hommes, l'emploi durable, les mobilités décarbonées, les spécificités de la ruralité, Monsieur CHASSIER, l'attractivité du territoire par le tourisme, le sport, la culture, évidemment la sauvegarde de l'environnement, de la biodiversité et de la démocratie locale. Tout cela, mes collègues vous en parleront ce matin.

Mais, oui, nous avons souhaité et voulu des orientations budgétaires profondément politiques et profondément cohérentes. Vous l'avez souligné et tant mieux, et je remercie aussi – je ne vois plus son président – le retour du CESER.

Véritable feuille de route non pas pour l'année mais bien pour le mandat à venir, les sept ans qui s'ouvrent devant nous, ce rapport s'inscrit pleinement et inscrit pleinement notre collectivité dans une trajectoire sociale et écologique, et c'est bel et bien une vision sociale, démocratique, écologique qui nous guide lorsque nous faisons ce qu'implique un budget, c'est-à-dire des choix.

Des choix, oui, car malgré un contexte incertain, il s'agit pour notre majorité de prendre ses responsabilités, malgré une épargne impactée, comme cela a été présenté ce matin, par la gestion de la crise, malgré aussi des ressources modifiées – je pense notamment à la TVA –, j'espère, mais Monsieur VIGIER n'est plus là, que la croissance sera au rendez-vous, étant donné elle dépend de la consommation.

Alors, oui, nous avons fait le choix, avec François BONNEAU, d'un effort d'investissement, un investissement continu et augmenté. Et c'est notre feuille de route, parce que l'impact sur nos capacités d'investissement est durable. Pourtant, il nous faut dégager des marges de manœuvre, car les attentes de la société, des acteurs économiques et associatifs, les enjeux auxquels nous devrons faire face sont trop importants, bien trop importants pour nous permettre une cure d'austérité aujourd'hui. Si nous n'agissons pas maintenant, ce sont autant de dépenses qui seront multipliées au futur et vous le savez tous.

Il est essentiel de rénover nos bâtiments publics, de diminuer notre empreinte carbone, de permettre la meilleure éducation possible et de protéger les plus fragiles. C'est notre ADN. Abandonner ces objectifs représenterait un coût bien plus conséquent que les dépenses qu'ils impliquent maintenant.

Nous pensons aussi sur le long terme et, vous l'avez compris, nous mobilisons de nouvelles ressources. Parce que oui, cela a été évoqué tout à l'heure, l'Europe est aussi au rendez-vous dans ce budget, je tiens particulièrement à féliciter les services de la Région qui ont su mobiliser au maximum les fonds européens.

Alors, bien sûr, nous devons également aller plus loin que le périmètre de nos compétences et il faut combler les failles créées par l'État dans des domaines capitaux, et je reviendrai ou nous reviendrons sur le cas de la santé. Et créer des failles ne suffit pas au gouvernement, puisqu'il décide toujours de nous donner plus de responsabilités, de nous demander plus d'efforts budgétaires, en recentralisant les décisions et en mettant autour une négociation toujours extrêmement difficile sur les dotations. C'est donc important.

Bref, c'est pourquoi, dans ces orientations budgétaires, nous portons le désendettement à 6,8 ans pour 2022. Nous pourrions aller encore plus loin, car nous avons l'autorisation d'être encore plus dépensiers. Mais non, ce serait oublier le devoir qui est le nôtre envers nos concitoyens et nos successeurs. Assurer à notre collectivité des finances saines et durables, c'est ce que nous souhaitons et c'est une vision qui a été et qui reste la nôtre.

Pour terminer, je parlerai aussi du haut niveau de service public, parce que nous minimisons les risques pour maximiser l'action publique et nous avons à cœur de défendre un service de qualité. Pour cela, il n'y a pas de secret, chaque agent territorial compte. Nous connaissons les besoins de nos territoires et ceux de la Région. Chacune et chacun doit pouvoir y travailler à sa place et dans les meilleures conditions possible, c'est aussi un engagement de la Région. Nos partenariats et contractualisations avec de nombreux organismes nous permettent d'agir dans bien des domaines avec des temporalités différentes de celles d'une collectivité. Nous élargissons ainsi notre panel de compétences tout en limitant les besoins internes de notre structure. Nous voulons des services publics efficients qui mêlent efficacité et économie de moyens. Seule cette vision peut nous permettre d'atteindre des objectifs. C'est vraiment notre ADN.

Enfin, en conclusion, nos orientations budgétaires pour 2022 sont tournées, avant toute chose, vers les habitantes et les habitants de notre Centre-Val de Loire, vous l'avez compris. Ils sont la source de notre engagement. Avec une utilisation responsable des deniers publics, nous choisissons d'investir, oui, investir, mais pour leur bien-être, pour leur environnement et pour leur futur.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. GRICOURT.- Chers collègues, puisque tous les représentants des groupes ont dépassé leur temps de parole à l'exception de Monsieur CHASSIER, qui est dans une recherche d'économie de fonctionnement, je demanderai aux intervenants suivants de bien respecter les temps de parole impartis.

M. le Président.- Merci.

La parole est à Monsieur POINTEREAU.

M. POINTEREAU.- Monsieur le Président, mes chers collègues, j'avais l'intention de parler de trois sujets, mais je ne sais pas si j'aurai le temps compte tenu des minutes qui me sont allouées.

Le premier sujet, c'est le problème de la santé que vous avez évoqué, Monsieur le Président. Avec quelques-uns de mes collègues parlementaires dont Nicolas FORISSIER, nous nous battons depuis déjà plusieurs années pour obtenir cette faculté d'odontologie dans la Région Centre, sur une démarche régionale, je le rappelle, et nous avons rencontré le Premier ministre Jean CASTEX la semaine dernière pour essayer d'obtenir satisfaction, officiellement pour une ouverture le 22 septembre. C'est vrai qu'à une époque, nous n'étions pas très nombreux à soutenir ce projet. Mais je voudrais, Monsieur le Président, me réjouir de votre soutien sur ce projet en apportant 3,5 millions d'euros dans le cadre du Contrat de plan État-Région, et je vous remercie de cette avancée. C'est une bonne chose pour notre Région, nous aurons l'occasion d'en reparler lors de nos vœux cet après-midi.

Le deuxième sujet concerne l'agriculture. Vous proposez dans vos orientations budgétaires de multiplier par quatre les surfaces consacrées à l'agriculture biologique en Région Centre dans le cadre d'un nouveau plan bio. Moi, cela me paraît trop ambitieux et, d'ailleurs, c'est l'avis du CESER. Je ne suis pas, bien au contraire, opposé à ce que les agriculteurs fassent une conversion en bio ; je ne suis pas dogmatique et je respecte toutes les agricultures.

Aujourd'hui, nous avons en France 12 % de la surface cultivée en bio. Mais, depuis le début de l'année, plusieurs secteurs majeurs de la ferme France connaissent une crise de débouchés en bio et, parmi elles, la filière lait qui se retrouve avec 20 % d'excédents labellisés AB sur les bras et déclassés en lait conventionnel. Aussi, 20 à 30 % de pommes bio cultivées en France sont vendues en conventionnel. Et avec la baisse du pouvoir d'achat, je pense qu'il y a aujourd'hui un vrai doute sur la capacité à produire et surtout à commercialiser la multiplication par quatre pour arriver à 18 % de surfaces agricoles en agriculture biologique. Il y a un doute mais aussi un risque de déstabiliser carrément la filière bio.

Dans le même temps, notre Région est une des premières régions agricoles de France, notamment en grandes cultures – blé, orge, colza, etc. –, et reste toujours le grenier de la France, mais surtout, elle a une capacité exportatrice importante pour notre balance commerciale. Il ne faut pas la négliger, car c'est aussi notre souveraineté nationale. Nous avons dans notre région 90 % de nos surfaces agricoles cultivées en HVE, en méthodes de conservation des sols et en traditionnel raisonné. Il ne faut absolument les déconsidérer, il faut les aider, les accompagner sans les opposer à l'agriculture biologique, car elles concernent des marchés complètement différents.

Les agriculteurs de la Région Centre subissent aujourd'hui une concurrence déloyale par rapport à leurs voisins d'Île-de-France mais également des Hauts-de-France ou du Grand Est qui ont des politiques en faveur de l'agriculture traditionnelle raisonnée beaucoup plus fortes qu'en Région Centre. Nous sommes à 3 700 euros par exploitation en Région Centre tandis que dans les autres régions, nous sommes au moins à 9 000 euros.

Monsieur le Président, je voudrais savoir ce que vous proposez pour ces agriculteurs. Vous ne pouvez pas, par pure idéologie de vos amis, les abandonner.

Je m'arrêterai là, sinon je vais prendre sur le temps de mes collègues. J'avais un troisième point, mais je l'évoquerai à une autre occasion.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur POINTEREAU.

Madame ESSAYAN a la parole.

Mme ESSAYAN.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais être assez rapide et je vais juste reprendre quelques éléments sur ce que vous déplorez en tant que Région.

Vous parlez d'incertitudes croissantes et d'une prévision à la baisse de vos recettes et affirmez que, de plus en plus, les composantes des recettes de la Région sont liées à l'évolution de la conjoncture économique et que la crise sanitaire a par conséquent généré des perturbations qui vont se répercuter sur les finances de la collectivité. Or, les chiffres disent le contraire. Même avec les projections prudentes faites par la Région, de hausse de 2,5 % par an en moyenne, la fraction de TVA passera de 562 500 000 euros en 2022 à 639 519 000 euros en 2027, soit une hausse de 13,7 %. Nous sommes donc loin d'une baisse de recettes institutionnelles et les procès d'intention à l'égard de l'État central sont un peu datés à mon avis.

C'est oublier que les dotations de l'État n'ont pas baissé durant ce quinquennat, ce qui avait été sensiblement le cas lors du précédent, pourtant de la même couleur politique que la vôtre. C'est oublier également que les réformes du financement des collectivités régionales vont justement dans le sens d'une plus grande autonomie financière avec la part croissante de la fraction de TVA reversée aux régions. Là où les dotations restent une décision de l'Exécutif, ce type de ressource dynamique entraîne certes un lien accru avec la conjoncture économique mais il offre surtout de réelles bouffées d'oxygène et récompense les collectivités qui s'engagent avec force dans une politique d'attractivité économique. La reprise annoncée de l'économie française est d'ailleurs à ce titre de bon augure pour les finances régionales.

En ce qui concerne le vote du maintien au maximum de la TICPE, notre groupe se prononcera favorablement, en pleine cohérence avec la stratégie gouvernementale de ne pas subventionner les énergies fossiles mais bien d'encourager la conversion aux énergies propres pour la mobilité.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame ESSAYAN.

Monsieur JACQUET a la parole.

M. JACQUET.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vice-présidents, chers collègues, je vais avoir une intervention sur les contrats régionaux de solidarité des territoires, qui sont un des bras armés des régions et notamment de notre Région sur la politique des territoires et sur la solidarité, qui peuvent être mises en exergue.

D'abord, je veux rappeler les trois principes qui régissent la mise en place des CRST. C'est d'abord une Région solidaire, un Région qui apporte son soutien aux acteurs locaux œuvrant pour un territoire. C'est aussi une Région qui assume son rôle d'entraînement vers un développement durable intégré et une Région qui va porter toutes les transitions, les transitions énergétiques, écologiques, les transitions alimentaires, économiques et sociales et les transitions numériques. C'est aussi une Région qui se veut facilitatrice, qui reste à l'écoute, qui renforce les liens dans la proximité et qui simplifie l'élaboration et la mise en œuvre des différents projets, notamment avec les collectivités locales.

Il me semblait important de rappeler qu'au travers de cela, en particulier dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, l'engagement de la Région sur les CRST, à travers l'action de François BONNEAU, n'est pas quelque chose de nouveau. C'est un travail de long terme qui continue et qui est fortement apprécié, notamment par les maires et les collectivités en milieu rural.

Si je peux me permettre, Monsieur FORISSIER, je voudrais essayer de vous rassurer. Tout à l'heure, dans votre propos liminaire, vous avez évoqué quelques inquiétudes sur les CRST, mais je tiens à vous dire que la Région Centre-Val de Loire est la première région française à consacrer autant de crédits sur les projets des collectivités territoriales. Ce sont 37 CRST qui sont signés dans la Région, pour un montant de 400 millions d'euros, ce qui n'est pas une petite somme. Ainsi, je voulais vous rassurer sur le fait que la Région Centre-Val de Loire est plutôt un modèle dans notre pays sur la déclinaison de ces différents projets territoriaux.

Il me semble aussi important de rappeler que les CRST vont être mis en place notamment pour la lutte contre le dérèglement climatique, qu'ils vont encourager la biodiversité, favoriser des bassins de vie équilibrés, là où il fait bon vivre.

Les CRST, dans leur mise en place par la Région, n'ont pas vocation à se substituer aux collectivités, bien au contraire, mais plutôt à les accompagner et à être avec elles dans une logique de co-construction sur nos territoires. En tant que maire rural, je tiens à vous dire que mes collègues sont très satisfaits de la mise en place des CRST et apprécient fortement le fait qu'ils aient leur libre arbitre dans leur territoire, avec le cadrage qui est fixé, sur la mise en place des politiques locales. Concrètement, la mise en place d'un city stade, la mise en place d'un certain nombre d'outils qui aident aujourd'hui nos collectivités, c'est grâce à la Région et aux CRST.

Je ne vais pas aller beaucoup plus loin, je risque de dépasser de quinze secondes le temps prévu.

Merci, Mesdames et Messieurs.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur JACQUET.

Monsieur BÉJEAU a la parole.

M. BÉJEAU.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais vous parler d'accès aux soins.

Le constat. Avec 85 médecins généralistes pour 100 000 habitants, la Région Centre fait figure de quasi-désert médical. La situation est critique et il y a incontestablement un manque d'attractivité de notre territoire. Une jeune femme médecin ne s'installera pas dans un désert médical en l'absence d'infrastructures, crèches, emplois pour le conjoint, etc.

Quelles sont les solutions qui ont été proposées et celles qui vont l'être prochainement ?

Lors de la convention médicale de 2016, 4 contrats avaient été proposés mais, mal expliqués, ils n'ont pas eu l'effet escompté. La réforme des études médicales, retoquée par les sénateurs, ne réglera pas les inégalités d'accès aux soins tant que le déficit d'attractivité ne sera pas comblé. Nous souhaitons un moratoire sur cette réforme.

Au niveau régional, le dernier bilan du GIP Pro Santé fait état de 10 contrats signés depuis février 2021, dont peu de salariés sur les 150 proposés. Toutefois, des contrats pourront être signés dans les centres de santé évoqués plus loin.

Deux mesures nouvelles sont intéressantes.

Premièrement, l'Indre-et-Loire, avec l'aide de la CPTS, est l'un des départements retenus comme territoire pilote pour expérimenter le service d'accès aux soins à compter du 16 novembre 2021. Ce service s'adressera aux patients qui n'ont pas de médecin traitant et reposera sur le volontariat de médecins libéraux acceptant de donner des créneaux d'urgence de soins non programmés. Ce service fonctionnera *via* le 15 et il est appelé à se développer sur tout le territoire. La solidarité de mes confrères est en marche. Cela avait été évoqué dans notre programme des régionales.

Seconde mesure, la CARMF propose de dispenser de cotisations retraite les médecins retraités actifs qui feront des remplacements dans les zones sous-denses.

Remarque sur le rapport des sénateurs concernant les déserts médicaux. Le dernier rapport des sénateurs insiste sur la nécessité pour la Région de développer des synergies fructueuses avec les départements et de veiller à une coordination efficace entre ces derniers. Historiquement, ce sont les communes qui, face à la carence de l'État, ont créé des centres de santé, dénommés autrefois dispensaires, pour des soins de premier recours, piste intéressante pour des médecins souhaitant être salariés. La création de centres de santé s'accompagne parfois de solutions visant à développer la médecine ambulante pour rapprocher l'offre de soins des patients situés en zones sous-denses. Matériellement, cela peut prendre la forme d'un bus ou d'un camion de santé. Dans les conseils de l'ordre, l'idée fait son chemin. Notre équipe avait également proposé ce type d'offre lors de la campagne des régionales.

Recommandation des sénateurs. Les sénateurs ont formulé 12 recommandations dont 7 à destination des élus locaux. Nous avons retenu principalement :

- bâtir des centres ou maisons de santé partenariaux, c'est-à-dire en étroite concertation avec les élus locaux et les professionnels de santé le plus en amont possible ;
- attirer les médecins par une aide personnalisée apportée à eux-mêmes ainsi qu'à leur famille ;

- généraliser les contrats locaux de santé sur l'ensemble du territoire afin de mettre en œuvre des actions au plus près des populations. Les élus doivent également favoriser la généralisation des CPS, en sachant que 1 000 sont prévus en 2022.

- encourager le recours à des projets de télémédecine, mais pas au détriment de la venue de médecins dans les territoires sous-dotés.

- mieux associer les collectivités territoriales à la politique menée par l'ARS dans la lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins. Cette recommandation suppose, dans le cadre du projet de la loi dite 3DS, de renforcer le poids des élus locaux au sein des conseils de l'ARS, d'élargir les attributions du conseil de surveillance des ARS et d'associer les collectivités locales à la détermination des déserts médicaux.

Concernant la faculté odontologique de Tours…

M. GRICOURT.- Merci de conclure, cher collègue.

M. BEJEAU.- Comment ?

M. GRICOURT.- Merci d'arriver à votre conclusion, cher collègue.

M. BEJEAU.- Je voulais juste dire deux mots sur la faculté odontologique.

M. GRICOURT.- Allez-y.

M. BEJEAU.- Nous constatons que ce projet se heurte au bon vouloir de l'État qui en a la pleine compétence et qui doit mettre sur la table 2 millions d'euros quand la collectivité en propose 3,5 millions dans le cadre du plan État-Région 2021-2027.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup.

La parole est à Madame CANETTE.

Mme CANETTE.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Quelques mots sur ces orientations budgétaires. Je crois, et cela a été dit, qu'elles sont à la fois sérieuses, responsables et volontaristes, dans un contexte d'incertitudes que nous parvenons ainsi, grâce à ce volontarisme, sinon à gommer, en tout cas à dépasser et je crois que c'est notre responsabilité de politiques que d'arriver à dépasser des incertitudes pour offrir des perspectives d'avenir qui ne soient pas trop anxiogènes dans cette période.

Dans ces orientations, je voudrais mettre en lumière l'importance des budgets, donc l'ambition qui est ainsi signée par nous pour notre jeunesse, les volumes d'investissement envisagés pour nos lycées, avec notamment – et je dis « notamment » car cela ne s'arrête pas là –, durant ce mandat, la construction de deux lycées, ce qui est inédit. Je dis « notamment » parce qu'effectivement, on peut aussi relever le volume d'investissement important pour la mise en œuvre du contrat de performance énergétique, et là, on s'adresse à la jeunesse, j'allais dire à un double endroit, non seulement parce qu'il s'agit des lycées mais aussi parce qu'on s'attaque à plusieurs enjeux, celui du réchauffement climatique et celui du développement durable, auxquels ils sont particulièrement sensibles. En effet, si on a parfois

l'image d'une jeunesse qui est un peu en recul, on peut constater qu'en réalité les jeunes sont extrêmement engagés et on a aussi la poursuite de la mise en accessibilité à laquelle ils sont extrêmement sensibles.

Deux lycées, je le disais. C'est d'abord le lycée de Hanches dont la première pierre sera posée dans les jours qui viennent et qui ouvrira à la rentrée 2023, et le lycée de Châteauneuf, qui sera également réalisé durant le mandat. Évidemment, ce sont des investissements dont je me réjouis, non seulement pour la jeunesse mais aussi parce que, il faut le dire, un lycée qui arrive sur un territoire, c'est aussi de l'aménagement du territoire et c'est de l'activité économique. Il y a donc un intérêt pour l'économie locale, car on sait que la construction de tels équipements mobilise les entreprises locales. Ces projets, encore une fois, doivent être lus comme un véritable signal adressé à la jeunesse et à tous ceux que la jeunesse intéresse. Karine GLOANEC-MAURIN le disait dans son intervention, nous agissons pour les habitants et dans leur intérêt au quotidien, et là, nous sommes sur cette population particulière qui doit nous mobiliser tout particulièrement, à savoir les jeunes.

Une ambition en tension qui trouvera, comme l'indique d'ailleurs le rapport, bien d'autres traductions, puisque, depuis longtemps, notre Région développe des actions innovantes auprès de la jeunesse, est attentive à ce que ces jeunes puissent se construire et s'épanouir et soutenir soutient également le pouvoir d'achat des familles de ces jeunes.

D'ailleurs, le volontarisme de notre Région en matière d'éducation – notamment sous votre impulsion, Monsieur le Président, quand vous occupiez les fonctions que j'ai l'honneur d'occuper aujourd'hui grâce à vous, que vous avez bien voulu me confier – a toujours été reconnu au-delà de nos frontières régionales et a toujours été remarqué, je crois, et loué.

C'est pourquoi, mais j'y reviendrai un peu plus tard dans cette journée, nous entendons remplir pleinement notre rôle de chef de file sur les politiques jeunesse, et la dernière communication de cette session nous permettra d'y revenir.

Mais, à ce stade, je voulais me réjouir, je l'espère, avec vous, avec chacun d'entre vous, de ce signal qui est donné à la jeunesse à travers ces investissements conséquents sur deux lycées durant le mandat.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup.

Monsieur BILLET a la parole. Il est sorti.

Monsieur SCHLESINGER a la parole.

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président.

À la suite de l'intervention de Philippe VIGIER, je voulais revenir plus spécifiquement sur la question de la santé, qui anime nos débats depuis le début de la matinée.

Dans le document qui nous a été transmis, fixant les orientations budgétaires pour l'année 2022 et présentant les ambitions du Conseil régional pour la mandature, la préoccupation sur la santé est mise en avant et identifiée comme la préoccupation principale de nos concitoyens. Le CESER, dans son rapport, le rappelle également et je crois que nous sommes tous convaincus de cette priorité.

En revanche, j'ai été un peu surpris quand j'ai lu le paragraphe sur ces orientations budgétaires. Par rapport à l'ampleur de l'enjeu et étant donné la taille qui lui est consacrée et le caractère assez général et vague, j'ai trouvé cela insuffisant et c'est un peu dommage, d'autant plus qu'un certain nombre d'options importantes doivent être réinterrogées en ce début de mandat. Les deux grandes actions fortes des deux derniers mandats ont été les maisons médicales, d'une part, et les médecins salariés, d'autre part. Après dix ans, on en connaît les résultats.

J'ai ouvert la semaine dernière une maison médicale à Olivet qui va permettre l'installation de trois généralistes qui n'exerçaient pas encore dans le territoire de notre Région, et je n'ai bénéficié pour ces deux installations d'aucun des dispositifs d'aides du Conseil régional.

Si j'attire votre attention là-dessus, c'est parce que nous sommes en début de mandat, ce sont des moyens importants qu'il faut consacrer et j'aurais trouvé intéressant que nous remettions l'ouvrage sur le métier pour essayer de voir comment nous pouvons rendre ces dispositifs plus efficaces, plus pertinents, de sorte qu'ils puissent répondre davantage à l'attente des territoires.

Le dernier élément concerne plus particulièrement les infirmiers et infirmières. Vous avez ouvert la session ce matin en évoquant ce thème et je crois qu'il est effectivement très important. Cela a été dit également tout à l'heure par un intervenant, la formation sanitaire est une compétence de la Région et c'est un besoin essentiel. Vous rappeliez les chiffres, nous manquons d'infirmiers et d'infirmières, ce qui se traduit par des fermetures de lits depuis cet été, nous avons devant nous un vieillissement de la population, des besoins renforcés et, enfin, nous sommes la Région qui forme le moins d'infirmiers et d'infirmières, et plus particulièrement encore dans le Loiret.

Aujourd'hui, je souhaite que dans ces orientations budgétaires – les vœux permettront peut-être de le redire –, nous puissions avoir des objectifs chiffrés, comme il y a eu des objectifs chiffrés pour d'autres investissements dans ces orientations budgétaires. Je vous propose de reprendre celui que nous portions durant la campagne, de multiplier par deux le nombre d'infirmiers et infirmières formés dans notre Région. Il y a urgence.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur SCHLESINGER.

Monsieur BILLET a la parole.

M. BILLET.- Excusez-moi, Monsieur le Président…

M. le Président.- Je vous en prie.

M. BILLET.- …j'avais une petite urgence à régler.

Dans le cadre des orientations budgétaires, je voulais intervenir sur un sujet qui, je pense, nous apparaît collectivement comme majeur, à savoir l'objectif de neutralité climatique.

À cet égard, vous le savez, la Commission européenne devra au plus tard en septembre 2023 évaluer toutes les politiques portées par les États de l'Union européenne et donner des prescriptions plutôt directives sur les objectifs et les actions à mener.

Dans le cadre des orientations budgétaires, notre groupe s'interroge sur les politiques décidées au sein de cet hémicycle en termes d'actions et d'aide financière en direction de la transition énergétique. J'ai fait le tour des politiques menées dans les différentes régions de France et, malheureusement, nous sommes la seule région de France à ne pas aider financièrement ces énergies renouvelables.

Je prendrai deux exemples pour vous apporter une certaine neutralité : l'Île-de-France, qui aide jusqu'à 50 % les projets de panneaux et de parcs photovoltaïques, et la région Nouvelle-Aquitaine, qui aide à hauteur de 30 % ses parcs photovoltaïques. Pourquoi le font-elles ? Elles le font parce que l'équilibre financier d'un tel projet est compliqué à atteindre.

Je prendrai un autre exemple, celui de l'agglomération drouaise qui, à travers la SEM Gedia qui appartient à la ville de Dreux, mène depuis très longtemps une politique pour développer la production d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, sur l'agglomération drouaise, qui compte 118 000 habitants, nous produisons 50 % d'énergies renouvelables pour l'ensemble des populations. À travers deux nouveaux projets, nous allons atteindre 100 000 mégawatts produits par an, ce qui représente la totalité de la consommation énergétique électrique pour notre bassin de vie. Simplement, au regard des réglementations qui évoluent et des taxes nouvelles qui arrivent, cet équilibre financier est difficile à trouver. C'est pourquoi la région Nouvelle-Aquitaine a poussé dans ce sens pour aider ces projets portés par les collectivités ou les SEM des collectivités, d'ailleurs portés par le groupe Les Verts à l'époque dans cette région, ce qui me semble être une bonne chose.

Vous savez que nous avons l'obligation de la neutralité climatique à l'horizon 2050 et, malheureusement, nous n'avons pas les politiques, aujourd'hui, dans les orientations budgétaires, qui nous permettent de remplir ces critères et ces objectifs.

Je vous ai bien écouté, Monsieur le Président, dans vos propos introductifs, j'ai entendu que vous étiez conscient des enjeux, qu'il fallait « sortir de ce réchauffement climatique », je vous cite, et vous avez dit que la Région devait être au rendez-vous. Effectivement, notre groupe vous invite à être bien au rendez-vous, car c'est un enjeu que nous partageons collectivement.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur BILLET.

Je donne la parole à Madame SAUTREUIL.

Mme SAUTREUIL.- Bonjour à tous.

Comme nous le savons, les confinements successifs et le développement du télétravail lié à la pandémie de coronavirus ont fortement impacté les recettes des transports publics collectifs. En France, le groupe SNCF a subi d'importantes pertes ces deux dernières années, 3 milliards d'euros en 2020 et 780 millions d'euros au premier semestre 2021. En Centre-Val de Loire, le Conseil régional reste toujours dans l'attente d'un accord entre l'État, la SNCF et lui-même sur le partage des pertes financières 2020 liées à la baisse de fréquentation du réseau TER en Centre-Val de Loire. Nous devons également anticiper une éventuelle nouvelle compensation de ces pertes pour l'année 2021.

Restons cependant confiants dans la résolution de cette situation avant de commencer l'année 2022 sur de bons rails, si je puis dire. Il y a d'ailleurs motif à espérer. Monsieur Jean-Pierre FARANDOU, le président-directeur du groupe SNCF, estime qu'il est possible pour son entreprise d'atteindre dès 2022 l'équilibre financier et de pérenniser son offre de services malgré l'ouverture du ferroviaire à la concurrence. Il espère même doubler la part du rail en dix ans, profitant notamment du report modal des actuels automobilistes vers le train, ce qui permettrait également de répondre en partie aux enjeux de réduction des gaz à effet de serre dans les transports, un des secteurs les plus polluants.

Afin de limiter le réchauffement climatique et de répondre aux problèmes de mobilité des habitants, nous devons repenser à la fois nos déplacements et nos politiques de transport. Favorisons les services de proximité pour limiter les trajets contraints et donnons les moyens aux régions de mener une politique de transport ambitieuse à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux.

D'ailleurs, le gouvernement semble suivre cette même trajectoire. En effet, le 24 décembre 2019, la promulgation de la loi d'orientation des mobilités, la LOM, marquait la volonté des pouvoirs publics de régénérer le réseau ferroviaire et d'améliorer les transports du quotidien. En septembre dernier, il y a à peine deux mois, le gouvernement annonçait un plan de relance de 4,7 milliards d'euros en soutien au secteur ferroviaire, réaffirmant ainsi le rôle central du train dans la relance durable de l'économie française au bénéfice de tous les territoires et des habitants.

Suite à cela, en accord avec l'État, la SNCF a fixé cinq grandes priorités qui nous concernent tous : la régénération du réseau, l'accessibilité des gares, la sauvegarde des petites lignes, le développement du fret ferroviaire et la relance des trains de nuit. À cela s'ajoute une augmentation de capital de 3,8 milliards d'euros pour sécuriser les investissements de SNCF Réseau et de 250 millions d'euros pour l'intégration de 14 petites lignes structurantes pour le réseau.

Ainsi, on peut constater que des efforts considérables sont faits en faveur du ferroviaire, sans pour autant donner aux régions, qui sont pourtant autorités organisatrices de la mobilité, les moyens de mener à leur tour ou, en tout cas, de se faire le relais de ces politiques qui se veulent ambitieuses et volontaristes en matière de transport. Il n'est pas normal que les régions ne puissent lever le versement mobilité, une taxe qui est collectée auprès des entreprises pour financer les politiques de transport des autorités organisatrices de la mobilité, ou solliciter d'autres sources de financement quand on sait que cela peut très vite chiffrer en termes d'investissement, notamment dans le domaine du ferroviaire.

Pourtant, nos voisins franciliens, à travers Île-de-France Mobilités, le peuvent. Pourquoi seraient-ils les seuls à bénéficier d'un traitement de faveur par rapport aux autres régions de France ? Pour information, en 2020, le versement mobilité représentait plus de 60 % du budget d'Île-de-France Mobilités, ce qui est considérable.

M. GRICOURT.- Merci de conclure, chère collègue.

Mme SAUTREUIL.- Oui. Par conséquent, dans le respect des lois de décentralisation et d'aménagement équitable du territoire national, chaque région devrait être en mesure d'améliorer son réseau de transport et de faciliter la vie des usagers en pouvant lever ces versements de mobilité et diversifier ces sources de financement.

Merci à vous.

(Applaudissements)

M. le Président.- Madame CAILLOU-ROBERT a la parole. Merci à Madame SAUTREUIL.

Mme CAILLOU-ROBERT.- Merci, Monsieur le Président.

Quelques mots, à mon niveau, sur le devoir de solidarité, qui est un marqueur politique de notre majorité comme il l'a été pour la majorité précédente et qui, bien sûr, se traduit dans nos orientations budgétaires.

Je ne vais pas vous citer Léon BOURGEOIS mais je veux vous dire qu'on peut soutenir une économie libérale, on peut investir dans les PME, dans leur relocalisation et croire en l'entreprise tout en affirmant un devoir de solidarité.

J'aimerais rappeler que l'Organisation internationale du travail, qui a été fondée après la Première Guerre mondiale sur des principes humanistes et sociaux qui sont gravés dans la pierre de ses locaux à Genève, pose l'affirmation solennelle selon laquelle « il ne peut exister de paix durable et universelle sans justice sociale ». Cette affirmation est aujourd'hui d'une actualité criante. Le devoir de solidarité entre les personnes, entre les générations, entre les territoires, comme cela a été déjà développé par les collègues de cette majorité, s'impose à nous, que ce soit à l'échelle du monde, à l'échelle de l'Europe, à l'échelle de la France ou, bien sûr, à l'échelle de notre Région.

Par conséquent, à l'instar de ce qu'avaient fait nos prédécesseurs, dont certains sont encore ici à l'image de notre Président, nous avons décidé de lier notre nouveau mandat à un devoir de solidarité. Nous le devons, parce que nous subissons encore les effets et le soubresaut de la crise sanitaire, parce que pendant cette crise, notre Région a aidé les plus précaires, elle a donné aux jeunes une perspective et elle a apporté à notre génération d'élus les moyens de mener une transition environnementale juste, notamment à travers sa politique de transport. Si nous devions revivre cette situation, ce qu'évidemment personne ne souhaite, nos actions seraient portées par les mêmes valeurs et par les mêmes préoccupations.

Enfin, je voudrais dire que l'ensemble des régions françaises est dans notre cas. Elles ont été les premières collectivités à réagir pour accompagner les entreprises, pour acheter des masques, pour coordonner la relocalisation, et pourtant, elles n'ont pas la capacité de l'État et elles ne sont pas l'échelon privilégié du gouvernement. Peu importe, nous devons faire face avec nos moyens ; c'est ce que nous faisons dans le domaine de la santé et c'est ce que nous continuerons à faire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame CAILLOU-ROBERT.

Madame PARIS a la parole.

Mme PARIS.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, vous affichez et vous exprimez dans ce rapport d'orientations budgétaires votre volonté de soutenir les secteurs du tourisme et de la culture qui ont été particulièrement éprouvés et qui le sont encore par cette crise sanitaire.

Comme c'est un rapport qui intervient en amont du vote du Budget primitif, je me permets de vous faire des propositions concrètes, car même si ce n'est pas l'objet de ce rapport, vous ne détaillez pas les dispositifs que vous souhaitez mettre en place, deux propositions concrètes qui ont pour objectif de redonner de l'attractivité culturelle et touristique à notre territoire et d'aider les acteurs de ces secteurs à se relancer et qui s'inscrivent, finalement, en convergence totale avec vos objectifs, étant entendu que malgré nos divergences partisanes, nous pouvons nous retrouver sur certains sujets.

Le premier projet, je l'ai déjà évoqué, c'est la création et le déploiement d'une scène mobile. Qu'est-ce qu'une scène mobile ? C'est, à l'exemple du cinémobile de notre Région, un outil qui permettrait aux artistes du spectacle vivant de se produire sur l'ensemble du territoire, de diffuser leur création dans des territoires qui sont éloignés de la culture, géographiquement ou socialement, puisque ce sont les deux frontières principales à la démocratisation culturelle. Cela permettrait également de resserrer les liens entre la culture et le tourisme, car ces scènes mobiles pourraient aussi aller dans des sites touristiques ou dans des lieux insolites où on ne les attend pas forcément et ainsi toucher un autre public, un public actuellement éloigné de la culture.

L'autre proposition que je vous fais, c'est celle que j'ai déjà pu faire également dans le cadre de la campagne, à savoir la création d'un festival des canaux. Les canaux, qui concernent plusieurs départements de notre Région, sont un joyau insuffisamment connu, insuffisamment développé et valorisé et qui permettrait d'attirer de nouveaux visiteurs et de mettre un véritable coup de projecteur sur ce patrimoine à la fois naturel, culturel et touristique qui ne demande qu'à être valorisé et développé.

On sait que dans notre Région, les Nouvelles Renaissances que vous avez lancées ont permis d'attirer un million de visiteurs supplémentaires. On a ici, à Orléans, le Festival de Loire qui en quatre jours accueille 300 000 visiteurs. Il y a donc une véritable possibilité à travers ce type d'événement d'attirer de nouvelles clientèles, de développer nos hébergements touristiques, nos lieux de restauration et d'y faire participer les acteurs culturels. Ce festival pourrait en effet permettre à des artistes de se produire *via* des spectacles, des concerts en plein air sur les canaux ou aux abords de ceux-ci, pourquoi pas également en proposant des dégustations gastronomiques à bord de bateaux. Il y a énormément de possibilités, avec des nocturnes également pour visiter les lieux touristiques et patrimoniaux aux abords des canaux.

Nombreuses sont les possibilités de développement de ces canaux et je trouverais regrettable que, par sectarisme ou, comment dire, par un manque d'écoute de l'opposition, vous refusiez des projets qui ont un seul objectif, celui de l'intérêt régional. Je vous l'ai déjà dit, je suis, avec mon groupe, à votre disposition pour justement travailler de manière concrète sur la mise en place de dispositifs de ce type, car je crois que dans des périodes de crise comme celle que nous traversons, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues quand il s'agit de développer notre territoire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame PARIS.

Monsieur MONTILLOT a la parole.

M. MONTILLOT.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais dans un premier temps peut-être relativiser les envolées lyriques de Carole CANETTE il y a un instant lorsqu'elle parlait de la grande œuvre de cette future mandature, ou de cette nouvelle mandature, avec la construction de deux lycées dans notre Région Centre-Val de Loire. Carole CANETTE n'était pas là il y a six ans jour pour jour lors de la première séance de notre Conseil régional. C'était Madame MÜNSCH-MASSET qui annonçait la construction de deux lycées dans la précédente mandature, celle qui vient de s'écouler. On note donc avec satisfaction que l'on va remettre l'ouvrage sur le métier dans un instant. Dans le même temps, le Conseil départemental du Loiret a construit trois collèges, la ville d'Orléans trois écoles, si bien que nous attendrons avec impatience les nouvelles envolées lyriques.

Je voudrais maintenant pousser un cri d'alarme sur la question de la santé. J'ai entendu avec beaucoup d'attention ce qu'a dit le Président BONNEAU en introduction de nos travaux et j'ai lu la quinzaine de lignes de généralités sur le DOB, à l'exception de la faculté dentaire.

La situation, d'abord, est pire que celle que l'on évoque depuis de nombreuses années ici dans notre Région. Dans l'enquête qui a été réalisée par *Marianne* et *(inaudible)** sur nos territoires, sur les 314 premières villes de France, nous avons le triste privilège d'être à la traîne. C'est d'abord le département de l'Indre qui est le plus touché, si je reprends la situation, avec Issoudun, 304e ville sur 314, Châteauroux, 254e, La Châtre, 312e sur 314, Le Blanc 258e. Juste après, c'est le Loiret : Orléans, 257e juste après Châteauroux qui est 254e, Pithiviers, 313e sur 314, juste après La Châtre qui 312e.

La situation est effectivement catastrophique. Nous le savons, la question est de savoir quelles sont les réponses à apporter, et les réponses actuelles ne sont pas les bonnes solutions, les bonnes réponses. La situation ne va pas s'améliorer. Alors même qu'on devrait avoir un rattrapage entre notre Région Centre-Val de Loire et les autres régions de France puisque nous sommes les derniers, le fameux *numerus apertus* fait que par un effet pervers, nous allons assister dans les prochaines années à une situation inverse.

Je pense, dans des régions comparables, à la Région Bourgogne-Franche-Comté qui a la même population et qui va former 2 500 médecins dans les cinq prochaines années quand nous n'allons en former que 1 500. Je peux aussi continuer avec la région Normandie ou avec la région Bretagne où, là aussi, on se situe aux alentours de 2 400 médecins formés contre 1 500 chez nous. C'est le rapport de l'ONDPS, l'Observatoire national de la santé, sur cette situation.

La raison en est simple : c'est parce que nous n'avons qu'une seule faculté de médecine dans la Région Centre-Val de Loire et que toutes les autres régions, sans aucune exception, ont entre deux et cinq facultés de médecine. Vous comprenez bien qu'on pourra ici s'agiter, faire de grands bla-bla, du grand baratin, nous expliquer qu'on fait un GIP Santé Centre avec 300 et pourquoi pas 1 000 médecins qui seront salariés, mais tant qu'on ne forme pas suffisamment de médecins dans notre territoire... La faculté dentaire, c'est une très bonne chose, mais tant que nous n'aurons pas de médecins généralistes, comment on fera pour soigner nos concitoyens ? C'est une question de vie ou de mort et c'est la raison pour laquelle je pousse ce cri d'alarme aujourd'hui.

Vous parliez, Monsieur le Président, des formations qui sont de notre responsabilité, notamment en matière de personnels soignants et d'infirmiers. Nous avons effectivement l'Institut de formation des soins infirmiers, les IFSI, l'IFSI en Région Centre-Val de Loire, mais nous sommes, là encore, la dernière région pour la formation dans ce domaine. Vous avez reçu, Monsieur le Président, la lettre d'Olivier BOYER, le directeur général du CHRO, qui mentionne la fermeture de 130 lits ces dernières semaines et ces derniers mois sur le CHRO d'Orléans, faute d'infirmiers et d'infirmières.

Mais, en plus, la situation est inique. Dans notre territoire, dans notre Région, elle est totalement injuste. Dans le Loiret, l'IFSI forme un quota de 35 infirmiers par an depuis cinq ans pour 100 000 habitants. C'est 69 pour 100 000 habitants en Indre-et-Loire et une soixantaine en moyenne dans les autres départements de notre territoire, à l'exception du Loir-et-Cher où il n'y en a que 42.

M. GRICOURT.- Vos chiffres sont faux.

M. MONTILLOT.- Comment peut-on accepter un quota qui soit aussi différent sur notre territoire ? C'est une injustice profonde, scandaleuse et c'est une responsabilité directe de la Région Centre-Val de Loire.

Alors oui, des solutions existent. D'abord, dès la rentrée de septembre 2022, il faudrait obliger à ce qu'il y ait le PASS, le Parcours accès santé, pas simplement à la faculté de médecine de Tours. Je rappelle qu'ici, il y a deux ans, dans cette enceinte, j'ai proposé avec le groupe UDC un vœu sur cette nécessité-là. Cela a été rejeté par votre majorité, ce qui est purement et simplement scandaleux. Nous avons besoin que vous vous engagiez, y compris par les actions financières en enseignement supérieur de la Région Centre-Val de Loire, pour une faculté de médecine à Orléans qui puisse irriguer également Châteauroux, Bourges ou Chartres.

M. GRICOURT.- Merci de conclure.

M. MONTILLOT.- Voilà les solutions que nous proposons.

M. GRICOURT.- Merci de conclure, cher collègue.

M. MONTILLOT.- Et enfin, l'augmentation en IFSI et le rattrapage immédiat, dès la rentrée de septembre 2022, sur la formation d'infirmiers, notamment pour les deux départements que j'ai cités, le département du Loiret et le département du Loir-et-Cher.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur MONTILLOT.

Monsieur GILLE a la parole.

M. GILLE.- Merci, Monsieur le Président.

Je répondrai à Monsieur MONTILLOT mais je voulais saluer à mon tour la qualité de la présentation du document d'orientations budgétaires qui nous est proposé et saluer aussi la démarche, car je pense que nous faisons là un exercice qui est imposé mais que nous le faisons de manière particulièrement démocratique, puisque nous proposons des orientations budgétaires pour la durée du mandat. Cela n'a pas été souligné mais je pense que même les oppositions pourraient le reconnaître, car cela nous permet d'avoir un vrai échange sur l'ensemble des données. En effet, il me paraît important du point de vue démocratique de présenter à la fois notre programme de mandature, financé, la trajectoire budgétaire, la

gestion de la dette et, enfin, une prospective sur les ressources humaines à la fois claire et maîtrisée.

Évidemment, cela a été dit et j'en dirai aussi un mot car c'est une des difficultés de notre pays, il y a une incertitude sur les recettes, notre autonomie financière, si on peut parler de cela, étant extrêmement limitée. Heureusement, il y a eu un glissement sur la TVA. Par définition, celle-ci est liée à la conjoncture et cela demeure, et c'est particulièrement le cas même si c'est une divine surprise cette année, une rentrée dynamique. Concernant la TICPE, là, c'est un peu contradictoire car on veut sortir de l'énergie, si bien qu'on ne sait plus sur quel pied danser, j'allais dire. D'ailleurs, cela pourrait être, et je finirai là-dessus, un point de réflexion intéressant pour savoir si on est bien une république décentralisée ; cela pourrait être un sujet au cœur du débat présidentiel qui nous attend.

Ces orientations budgétaires montrent aussi que nous indiquons clairement nos choix, c'est-à-dire soutenir la reprise, la relance tout en transformant notre économie, accompagner et accélérer la transition écologique, conforter la solidarité territoriale, et je pense qu'il faut, comme l'a fait notre ami JACQUET, réconforter Monsieur FORISSIER. En effet, nous faisons des contrats avec les pays, nous faisons des contrats avec les départements et je crois qu'il faut toujours rappeler que nous n'avons pas obligation de le faire. Là aussi, c'est un choix de transparence, et commencer à se faire « engueuler » alors qu'on le fait, c'est quand même un peu difficile.

Et puis, je veux insister là-dessus : notre investissement dans la jeunesse, dans la formation, l'éducation, la recherche, l'innovation. Alors, évidemment, nos investissements forts sont les lycées, les transports, l'aménagement du territoire, mais peut-être faudrait-il attirer votre attention sur quelque chose qui, du point de vue de la nomenclature budgétaire, ne relève pas de l'investissement et qui est la formation. Certes, c'est avec le secours de l'État mais, pour l'année à venir, le programme de formation professionnelle va avoisiner les 200 millions d'euros, et si on y ajoute, et on a raison de le faire, les formations sanitaires et sociales… Et là, quand même, je ne partage pas du tout les propos de Monsieur MONTILLOT et je pense qu'on pourrait avoir une discussion sur les chiffres de l'engagement de notre Région dans le sanitaire et social. Ce n'est pas que nous ne formons pas, c'est que nous avons un autre problème qui est que certaines personnes ne demeurent pas dans la région du fait d'un tropisme solaire, si je puis dire, d'un héliotropisme pour les métiers du sanitaire, et il y a également le fait que les gens ne restent pas dans la profession.

Mais c'est un engagement de plus de 250 millions d'euros, qui est un véritable investissement dans l'avenir. 250 millions, cela veut dire, pour avoir un ordre d'idées, environ 100 euros par habitant. Si vous rapprochez cela d'autres politiques, cela signifie que c'est un investissement très fort sur les territoires et je crois que nous avons à cœur de le répartir sur l'ensemble du territoire, d'autant que j'ai souvenir que, s'agissant des IFSI, nous en avons maintenu un grand nombre alors que beaucoup nous invitaient à les regrouper parce que cela paraissait plus raisonnable en termes de management. Au contraire, nous avons fait un choix territorial. Et la formation, j'en parlerai tout à l'heure, contribue aussi à l'aménagement du territoire et je vous invite à réfléchir à ce chiffre de 100 euros à peu près par habitant.

Ainsi, ce sont des choix budgétaires ambitieux et maîtrisés. D'ailleurs, et ce n'est pas une provocation de ma part, je constate que les diverses oppositions, si elles formulent des points de vigilance, et elles sont dans leur rôle et je crois que ce qu'on a pu entendre est tout à fait pertinent, ne formulent pas de réelle alternative au choix que nous proposons.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GILLE.

Madame Betsabée HAAS a la parole.

Mme HAAS.- Merci, Monsieur le Président.

Mes chers collègues, le groupe Écologie et Solidarité apporte son soutien au maintien de la majoration Grenelle de la taxe intérieure de la consommation sur les produits énergétiques, la TICPE.

On passe un peu du coq à l'âne, je suis désolée, mais, voilà, je vais continuer mon propos.

Cela ne nous exonère pas de quelques réflexions sur cette taxe indirecte qui, par son impact financier minime sur le consommateur, n'est pas antisociale à proprement parler mais qui, par son mécanisme, est profondément anti-écologique.

À l'heure où l'État français se retrouve condamné, suite à une plainte de la société civile, Notre Affaire à Tous, à réparer le préjudice causé par le non-respect de ses engagements climatiques, à l'heure où les problématiques des déchets et de l'eau se font sentir sur une planète dont nous prenons enfin conscience des limites physiques, comment continuer à asseoir notre autonomie fiscale sur la croissance de l'utilisation de véhicules thermiques ou sur celle de la consommation de biens manufacturés qui viennent du bout du monde ? Comment ne pas se sentir à la fois pompiers et pyromanes ? Comment pouvons-nous en même temps souhaiter une baisse des émissions carbone quand ce sont elles qui financent nos projets politiques ?

Cette fiscalité imposée, car elle nous est imposée, et dont nous tirons une certaine indépendance à défaut d'une indépendance certaine, nous oblige. Il nous faut travailler d'arrache-pied à la relocalisation, à la sobriété énergétique, à l'obsolescence déprogrammée, à la réutilisation des matériaux, à la frugalité foncière, à tout ce qui peut faire entrer la sobriété et le respect de nos écosystèmes dans nos modes de production industrielle et agricole. D'aucuns se réjouiront d'une fiscalité dynamique en temps de croissance, nous, nous pensons qu'elle pourrait être bien plus dynamique, efficace et incitative en se basant sur le principe pollueur-payeur, en mettant les grandes entreprises les plus polluantes, comme Total, ArcelorMittal ou encore Lafarge, face à leurs devoirs. Dans le monde de demain, nous pourrions avoir une fiscalité carbone qui allierait un développement économique durable, la justice sociale et la protection du climat et de la biodiversité. La COP26 va être une fois de plus l'occasion d'interpeller les États sur leurs responsabilités.

Construire une fiscalité carbone qui puisse irriguer les projets de transformation dans les territoires serait un signal fort, réaliste et pragmatique, un signal urgent envoyé à la jeunesse qui se désespère de notre inaction.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame Betsabée HAAS.

Monsieur Philippe FOURNIÉ a la parole.

M. FOURNIÉ Philippe.- Mes chers collègues, Monsieur le Président, moi aussi, j'ai lu les orientations budgétaires et je vois, au niveau des mobilités, qu'une nouvelle architecture va être définie dans ce budget et les futurs budgets. En effet, le dossier mobilités, ce n'est pas uniquement du ferroviaire à plus de 400 millions d'euros, c'est aussi du ferroviaire routier, on l'oublie trop souvent, un tiers de routier, et, depuis le 1er juillet, ce sont les nouvelles mobilités que nous avons décidé de développer. Si j'étais un peu taquin ou, du moins, si je faisais un parallèle, je dirais que c'est comme si, dans un pain au chocolat, nous rajoutions une troisième barre de chocolat. C'est une troisième barre dans cette nouvelle architecture de mobilités.

Véritablement, aujourd'hui, la politique mobilité de la Région est basée sur trois pieds que nous allons développer, que nous développons.

Sur la stratégie ferroviaire, j'ai entendu : où va-t-on au niveau ferroviaire ? Je vous dirai où on va. On va à Chinon, on va à Loches, on va à Courtalain, on va à Montluçon, et si on n'était pas intervenu, on n'y irait plus dès 2022. C'est un vrai choix politique qu'on a fait il y a plusieurs années en mettant dans nos priorités les lignes de desserte fine du territoire. Alors, ce ne sont pas uniquement les lignes du quotidien, car les lignes du quotidien, il y en a beaucoup d'autres, c'est aussi desservir les territoires les plus ruraux de notre Région et redonner un avenir ferroviaire à ces territoires. Depuis trente ou quarante ans, tout est fait pour la grande vitesse mais pas seulement, pour le milieu urbain et périurbain, parce que c'est le plus simple, c'est là qu'il y a du monde. Mais nous, nous avons décidé de procéder à des rééquilibres. Oui, nous allons développer ces lignes-là, car il y a un vrai intérêt environnemental, social, d'aménagement du territoire, et je crois que si vous voulez savoir où on va, on va là.

Des incertitudes au niveau ferroviaire, oui, il y en a.

La première incertitude, c'est l'aide de l'État. Il aurait été préférable, mais c'est ainsi, que l'État nous aide comme il a aidé les autorités organisatrices de mobilité urbaine l'année dernière ou Île-de-France Mobilités. Et il a fallu qu'on bataille, le Président avec Régions de France a bataillé pour qu'on prenne en compte aussi deux régions qui ont été lourdement impactées, comme Île-de-France Mobilités. Il y a cette incertitude.

La deuxième incertitude, cela n'a pas été dit, c'est le Contrat de plan État-Région volet mobilité qui arrive dans les semaines et mois à venir à la négociation. C'est une vraie incertitude avec de réels enjeux d'infrastructures mobilités qui concernent toutes les collectivités et pas uniquement la Région, avec un mur d'investissement à trouver, et cela va demander une véritable réflexion. Oui, nous inscrirons Voves-Orléans, oui, nous inscrirons Orléans-Châteauneuf, oui, nous inscrirons d'autres liaisons ferroviaires qui seront notre priorité dans ce volet mobilité du Contrat de plan État-Région.

La troisième incertitude, c'est la convention TER et nous sommes en train de la négocier. Une convention TER, ce n'est pas simple, et moi, ce que je vous propose – Philippe VIGIER a fait une proposition –, c'est qu'on fasse lors de chaque commission Mobilité un point sur la négociation de la convention TER. Il y a Philippe VIGIER, Rémy POINTEREAU, Charles FOURNIER, il y a tous mes collègues du groupe Communiste, il y a Emmanuel, et je pense que c'est à ce moment-là qu'on peut en débattre, qu'on peut faire avancer les choses. Et s'il y a des besoins, on peut se le dire, mon téléphone est toujours ouvert, beaucoup d'élus m'appellent et, chaque fois, on fait avancer les dossiers. Je crois qu'il y a cette proposition-là en commission. C'est une commission qui doit aussi travailler sur le fond et la convention TER va être un vrai sujet.

Madame PARIS, les canaux et les voies navigables de France, VNF, c'est un vrai sujet, mais pas uniquement un sujet touristique. C'est aussi un sujet économique, notamment quand on peut porter du fret sur les canaux. C'est un véritable enjeu, ce sera aussi un enjeu du Contrat de plan État-Région, en sachant que VNF est, on va dire, un État dans l'État, tant et si bien que c'est un sujet sur lequel nous devrons avoir une discussion musclée pour faire avancer les dossiers, car ils sont multiples et ils sont importants. Il peut y avoir des enjeux touristiques mais ce sont aussi des enjeux économiques.

Dernier point, je vais revenir sur les IFSI. Je voudrais dire à Monsieur BOYER, et vous pouvez lui dire de ma part, je le connais, que nous, au niveau des IFSI, nous allons au-delà de nos compétences, c'est-à-dire que nous finançons les locaux. C'est hors de nos compétences, et si nous n'avions pas financé le nouvel IFSI à Orléans, au CHRO, il n'existerait plus. C'est nous qui l'avons financé alors que c'était au CHRO de le financer.

Alors, les leçons de certains devraient être relativisées, car c'est un tout. Il y a eu un engagement de la Région sur le nombre de personnes formées et il y a eu, je le rappelle,

un engagement de la Région sur les formations gratuites. Nous sommes une des seules régions où la formation de « kiné » est gratuite en France et nous avons eu un engagement au niveau des locaux. Je crois que, là aussi, il va falloir faire des efforts supplémentaires. Mais s'il manque des infirmiers dans l'hôpital public, dans les EHPAD, etc., ce n'est pas uniquement dû à la formation, c'est aussi dû aux politiques RH et il va falloir également que certains établissements aient des politiques RH un peu différentes.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- M. le Président.- Merci, Monsieur FOURNIÉ.

Monsieur ANGENAULT a la parole.

M. ANGENAULT.- Monsieur le Président, j'ai entendu avec intérêt les propos de Philippe FOURNIÉ. Lors des élections régionales, nous avons évidemment porté au sein de notre programme la volonté d'améliorer considérablement l'offre de transport en train par le renforcement des dessertes, des cadencements et en soutenant les petites lignes ferroviaires. Cette offre de transport passe aussi par les abonnements proposés aux utilisateurs et par leurs prix. Il existe actuellement de nombreux abonnements et vous en faites d'ailleurs l'écho dans le petit paragraphe sur la décarbonation des mobilités du quotidien. Par exemple, il y a l'abonnement Rémi Zen Jeune, l'abonnement Rémi Zen, les abonnements vers l'Île-de-France, etc., ainsi que différentes aides, dont l'aide Mobillico qui s'adresse aux titulaires d'abonnement SNCF mensuel ou annuel domicile-travail résidant sur le territoire de la Région Centre-Val de Loire. La multiplicité de ces abonnements rend compliquée leur bonne lecture pour les habitants de la Région Centre-Val de Loire. Or, l'augmentation de l'utilisation du train, qui a un sens pour la préservation de l'environnement, ne se fera en partie qu'avec une communication simple auprès des habitants.

Le renforcement des dessertes et des cadencements, nous estimons qu'il est une nécessité pour le développement de l'attractivité de la Région et pour la préservation des petites et moyennes villes, comme c'est le cas à Argenton-sur-Creuse ou à Loches. C'est aussi une nécessité pour les grandes villes, comme Chartres, qui demandent la mise en place de trains directs entre Chartres et Paris.

Par ailleurs, nous pensons qu'il est tout à fait envisageable de créer ou de rouvrir des lignes ferroviaires. C'est le cas pour le projet que nous soutenons de réouverture au transport voyageurs de la ligne Orléans-Gien-Briare, et j'ai entendu avec bonheur que vous vous y intéressiez et que vous vous apprêtiez à le faire.

J'ai un exemple concret qui est celui d'une ligne que je connais bien, Tours-Châteauroux, sans même parler de Tours-Loches. La Région est intervenue, et, d'ailleurs, heureusement, à hauteur de 40 millions d'euros et a sauvé cette ligne. Maintenant, cette ligne, il faut l'exploiter. La difficulté, c'est qu'on peut aller de Loches à Tours le matin et revenir à Loches le soir, mais qu'on ne peut pas faire l'inverse. Nous avons une quinzaine d'allers-retours en car, même quelquefois un peu plus, et, souvent, le train passe sur le car et on est loin de la décarbonation, il faut le dire. L'exploitation nécessite évidemment des aménagements. Entre autres, l'aménagement de cette ligne nécessite de la dessiner correctement pour pouvoir faire 100 km/h, vitesse qui est pratiquée couramment avec les TER. Ensuite, il y a le problème de la protection des passages à niveau et on pourrait faire quelque six allers-retours entre Tours et Loches et sortir les cars de la route, ce qui serait un bon signe pour la décarbonation.

Vous n'êtes pas d'accord ? C'est prévu, alors. Eh bien voilà. Je suis content, mais ce qui m'a inquiété, c'est qu'on avait un test sur une motrice à hydrogène et que ce test a été reporté. J'espère qu'il ne sera pas annulé, car on ira là aussi dans le bon sens.

Enfin, Monsieur le Président, évidemment, tout ne tient pas au ferroviaire et il y a également la mobilité liée au maillage territorial de nos territoires ruraux, particulièrement avec des échanges entre les métropoles et nos territoires ruraux. J'ai à ma droite le président de la Métropole, maire de Joué, qui est donc sur la ligne Tours-Loches et avec lequel nous travaillons en ce moment sur la mobilité à l'intérieur du Département. Je sais que la Région intervient également sur la nouvelle ligne du tram, mais nous espérons bien avoir votre accompagnement.

Monsieur le Président, vous nous avez fortement incités à vous laisser la compétence dans ce domaine. Nous vous avons fait confiance, nous vous avons suivi. Maintenant, voilà, nous vous attendons, nous espérons que nous serons satisfaits et que nous ne regretterons pas de vous avoir fait confiance.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup pour cette intervention.

Je donne la parole à Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

Mme TOUCHAIN-MALTÊTE.- Monsieur le Président, chers collègues, notre groupe l'a précisé plusieurs fois, l'ambition régionale doit être très significativement inscrite dans la relance et participer à l'attractivité de la Région Centre-Val de Loire et des territoires qui la composent.

En matière économique, votre volonté est de transformer notre modèle économique ; c'est ce qui est inscrit et écrit dans le DOB. Nous attirons votre attention sur le fait que la transformation du modèle économique que vous appelez de vos vœux est déjà en cours depuis plusieurs mois ; en tous les cas, sur le volet du maintien et du développement de nos entreprises. On l'a peu évoqué depuis ce matin, mais celles-ci ont un besoin criant de main-d'œuvre et nos demandeurs d'emploi ont besoin de formations ciblées en petits groupes. Soyons au rendez-vous, c'est notre compétence et c'est notre devoir. Le temps perdu en la matière ne sera pas rattrapable et des marchés qui ne sont pas honorés peuvent, à terme, mettre en difficulté nos entreprises et donc nos salariés.

S'agissant des propositions que nous vous faisons, celles-ci sont très simples et très concrètes. Auprès de nos entreprises, il s'agit tout simplement de faire des études au cas par cas, car beaucoup de TPE/PME souffrent aujourd'hui. Nous avons une agence Dev'up qui agit sur les territoires, il faut qu'elle soit utilisée à cette fin et nous serons là, sur le terrain, pour l'accompagner. Il convient de mettre en œuvre des mesures adaptées immédiates et non pas des mesures d'urgence, dont nous vous remercions mais qui ont été effectuées lors du précédent mandat dans le cadre de la période Covid. Il faudrait donc des mesures de fond pour nos TPE/PME, de l'accompagnement, en partenariat avec nos chambres consulaires. Et, à l'adresse de nos demandeurs d'emploi, nous avons clairement besoin de formations ciblées, de formations de petits groupes. N'attendons pas d'avoir des groupes de 15-20 personnes pour effectuer ces formations, cela échoue régulièrement et on se retrouve en défaut de salariés mis à disposition des entreprises.

J'attire donc votre attention aujourd'hui sur ces deux points : une politique volontariste, une politique assumée et, surtout, portée à la connaissance de tous. Nos TPE et PME ne sont que très peu, trop peu informées et nos chefs d'entreprise n'ont pas le temps d'aller chercher cette information.

Croyez-nous, nous serons force de proposition, notamment dans ce domaine.

Merci bien.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

La parole est à Monsieur ROULLET.

M. ROULLET.- Merci, Monsieur le Président.

Je crois que dans la période actuelle, qui est faite d'un certain nombre d'inquiétudes, il vaut mieux essayer de rassurer plutôt que d'ajouter de l'inquiétude à l'inquiétude. Je voudrais rassurer un certain nombre de collègues, en particulier Nicolas FORISSIER et Philippe VIGIER, concernant les contrats régionaux de solidarité territoriale, pour leur dire que nous entrerons sans aucun doute, dans les mois à venir, dans une génération qui sera une génération nouvelle, et que si nous sommes effectivement dans la quatrième génération, c'est parce que nous avons su, par le passé, nous concerter avec l'ensemble des territoires, avec l'ensemble des élus, que ce soit lors des comités syndicaux, lorsqu'il y a eu des rencontres au sein d'associations, A3P, l'association des pays, ou lors d'entretiens individuels avec les services ou avec moi-même.

La concertation, Philippe VIGIER, je vous rassure, elle existe et elle se poursuivra, et si vous avez des propositions à faire sur la prochaine génération, je pense qu'on pourra en discuter.

Ensuite, en ce qui concerne ce que disait Nicolas FORISSIER sur une sorte d'inquiétude au niveau des communes, j'avoue que je suis assez surpris, car ce n'est pas ce que j'entends lorsque je vais sur le terrain dans les comités syndicaux. J'ai négocié le mois dernier cinq contrats de pays et j'en ai quatre qui vont venir, et je n'ai jamais entendu d'inquiétudes. À la fin de l'entretien de négociation, nous avons pu convenir d'un accord avec, ici et là, des propositions pour l'avenir, mais il n'y a pas eu de difficultés particulières. J'aurai le plaisir de me rendre dans le Pays de La Châtre le 24 novembre, j'y suis déjà allé et, sur ce territoire qui vous est très cher, je n'ai pas entendu d'inquiétudes majeures par rapport aux contrats actuels ou aux contrats futurs. Des contrats futurs, évidemment, car les priorités ne seront pas les mêmes, les territoires évoluent et les priorités aussi.

Prenez par exemple la question du très haut débit. Nous avons énormément financé le très haut débit et je rappelle que la Région – il était également question tout à l'heure des départements – a financé 30 % des opérations concernant le très haut débit alors qu'elle n'y était pas obligée. Nous avons donc fait ce qu'il fallait. Nous sommes aussi allés sur la santé, avec les maisons de santé, avec les contrats locaux de santé, avec l'augmentation des formations dans le domaine sanitaire et social.

Nous avons donc investi des domaines qui préoccupent nos concitoyens, et les contrats doivent effectivement évoluer, comme d'autres politiques. On ne peut pas nier les données fournies par le GIEC, par la loi Climat-Résilience et le SRADDET, en sachant que des arrêtés vont paraître, vont impacter le SRADDET et, par voie de conséquence, vont impacter les contrats régionaux ainsi que d'autres politiques. Sur les contrats régionaux, il y aura des gros sujets au cœur du SRADDET, comme la question de l'artificialisation des sols, qu'on ne pourra pas occulter, et là, il y aura effectivement des choix à faire. Ainsi, l'évolution se fera et nous sommes à l'écoute de l'ensemble des élus avec leurs propositions.

En ce qui concerne les départements, je l'ai dit, nous étions aux côtés des départements dans le cadre des conventions – je citais tout à l'heure le très haut débit. Nous aurons aussi sans aucun doute à envisager l'avenir et à rencontrer les départements mais j'espère que ce sera dans un autre état d'esprit que la réunion qui a eu lieu entre les six présidents de département, qui a d'ailleurs fait dire aux journalistes « la parité, c'est pour plus tard ». Nous, nous serons dans la discussion avec les présidents de département pour

envisager l'avenir, mais je pense qu'une convention doit avant tout être basée sur la considération et le respect mutuels.

Sur la question de la santé, pour répondre à Monsieur MONTILLOT, on peut partager, en effet, le fait qu'on ne forme pas assez de médecins, mais la question, Monsieur MONTILLOT, n'est pas là. On peut en former, on peut continuer, et ils iront toujours au même endroit, et on ne sera pas satisfait. Ma position, elle est claire mais je ne sais pas si vous la partagez, vous ne l'avez pas évoquée, c'est qu'il faut prendre une décision au niveau national pour que les jeunes médecins puissent s'installer pendant une durée qu'on peut fixer avec eux afin qu'il y ait une présence médicale sur les territoires.

Enfin, j'en terminerai sur un sujet qui n'a pas été abordé...

M. GRICOURT.- Merci de conclure, cher collègue.

M. ROULLET.- …c'est-à-dire les politiques territoriales. C'est le CRTE, quand même. Si l'inquiétude existe au niveau des communes, c'est sur le CRTE. La position de la Région est claire. Le préfet de Région, qu'a-t-il dit dans cet hémicycle ? Il a dit : « Il y a de l'argent, on attend les projets. » Cela tombe bien, on a des projets dans les CRST. Que l'État abonde les projets.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur ROULLET.

Monsieur Perico LEGASSE a la parole.

M. LEGASSE.- Monsieur le Président, savez-vous que vous présidez la Région la plus prestigieuse de France en matière touristique ? On connaît votre modestie politique, qui est tout à votre honneur, mais j'ai l'impression que votre projet touristique est également d'une extrême modestie.

J'ai ici des documents qui témoignent de l'engagement qui fut le vôtre dans la précédente mandature, avec beaucoup d'ambition, beaucoup de courage. Mais nous aurions voulu, au vu de vos propositions… Je vois ici que l'activité régionale sera renforcée, que le réseau touristique sera structuré, sera soutenu, mais nous sommes beaucoup dans des termes, dans des formules de campagne électorale. Nous aurions voulu avoir des résultats plus concrets sur le bilan de l'engagement touristique.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'avec la nouvelle conjoncture, il y a une redistribution de la donne et que le tourisme va devenir un poumon économique majeur. Nous avons des filières professionnelles d'hôtellerie et de restauration qui ont été durement touchées, non pas en termes de résultats puisqu'on sait que, de façon tout à fait exceptionnelle, l'État a contribué à leur redressement, mais en termes d'activité, du fait d'une baisse majeure du tourisme et de sa désaffection au regard des fréquentations internationales. Nous ne retrouverons pas avant longtemps les arrivées massives de destinations lointaines ; les Américains, les Japonais, les Russes viennent moins fréquemment. En revanche, nous pourrions reconquérir les touristes des pays de proximité, tels l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, les Pays-Bas, l'Angleterre. Il faudrait mettre en place, et je ne le vois pas dans les projets qui sont proposés, une telle stratégie.

Je suis très inquiet, pour ma part, pour la marque alimentaire « C du Centre ». Le « C du Centre » est une définition symbolique géométrique et je ne vois pas des régions prestigieuses comme la Normandie, la Bretagne ou la Provence parler de « N de Normandie », de « B de Bretagne » ou de « P de Provence » pour mettre en valeur leur patrimoine alimentaire. De plus, nous avons une autre lettre dans notre thématique régionale qui est la lettre « L » de la Loire, et je verrais parfaitement le Goût de la Loire mettre en valeur notre patrimoine alimentaire.

Notre potentiel est immense, Monsieur le Président, et je sens une grande timidité dans le projet touristique qui va être développé dans cette mandature.

Je crois en la détermination d'Harold HUWART, mais je ne suis pas sûr qu'il dispose de tous les moyens qui lui sont nécessaires pour mener à terme ces projets. Je crois qu'en matière budgétaire, il y a même des restrictions, notamment dans le Cœur de France à vélo – dans le Romorantinais, il y a eu des restrictions budgétaires –, et je pense que l'enjeu touristique mérite vraiment un effort supplémentaire à celui qui est prévu.

On pourrait dire que vous seriez « François Cœur de Lion » comme président de région si vous portiez un projet touristique majeur. Autant le volet culturel est très fourni et très généreux, autant sur le projet touristique, il y a un manque, et je voudrais que « François Cœur de Lion » ne soit pas un matou qui ronronne mais un lion qui rugisse par rapport à nos ambitions touristiques

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur Perico LEGASSE.

Madame BENASSY a la parole.

Mme BENASSY.- Merci, Monsieur le Président.

J'interviendrai pour ma part sur la question de la politique des ressources humaines de la Région.

Comme l'indique le rapport d'orientations budgétaires, cette politique vise d'abord à garantir un haut niveau de service public. Pour cela, il est nécessaire de permettre aux agents d'exercer leur métier dans de bonnes conditions en leur donnant les moyens d'effectuer un travail de qualité et en reconnaissant leur engagement quotidien. Aussi, la collectivité, comme vous le savez, a-t-elle engagé depuis plusieurs années des travaux pour évoluer dans ce sens. La mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire tenant compte des suggestions de l'expertise et de l'engagement professionnel, le RIFSEEP, à compter d'octobre 2021 est une nouvelle étape vers davantage de valorisation, de transparence et d'équité, tandis que l'adoption à partir de janvier 2022 de contrats collectifs de prévoyance et de santé vise à faciliter et à améliorer la couverture sociale des agents. Il faut souligner que ces avancées sont le fruit d'un dialogue social de qualité au sein de la Région.

Si nous pouvons collectivement nous réjouir de ce volontarisme, nous ne devons pas nous arrêter aux portes de nos directions et des lycées. La responsabilité sociale de la Région est en effet également engagée vis-à-vis des salariés des entreprises auxquelles elle délègue certains services publics, tels que les activités de transports interurbains. Ainsi, les salariés en grève des entreprises de transport du Loiret venus manifester lundi devant l'Hôtel de région ont été reçus par le Président et le vice-président délégué aux Transports, ce qui leur a permis d'attirer l'attention des élus sur la faiblesse de leur rémunération et la dégradation de leurs conditions de travail et des matériels. La santé et le niveau de vie des salariés sont donc en jeu, mais aussi la qualité du service rendu aux usagers. La collectivité doit donc être

davantage exigeante vis-à-vis de ses délégataires en la matière. Elle pourra notamment le signifier à la direction de Transdev à l'occasion d'un rendez-vous à venir avec celle-ci et avec les représentants de salariés.

Au-delà des contrôles pouvant être réalisés dans les domaines technique, comptable ou environnemental, des critères quant aux conditions de travail prenant appui sur des indicateurs tels que les taux d'accident de travail et d'absentéisme ou encore les écarts de rémunération devraient donc aussi faire l'objet d'un droit de regard de la collectivité en étant intégrés dans le rapport annuel présenté par les entreprises délégataires.

Par ailleurs, comme l'indique également le rapport d'orientations budgétaires, la politique des ressources humaines internes doit aussi être en phase avec la maîtrise budgétaire qui s'imposera dans les années à venir. En 2022, celle-ci passera, comme en 2021, par une stabilisation des effectifs permanents hors nouvelles compétences ou nouveaux projets limités dans le temps. Cela peut impliquer des redéploiements de postes entre directions et nous aurons alors à être collectivement vigilants à toujours veiller à ce que chaque direction dispose bien des moyens humains nécessaires et adaptés pour mener les politiques dont nous décidons.

De plus, il nous semble essentiel de bien réserver le recours à l'externalisation à des missions ou des tâches nécessitant des compétences dont la collectivité n'a pas vocation à disposer en interne. Par exemple, il sera nécessaire, et c'est bien prévu, d'évaluer l'impact du contrat de performance énergétique confié en 2010 à Efficentre pour 18 lycées, par rapport à l'action menée en interne dans les autres lycées avant d'envisager sa reconduction.

Enfin, la période de crise qui vient de s'écouler a demandé de nombreux efforts d'adaptation aux agents. La relance des dispositifs de droit commun en septembre auxquels se sont ajoutées des mesures exceptionnelles, mais aussi l'accompagnement d'une nouvelle équipe d'élus dans la mise en route du mandat et la préparation budgétaire ont imposé un rythme et une charge de travail très intense aux agents. Si nous voulons garantir la qualité de vie au travail au sein de notre collectivité, nous devons donner à la fois du sens et de la cohérence à nos orientations politiques, et c'est ce que nous avons fait au travers de ce rapport d'orientations budgétaires, mais aussi faire en sorte que les agents qui les mettent en musique aient des moyens suffisants pour effectuer leurs tâches de façon satisfaisante, à commencer par le temps. Cela implique de ne pas surcharger les postes et de simplifier les *process*, d'arrêter certains dispositifs si nécessaire, l'objectif étant de se consacrer moins aux tâches administratives qu'à l'appui aux acteurs de terrain, à l'élaboration de nouveaux dispositifs, à la réflexion sur l'intégration de la participation citoyenne et aux échanges inter-services afin de donner corps à la transversalité et au décloisonnement que nous revendiquons comme nécessaires à une plus grande efficacité de nos politiques publiques.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BENASSY.

La parole est à Madame FLAUNET.

Mme FLAUNET.- Monsieur le Président, chers collègues, vous nous demandez de voter le maintien du tarif de la majoration Grenelle de la TICPE, comme chaque année. D'un point de vue budgétaire, je voudrais d'abord rappeler, comme l'a précisé Monsieur CHASSIER, que c'est une recette normalement destinée à financer les infrastructures de transport et que la Région inscrit en fonctionnement alors qu'elle devrait être logiquement inscrite en investissement.

Cette fraction régionale de TICPE s'ajoute aux autres fractions que la collectivité ne peut moduler. Elle impacte encore davantage les territoires ruraux faiblement pourvus d'infrastructures de transports collectifs, à plus forte raison depuis que le cours du pétrole est en forte hausse.

Pour ne rien arranger, comme votre majorité est toujours prise en otage par une écologie punitive dépourvue de fibre sociale, vous taxez à tort deux fois plus le gazole que l'essence. Pourtant, d'après une étude de l'Institut français du Pétrole Énergies nouvelles, l'IFPEN, commandée par le gouvernement et parue le 16 décembre 2020, les motorisations diesel ne sont pas plus polluantes que les essences. Il est même indiqué le contraire pour les plus récentes. Dans le détail, le diesel produit certes 2,8 fois plus d'oxyde d'azote, mais les véhicules essence consomment 1,5 litre de plus aux 100 kilomètres, soit 11 % d'émissions de dioxyde de carbone en plus.

Au-delà de cette analyse, bon nombre de salariés restent contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour se déplacer, à défaut d'une offre de transports en commun adaptée. Une personne de mon petit village qui voudrait se rendre au marché hebdomadaire le plus proche mais distant de 10 kilomètres de son domicile n'a pas d'autres moyens de déplacement que son propre véhicule, sauf à prendre le car scolaire le matin à 7 heures pour revenir avec celui du soir à 18 heures. Vous m'accorderez que ce n'est pas une solution, les possibilités de faire du « lèche-vitrine » à La Loupe n'étant pas celles des Galeries Lafayette. Certains pourront rétorquer qu'il y a possibilité de se déplacer à vélo. Oui, pour les jeunes, mais cela est déjà moins évident pour les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Le carburant pèse pour une très lourde part dans le budget des ménages, et quelques centimes de majoration pour chaque litre consommé sont autant d'euros qui, avant la fin du mois, mettent bon nombre de ménages dans une situation précaire. Une fois au pouvoir, Marine LE PEN entend supprimer la TVA sur la TICPE afin de rendre du pouvoir d'achat aux Français. Cette baisse même symbolique serait en même temps un signal pour les professionnels de la distribution, qui sont prêts à engager à réduire au maximum leurs marges si l'État et les collectivités font un effort.

Pour conclure, nous ne pouvons pas à la fois être dans un objectif de baisse des taxes et approuver le maintien du tarif de la majoration grenelle de la TICPE. Nous voterons donc contre.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame FLAUNET.

Madame BESSARD a la parole.

Mme BESSARD.- Merci, Monsieur le Président, bonjour à toutes et à tous.

Nous le vérifions ce matin, le constat est partagé et l'actualité nous le démontre hélas tous les jours, notre système de santé souffre d'un manque de personnels qui perturbe gravement le fonctionnement de nos établissements de santé. Et c'est précisément pour répondre aux difficultés de recrutement et améliorer la qualité de l'accès aux soins que la Région a engagé depuis 2019 un mouvement considérable d'augmentation des effectifs en formation paramédicale, et cela sans attendre le Ségur de la santé, Ségur qui, finalement, est venu conforter ces objectifs et les soutenir au moins jusqu'en 2022, et espérons au-delà.

En première année de formation infirmier, depuis 2019, ce sont donc 216 places supplémentaires qui ont été ouvertes, dont 80 pour la rentrée 2021-2022, et 322 places supplémentaires pour former des aides-soignants, auxquelles s'ajoutent 80 places de parcours sans couture DEFI, financées avec l'appui des crédits du Pacte régional d'investissement dans les compétences, 5 formations délocalisées à Aubigny-sur-Nère, Montoire-sur-le-Loir, Briare et, depuis septembre, à Nogent-le-Rotrou et Pithiviers pour former au plus près des établissements et notamment des EHPAD.

Monsieur MONTILLOT, nous ne formons pas moins qu'ailleurs. Proportionnellement en nombre d'habitants, la part des étudiants infirmiers en Région Centre-Val de Loire, pour l'année 2021-2022, est de 5,48 % quand elle est de 4 % en Bretagne et de 3,22 % en Pays de la Loire. En 2022, comme l'indique le rapport, nous poursuivrons les efforts pour réévaluer de manière significative les quotas. J'ai le décret de la rentrée pour appuyer mon propos.

Cela étant, ces augmentations d'effectifs ne peuvent être envisagées à locaux constants et je rappelle que la Région, en compétence pour le financement des équipements et de l'entretien des instituts, va au-delà, et cela depuis longtemps, en intervenant dans le financement des projets immobiliers de rénovation et de reconstruction des établissements. Aussi, l'année 2022 sera marquée par la poursuite du projet de construction de l'IFSI-IFAS de Châteauroux, un projet en maîtrise d'ouvrage régionale, et par le lancement d'un projet d'extension de l'Institut de la Croix-Rouge de Tours pour accompagner l'augmentation des effectifs.

D'autres projets sont à l'étude, soit parce que l'état du bâti de certains instituts est vétuste, soit pour l'accompagnement des effectifs, comme à Chartres où les locaux sont particulièrement vétustes ou à Orléans, et j'invite la Métropole à nous faire des propositions de locaux provisoires. Cela nous aiderait beaucoup et il me semble qu'un courrier avait été adressé en ce sens et qu'il est resté sans réponse.

En complément de l'augmentation des places, nous avons décidé de poser les principes d'une politique régionale de stages. Ces périodes qui représentent de 30 à 70 % du temps de formation peuvent être déterminantes pour fidéliser les futurs professionnels et j'ajoute que, sur ce point, un effort est demandé aux établissements d'accueil.

Notre volonté est donc bien de continuer à agir, y compris au-delà des compétences réglementaires, pour contrer la problématique de désertification médicale et former plus de professionnels de santé.

Mais attention, les capacités d'accueil en formations paramédicales ne sont pas un puits sans fond. Les difficultés de recrutement des établissements de santé posent la question de l'attractivité des métiers et, de fait, des conditions de travail des personnels devenues intenables, conséquence de réformes successives, la loi BACHELOT notamment, dont nous subissons aujourd'hui pleinement les effets.

Mais je vois que le temps est largement passé…

M. GRICOURT.- Merci de conclure.

Mme BESSARD.- De toute façon, nous y reviendrons plus tard, car c'est le sujet d'un vœu que nous proposerons en fin de journée.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci pour votre intervention.

Monsieur HUWART a la parole.

M. HUWART.- Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais rebondir sur la question légitime qu'a posée Perico LEGASSE sur l'enjeu du tourisme. C'est une question fondamentale. Je crois que nous partageons tous ici la conviction que le tourisme, à travers ses différentes dimensions, est un élément majeur en termes d'emploi, un élément majeur en termes de patrimoine, un élément majeur en termes de qualité de vie et tous ces facteurs-là convergent vers la construction de ce qu'est l'identité de la Région. Et l'identité de la Région, c'est aussi la condition de son attractivité, notamment économique. C'est une conviction que nous partageons.

Par rapport aux appréhensions qui étaient les siennes sur les moyens que nous mettons sur ces enjeux, je voudrais en effet confesser une faiblesse dans la présentation de notre document budgétaire. Traditionnellement, dans cette Région, le tourisme dispose de moyens qui sont éclatés sur différents budgets.

Je prends la question de la restauration. François BONNEAU et sa majorité précédente ont mis en place, à travers le fonds Renaissance, des moyens à hauteur de 9 millions d'euros sur la seule année dernière qui sont sans précédent, puisque la moitié de ces fonds ont bénéficié prioritairement à la restauration. Nous avons doublé, par ailleurs, sous le précédent mandat, les fonds destinés à l'artisanat et au moins 40 % de ces fonds vont en direction des métiers de bouche, qui sont le corollaire indispensable de la restauration. Nous avons aussi, en avance de phase sur la loi, des crédits importants en matière d'alimentation – vous avez cité « C du Centre » qui en fait partie –, mais aussi sur les budgets de la restauration scolaire et un certain nombre d'éléments sur la communication. Je veux quand même citer l'initiative sur la Renaissance, les 500 ans de la Renaissance.

Il y a un fait marquant durant le précédent mandat, qui est l'« explosion » de tous les compteurs de la fréquentation touristique de cette Région à l'initiative des acteurs du tourisme en 2019, coordonnés et accompagnés par la Région. Aujourd'hui, c'est l'année de référence, l'année à laquelle nous nous comparons toujours et à laquelle tous les acteurs du tourisme et de l'économie se comparent en termes de fréquentation. Retrouver le niveau de 2019, c'est notre objectif, le dépasser, c'est le projet de ce mandat.

Nous avons encore du travail à faire en vue du prochain budget pour présenter un certain nombre d'initiatives qui, je pense, seront fortes. Il y a, je peux d'ores et déjà vous l'annoncer, un sujet sur un plan d'investissement dans l'hébergement touristique. Nous avons un effort considérable à faire pour moderniser nos capacités d'accueil et notre offre touristique, et l'idée d'avoir mis dans une même délégation le tourisme et l'économie vise aussi à faire bénéficier le tourisme des moyens importants qui sont ceux du budget économique.

Nous avons également un travail important à faire sur le renforcement de nos outils de promotion. C'est un dialogue qui va impliquer de façon étroite les départements et ce sera à l'ordre du jour de la réunion qui est programmée le 16 novembre. La réussite suppose la coordination de tous. Nous avons aussi un vrai sujet sur la priorisation de la marque et de l'identité de la Région, pour permettre à chacun de s'y retrouver et de les associer. Je pense, à cet égard, que j'aurai, avec le Président, de nombreuses propositions à faire aux présidents de conseils départementaux – nous avons commencé à l'évoquer avec certains d'entre eux –, sur des bases qui sont celles qui ont fait le succès de 2019. Je crois que la voie a été montrée, c'est la question du patrimoine, la question de la nature et la question de la gastronomie. Ce sont les trois piliers de la qualité de vie que nous incarnons et qui sont trois facettes d'un engagement personnel et associatif que chacun vous reconnaît, cher Perico LEGASSE.

Globalement, nous devons aussi, au-delà de ces moyens, avoir une interrogation sur la manière dont on se positionne. Autant les subventions sont utiles pour des acteurs de petite taille, les acteurs de proximité, et c'est l'enjeu de notre politique économique et nous aurons à en reparler, autant sur des gros projets touristiques, il n'y a pas de déficit d'attractivité pour la Région, et là, ce que veulent les investisseurs, c'est un accompagnement.

Aujourd'hui, en Région, il y a des projets touristiques qui sont massifs. Je vois devant moi le maire de Dreux qui a pu annoncer récemment un investissement à 100 millions d'euros. Il y a, dans une circonscription voisine, à Saint-Symphorien-le-Château, un projet de 80 millions d'euros sur un château. Des exemples comme ceux-là, nous en avons aujourd'hui plus d'une vingtaine avec des chiffres qui sont considérables en termes d'investissement. Par conséquent, nous n'avons pas de déficit de ce côté-là.

En revanche, le tourisme et l'hôtellerie parisiens étant aujourd'hui sinistrés, il y a un report massif des investisseurs vers des régions comme les nôtres, donc une opportunité à les accueillir. Et ce qu'ils nous demandent, ce ne sont pas des subventions, c'est que nous leur leur donnions les clés du territoire, l'offre de foncier disponible. Nous avons une mission là-dessus qui implique les collectivités locales et les chambres consulaires, les facilités réglementaires, la capacité à recruter, à former et ce sont sur ces éléments que nous aurons l'occasion d'ouvrir, dans les états généraux de l'Économie, une réflexion globale avec les acteurs, y compris sur des territoires comme la Touraine.

Je ne reviendrai pas sur la référence à Richard Cœur de Lion, qui n'est pas la référence de base sur l'identité régionale, car, au-delà de la personnalité de Richard Cœur de Lion, elle nous ramène à une époque de rivalités entre Orléans et Tours avec des batailles assez sanglantes et, surtout, au fait qu'à cette époque, c'était le comté de Blois qui dominait tout le reste, ce qui perturbe un peu la réflexion aujourd'hui. Nous avons préféré un symbole plus rassembleur qui est celui de la Renaissance…

M. GRICOURT.- C'est toujours un peu le cas !

M. HUWART.- Nous en reparlerons aussi !

(Rires)

Un symbole plus rassembleur qui est celui de la Renaissance et je pense que dans cette mobilisation, et je suis à votre disposition pour l'évoquer avec vous et avec chacun ici, la référence, c'est vraiment de poursuivre et d'amplifier ce qui a été réussi collectivement en 2019.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur HUWART.

Madame de PÉLICHY a la parole.

Mme de PÉLICHY.- Merci, Monsieur le Président.

Je voulais rebondir ce matin sur les propos tenus par Madame HAAS et notamment sur la question de la fiscalité et de la TICPE.

J'ai apprécié la comparaison et le fait de dire qu'avec cette taxe, nous étions à la fois pompiers et pyromanes, en cherchant comment réduire les dépenses de pétrole tout en étant en même temps totalement dépendants de cette recette. La bonne solution serait peut-être, en premier lieu, de rendre la Région moins dépendante de la consommation de pétrole. Alors, soyons ambitieux.

Notre Région, depuis de nombreuses années, applique le taux maximum de la TICPE à nos administrés. On est aujourd'hui dans un contexte dans lequel le coût de l'énergie explose, dans lequel on fait face à une flambée des prix des matières premières, en somme à une inflation importante, avec un pouvoir d'achat d'une grande partie de notre population, qui, déjà limité, est un peu plus amputé. Pour les travailleurs, c'est la double peine. En général, vous n'avez pas toujours de transports collectifs alternatifs à la voiture, comme c'est le cas notamment des zones périurbaines et rurales. Moins vous avez de pouvoir d'achat, moins vous avez un véhicule performant et, bien souvent, plus vous travaillez loin, donc plus votre dépendance à un plein d'essence est forte.

Aujourd'hui, dans ce rapport d'orientations budgétaires, nous regrettons justement le manque d'orientations stratégiques de notre Région pour soutenir le pouvoir d'achat de nos habitants de la Région Centre-Val de Loire.

Vous disiez dans vos propos introductifs tout à l'heure qu'il y avait la gratuité du transport scolaire. Certes, mais elle ne touche pas tous les habitants ni tous les travailleurs de notre Région. Cette gratuité ne permet qu'aux familles qui ont des enfants qui utilisent le transport scolaire de gagner un peu de pouvoir d'achat. Que faites-vous des familles urbaines ? Que faites-vous des familles dans lesquelles il n'y a plus d'enfants scolarisés ou il n'y a pas d'enfants scolarisés ? Celles-ci, à l'heure actuelle, ne bénéficient pas du même accompagnement de la Région.

Alors, dans l'attente d'une vraie stratégie pour le soutien du pouvoir d'achat des habitants, d'un transport collectif largement plus diffus sur notre territoire, vous comprendrez bien que nous ne pourrons soutenir le taux maximum de la TICPE.

Par ailleurs, dernière remarque sur les propos de Madame HAAS, ce n'est pas une taxe qui nous est imposée, c'est une taxe qui nous est proposée. Le fait que nous ayons finalement peu de marges de manœuvre sur les recettes de la Région rend cette taxe importante, mais elle n'est pas imposée. Je souhaitais faire ce petit complément.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame de PÉLICHY.

Monsieur COQUIN a la parole.

M. COQUIN.- Je vais commencer cette intervention, Monsieur le Président, par une réponse au débat qui vient d'émerger.

Concernant la TICPE, en deux mots, nous ne pouvons pas soutenir une position qui consiste à dire qu'en termes de pouvoir d'achat, réduire de quelques centimes, sinon en dessous d'un centime par litre, la facture d'essence résout réellement le problème du pouvoir d'achat. En revanche, on peut quand même s'interroger sur les conséquences de la perte d'une recette somme toute importante du budget de la Région. Pour nous, cette somme, même si elle est essentiellement dirigée vers l'amélioration des structures de transport, elle est, en tout état de cause, une recette. Et nous, nous prenons en compte l'amélioration du pouvoir d'achat avec les sujets énergétiques et nous préférons mettre de l'argent sur une meilleure isolation

des bâtiments, car cela aussi, cela permet aussi aux familles de la Région de récupérer du pouvoir d'achat. Je balaie rapidement cette question.

Pour en venir à l'essentiel de ce que j'avais prévu, j'aurai deux niveaux d'intervention par rapport à ce débat.

- Le premier niveau, c'est essayer de répondre à ce qui s'est passé depuis ce matin. Ce que j'ai constaté et qui semble ressortir, c'est une assez faible mise en évidence dans les débats, même si c'est venu un peu autour de cette taxe, de l'urgence sociale. On a beaucoup parlé d'urgence climatique mais assez peu de l'urgence sociale. Pourtant, on aurait tort de penser que la reprise économique, plus rapide et plus forte que prévu, mettra fin à la grande pauvreté. La baisse du chômage ne signifie pas pour autant la fin de la précarité.

Le dernier rapport de l'INSEE, s'il pointe le fait que le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté n'aurait pas explosé durant la crise sanitaire, et nous nous en réjouissons, ne masque pas le fait que le niveau de la pauvreté, lui, a encore augmenté. C'est le constat de la plupart des associations qui travaillent sur le sujet. Si je devais résumer, je dirais que, certes, il n'y a pas plus de pauvres dans ce pays, mais que les pauvres sont encore plus pauvres.

J'en profite pour rappeler, à ce niveau du débat, deux de nos propositions d'action que nous aimerions voir évoquer et améliorer, discuter dans le cadre de cette mandature.

Notre première proposition porte sur la mobilité. Au-delà de la gratuité pour les 18-25 ans, c'est vrai que nous souhaiterions que, durant cette mandature, nous réfléchissions à la possibilité d'une tarification sociale allant jusqu'à la gratuité pour les plus modestes. Quand on voit les problèmes auxquels on est confronté, nous aimerions beaucoup qu'on puisse toujours travailler sur cette piste et y réfléchir.

Le deuxième aspect sur lequel nous souhaiterions aussi qu'un travail s'engage, c'est la précarité alimentaire. En clair, nous souhaiterions que soit menée une réflexion sur le sujet, d'autant que cette précarité touche largement la jeunesse. Il y a une première solution qui pourrait être évoquée et sur laquelle on pourrait réfléchir, qui est une tarification sociale dans les cantines de nos lycées. La seconde solution, plus globale, c'est de proposer des pistes pour favoriser l'accès à une alimentation de qualité pour les plus modestes. À ce sujet, il y a un rapport du CESER, qui sera d'ailleurs présenté en Commission n° 2 la semaine prochaine, qui présente une préconisation avec la création de chèques alimentaires pour les familles. Je pense que cette piste, il nous faudra y réfléchir.

- La deuxième partie de mon intervention est plutôt une mise en perspective de ces orientations budgétaires.

Si je devais résumer la position de notre groupe sur ces orientations, en deux mots, je dirais que la direction est bonne, que les grandes orientations sont là mais que, bien évidemment, le plus dur reste à faire. Et en disant que les grandes orientations sont là, je souhaite répondre à une partie du débat quand cela a été défendu par les groupes de l'opposition. Oui, les orientations sont bien là, il y a bien des priorités qui sont mises en exergue dans le préambule de ces orientations.

Il n'en reste pas moins que la question la plus importante qui reste posée est celle-ci : comment, dans le cadre d'un budget malgré tout fort contraint, traduire concrètement ces orientations budgétaires, ces priorités stratégiques dans la politique régionale que nous allons mettre en œuvre dans les semaines et les mois à venir, notamment dans l'attribution des aides économiques ? Il est clair que cela va nécessiter un vrai courage politique et il y aura des arbitrages difficiles.

À ce titre, je voudrais citer l'exemple de l'agriculture, qui est édifiant. Nous avons un objectif ambitieux, multiplier par quatre la surface cultivée en bio. Qui peut croire que cet objectif pourra être atteint sans flécher de façon beaucoup plus prioritaire les aides régionales vers la filière bio ?

À ce stade de mon intervention, je voudrais faire une réponse rapide, sinon je ne vais pas avoir le temps, à mon collègue et voisin Monsieur Rémy POINTEREAU. Oui, le bio, pour nous, c'est une nécessité, c'est une priorité – je vais aller très vite – pour plusieurs raisons : une meilleure résilience contre les aléas climatiques, comme je l'ai déjà dit lors de la dernière session, ainsi que son bénéfice sur la santé humaine.

Je voudrais aussi répondre sur le discours sur la surproduction. Certes, il y a aujourd'hui certaines productions bio en surproduction, mais c'est le même problème pour toute l'agriculture, c'est la même chose dans l'agriculture conventionnelle.

Autour de cela, nous avons d'autres propositions que celle visant simplement à développer l'agriculture biologique. Nous proposons également le développement de filières de transformation mais aussi de plateformes de distribution, notamment pour nos lycées et nos collèges. Pour développer l'agriculture biologique, on sait bien qu'il faut…

M. GRICOURT.- Merci de conclure, cher collègue.

M. COQUIN.- …développer toute une filière.

Cela tombe bien, parce que j'ai juste trois derniers mots à dire, qui seront extrêmement brefs. Pour finir sur une note positive, je voudrais dire que répondre à l'urgence climatique et sociale dans le cadre d'un budget contraint, c'est un défi majeur et nous espérons, nous voulons croire que nous réussirons à le relever ensemble.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur COQUIN.

Madame GABORET a la parole.

Mme GABORET.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Le rapport d'orientations budgétaires traduit bien l'intervention directe de notre collectivité dans la proximité et le quotidien des habitants sur les questions de santé. Relever le défi de la santé ne date pas d'aujourd'hui, chers collègues de l'opposition. Dois-je vous rappeler nos actions dans ce domaine ? Manifestement, vous ne connaissez pas notre politique régionale en matière de santé.

(Réactions sur les bancs du groupe UDCI)

Lors de la mandature précédente, je vous avais rappelé nos actions envers la jeunesse et je vous avais dit expressément : « connaissez nos politiques ! » Il en va de même pour les autres secteurs où nous agissons. Depuis de nombreuses années, l'Exécutif régional va bien au-delà de ses compétences, non pas pour se substituer à l'État mais pour combler ses manques.

Face à l'urgence de l'accès aux soins sur la quasi-totalité de notre territoire, notre Président a fait le choix d'agir concrètement face à la désertification médicale. Aujourd'hui, nous avons plus de 112 maisons de santé pluridisciplinaires et je vous rappelle que grâce à notre engagement politique, 363 médecins…

Quand vous parlez, je vous écoute ! Je vous demande donc de m'écouter, s'il vous plaît. Je vous remercie.

(Réaction d'un élu du groupe UDCI)

Non, ce n'est pas très agréable, en fait. Parce que moi, quand vous parlez, regardez bien, je vous écoute. Je ne vous coupe pas la parole, je ne dis rien.

Monsieur FORISSIER, vous confirmez ? Monsieur FORISSIER, vous confirmez ? Que je ne vous coupe pas la parole.

M. FORISSIER.- Ah mais, absolument.

Mme GABORET.- Merci beaucoup, Monsieur FORISSIER.

Pour vous rappeler que grâce à notre engagement politique, 363 médecins exercent leur activité dans tous les départements de la Région au sein de ces MSP.

Il faut savoir que quand vous faites des remarques, en fait, cela m'agace et vous l'entendez à ma voix, donc faites attention. Ne faites pas de remarques, vous allez voir, je suis très agréable.

Dois-je vous rappeler qu'en novembre 2019, une session extraordinaire avec les membres du CESER, que je salue, avait posé une nouvelle étape pour relever le défi de l'accès aux soins dans son plan 100 % Santé. Comme l'a précisé tout à l'heure Madame BESSARD, notre majorité a fait le choix d'augmenter de 25 % le nombre de professionnels de santé formés, les infirmiers, les aides-soignants. À la rentrée 2022, il y aura ainsi 1 416 places de formation dans nos IFSI, soit 250 places de plus qu'en 2018. Plus récemment, l'engagement de notre Président, qui en a parlé ce matin, pour l'ouverture de la faculté dentaire est un exemple supplémentaire de notre volontarisme.

Chers collègues du groupe UDCI, François BONNEAU n'a pas attendu votre vœu pour agir concrètement et immédiatement en matière de santé. Et concernant votre remarque sur les médecins salariés, dans votre vœu, même si je sais que vous êtes attachés au système libéral, manifestement, ce n'est pas suffisant pour notre territoire. Encouragez plutôt notre Président dans cette voie, soyez constructifs, soyez combatifs à ses côtés. L'évolution, c'est que l'exercice salarié par des médecins est de plus en plus important et tout à fait complémentaire avec l'exercice libéral.

Monsieur CHASSIER, concernant votre remarque sur le GIP Pro Santé, je souhaite préciser que les recrutements et le dialogue se poursuivent pour co-construire l'accueil des médecins avec plus de 70 collectivités locales et intercommunalités. Pour vous dire que ce dialogue est ouvert à toutes les collectivités et même aux départements s'il s'agit d'un dialogue constructif. Nous serons à 20 médecins à la fin de cette première année et nous monterons en phase ces prochaines années pour répondre aux nombreuses demandes de nos élus locaux et particulièrement en milieu rural. C'est un enjeu difficile mais qui doit être poursuivi et amplifié.

Loin d'être dans les incantations, nous agissons concrètement et immédiatement pour répondre au défi de la santé. Les critiques peuvent être les bienvenues et nous y sommes attentifs, mais il s'agit de pouvoir tous se mobiliser pour agir, lorsqu'on sait que notre Région a la plus faible densité en médecins. C'est pour cela que cette problématique, au cœur de la vie de nos citoyens, a toute sa place dans nos orientations budgétaires.

Et je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GABORET.

Madame WUNSCH a la parole.

Mme WUNSCH.- Merci.

Monsieur le Président, chers collègues, à travers les confinements successifs, la crise sanitaire a été un révélateur de nouvelles habitudes d'organisation du travail et donc de nouvelles façons de se déplacer, et l'utilisation des transports dans notre Région s'en est trouvée impactée.

À cela s'ajoute l'ouverture progressive du transport ferroviaire à la concurrence, qui risque, à terme, d'accentuer encore plus le désengagement des petites lignes au profit de celles *a priori* rentables. Or, l'offre de transport qui est gérée et proposée par le Conseil régional à l'ensemble de nos administrés n'a pas vocation à être rentable mais à être utile. C'est tout le sens du service public auquel nous tenons.

Vous évoquez dans le paragraphe sur les mobilités le « déploiement d'un réseau régional de transports publics de proximité grâce à la mise en œuvre de contrats de mobilité rurale ». Les termes sont engageants, mais à quoi cela correspond-il exactement ? Nous reconnaissons les investissements importants engagés par la Région pour la modernisation du matériel roulant. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire en matière d'accessibilité et cela reste un réel problème pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.

Nous ne reviendrons pas sur la complexité de la politique tarifaire de la gamme Rémi, qui a déjà été évoquée, et nous prenons acte du report de l'expérimentation du train à hydrogène entre Tours et Loches. La Métropole de Tours Val de Loire se doit d'ailleurs de prendre toute sa part dans la mise en œuvre de ce projet qui se veut multimodal.

Cette multimodalité doit s'inscrire dans le cadre d'une égalité d'accès pour tous à tous ces territoires et se doit d'intégrer une offre de taxis ruraux ainsi que le développement de covoiturage, notamment sur les trajets courts. Dans nos communes rurales à la population vieillissante, le vélo n'est certainement pas la plus adaptée des alternatives. À l'heure où on engage de plus en plus le maintien à domicile des personnes âgées, il serait judicieux que la Région, à qui incombe la réalisation du schéma routier d'intérêt régional, n'oublie pas que son périmètre s'étend au-delà des métropoles d'Orléans et de Tours et intègre pleinement le sud de la Touraine, le Berry, la Beauce et la Gâtinais. Le désenclavement du territoire doit contribuer à l'attractivité de notre Région. Il s'agit d'une priorité pour attirer de nouvelles entreprises, de l'emploi et donc de nouveaux habitants.

Enfin, les pouvoirs publics devront aussi résoudre une problématique persistante et qui n'est pas nouvelle, à savoir l'insécurité dans les transports et à leurs abords. Le dernier exemple en date, l'incendie volontaire d'un car Rémi dans le quartier de la Rabière à Joué-lès-Tours le 20 octobre dernier, interroge sur la sécurité dans et pour les transports en commun.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame WUNSCH.

Madame DUBOIS a la parole.

Mme DUBOIS.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur MONTILLOT, vous semblez avoir un petit problème de mémoire, je crois. Est-ce que ce ne sont pas vos amis qui ont pendant plusieurs décennies mené cette politique de casse de notre système de santé et qui ont décidé de réduire les formations médicales pour réduire l'offre de soins afin de réduire les dépenses ? Et la casse de l'hôpital public avec la loi HPST, 3 400 lits hospitaliers fermés en 2019, 4 000 en 2018 qui s'ajoutent aux 69 000 places d'hospitalisation disparues entre 2003 et 2017.

(Réactions sur les bancs de l'UDCI)

Il faudrait peut-être reprendre les réformes qui ont été votées par vos parlementaires, et je vous rappelle que les majorités de droite à Orléans et à la Métropole ont toujours été contre la proposition des Communistes de la transformation du CHRO en CHU.

La santé constitue aujourd'hui l'une des premières préoccupations des Français. Engagement fort de notre équipe durant la campagne des élections régionales, ce rapport d'orientations budgétaires démontre la volonté de poursuivre et amplifier l'effort de notre collectivité en matière de santé.

En Région Centre-Val de Loire, ce défi est d'autant plus stratégique que le vieillissement de notre population accentue les besoins en matière de santé. Notre Région compte de nombreuses communes rurales ou petites villes moyennes disposant d'une densité médicale faible ne garantissant pas un accès aux soins de proximité à la santé. Aussi, une fracture sanitaire est progressivement installée, contre laquelle la Région souhaite lutter à travers des actions concrètes, efficaces mais également innovantes.

C'est la raison pour laquelle la Région s'engage dans ses différents partenariats avec les collectivités locales, les professionnels de santé et, bien entendu, l'État à travers l'Agence régionale de santé notamment. Car si la santé relève d'abord de la compétence de l'État, c'est bien face à la carence de celui-ci que la Région souhaite accentuer sa mobilisation en faveur de la santé pour tous et sur tous les territoires au regard des enjeux collectifs que nous devons relever. Bien souvent, disposer d'un médecin traitant ou tout simplement avoir accès à une consultation de généraliste ou de spécialiste devient un parcours d'obstacles infranchissables. Au cours de ces dernières années, des structures d'exercice regroupé ont été soutenues, avec notamment plus de 105 maisons de santé pluridisciplinaires sur tout le territoire régional. Pour autant, ces efforts ne permettent pas de résoudre une situation devenue critique en matière de santé : faible densité médicale, vieillissement des professionnels de santé, un patient sur cinq n'a pas de médecin traitant. Ce phénomène n'épargne personne et est largement partagé sur le territoire régional, rural, urbain, périurbain, et dans chaque département.

Pour affronter ce constat, la Région Centre-Val de Loire a été pionnière en la matière en investissant plus de 20 millions d'euros depuis 2008 et a mis en place le plan 100 % Santé en novembre 2019, avec plusieurs objectifs :

- former et installer davantage de médecins et professionnels de santé ;
- la création du GIP Pro Santé, issue d'une mesure phare de ce plan et qui vise la création de 300 postes de médecins salariés en Région Centre-Val de Loire d'ici la fin du mandat ;

- inciter et accompagner les collectivités pour la création de résidences pro santé afin d'accueillir les futurs médecins dans le cadre de leur stage ;
- permettre l'accès aux soins de proximité dans chaque territoire ;
- promouvoir la santé de manière globale avec des actions de prévention ;
- et impulser une dynamique d'attractivité territoriale en matière de recherche et d'innovation.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame DUBOIS.

Monsieur FORISSIER a souhaité reprendre la parole. Quelques mots ?

M. FORISSIER.- Oui, Monsieur le Président, merci, quelques mots, je crois qu'il reste trois ou quatre minutes sur le temps de parole de mon groupe. Je vais en prendre deux pour quelques précisions.

D'abord, je voudrais rassurer Jean-Patrick GILLE qui pense qu'il n'y a pas de projets alternatifs dans les groupes de l'opposition. C'est un propos qui est celui, classique, de quelqu'un qui est dans la majorité, mais il a été dans l'opposition et il sait que ce n'est évidemment pas le sujet. Nous n'aurons de cesse de lui apporter des propositions, comme déjà ce matin, tout au long de ce mandat.

Deuxième chose, sur les contrats régionaux de solidarité territoriale, et je m'adresse notamment à Dominique ROULLET et à plusieurs collègues qui ont évoqué ce sujet, moi, je ne remets pas en cause les CRST. J'ai été président de pays pendant pratiquement vingt-cinq ans et j'ai toujours défendu cette politique. Elle a même été initiée à l'époque où et c'était une autre majorité, celle de Maurice DOUSSET, qui était aux responsabilités.

J'ai simplement dit tout à l'heure, et je crois que c'est important de l'entendre, deux choses.

Premièrement, nous devons mettre le « paquet » sur le soutien aux communes, parce qu'elles ont, elles aussi, subi des baisses de dotations de l'État et que l'outil des CRST est un moyen très efficace de le faire. J'ai simplement appelé à un renforcement de cette politique.

Deuxièmement, j'ai aussi dit, me semble-t-il, que, par contre – même si j'ai compris que les choses s'améliorent, Dominique ROULLET, c'est vrai qu'il y a eu des progrès –, il fallait être à l'écoute des maires. C'est ce que nous avons dit au printemps, il faut partir des projets et ne pas s'enfermer, en particulier dans le cadre des CRST et je pense à la politique « ID en Campagne », dans des cadres trop restreints, trop contraints qui empêchent, au fond, d'être rapidement efficaces et d'investir. C'est ce que je souhaitais préciser.

Enfin, je termine, Monsieur le Président, pour vous dire encore une fois, parce que c'est aussi une question de développement du territoire, que nous attendons vraiment une réponse aux départements sur la question des conventions Région-Département, qui, je le répète, n'est pas mentionnée alors que c'est capital dans ce DOB.

Voilà les précisions que je souhaitais apporter.

Merci beaucoup.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Monsieur ROIRON a la parole, dernier inscrit.

M. ROIRON.- Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais dire quelques mots après ce que nous a dit notre collègue FORISSIER.

Les contrats de territoire, évidemment, c'est une politique que nous voulons continuer à mener. Moi aussi, j'ai été président de pays et je crois qu'il y a toujours un dialogue entre la Région, les présidents de pays, les présidents de communauté de communes et les maires. Ce dialogue doit continuer à exister et je sais qu'avec Dominique ROULLET et son équipe, il y a toujours des possibilités de trouver des solutions. Néanmoins, il doit y avoir une volonté politique régionale et je crois que, par exemple, la question sur le thermique qui se pose très concrètement doit être particulièrement mise en avant dans ces projets.

Après, les conventions entre les régions et les départements, je voudrais dire que cela ne se fait pas partout en France, il faut quand même le faire remarquer, ce qui ne veut pas dire que cela ne doit pas continuer à se faire. Cela doit se faire, bien évidemment, pour la population dans un dialogue qui doit exister entre la Région, le département et les maires, comme cela a été indiqué tout à l'heure.

Ainsi, il me semble que c'est une politique qu'on doit continuer à mener, mais pas par des oukases, pas par des communiqués de presse où on met à mal la Région. Je suis toujours assez surpris que certains demandent de l'argent à la Région alors que, par exemple, leur taux d'endettement est très faible, et vous faites partie de ce département, Monsieur FORISSIER, même si je sais que vous n'êtes pas toujours d'accord avec la politique que mènent vos amis dans ce département, lesquels s'adressent toujours à la Région mais en ne voulant pas aller plus loin.

Je pourrais donner des exemples. Tout à l'heure a été évoquée la question touristique. Je pourrais évoquer l'aspect touristique de certains châteaux qui appartiennent au département de l'Indre. Je rencontre régulièrement ces acteurs touristiques. D'ailleurs, j'inviterai Monsieur Perico LEGASSE à venir à la prochaine réunion du CRT pour qu'on puisse en parler. Nous menons effectivement des actions ensemble. Vous avez évoqué l'international. Oui, nous allons continuer, mais nous allons aussi continuer sur l'Europe. Nous l'avons fait le week-end dernier avec un certain nombre d'acteurs du tourisme, avec des châteaux, avec des vignerons, avec des restaurateurs. Oui, nous l'avons fait, donc ne dites pas que nous ne faisons rien. Nous avons avons une activité régulière par rapport aux marchés qui sont ouverts aujourd'hui et nous savons que c'est un enjeu important aujourd'hui. Mon collègue et ami Harold HUWART a évoqué trois facettes, j'en ajouterai une quatrième qui est importante : c'est la culture, car, dans notre Région, la culture doit être aussi à un niveau très important.

Je terminerai pour dire une chose à Monsieur MONTILLOT. Je suis tout de même étonné qu'on reparte sur des débats qui n'ont plus lieu d'être entre Tours et Orléans. Cela n'a plus lieu d'être, cela doit être du passé. C'est comme ceux qui mettent en opposition les territoires urbains et les territoires ruraux. Cela n'a pas de sens. Je crois que nous vivons dans une Région, dans un pays où on doit travailler tous ensemble. Je le dis très clairement, si la Région n'avait pas été là, qui aurait fait… Qui aurait fait… Qui aurait fait l'investissement pour la faculté de médecine de Tours ? Qui a construit, financièrement, de façon très forte, pour les premières années la faculté de médecine de Tours ? La Région Centre-Val de Loire.

Je le dis, parce que cela est un peu agaçant. On pourrait aussi parler du rôle des ARS, qui n'est pas forcément…

Je n'ai peut-être rien compris, vous me l'expliquerez après, avec plaisir.

…Mais qui pose aussi un certain nombre de problèmes. Si nous les avions écoutées il y a quelque temps, l'IFSI d'Amboise, par exemple, n'existerait plus. Là, c'est aussi une question d'attractivité et d'aménagement du territoire, je voulais vous le dire.

Ensuite, vous avez évoqué tout à l'heure le fait que Cathy MÜNSCH-MASSET avait parlé il y a six ans des deux lycées. Vous pourrez aller en septembre 2023 à Hanches, dans l'Eure-et-Loir, pour être assez concret. Cela sera fait. Mais vous oubliez aussi de dire...

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure, Monsieur ROIRON.

M. ROIRON.- …que, thermiquement, il y a 40 lycées qui sont revus et que, d'ici 2023, tous les lycées de la Région seront faits. Je voulais terminer par cela parce qu'il faut aussi le dire. Il y a des choses qui ne vont pas forcément aussi vite qu'on voudrait, mais vous êtes élus municipaux et vous savez très bien que le temps est très long.

Voilà, merci à vous.

(Applaudissements)

M. MONTILLOT.- J'ai été interpellé à deux reprises, je souhaite parler.

(Brouhaha)

M. le Président.- Non, c'est un non. Par définition, Monsieur MONTILLOT, c'est un débat…

(Protestation de Monsieur MONTILLOT)

Par définition, c'est un débat. J'ai respecté l'ordre de passage que m'a proposé votre président de groupe, on a convenu, Monsieur MONTILLOT… On a convenu, Monsieur MONTILLOT, que le président de groupe pourrait revenir dans le débat et je lui ai donné la parole.

Nous avons pris tout le temps des échanges, vous vous êtes exprimé, nous allons apporter des éléments de réponse. Nous allons apporter les éléments de réponse, chacun a été interpellé, c'est un débat et c'est bien normal, merci !

(Brouhaha)

M. GRICOURT.- Bien. Chers collègues, je me réjouis, cette année, de l'intensité des débats occasionnés par ce projet de Budget primitif à travers ses orientations budgétaires, des débats riches, et c'est aussi la force démocratique de notre assemblée.

Je voudrais commencer par donner quelques précisions sur la TICPE et la majoration supplémentaire. Je souhaite rappeler que c'est la loi de finances de 2010 qui a accordé aux conseils régionaux la faculté de majoration supplémentaire des tarifs de TICPE applicables dans chaque région. Mais ce n'était pas une manne financière en plus, c'était pour accompagner les transferts de compétences qui ont été réalisés et d'ailleurs confortés depuis, et ce sont des recettes qui sont totalement utilisées pour le financement des infrastructures de transport durable, notamment ferroviaire ou possiblement fluvial. C'est le premier point. Ce n'est évidemment pas en plus, au regard de ce que représente cette majoration, je le rappelle, de 0,0073 euro par litre. Objectivement, ce n'est pas cela qui conforterait le pouvoir d'achat des habitants de notre territoire.

Alors oui, je défends l'idée qu'au niveau national, et là, je renvoie à la responsabilité de l'État, dans une période transitoire, pour favoriser le déplacement de millions de Français qui n'ont pas accès aux transports en commun, on puisse, comme certains au niveau national ou plutôt certaines le préconisent, jouer sur les taxes, en effet. D'ailleurs, cela a été une réalité par le passé : FABIUS avait mis en place cette TICPE fluctuante, qui avait aussi accompagné une période difficile. Ainsi, ce qui a déjà été fait pourrait être envisagé à nouveau. C'est la réponse et la précision, Président, que je voulais donner.

Ensuite, je vais essayer de répondre aux différents groupes qui se sont exprimés, en commençant par Monsieur FORISSIER qui nous dit : « Vous utilisez la dette pour investir. » C'est le cas. Nous empruntons pour être en capacité d'investir, en effet, et je vous remercie de le reconnaître. Par contre, quand, à travers ces orientations budgétaires, vous, comme d'autres, nous exprimez l'insatisfaction de n'avoir pas suffisamment de précisions sur nos intentions, j'y reviendrai mais je voudrais d'ores et déjà dire qu'il y a, comme chaque année, au sein de cet hémicycle mais c'est vrai aussi dans d'autres assemblées, un problème d'appréciation. Nous sommes bien dans des orientations budgétaires. Les orientations budgétaires, elles fixent les grands principes budgétaires, les grands principes financiers sur la pluriannualité et les orientations politiques. Concernant les précisions attendues, au risque de me répéter comme chaque année, soyez patients de quelques semaines. Ces précisions, vous les aurez à l'occasion du Budget primitif, et toutes les réponses que vous attendez-vous seront données dans les domaines de l'économie, de l'environnement, des transports, de la formation professionnelle ou du tourisme.

Sur ce sujet du tourisme, mais cela a été très bien évoqué à la fois par Harold HUWART et Pierre-Alain ROIRON à l'instant, nous sommes dans une compétence partagée et c'est donc à chacun aussi de prendre ses responsabilités : les autres collectivités, beaucoup le font et tant mieux, mais aussi les partenaires que sont les partenaires du tourisme. De ce point de vue, je voudrais juste rappeler qu'une étude est sortie très récemment, juste avant les vacances de Toussaint, précisant que nous avons été, Président, la région qui a connu le plus fort boom de réservations sur la période des dernières vacances de Toussaint, et c'est une confirmation que nous pouvons mesurer dans nos territoires, à Chaumont-sur-Loire pour ce que je connais, à Blois pour ce que je connais très bien, celle d'une fréquentation de nos sites patrimoniaux et culturels qui a été supérieure à la même période de 2019.

C'est la démonstration que nous savons être une région attractive. C'est un travail de partenariat, c'est l'engagement de la Région comme chef de file, ce sont les autres collectivités, les départements, les agglomérations, les communes, et puis les sites touristiques eux-mêmes. Je crois donc que, de ce point de vue, nous pouvons être dans l'objectivité, là aussi, avec cette efficacité, qu'on peut toujours améliorer et je voudrais rassurer Madame PARIS en lui disant que, pour avoir échangé encore hier avec le Président et quelques collègues sur les perspectives de nos actions avec Harold HUWART en matière de tourisme, oui, nous utiliserons bien tous les canaux dont nous disposons pour améliorer la coopération, le partenariat, de sorte que l'attractivité de notre territoire soit encore meilleure demain.

Nous avons, dans les échanges, évoqué les collectivités, l'attente que vous avez exprimée, notamment Monsieur FORISSIER, sur la confirmation du partenariat entre le Conseil régional et les conseils départementaux. Là aussi, plusieurs réponses ont été apportées, le Président a eu des propos rassurants puisque notre volonté est bien de continuer ces partenariats, peut-être sous d'autres formes, Jean-Patrick GILLE l'a également évoqué.

Je voudrais simplement rappeler ce que j'ai déjà eu l'occasion, lors de sessions précédentes, de rappeler, à savoir la réalité d'une situation financière et budgétaire de nos départements qui est beaucoup plus satisfaisante que ne l'est la situation des conseils régionaux. De ce point de vue, d'ailleurs, on parle de soutien de l'État mais il y a quand même un impact financier, budgétaire sur les régions par une baisse de dotations de 50 millions d'euros, qui va avoir un impact sur notre Région d'au moins 3 millions d'euros cette année 2022. Cela, c'est la réalité et nous sommes la seule collectivité sur laquelle il y a un impact négatif de la part de l'État en termes de dotations pour l'année 2022.

Chaque collectivité doit prendre ses responsabilités, chaque collectivité est, par définition, et la loi NOTRe l'a confirmé, autonome. Il n'y a pas une collectivité qui prime sur une autre et donc je crois qu'il faut aussi que, dans leurs compétences, les départements s'engagent, et ils en ont la capacité. Quand on regarde la capacité moyenne de remboursement, de désendettement, la comparaison est très vite faite et surtout dans le département de l'Indre, chers collègues. J'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques années au président précédent de l'Indre : investissez, dépensez ! Accompagnez les territoires. Il y a cette réalité. Nous aurons l'occasion, avec le Président et d'autres collègues, de partager tout cela avec les présidents de département très prochainement.

J'ai bien entendu que beaucoup de nos propositions étaient des reprises de vos propositions. Vos propositions s'inspirent peut-être aussi parfois des nôtres. Philippe VIGIER a eu, je trouve, les bonnes formules. Quand bien même, quand bien même. Moi, je relève que, et tant mieux, vous avez aussi évolué, moi qui siège ici depuis plus de six ans maintenant, sur certaines politiques publiques. Quand vous défendiez le tout-routier au début de la prédédente mandature, vous êtes aujourd'hui, votre groupe, rallié au ferroviaire et aux investissements que nous faisons, et tant mieux. En tout cas, je crois que Philippe VIGIER a exprimé les choses de façon satisfaisante, ce sont des mesures qui, comme dans beaucoup de domaines, correspondent à ce qu'on pourrait appeler tout simplement du pragmatisme, et je crois que le pragmatisme n'est la propriété d'aucun camp politique dans notre pays.

Monsieur CHASSIER, les trois objectifs prioritaires vous semblent vagues et imprécis. Ce sont, encore une fois, des objectifs qui correspondent à ce qu'on doit écrire dans des orientations budgétaires. De votre part, cela me gêne un peu, car vous avez une bonne connaissance et une bonne expérience de cette assemblée, vous savez ce que nous portons depuis des années, la réalité de l'action régionale. Les précisions, comme je l'ai dit, vous les aurez donc au BP 2022, en décembre prochain.

Ces questions de priorités couvrent tous les champs de l'action publique. Harold HUWART a parlé de l'économie et il y aura, bien sûr, au-delà des priorités et des objectifs qui seront les nôtres, qui seront en évolution comme ils l'ont déjà été à travers le Budget primitif 2021 pour accompagner les transitions et mutations indispensables de notre économie, sans oublier l'agriculture, il y aura les états généraux. Nous ne travaillons donc pas seuls. Les états généraux vont permettre, entre tous les partenaires, de mieux affiner, de finaliser les objectifs que nous partagerons à partir d'un diagnostic commun et d'engager ensuite les mesures. Mais, là aussi, les Régions ont bien une compétence économique, Monsieur CHASSIER, par la loi NOTRe. Nous sommes chefs de file dans les territoires. C'est vrai que sur ces questions, je rejoins Karine GLOANEC, il ne faut pas oublier l'accompagnement important des fonds européens, des fonds européens à travers le plan de relance REACT-EU mais aussi demain le nouveau programme opérationnel, qui nous permet et qui nous permettra de mieux accompagner aussi toutes ces mutations dans le domaine économique et dans le domaine environnemental.

Au-delà de l'économie, ce sont évidemment les questions essentielles liées à l'environnement, et merci à Jérémie GODET d'avoir rappelé l'engagement de cette Région depuis de nombreuses années, mais il faut aller plus vite et plus loin. Il y a la question des formations, à la fois les formations générales et l'engagement sur nos lycées avec, en effet, la construction de deux nouveaux lycées, mais ce sont aussi les formations tout au long de la vie et, en particulier, des demandeurs d'emploi. Là aussi, il y a des choses, cher collègue FORISSIER, qu'on peut améliorer dans un partenariat avec les départements, notamment auprès des bénéficiaires du RSA, pour leur faciliter l'accès à la formation puis à l'emploi et pour répondre aux offres d'emploi qui ne seraient pas satisfaites dans certains domaines.

On a les questions essentielles liées à la santé, mais j'y reviendrai plus précisément après, à la solidarité, ce qui fait écho, comme Dominique ROULLET l'a rappelé, à la solidarité territoriale à travers nos contractualisations. Il ne faut pas oublier que c'est une manne financière exceptionnelle et un principe de contrat qui satisfait les élus locaux, les autres collectivités. On est vraiment là dans la contractualisation, donc dans le dialogue permanent, dans le portage de projets à partir de critères et d'exigences du Conseil régional, et c'est normal. En tout cas, cela laisse une liberté d'action aux élus des territoires, à travers ces aides régionales.

Les solidarités, c'est également la solidarité entre l'urbain et le rural, et là, je rejoins Pierre-Alain ROIRON. On est en capacité de façon factuelle de donner des chiffres sur l'engagement régional, à travers notamment les contractualisations mais pas seulement, d'une aide au monde rural qui est, par habitant, supérieure à celle au monde urbain.

Et puis, ce sont les questions sociales. Les questions sociales font écho, bien sûr, au pouvoir d'achat et j'ai lu dans la presse les propos du président FORISSIER sur ce sujet et cette attente. Mais il convient de rappeler toutes les aides que consent la Région auprès des familles, et c'est du pouvoir d'achat, au-delà des transports, et notre vice-président l'a bien rappelé, en particulier 12 millions d'euros d'aides aux familles à travers la gratuité des transports scolaires. Et faire un parallèle avec d'autres mesures dans d'autres régions, c'est bien, il faut aussi s'inspirer de ce qui se fait ailleurs, mais je crois que d'autres régions devraient peut-être s'inspirer de ce que nous faisons. On sait que dans les Hauts-de-France, que vous citez souvent, la prime mobilité touchait 49 000 habitants en 2020 pour un montant d'engagement régional de 9 millions d'euros alors que nous, nous touchons, à travers cette gratuité, 75 000 familles pour un engagement certes un peu supérieur de 12 millions d'euros. Il y a aussi cette réalité que la Région Centre-Val de Loire compte environ 2,5-2,6 millions d'habitants contre 6 millions dans les Hauts-de-France. Il faut aussi regarder les choses de façon très posée et, en tout cas, nous n'avons pas, je crois, de leçons à recevoir des autres régions sur cette question de l'aide au pouvoir d'achat des familles.

Je pourrais aussi parler des manuels scolaires – Cathy MÜNSCH-MASSET a apporté beaucoup d'évolutions dans ce domaine –, de l'aide à l'équipement numérique, des aides pour l'accès à la culture, à la licence sportive que nous avons tous validées et que vous avez aussi partagées, sans compter la carte Rémi Liberté Jeune gratuite, l'action sur les cantines scolaires dans nos lycées, puisque le prix moyen d'un repas dans les lycées doit être autour de 8 euros et que nous sommes, pour les plus hauts tarifs, à 4 euros. Là encore, c'est un effort de la Région et c'est un accompagnement de la Région au pouvoir d'achat des familles. Je m'arrêterai là, la liste n'est pas exhaustive, Président, mais elle démontre bien notre engagement sur le pouvoir d'achat.

Ensuite, parmi les questions essentielles, nous avons toutes celles qui ont trait aussi à l'aménagement du territoire, j'en ai parlé, à travers les contractualisations. Nous sommes aujourd'hui, sur les questions sociales, et notre collègue vice-présidente à la Culture a évoqué ce sujet, sur la nécessité de commencer à regarder ce qui se passe chez nous en interne. C'est vrai que cela a été, tout au long des dernières mandatures, particulièrement dans la précédente et à travers un dialogue social permanent, des avancées, factuelles là aussi, notamment avec le RIFSEEP qui a été, je le rappelle, validé à l'unanimité des organisations syndicales, pour mieux reconnaître le travail de nos agents, mieux reconnaître leur engagement. Ainsi, nous avons, de ce point de vue aussi, une attention qui doit être permanente, tant sur la question de la reconnaissance que sur la question des conditions de travail.

Je voudrais terminer, Président, si vous me le permettez, sur les questions de santé, qui ont fait l'objet de beaucoup d'interventions, de beaucoup de réponses aussi de nos collègues et des vice-présidentes en délégation sur ces politiques publiques.

Je voudrais saluer le regard objectif de notre collègue Philippe VIGIER, à une nuance près, Philippe : la situation de nos hôpitaux publics s'est encore plus dégradée durant

cette mandature présidentielle. C'est factuel, c'est une réalité et notre Région n'y échappe pas en matière de déficit. Cela fait écho au fait que les gouvernements successifs, dont celui qui était de notre couleur politique, Monsieur FORISSIER, pour être en totale honnêteté intellectuelle et je l'ai souvent rappelé, s'étaient engagés à repenser les modalités de financement de l'hôpital public et que cela n'a pas été fait. J'espérais que ce soit une réalité avec l'actuel président et ses gouvernements, mais cela n'a pas été fait. Je souhaite donc qu'à partir de 2022, on réfléchisse à de nouvelles modalités de financement de l'hôpital public, qui ne soient pas seulement un financement à l'acte, lequel doit rester une réalité, en particulier sur la chirurgie, mais qui soient aussi des financements par enveloppe sur d'autres pratiques et prises en charge qui, par définition, ne sont pas lucratives. C'est un débat mais, en tout cas, ce sera incontournable.

Sur ces questions de santé, on est face à une réalité liée à la démographie médicale qui, malheureusement, je le dis, et là, je prends ma casquette, si vous me le permettez, de président de la Fédération hospitalière Centre-Val de Loire, touche aujourd'hui de façon majeure tous les territoires de France, à l'exception de quelques-uns. Nous sommes donc dans une situation nationale et je voudrais rappeler la responsabilité majeure, centrale de l'État sur les questions de santé. Ce sont les questions de financement, les questions d'offre, la garantie de sécurité et l'accès de tous aux mêmes garanties de soins de sécurité.

Excusez-moi, mais il y a plusieurs parlementaires dans cet hémicycle. Parlementaires, prenez vos responsabilités. Beaucoup de mesures ont été testées, qui sont en place, par la Sécurité sociale avec des forfaits d'aide pour les jeunes installés, par les ARS, par les collectivités, par notre collectivité à travers l'engagement sur les MSP, par les autres collectivités sur des accompagnements en matière d'aide au loyer, etc. Tout a été essayé, sauf des mesures coercitives, auxquelles 87 % des Français répondraient favorablement d'après une enquête de l'année dernière. 87 % des Français sont favorables à des mesures coercitives d'obligation d'installation et je peux vous dire, là encore avec ma casquette FHF, puisque les problèmes de démographie touchent maintenant l'hôpital public, que beaucoup de directrices et de directeurs d'hôpitaux y seraient aussi favorables. Quand on voit ce qu'il se passe dans des hôpitaux comme Bourges, qui est en incapacité d'assurer son service d'urgences, je crois qu'on peut imaginer en effet que ce serait une réponse tout simplement juste.

Il reste, bien sûr, le rôle de la Région et, de ce point de vue, Monsieur MONTILLOT, je regrette que vous utilisiez des données erronées, que vous manquiez d'honnêteté intellectuelle sur les formations sanitaires et sociales.

Nous sommes la Région de France qui consacre le plus d'efforts aux formations sanitaires et sociales, et pas depuis aujourd'hui. Pour vous dire, aujourd'hui, chez nous, c'est 0,052 % du nombre d'étudiants IDE qui sont formés par rapport à la population régionale, alors que c'est 0,038 % dans toutes les autres régions. Nous sommes donc, comme le disait le Président, en tête sur l'effort consacré aux formations.

Nous avons augmenté au fil du temps, et cela a été redit également, le nombre d'étudiantes et d'étudiants dans nos IFSI. Il faudra aller plus loin, et nous l'avons partagé avec les collègues vice-présidentes, notamment Magali BESSARD, sur les perspectives d'engagement de notre Région, car plus d'étudiants, c'est aussi avoir la capacité qu'ils soient accueillis dans les locaux, dans les IFSI. Là aussi, cela a été rappelé, nous sommes une des rares régions qui engage des fonds sur l'investissement dans les IFSI alors que ce n'est pas du tout une obligation. La loi, lorsqu'elle a transféré les formations sanitaires et sociales, n'a pas donné de précisions sur qui devait porter l'investissement. Notre Région le fait quand la plupart des autres Régions ne mettent pas un centime.

Dès lors, sur cette question, je crois que nous devrions tous être ensemble pour avancer, pour reconnaître les efforts réels de notre collectivité dans ces domaines.

Il y a une réalité qui est également la question de la fidélisation et de l'attractivité, l'attractivité des territoires, et on en parle souvent. Comment notre territoire régional, par les richesses qu'il offre en matière de qualité de vie, ne serait pas plus attractif que d'autres ? C'est plus l'attractivité des établissements qui est en jeu.

Nous l'avons évoqué récemment au sein de la FHF avec les différents responsables d'établissements hospitaliers et médico-sociaux, c'est lié à la question des conditions de travail. On ne peut pas au fil des décennies, et, encore une fois, quels qu'aient été les gouvernements, serrer la vis, baisser les effectifs et rendre les conditions de travail des personnels hospitaliers de plus en plus difficiles avec une fatigabilité et avec, du coup, un départ très rapide dans d'autres métiers. Il faut savoir qu'en moyenne, aujourd'hui, les jeunes infirmières et infirmiers diplômés ne restent que quelques années dans l'exercice de ce métier. Il y a aussi la question de la reconnaissance salariale, qui, elle, relève de l'État. Même s'il faut reconnaître qu'un effort a été fait à travers le Ségur, le système est inégal et injuste et, par conséquent, il faudra aller plus loin dans la reconnaissance de tous ces métiers. C'est une avancée mais elle est insuffisante. Et au-delà de la reconnaissance salariale, quand on parle avec les professionnels, il y a évidemment le problème du nombre de professionnels présents, disponibles dans les services pour favoriser la qualité de prise en charge et d'accueil et favoriser les conditions de travail.

Nous sommes donc sur des questions plus globales, relevant pour l'essentiel de décisions nationales et je voudrais que, tous ensemble, nous soyons dans une demande auprès de l'État de mesures plus fortes.

En essayant de conclure, Monsieur le Président, sur ce sujet de la santé, un mot sur l'éternel débat sur un deuxième CHU.

Je crois que, déjà, il faut garder à l'esprit qu'il y a seulement quelques années, au début de la mandature du Président MACRON, un travail sur la cartographie nationale des CHU avait été réalisé et que nous avions l'appréhension, car elle était évoquée au niveau national, de la suppression du CHU de Tours. Nous étions intervenus, les uns et les autres, le Président de Région et moi-même avec ma casquette FHF, auprès du ministère et du gouvernement pour dire qu'il serait inconcevable que nous soyons la seule région de France sans CHU. Ainsi, nous avons « sauvé » notre CHU et cela a été une décision raisonnable des instances nationales, mais de là à imaginer dans une région de la taille de la nôtre un deuxième CHU, franchement, ce n'est pas raisonnable.

Moi, ce que je défends et qui est défendu par la plupart des responsables hospitaliers, y compris le directeur de l'hôpital d'Orléans, c'est de développer là aussi les partenariats, de faire en sorte que le CHU de Tours, ce qui n'est pas forcément la réalité aujourd'hui, irrigue mieux sur les territoires, partage mieux, coopère mieux. Pourquoi ne pas imaginer, plutôt qu'un deuxième CHU, une faculté de médecine qui serait régionale, la faculté de médecine de Tours qui pourrait être sur plusieurs sites ? On peut former à distance aujourd'hui des internes et on peut imaginer plutôt cette formule d'une faculté de médecine bi-site pour favoriser l'implantation des médecins dans l'ensemble de nos territoires, à la fois en médecine de ville et en médecine hospitalière.

Voilà, Président. Pour conclure, il y aurait encore beaucoup de sujets que j'aurais pu évoquer et des réponses à apporter, mais je crois que nous sommes aujourd'hui dans des orientations budgétaires qui respectent la trajectoire que nous nous sommes fixée, ce qui est important, comme je le disais en introduction, pour être en capacité de porter les politiques publiques et les investissements indispensables dans nos territoires et auprès de nos concitoyens, que nous sommes, comme l'a dit Karine GLOANEC, dans des orientations budgétaires politiques – oui, elles sont politiques au sens noble du terme et nous l'assumons – et que nous sommes, bien entendu, dans la poursuite du sérieux de gestion malgré les incertitudes, malgré les contraintes, avec une ambition pluriannuelle, un volontarisme, un pragmatisme qui caractérise la gestion de cette Région depuis longtemps et qui se confirmera dans les années qui viennent.

En effet, nous avons, nous, majorité régionale, un engagement majeur auprès de nos concitoyens qui est de tenir les orientations que nous avons partagées avec eux lors des élections régionales, et nous devons absolument répondre aux défis et aux enjeux auxquels nous sommes confrontés sur le plan environnemental, sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan démocratique. Oui, nous tiendrons nos engagements grâce à cette gestion que j'ai rappelée, sérieuse et qui nous permet en tout cas de porter cette ambition.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur le Premier Vice-président, d'avoir apporté tous les éléments de réponse et merci à vous toutes et à vous tous de la diversité, de la richesse et de la densité de cet échange à l'occasion des orientations budgétaires qui, comme leur nom l'indique, précèdent un autre débat qui sera celui du budget et qui viendra le 16 décembre.

Nous avons tout d'abord à exprimer un vote sur le tarif de la majoration grenelle de la TICPE pour le financement des projets structurants en 2022. Comme il a été indiqué dans le rapport, il s'agit de maintenir le niveau de taxe qui a été, je vous le rappelle, mis en œuvre pour faire face à des compétences – tu l'as très bien expliqué – qui étaient confiées aux régions et pour lesquelles il n'y avait pas d'autres ressources que celle-là. D'ailleurs, l'immense majorité des régions, à l'exception d'une seule, sont au niveau où nous nous situons.

Ce rapport doit donc faire l'objet d'un vote.

(Mis aux voix, le rapport est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés
Abstention : Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Secondement, vous devez donner acte que nous avons débattu des orientations budgétaires. Elles ne sont pas votées en tant que telles mais il faut acter l'existence d'un débat, ce qui est bien normal.

Est-ce que nous avons l'unanimité pour reconnaître que nous avons débattu pendant près de quatre heures de ces orientations budgétaires ?

(L'assemblée prend acte du débat sur les orientations budgétaires)

M. le Président.- Je vous en remercie.

Je vous propose, puisqu'il est 13 heures 30, de rejoindre la salle de restaurant. Seules auront accès à la salle de restaurant les personnes porteuses d'un bracelet et qui ont le passe sanitaire. Nous nous rejoignons et nous reprendrons à 15 heures.

(La séance, suspendue à 13 heures 31, reprend à 15 heures 25)

M. le Président.- Chers collègues, nous allons reprendre nos travaux avec la présentation d'un rapport qui traite très directement du lancement d'un appel à projets concernant la relocalisation, la territorialisation et la diversification des entreprises et des emplois, et c'est le vice-président en charge de l'Économie qui va le présenter.

Oui, Monsieur FORISSIER ?

RAPPORT N°3 RELOCALISER, TERRITORIALISER ET DIVERSIFIER POUR ANCRER LES EMPLOIS ET REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE DE L'INDUSTRIE - LANCEMENT D'UN APPEL A PROJETS

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais juste, en référence à ce qui s'est passé lors de notre séance de ce matin, vous demander la possibilité pour Florent MONTILLOT de s'exprimer, pendant exactement 2 minutes et 7 secondes puisque c'est le temps qui nous restait, et nous, nous n'avons pas dépassé notre temps de parole de groupe, ce qui n'est pas le cas de tous les groupes – ce n'est pas un problème pour moi mais, enfin, je le fais remarquer –, parce qu'il a été mis en cause. Je ne dis pas cité, mais mis en cause, et je considère qu'il y a un certain nombre de précisions et un droit de réponse à apporter.

M. le Président.- Alors, il le fera ; là, nous allons ouvrir…

M. FORISSIER.- 2 minutes 7 secondes.

M. le Président.- Il le fera. Nous allons ouvrir le rapport et je lui donnerai la parole dans le cadre du débat sur le point particulier qu'il souhaite aborder.

M. FORISSIER.- D'accord, très bien.

M. le Président.- Monsieur le Vice-président chargé de l'Économie et du tourisme, vous avez la parole.

M. HUWART.- Merci, Monsieur le Président.

Pour introduire nos débats, je ne vais pas reformuler la délibération et le rapport qui vous est présenté mais simplement donner quelques éléments de contexte sur cet enjeu, qui n'est pas un enjeu nouveau dans les politiques régionales. Depuis maintenant plus de cinq ans, la Région finance, au sein des contrats qui nous lient à des clusters comme Polepharma ou à des pôles de compétitivité comme la Cosmetic Valley, des programmes de sensibilisation et d'accompagnement sur la question des relocalisations industrielles, question identifiée depuis longtemps comme un enjeu majeur.

La différence par rapport aux politiques qui ont été menées jusqu'ici, c'est qu'aujourd'hui, nous sommes à un moment capital, à un moment de basculement, non seulement par une prise de conscience à l'échelle européenne des inconvénients de la mondialisation et de l'impact qu'elle a en termes de déstructuration de notre tissu industriel et donc d'affaiblissement de notre puissance économique, mais aussi par l'afflux massif d'investissements dans l'industrie. Je rappelle que c'est la première fois depuis de longues années que l'industrie recréée des emplois sur le territoire, que c'est la première fois que nous assistons à l'arrivée d'investisseurs qui ont des projets d'usines clé en main, d'implantation et de construction d'usines sur des sites qui n'en avaient pas et que nous enregistrons aujourd'hui, notamment à la faveur du plan de relance, des investissements massifs et sans équivalent en matière industrielle, qui nous ramènent à des périodes que nous n'avions pas connues depuis au moins les glorieuses années du pompidolisme dirigé.

Nous sommes à un point de basculement où l'industrie est à nouveau, je ne dirai pas en expansion mais en rattrapage après de longues décennies d'affaiblissement et où, en même temps, les préoccupations qui peuvent être les nôtres nous porteront plutôt sur les services. À la faveur de la numérisation et de la dématérialisation, nous avons un mouvement qui risque d'être suivi d'une relocalisation de l'industrie et d'une délocalisation des services, ce qui est d'ores et déjà en cours dans un certain nombre de secteurs. Cela constitue la moitié d'une bonne nouvelle, car ce mouvement va nous poser d'autres sujets, notamment celui des compétences. En effet, il va, d'une part, créer des besoins de recrutement sur les sujets industriels, où nous avons peu de compétences disponibles, et, d'autre part, nous priver d'un certain nombre de débouchés dans les secteurs de services, où nous formons d'ores et déjà toujours plus d'agents, de compétences et de main-d'œuvre qu'il y a de débouchés.

Il y a un an, nous avions fait ce constat lors d'un forum qui avait réuni l'ensemble des acteurs économiques, et, dans la foulée de cette réflexion commune, une mission de relocalisation avait été identifiée et créée au sein de Dev'up. Celle-ci a commencé à travailler pour accompagner, dans le cadre du Plan de relance et en lien avec les services de l'État, un certain nombre de projets qui étaient plus ou moins mûrs.

Le bilan qu'on peut en tirer et qui a été chiffré – on tient la liste, évidemment, à votre disposition –, c'est que plus de 35 projets ont été menés et accompagnés dans ce cadre pour un total d'investissements de 316 millions d'euros représentant 1 500 créations nettes d'emplois, et je ne prends pas en compte les emplois qui pourraient être pérennisés par ailleurs, car quand on investit, on crée des emplois mais on pérennise aussi les emplois existants. Sur ce volume de projets, il y a, à ce jour, 64 millions d'euros d'aides publiques qui sont majoritairement des aides de l'État décidées par le gouvernement dans le cadre du Plan de relance, dans un fonctionnement par lequel, depuis le début de la crise, nous avons toujours voulu agir en complémentarité avec l'État et par lequel, vis-à-vis des enveloppes, massives, mises en place par le gouvernement, nous avons mobilisé nos réseaux, l'agence économique et notre connaissance du tissu industriel pour que le maximum d'entreprises puissent bénéficier de ces aides. Aujourd'hui, dans les bilans qui sont faits sur le Plan de relance en matière industrielle, matière industrielle qui concentre plus d'un tiers de l'enveloppe globale du Plan de relance, si notre Région apparaît bien placée par le nombre de projets dont elle a pu bénéficier, c'est parce que, quotidiennement, hebdomadairement, il y a ce travail entre les services de la Région et les services de l'État et ce contact entre le Président de Région et le préfet de Région sur l'accompagnement de chacun des dossiers.

Ce bilan est donc plutôt positif. Pour pouvoir le prolonger, et c'est l'objet du rapport qui vous est présenté aujourd'hui, il faut impérativement, au-delà de cette mobilisation ponctuelle, renforcer un certain nombre d'outils.

- Le premier de ces outils, c'est évidemment l'accompagnement, qui est l'objet principal de ce rapport.

Il résulte d'un constat que chacun peut partager : les relocalisations, c'est d'abord une bataille culturelle qui se joue dans les esprits. Nous avons une génération de décideurs économiques qui était en responsabilité depuis vingt ou vingt-cinq ans et qui avait théorisé l'admiration de la mondialisation, qui ne croyait que dans la mondialisation des activités et des investissements et qui s'est heurtée, depuis notamment la crise sanitaire et, bien avant, par l'affaiblissement de notre tissu industriel, à ce constat simple, à savoir que sans souveraineté économique, notre puissance économique ne peut pas tirer les bénéfices qui sont attendus de la mondialisation et que le rapport est totalement déséquilibré. On en voit aujourd'hui les conséquences, que je ne vais pas détailler, mais l'exemple le plus frappant dans l'actualité, c'est sans doute celui des semi-conducteurs qui, à la fois sur les machines et sur l'automobile, va se traduire dans les mois qui viennent par des retards de livraison avec un impact en chaîne sur les fournisseurs, dont les conséquences aujourd'hui ne sont pas calculées. Par conséquent, on est sur un sujet fondamental.

Ce que nous voyons, c'est que, dans le bilan de la quarantaine de dossiers qui sont aujourd'hui traités, la moitié de ces projets relèvent de l'industrie pharmaceutique, des industries de santé et des dispositifs médicaux et que l'autre moitié comprend à parts égales des projets qui relèvent de l'industrie chimique, de l'industrie électronique, électromécanique, automobile, aéronautique, mais aussi une part d'agroalimentaire.

Sur tous ces enjeux, il est important de mettre en place un dispositif qui soit très incitatif et qui permette de gagner la vraie bataille, car là où se situe l'élément déclencheur, c'est dans l'esprit du chef d'entreprise. Au-delà de sa volonté de remettre de l'ordre dans ses chaînes d'approvisionnement, il faut lui donner la capacité de prendre une décision extrêmement complexe qui consiste parfois à se diversifier, parfois à fermer des lignes de production trop éloignées à l'étranger, qui consiste à renforcer des capacités de production dans un environnement réglementaire qui n'est pas évident, qui consiste aussi à identifier des marchés localement et des compétences locales viables, bref, une décision de la relocalisation qui est encore beaucoup plus complexe que le développement industriel de droit commun.

Ce dispositif très incitatif qui est présenté revient à financer à 80 % un effort d'accompagnement, avec un accompagnement de très haut niveau, à la fois sur le plan stratégique et sur le plan technique, ce qui est le minimum qui nous est demandé actuellement par l'ensemble des chefs d'entreprise sur lesquels nous avons testé ce dispositif et aussi par ceux que nous avons consultés pour l'élaboration de ce dispositif.

Cela, c'est le premier sujet et c'est, je le répète, un sujet de nature politique et culturelle, y compris dans l'explicitation des conséquences de la délocalisation. En effet, nous nous privons nous-mêmes, par excès de naïveté, des conditions de maintien d'une concurrence loyale et de financement de notre modèle social – délocaliser, ce sont des cotisations en moins –, avec tout l'impact environnemental de ces décisions, car, souvent, on fait produire par une consommation excessive de ressources des produits qui non seulement concurrencent les nôtres mais aussi sont très consommateurs de ressources et destructeurs pour le climat.

C'est donc un discours qu'il faut absolument porter, qui est la raison aussi pour laquelle ce rapport a été porté à l'ordre du jour de cette session, et qu'il faut absolument marteler, car c'est une décision collective, c'est un pacte quasiment sociétal qu'il faut remettre en cause en Europe sur cette vision de la mondialisation et c'est aussi ce que nous souhaitons porter là.

- Le deuxième élément qu'il faudra impérativement renforcer, c'est celui de nos réseaux, c'est l'écosystème.

On en a déjà parlé lors de la première session du Conseil régional. L'avenir économique de la Région ne se décide pas sur un niveau de subvention, il se décide sur la capacité à mobiliser des réseaux d'entreprises et à créer le collectif qui permet l'émergence de nouveau projets.

C'est particulièrement vrai sur le rôle de nos filières. Je rappelle des chiffres éloquents qui décrivent bien la réalité industrielle de cette Région : 80 % des plus gros employeurs industriels d'aujourd'hui n'étaient pas là il y a quarante ans et 80 % des gros employeurs d'il y a quarante ans ont disparu du territoire régional.

Notre tissu industriel s'est profondément renouvelé, et quasiment tous les grands projets d'investissement qui aujourd'hui nous occupent et que nous accompagnons sont liés aux grands secteurs sur lesquels nous sommes le mieux structurés en matière de filières. Il s'agit de la cosmétique, puisque nous avons le siège du pôle de compétitivité, de la pharmacie, notamment au travers du réseau Polepharma, mais aussi de l'agroalimentaire quand une tête de pont est capable d'avoir un réseau national. Bref, ce sont sur ces secteurs et c'est par le renforcement de nos filières que nous pourrons obtenir des résultats et localiser ces

investissements sur la carte régionale, étant entendu qu'il y a beaucoup d'investissements en cours et qu'il faut pouvoir les localiser sur notre territoire.

Nous sommes à un moment capital, le gouvernement a annoncé la fin programmée des pôles de compétitivité dans la forme qui les réunit aujourd'hui. La politique industrielle de la France, à l'image des autres politiques industrielles européennes, va évoluer vers une politique en filières. Nous devons être capables d'anticiper ce mouvement et, avec les partenaires économiques de la Région, de faire en sorte que ces mutations arrivent sur un terrain qui aura été préparé auparavant, donc toutes choses qui se traduiront et qui seront aussi lisibles dans le projet de budget qui sera proposé et examiné très prochainement.

- Le troisième élément qui est signalé dans le rapport et dont nous aurons aussi à débattre au sein des états généraux de l'Économie, c'est celui des outils financiers, de l'ingénierie financière.

Je le répète, la décision de relocalisation ne se joue pas sur les subventions. Les subventions, elles sont décisives pour des TPE, dans l'économie de proximité, mais les acteurs industriels dont nous parlons aujourd'hui ont un accès au crédit, notamment à 0 %, qui est massif, si bien que la subvention n'est absolument plus décisive pour eux. Ce qu'ils attendent de nous, comme on l'évoquait tout à l'heure sur le tourisme avec Perico LEGASSE, c'est d'abord un accompagnement, qu'on leur donne les clés du territoire, qu'on sécurise le parcours réglementaire qui va avec et aussi qu'on mette à leur disposition des moyens de financement qui soient d'une tout autre portée que celle des subventions, lesquelles sont généralement plafonnées à 200 000, 300 000 ou 400 000 euros.

Moi, je suis frappé de voir à quel point aujourd'hui, beaucoup plus qu'auparavant, nous sommes appelés en prêts, nous sommes appelés en garanties. De plus en plus, nous sommes aussi appelés en fonds propres, en prises de participation. Et parmi les sujets de réflexion qui doivent nous occuper, il y a quand même celui des fonds d'investissement. Dans le prochain budget, nous allons vous proposer un certain nombre de millions en plus – je dis « un certain nombre » car le chiffre est encore en discussion – avec l'objectif, que nous avons commencé à discuter avec nos partenaires institutionnels et bancaires, d'une augmentation de la force de frappe de la Région de 40 millions d'euros en matière de fonds d'investissement. Je rappelle que lors du précédent mandat, nous avions déjà doublé les encours, les fonds propres des fonds d'investissement dans lesquels la Région est actionnaire, et nous allons cette année continuer ce mouvement et même l'amplifier.

Je crois que c'est un sujet qui traverse l'ensemble de l'économie française. Nous avons la particularité, en France, d'être une économie capitaliste avec peu de capitaux par rapport à nos voisins. Cela implique une responsabilité particulière de la puissance publique, de l'État au travers de la Banque publique d'investissement, mais aussi, de plus en plus, de nous-mêmes au travers des fonds qui nous occupent, et il faut se donner les moyens de répondre à ce besoin. Et comme on vous l'avait expliqué avec le Président lors de la dernière session, l'ensemble de nos marges financières sur l'économie ne seront pas affectées à une augmentation des aides directes, aides que nous avons politiquement la volonté de recibler et de limiter ; nous les mettrons au service de leviers d'intervention plus larges, plus globalisants et qui nous permettent d'avoir un effet accru et décuplé.

- Dernier sujet, dernier enjeu qui va aussi nous mobiliser beaucoup dans les états généraux de l'Économie et qui est indispensable pour la suite, c'est celui du partenariat avec les collectivités locales.

Nous avons un enjeu majeur, évidemment, sur l'économie de proximité, qui est l'accompagnement des commerçants, des artisans, de la restauration, de l'hôtellerie. C'est un enjeu qui nous rapproche énormément des agglomérations, des intercommunalités. Nous allons proposer à l'ensemble de ces acteurs, des élus de travailler de façon beaucoup plus étroite et imbriquée.

L'autre sujet qui va aussi beaucoup nous occuper, c'est la question du foncier. Nous sommes aujourd'hui dans une situation particulièrement préoccupante sur la question du foncier disponible. Je rappelle que, par exemple, nous avons aujourd'hui, en termes de foncier économique disponible, 7 hectares sur la métropole d'Orléans et 30 hectares sur la métropole de Tours, ce qui dit bien que nous devons agir – y compris par la reconversion des friches industrielles qui, du coup, est le levier prioritaire dans ces territoires – et être extrêmement vigilants sur la capacité que nous aurons à accompagner les collectivités dans ce domaine.

Par ailleurs, la réindustrialisation touche et préoccupe d'abord les territoires ruraux et les petites villes dans les bassins d'emploi isolés. 70 % des emplois industriels français sont situés dans des communes de moins de 20 000 habitants et c'est d'ailleurs dans cette strate-là que se sont produites les plus grosses pertes d'emplois industriels depuis vingt ans, puisqu'un demi-million d'emplois industriels ont été supprimés dans ces territoires. Il est donc très clair qu'il n'y aura de relocalisations et même de reconquêtes industrielles que si, prioritairement, nous sommes capables d'accompagner ces territoires et de renforcer leurs moyens d'action et d'accompagnement économique.

L'ensemble de ces sujets nous renvoie à des discussions plus globales sur la politique industrielle de la France et l'avenir économique. Et là, nous sommes, au-delà des chiffres qui sont aujourd'hui plutôt positifs, dans une préoccupation qui doit rester lourde. Nous avons à ce jour beaucoup plus d'investissements, des créations d'emploi, mais si, faute de compétences, nous ne sommes pas capables de recruter, si nous ne sommes pas capables de trouver le foncier disponible, si nous continuons aussi, et c'est un débat national, à avoir un système de fiscalité qui pénalise prioritairement l'industrie au détriment de l'emploi et des autres secteurs, le risque, c'est que les efforts et l'argent investi aujourd'hui se brisent et s'essoufflent très rapidement et que les ambitions de reconquête industrielle qui sont celles aujourd'hui des responsables publics soient très vite limitées avec une croissance qui plafonne assez rapidement.

Il s'agit d'enjeux globaux, tout ne dépend pas de la Région, mais notre première responsabilité porte sur l'accompagnement des entrepreneurs et sur l'animation de l'écosystème. C'est là-dessus que nous vous proposons prioritairement d'agir, en sachant que, derrière, dans le partenariat avec l'État à la fois sur le Plan de relance et sur le renforcement de nos outils économiques, nous aurons des débats nécessaires sur le renforcement de notre politique économique régionale.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Monsieur FORISSIER, vous avez la parole.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Quelques mots, avant que mes collègues ne développent le sujet, pour vous dire d'abord que notre groupe votera pour ce rapport, car tout ce qui va dans le sens du soutien à l'industrie, au développement économique, y compris en relation, comme l'a très bien rappelé Harold HUWART, avec les plans actuellement en développement dans le cadre de la relance du pays, va également dans notre sens et, évidemment, nous le soutiendrons. Même si, en relation avec ce que j'ai pu vous dire ce matin sur les grandes priorités, nous pensons que la Région aurait pu aller bien plus loin, investir beaucoup plus, se concentrer beaucoup plus sur la question de l'industrie.

Cela étant, il faut quand même faire une remarque, mais qui souligne que l'Exécutif n'est pas, de ce point de vue, responsable de la situation.

Le vrai problème de la relocalisation industrielle, quoi que fasse le Conseil régional ou n'importe quelle autre collectivité, c'est le problème de la compétitivité industrielle. Tant que nous serons dans un pays – avant même la crise du Covid – qui, dans le budget 2019, empruntait 90 milliards d'euros sur le budget de l'État avant même de commencer à dépenser un seul centime, et qui est donc obligé d'être le pays développé champion du monde en matière de prélèvements obligatoires comme de dépenses publiques, nous n'arriverons pas à rattraper notre retard de compétitivité.

D'ailleurs, il faut rendre hommage, je le dis car il faut être honnête intellectuellement, au gouvernement actuel qui est sans doute le premier à avoir fait un effort sur les impôts de production en les baissant de 10 milliards d'euros ; cela n'avait jamais été fait avant et je plaide coupable, y compris pour les majorités que j'ai soutenues. Mais il reste tout de même 70 milliards de trop, ou 60 milliards si on veut être très exact. Les impôts de production sur l'industrie en France, c'était, avant cette mesure, 80 milliards d'euros par an. Le total des impôts de production, c'est 109 milliards. Ce fait 80 milliards, au sens strict, sur l'industrie en France alors que, par comparaison, c'est 12 milliards en Allemagne.

Le différentiel est énorme et tant que nous aurons ce type de différentiel, nous ne pourrons pas être compétitifs. On pourra faire tout ce qu'on veut, y compris les politiques de la Région, d'accompagnement, et je soutiens celle que vous soumettez dans ce rapport, nous n'arriverons pas à relocaliser comme nous devrions le faire. Vous continuerez alors à avoir un certain nombre d'industriels, de groupes – on le sait bien, Dominique ROULLET ne me dira pas le contraire dans le cas du dossier Alvance Wheels, même quand l'État est actionnaire et c'est le cas de Renault – qui, soumis à une compétition effrénée, sont dans une logique qui consiste à aller toujours chercher le moins cher et donc à ne pas venir, par exemple, prendre des jantes en alu chez le dernier fabricant français de jantes parce que la différence sur le prix final de la voiture est, selon les modèles, entre 7 et 23 euros. Nous avons donc là un vrai sujet, national, quoi que que fasse la Région et je crois qu'il faut avoir bien cela en tête. Pour autant, cela ne veut pas dire que la Région ne doit pas agir et, nous le disons, nous la soutiendrons.

Je ne veux pas être trop long mais je veux insister sur un sujet. On peut parler des filières, vous l'avez évoqué, de la formation, du foncier et je crois qu'il y a un gros effort à faire là-dessus, car si on n'a pas de terrains et surtout de bâtiments prêts à l'emploi, on n'attire pas d'entreprises industrielles. Il faut donc que ce soit un effort peut-être particulier à faire auprès des collectivités.

Mais je voudrais insister sur ce que disait Harold HUWART sur le fonds d'investissement. Vous allez faire un effort de 40 millions d'euros si j'ai bien compris, passer à 40 millions, moderniser les outils. Je crois que c'est absolument capital et que la Région ne doit pas hésiter, y compris dans le cas d'Alvance Wheels ou d'entreprises en grande difficulté, à prendre des participations – dorénavant, elle a le droit de le faire, la loi le lui permet –, même si c'est temporaire, afin d'accompagner le sauvetage d'industries qui sont structurantes pour notre territoire.

Sur cette question du fonds d'investissement, certains ont évoqué un fonds souverain régional. Moi, je n'aime pas trop cette expression, car le seul fonds souverain que je connais, c'est celui de l'État, au niveau national, la souveraineté étant nationale, mais, en tout cas, il faut qu'il y ait un fonds d'investissement puissant, aussi puissant que possible et qui ne soit pas, comment dire, trop sous-traité par la Région. On avait Centre Capital Export, je ne sais plus comment cela s'appelle maintenant…

M. le Président.- Développement.

M. FORISSIER.- …et on avait un peu abandonné, Monsieur le Président, la partie dans cette affaire ; c'était sous-traité et cela avait même été cédé si je ne me trompe. Je pense qu'il faut que la Région et les élus conservent une main directe sur ce fonds d'investissement.

Ce sujet est très important et doit en particulier nous permettre de prendre des participations. Parce qu'avant de relocaliser industriellement, il faut aussi sauver les entreprises qu'on a chez nous et c'est pour cela que je reviens sur l'exemple d'Alvance Wheels. Est-ce que ce n'est pas un exemple parfait d'intervention sur lequel nous devrions réfléchir ? On ne va pas intervenir sur tout, mais il y a peut-être un certain nombre de sujets majeurs.

Et puis il y a les filières, vous l'avez évoqué. On connaît Polepharma, on connaît la Cosmetic Valley et il y en a dans d'autres domaines, ce sont des sujets très importants qu'il faut que nous soutenions, et là aussi, c'est le rôle de la Région.

Ainsi, avis plutôt favorable en disant que la Région ne pourra pas tout faire toute seule. Peut-être nous devrions-nous faire un vœu collectif consensuel demandant à l'État et au gouvernement de faire beaucoup plus pour le retour à la compétitivité, parce que le vrai sujet est là. Pour autant, tout ce que vous ferez dans le sens du soutien à l'industrie, nous le soutiendrons.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Monsieur de LA TOCNAYE.

M. de LA TOCNAYE.- Merci beaucoup.

Monsieur le Président, mes collègues, Monsieur le Vice-président HUWART, je voudrais réagir, étant probablement – sans méchanceté – un des rares industriels de l'assemblée, ayant cédé mes dernières entreprises il y a deux ans et ayant consacré près de trente ans à l'industrie, pour dire que ce ne sont pas les industriels qui ont cherché la mondialisation. Il faut oser dire qu'ils ont été obligés d'agir dans un référentiel qui leur a été imposé par les politiques. Et si les politiques des majorités de droite comme de gauche avaient été capables de réguler un minimum la circulation des hommes, des biens et surtout des capitaux, nous n'aurions pas été obligés d'aller à l'autre bout du monde ! Personnellement, comme j'ai fabriqué des produits de haute technologie, je vendais en Asie et je fabriquai 15 % seulement de ma plasturgie. C'est très intéressant, parce que je n'ai pas trouvé de fabricants en France avec les qualités nécessaires pour fabriquer en France. Je vendais en Asie, mais il faut bien reconnaître que ce sont les politiques qui nous ont obligés à aller dans le monde entier et éventuellement, pour certains, à sous-traiter, effectivement, à l'autre bout du monde. C'est à cause des politiques, mais jamais des chefs d'entreprise ! Les chefs d'entreprise ont évolué dans un référentiel que les politiques leur ont imposé !

Alors, maintenant, on découvre les bienfaits de la réindustrialisation.

Intervenant.- Oh là là, il est énervé, lui.

M. de LA TOCNAYE.- Personnellement…

J'ai le droit de m'exprimer.

Personnellement, j'ai fait un colloque sur les délocalisations il y a seize ans et nous expliquions déjà comment il pouvait y avoir des remèdes industriels, économiques et fiscaux pour relocaliser. Effectivement, c'est notre honneur, et je voudrais quand même le dire parce que j'en ai été à l'origine en particulier au sein du Front National et, après, au Rassemblement National, nous avons été les premiers à expliquer les nécessités de la réindustrialisation et la relocalisation. Alors, tant mieux si aujourd'hui, effectivement, cette délibération qui s'appelle

« *Relocaliser, territorialiser, diversifier pour ancrer les emplois et réduire l'empreinte écologique de l'industrie* » est à l'ordre du jour. Mais je trouve qu'on se réveille un peu tard et qu'effectivement, on ne fabrique presque plus rien de stratégique en France.

Je voudrais quand même rappeler, en tant qu'industriel, les vertus de l'industrie et j'inclus d'ailleurs l'agroalimentaire, parce que, par ce biais, nous associons l'agriculture, en quelque sorte, à l'industrie. Les vertus de l'industrie, y compris l'agroalimentaire, sont uniques. C'est elle qui confère un effet d'entraînement supérieur à tous les autres secteurs pour l'économie ! C'est elle qui apporte l'indépendance, c'est elle qui apporte des marges et c'est pour cela, d'ailleurs, que la France est complètement en retrait par rapport à l'Allemagne, notre industrie ayant été divisée par deux. D'ailleurs, preuve à l'appui, la Région Centre-Val de Loire, qui est un peu plus industrialisée que la moyenne des régions, a une balance commerciale qui proportionnellement est meilleure à celle de la France. Mais elle s'est quand même affaissée. Enfin, bien sûr, l'industrie apporte la résilience aux crises financières, à condition d'être suffisamment capitalisée, et là, je vous rejoins, Monsieur HUWART, merci de signaler que les entreprises françaises, particulièrement les PMI et les entreprises à taille intermédiaire, sont quatre fois moins capitalisées que les équivalentes en Allemagne, en Angleterre et parfois en Italie.

Sur le contexte général de cette opération que vous défendez aujourd'hui, vous parlez d'accélérateur de PME. J'aurais aimé – peut-être que c'est anticipé – avoir quelques exemples de relocalisations, d'opérations qui sont aujourd'hui sous-traitées hors d'Europe. Mais sans doute est-ce pour l'avenir.

Vous dites surtout, c'est extrêmement intéressant et on rejoint d'ailleurs là un propos de Monsieur FORISSIER, que la mobilisation des fonds d'investissement est déterminante. Moi, j'ai analysé les choses, je viens d'une autre région et, étant moi-même responsable de la formation de tous les élus de notre mouvement, je sais ce qu'il se passe dans les autres régions. Je le dis avec gentillesse, s'agissant des fonds d'investissement régionaux, vous êtes présents dans neuf fonds d'investissement, mais vous avez une part très faible… Il n'y a qu'un fonds d'investissement sur neuf où vous êtes leaders. On m'a donné très gentiment ces informations, je l'avoue, je vous remercie de les avoir données car elles sont parfois données au compte-gouttes, et j'ai calculé que le montant des participations de la Région aux neuf fonds d'investissement était de 13 à 14 millions d'euros. Or, un fonds investit sur cinq ans minimums, voire plus. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que chaque année, la Région investit en fonds propres, sur son propre argent, moins de 5 millions. Je suis désolé, Monsieur le Président, mais dans les autres régions, à commencer par PACA, c'est 30 millions de l'argent de la région, avec l'effet multiplicateur. En effet, quand cette région investit 30 millions, même dans des fonds où elle est minoritaire, il y a un premier effet multiplicateur. Et le deuxième effet multiplicateur, c'est quand les banques commerciales, la CDC et éventuellement l'Europe surabondent dans le tour de table.

Ainsi, je le dis clairement : moins de 5 millions d'euros investis par an *via* les fonds d'investissement de l'argent de la Région, c'est epsilon. Si je puis me permettre, et là, je redeviens beaucoup plus constructif et moins polémique, je crois que vous avez un levier extraordinaire. Il faut vite atteindre les 10 millions, et l'objectif serait d'avoir 20 millions de l'argent de la Région, je précise, investis chaque année. Mais je ne compte pas les participations, car un fonds met cinq ans à prendre des participations. Là, il y a un effort immense à faire. Or, je le répète, à part l'amorçage… Moi, j'ai créé des entreprises et j'avais besoin d'un amorçage. Les subventions, c'est valable pour l'amorçage, la création, l'amorçage, surtout quand il y a beaucoup d'innovation et qu'on a du mal à atteindre un chiffre d'affaires. Après, la seule chose qui compte pour le développement, pour la transmission, ce sont des capitaux propres, c'est le capital-investissement ! C'est là le nerf de la guerre de la réindustrialisation *via* les PMI et *via* les ETI !

Je vous explique, je vous montre quel est l'endroit où il faut focaliser votre action pour réindustrialiser le Centre-Val de Loire, et je sais que comme vous êtes un président pragmatique, vous irez certainement dans ce sens.

Maintenant, pour être plus précis sur les projets, j'ai analysé l'industrie du Centre-Val de Loire. Sur les clusters, je pense et c'est une proposition…

Il y a quelque chose, il y a quelqu'un qui voudrait intervenir ?

M. GRICOURT.- Non, c'est juste que je contrôle votre temps de parole, cher collègue.

M. de LA TOCNAYE.- Très bien. Je prendrai d'ailleurs un peu plus de temps, je prendrai le temps du groupe, car je ne peux pas m'exprimer en trois minutes, pardonnez-moi. J'ai un certain nombre de choses à dire qui nécessitent un peu plus de temps.

Les clusters. Vous avez une dizaine de clusters et je pense, par rapport justement à ce que je viens de dire, qu'il me paraît intéressant de créer un onzième cluster sur la plasturgie et le caoutchouc, je le précise, pour les entreprises à maturité, puisqu'un cluster, c'est pour une entreprise à maturité. Il y a la possibilité, à mon avis, compte tenu d'un certain nombre d'acteurs du territoire que sont Michelin, Hutchinson et d'autres entreprises plus petites, de créer un cluster pour sauvegarder et pour ressusciter la plasturgie, qui, encore une fois, est en train de fermer partout en France, à la fois dans la production des moules et dans la production de l'injection. On sait qu'en Rhône-Alpes, par exemple dans l'Ain, le plateau de la Mure, qui était spécialisé dans ce domaine, est en train de fermer. Dans le Centre-Val de Loire, il y a la possibilité de créer un cluster.

Sur les pôles de compétitivité, c'est intéressant, nous avions proposé la création d'un pôle de compétitivité sur les matériaux composites, et voilà que la profession, de manière très intéressante, a créé le pôle Polymeris. C'est donc très bien, le pôle Polymeris inclut les matériaux composites. Je me permets de vous rappeler que les matériaux composites, c'est l'avenir, non seulement dans l'aéronautique mais également maintenant dans l'automobile, et on voit actuellement que les matériaux composites sont en train d'essaimer dans nombre de domaines comme la fabrication additive, les produits biosourcés et, bien sûr, la construction et l'habitat. Je pense que par le biais du pôle de compétitivité Polymeris, il y a possibilité de favoriser l'émergence, au sein du Centre-Val de Loire, d'un fort pôle sur les matériaux composites.

Enfin, c'est peut-être une idée assez originale, mais vous n'êtes pas sans savoir qu'au niveau européen, dans le cadre du plan de relance de 750 milliards, les professionnels européens de l'électronique ont proposé que 145 milliards soient consacrés enfin à l'installation de nouvelles usines de semi-conducteurs. Je réponds là aux inquiétudes de Monsieur HUWART : les industriels européens réclament 145 milliards pour recréer des usines de fabrication de masse de semi-conducteurs. Or, la France pèse plus de 20 % du PIB européen et nous avons donc la possibilité et le devoir de demander presque 30 milliards, puisque c'est 20 % de 145 milliards, pour cette filière. Une usine de semi-conducteurs, c'est au minimum 7 à 8 milliards. Je pense qu'avec STMicroelectronics à Tours, je pense qu'avec Jabil, je pense qu'avec Emka Electronique, nous avons peut-être la vocation à réclamer, pour la France, qui elle-même devra le réclamer de l'Europe, d'être le siège de l'implantation d'une nouvelle usine de fabrication de masse de semi-conducteurs. C'est un projet à 7 ou 8 milliards. Il est inutile de vous dire que ce serait évidemment un énorme projet pour la Région Centre-Val de Loire. Mais là, on va dans le sens de l'histoire et je dirais que les professionnels de l'électronique, dont Syntec, ont parfaitement raison de réclamer à l'Europe 145 milliards sur le sujet.

Pour terminer, puisque je pense que j'ai, malgré tout, été un peu long, je dirais… Je dirais que la Région doit déplacer clairement son curseur des dépenses vers le développement économique, parce que la précarité de nos concitoyens…

M. le Président.- Monsieur de LA TOCNAYE, vous avez déjà consommé le temps de votre groupe. Sauf s'il y a un groupe qui veut vous donner de son temps, vous avez largement dépassé.

M. de LA TOCNAYE.- Bon, alors très bien, je termine, je vous prie de m'excuser. Je terminerai en disant simplement que la réindustrialisation peut aller de pair avec une autre vision qui est une vision de l'aménagement du territoire et qu'en plus, la volonté de nos concitoyens de quitter les grands centres urbains va de pair avec la réindustrialisation. En effet, c'est ce que j'explique depuis longtemps, c'est par les PMI et par les ETI que nous mènerons la réindustrialisation, parce que celles-ci ont vocation à se situer en dehors des métropoles. Par conséquent, démétropolisation, reconquête de la ruralité…

M. le Président.- Merci. Merci, Monsieur…

M. de LA TOCNAYE.- …et réindustrialisation.

Merci beaucoup !

(Applaudissements)

M. le Président.- …de LA TOCNAYE. Merci.

La parole est à Monsieur BRIDET.

Ah, pardon ?

M. GRICOURT.- Je confirme juste que votre groupe disposait de 8 minutes d'intervention et que vous avez dépassé ce temps.

M. de LA TOCNAYE.- On avait 13 minutes.

M. TINSEAU.- 8 plus 5, et vous êtes déjà à 14 minutes. En fait, on va arrêter ce compteur, car il est complètement déréglé. La secrétaire générale tient les compteurs et on va les mettre à côté du vice-président, car le système ne fonctionne pas du tout.

(interventions croisées)

M. le Président.- Merci. Merci de votre attention.

Nous donnons la parole à Jean-François BRIDET.

M. BRIDET.- Monsieur le Président, chers collègues, c'est en raison de sa présence aujourd'hui à Glasgow pour la COP26 que Charles FOURNIER m'a laissé le soin de porter l'expression de notre groupe Écologie et Solidarité au sujet de cette politique et de ce rapport qu'il a contribué à bâtir.

(Brouhaha)

S'il vous plaît, merci.

Cet appel à projets entre en parfaite résonance avec l'urgence climatique et sociale dans laquelle nous nous trouvons, qui est aux cœurs des débats, justement, à Glasgow, mais des débats qui, malheureusement, je le crains, accoucheront de petits pas. Ces renoncements,

ces faux-semblants déclaratifs qui inondent les discours des dirigeants ne doivent pas nous faire oublier qu'une grande partie des solutions sont locales et, en l'occurrence, régionales.

Cela passera en effet par la relocalisation d'activités relocalisables lorsque nous n'avons pas perdu toute la chaîne de production et les savoir-faire qui vont avec. Cela passe aussi par l'adaptation de nos activités aux aléas climatiques de plus en plus extrêmes et cela passe également par un principe général de sobriété, qu'il soit énergétique, foncier, en eau, etc., dans le respect du principe ERC, éviter, réduire, compenser.

Je voudrais préciser ici les enjeux que notre groupe veillera à voir respectés par ce dispositif. Face au dérèglement climatique, aux questions de santé publique et à l'effondrement de la biodiversité, le caractère incontournable du virage écologique de notre économie impose aux politiques publiques de protéger les activités économiques des risques liés au dérèglement climatique, de donner la priorité aux activités et secteurs agissant en circuits courts pour des productions de biens éco-conçus, nécessaires au quotidien des habitants de la Région, surtout dans une logique d'investissement en faveur de la transformation écologique de notre outil de production, loin des anciens principes de l'emploi pour l'emploi.

Le préambule du texte est clair en la matière, évoquant le nécessaire changement du paradigme de production et de consommation et mettant en valeur les termes de résilience, de circuits courts et d'économie de matières, d'énergie et de déchets.

Libérant les industriels de leurs obligations sociales ou fiscales d'origine, la délocalisation des productions industrielles a souvent été aussi la délocalisation des rejets de CO2 et autres pollutions induites, externalisant le coût environnemental de la surconsommation occidentale. La relocalisation ne doit donc pas rimer avec la dégradation de notre cadre de vie en région, mais avec des modes de production durables, respectueux des travailleurs et des territoires.

Pour participer à la limitation des flux de transports, l'un des secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, il ne s'agit pas non plus de relocaliser pour mieux exporter, mais de favoriser la réponse aux besoins locaux, notamment dans les secteurs essentiels. C'est la dimension stratégique de l'action régionale qui doit viser à atteindre la souveraineté, facteur de résilience territoriale.

L'exemple de la production de cycles est exemplaire à cet égard. Les récentes tensions et pénuries sur le marché et le développement des vélos à assistance électrique ont favorisé l'émergence de nouvelles marques françaises, en effet. Mais, dans la globalité de la fabrication dite française, la production nationale ne représente que 25 % de la valeur ajoutée. C'est donc toute une filière qui doit, dans ce cas, se territorialiser à partir d'un des maillons locaux de la chaîne lorsqu'il existe encore. À Jargeau, par exemple, Zefal fabrique accessoires et pièces tandis qu'à Châteaudun, Alltricks est devenu le plus grand distributeur de cycles en ligne. Voilà des entreprises qui peuvent être des ferments pour cette reterritorialisation.

La souveraineté doit également revenir énergétique, la crise actuelle le prouve, les objectifs d'autonomie locale devant s'appuyer sur une stratégie de déploiement des productions renouvelables, justifiant la territorialisation de la fabrication d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques, domaines innovants à haute valeur ajoutée et pourvoyeurs de nouveaux emplois de l'industrie. À la faveur de ce virage productif et écologique, la Région favorisera les innovations techniques lui permettant de devenir exemplaire en matière d'économie circulaire.

L'humanité a déjà trop puisé en à peine deux siècles dans les ressources patiemment fabriquées en centaines de millions d'années sous la croûte terrestre, autant de matières dégradées dont elle couvre les océans et continents, asphyxiés par les déchets. Notre responsabilité est d'accompagner les entreprises pour qu'elles trouvent désormais, dans les millions de mètres cubes de matières au rebut, les gisements nécessaires à leur production. Les filières locales de collecte, tri, traitement et reconditionnement devront en effet alimenter

les domaines de la métallurgie et de la plasturgie, relocalisés, reterritorialisés, mais aussi ceux de la construction et du BTP.

Enfin, parce que les enjeux environnementaux ne font pas l'économie de la complexité, il nous faudra veiller à ce que la relocalisation ne ruine pas nos objectifs de réduction majeure de l'artificialisation des sols, accélératrice de la ruine de la biodiversité et de la dégradation du cycle de l'eau. La SEM de portage immobilier Territoires Développement devra ainsi privilégier les solutions de reconversion de friches et, à défaut, aider les porteurs de projet à assumer les coûts de compensation pour toute nouvelle consommation d'espaces agricoles ou naturels.

Ce rapport évoque la nécessité du changement de nos paradigmes de consommation, comme je l'ai rappelé au début. Parce que le politique doit d'abord poser la question du pourquoi avant de répondre au comment, c'est bien d'abord la nature et le volume de ce que nous produisons qui doivent être interrogés dans la recherche de sobriété, pour une économie de l'essentiel moins fondée sur le flux et les matières mais centrée sur l'humain et l'immatériel où notamment le soin et la culture deviennent primordiaux. Être plutôt qu'avoir, partager plutôt que consommer, relocaliser, oui, mais en respectant l'environnement, en accompagnant la transition écologique et sociale de notre économie et l'adaptation de nos territoires aux impacts des dérèglements climatiques auxquels, quels que soient nos efforts, nous serons confrontés dans les années et dans les décennies à venir.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur BRIDET.

Madame TOUCHAIN-MALTÊTE a la parole.

Mme TOUCHAIN-MALTÊTE.- Monsieur le Président, merci.

Nous, nous essaierons d'être constructifs, un peu posés et surtout positifs. Nous voterons clairement pour cet appel à projets qui s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'État. Nous interviendrons, si on lit le détail du rapport, à hauteur de 40 % et j'ai bien noté aussi que les investissements seront à la hauteur dans les années à venir. Espérons-le, dans les mois à venir.

Ce qu'il nous semble très important à étudier et, surtout, à surveiller dans cet appel à projets et la mise en œuvre sur nos territoires, c'est le principe d'équité territoriale. Nous avons des territoires ruraux qui ont des infrastructures – vous parliez de foncier disponible –, qui doivent travailler sur leur PLUi. On en a très peu parlé, je ne l'ai pas entendu cet après-midi, ils ont la possibilité de déposer des déclarations de projets. Nous avons les outils en main, travaillons avec les élus locaux, la Région ne doit pas porter seule ce travail, en sachant également que les entrepreneurs se tournent bien volontiers dans un premier temps, et c'est une des portes d'entrée, vers les territoires en question.

Nous avons parlé d'écosystème, je l'entends, nous l'avions noté également. C'est évidemment un ensemble d'éléments qui permettent aux chefs d'entreprise de se déterminer sur une implantation locale, et notamment – on en revient à mes propos de ce matin – tout ce qui est creuset en matière de salariés et de compétences locales. Nous avons une région qui est industrielle par essence, qui est industrieuse, même, peut-on dire, et utilisons ces compétences.

Au-delà du principe d'équité territoriale, on parlait d'accompagnement financier et nous vous rejoignons, l'accompagnement financier de nos industriels est nécessaire. Vous avez parlé d'empreinte écologique et, bien évidemment, nous l'entendons, nous y adhérons

totalement. N'oublions pas que l'empreinte écologique est mise en évidence de façon exponentielle aujourd'hui, puisque nous importons, d'où l'intérêt de relocaliser. On parle d'empreinte écologique qui doit être étudiée, étudions également la nécessité d'accompagner nos entreprises sur leurs chaînes ou autres outils de production, car si nous voulons qu'elles soient concurrentielles, c'est là que cela se jouera pour ne pas avoir des différences de prix sur les produits qui sortiront de nos usines.

Pour finir sur ce volet accompagnement financier, beaucoup de nos territoires aujourd'hui – beaucoup, j'exagère peut-être, mais un certain nombre – n'ont toujours pas adhéré à la SEM TD, Territoires Développement. Je pense que la SEM devrait revenir sur les territoires et reparler de l'intérêt d'y adhérer. Je reparle aussi de Dev'up. Il me semble que Dev'up, là-dessus, doit encore plus consulter le terrain et travailler sur tous ces projets qui sont en cours. Harold HUWART, vous parliez de 35 projets. Quels sont-ils ? Nous sommes effectivement très preneurs de cette liste, mais nous ne l'avons pas aujourd'hui.

Et puis, j'ai entendu une création de filière. Nous en avions une, non pas par volonté de nous démarquer mais simplement pour correspondre à une certaine réalité, qui est tout bêtement une filière que vous connaissez, à l'image de l'Occitanie avec votre collègue Carole DELGA qui, avec son cluster Vélo Vallée qui a été mis en place en 2018 dans le Gers, a initié toute une industrie autour du vélo. Je pense que nous avons un territoire qui s'y prête avec un certain nombre d'itinéraires cyclables. N'hésitons pas à nous lancer, soyons, par pitié, à l'initiative, soyons attractifs, car nous collons aux réalités du territoire. Et n'oublions pas que notre patrimoine mondial UNESCO est mis en valeur par le vélo, et ce serait dommage de passer à côté.

Notre Région doit, certes, être en action, Monsieur le Président, mais, encore une fois, en interrogeant toutes les potentialités du territoire et en les mettant en valeur. Voilà ce que nous avions à dire.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

Madame TEIXEIRA a la parole.

Mme TEIXEIRA.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

L'objectif politique de cette délibération est de diminuer la dépendance de notre économie aux fournisseurs extra-européens, de développer et diversifier les secteurs d'activité dans la Région et d'avoir un meilleur impact environnemental. Pour répondre à ces objectifs, la Région complète ces dispositifs existants avec le lancement d'un appel à projets « relocalisation/diversification ». Elle s'engage à accompagner les entreprises répondant à l'appel à projets avec un accès privilégié au soutien financier et technique de la Région. Ce soutien sera renforcé *via* un partenariat avec la Banque des Territoires afin d'obtenir des crédits complémentaires et de démultiplier la communication sur ce dispositif.

Cet engagement de notre Région en faveur de la relocalisation/diversification est très bienvenu au moment où, malheureusement, les délocalisations de productions des sous-traitants des différentes filières par les grands donneurs d'ordre sont à l'origine de nombreuses suppressions d'emplois. La situation d'Alvance Wheels dans l'Indre, dernière fonderie fabriquant des jantes en aluminium en France, illustre bien ce phénomène.

L'adresse d'un courrier du Président BONNEAU et du président du CESER de notre Région au ministre de l'Économie et à la ministre déléguée à l'Industrie pour que l'État pèse sur Renault pour des engagements de commandes à Alvance Wheels montre bien l'enjeu de cette question de la relocalisation pour l'industrie et pour l'économie, le social, l'environnement et la souveraineté de notre pays. Je me permets de citer un passage de ce courrier : « *La*

première relocalisation, c'est la délocalisation que l'on empêche. » En effet, notre économie et notre industrie ne peuvent continuer à dépendre de pratiques mises en œuvre sciemment par des groupes ultrafinanciarisés qui dominent les filières de production et qui n'ont qu'un objectif, augmenter leur taux de profit d'année en année et ainsi la fortune de leurs actionnaires.

En France, nous venons ainsi de passer la barre de 700 000 familles de millionnaires déclarés. Car oui, il y a les fortunes déclarées mais aussi toutes les masses financières qui échappent à l'impôt et à la solidarité nationale avec l'évasion fiscale. Estimés aux alentours de 100 milliards d'euros pour la France, les Pandora Papers viennent à nouveau de montrer l'étendue du scandale qui reste sans réponses adaptées alors que des pays comme le Luxembourg, les Pays-Bas ou Malte, pour ne citer qu'eux, sont au cœur du scandale.

Éric BOCQUET, sénateur communiste auteur d'un rapport qui va bientôt avoir dix ans et coauteur de deux livres sur le sujet, a d'ailleurs montré qu'une véritable filière professionnelle s'est créée autour de l'évasion fiscale mais aussi autour de l'optimisation fiscale, et il aime à citer l'ancien chancelier de l'échiquier britannique Denis HEALAY qui disait que la différence entre les deux résidait dans « l'épaisseur du mur de la prison ».

Cette parenthèse sur l'évasion fiscale faite, nous retrouvons, à l'autre bout de la chaîne, des valeurs, plus de 10 millions de nos concitoyens dans nos territoires qui vivent sous le seuil de pauvreté. 328 000 habitants du Centre-Val de Loire, soit plus de 13 % de la population de notre Région, sont concernés, principalement, hélas, des jeunes et des femmes essentiellement de nos départements. Mais les salariés sont pauvres et ce phénomène est particulièrement vrai pour toutes celles et ceux qui travaillent souvent en précarité dans les domaines de la santé, de la solidarité humaine et de l'éducation, ici encore essentiellement des femmes et des jeunes.

Cette situation qui perdure et s'accentue doit interroger nos analyses et nos outils d'intervention économique, et ce, d'autant que le capitalisme ne respecte pas la planète sur laquelle nous vivons et qu'il ne respecte pas non plus les humains, producteurs des richesses.

En effet, le constat est frappant. La partie des richesses produites par les travailleurs affectés à la solidarité et à la santé ne cesse de baisser au profit du coût exorbitant du capital. Ainsi, depuis près de trente ans, il y a, d'un côté, les politiques publiques d'austérité et, de l'autre, la réduction du taux d'imposition sur les sociétés, qui est passé de 51 à 26,5 %, et les exonérations de cotisations sociales qui représentent aujourd'hui 30 milliards d'euros par an.

Finalement, on peut dire que le capital a fait la démonstration qu'à réduire sans cesse la rémunération du travail avec ses cotisations sociales à son seul profit, il a non seulement réduit le pouvoir d'achat des familles moyennes et modestes, leur accès à la santé et à l'éducation, mais, de plus, il a aussi réduit l'activité économique et les emplois dans nos régions tout en transférant son empreinte carbone sur les pays à bas salaires.

À l'inverse de ces politiques, le maintien et le développement d'une industrie du futur localisée, modernisée, sociale et écologique doivent nécessairement placer l'humain, ses conditions de travail et de vie au cœur du choix du développement économique, à l'opposé des politiques concurrentielles entre les peuples, les régions et les nations.

Pour conclure, l'association des syndicats de salariés au choix de politiques industrielles devient une urgence, comme le développement de leurs droits d'intervention et de décision.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame TEIXEIRA.

Madame GAY a la parole.

Mme GAY.- Merci, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président, chers collègues.

Vous l'avez tous rappelé, la Région Centre-Val de Loire est une terre d'industrie ; l'industrie représente 20 % de notre PIB. Nous avons un taux d'emplois industriels qui est plus élevé que dans l'ensemble de la France, soit 22 % de l'emploi privé *versus* 16 % pour l'ensemble de la France. Cet emploi industriel est lié, vous l'avez tous rappelé, à des fleurons de la pharmacie, de la cosmétique, de la sous-traitance aéronautique et automobile, de l'agroalimentaire, mais il est aussi très lié à tout le réseau, vous l'avez dit, de PMI et d'ETI qui irriguent le territoire. Et c'est souvent un réseau de sous-traitants qui savent s'adapter extrêmement rapidement, un réseau solide qui est lié, en fait, à l'action de la Région depuis 1998. C'est ce que vous rappeliez en introduction ce matin.

Intervenant.- Cela n'a rien à voir !

M. FORISSIER.- Bien avant !

Mme GAY.- Bien avant, mais la Région, par son action, l'a soutenu.

Il faut dire que nous avons, au niveau national, on peut l'observer, changé de paradigme en termes industriels, assez récemment. Il y a quelque temps, on parlait encore, comme Serge TCHURUK, de décrochage industriel de la France, d'industrie sans usines, et c'est la pandémie qui nous a fait prendre conscience de la fragilité, de la fragmentation de nos chaînes de valeurs et du fait qu'on ne disposait pas de produits stratégiques, c'est la pandémie qui a produit aussi au niveau national une certaine prise de conscience.

Mais, dans la Région, au cours du dernier mandat, il y a eu, par exemple, il faut le rappeler, une action de fond, car vous demandiez des résultats et je vais y venir, avec Dev'up qui – je voulais rassurer Madame TOUCHAIN mais elle est partie – travaille avec l'ensemble des acteurs du territoire, avec les élus des collectivités locales, des présidents de communauté de communes, qui travaille en visites d'entreprises communes avec l'ensemble des ECPI. Dev'up c'est une création en 2017, mais il y a aussi les accélérateurs de PME qui ont touché une cinquantaine de chefs d'entreprise, il y a nos outils financiers dont a parlé Harold HUWART, y compris d'aide sur l'immobilier, il y a la COP régionale qui est l'action de notre majorité, de tous ici, de notre groupe aussi, je crois qu'il faut le rappeler, et qui a permis de réduire l'empreinte carbone d'un certain nombre d'acteurs, donc qui a soutenu cela.

Et, Harold HUWART l'a souligné et tous l'ont souligné, c'est aussi l'écosystème de partenariats qui a permis des réussites dans la Région. Nous l'avons rappelé, 35 entreprises relocalisées, 1 500 emplois concernés et l'effet levier dont a parlé Harold HUWART, qui est très important, c'est-à-dire que, pour 64 millions d'euros investis, nous avons un effet levier de 316 millions d'euros de financement privé et public. L'action de la Région, ce n'est donc pas uniquement ce qu'elle investit, c'est aussi l'effet levier.

Quelques exemples : Axyntis Group, dans le 45, qui a relocalisé huit principes actifs qui rentrent dans la composition de produits utilisés en anesthésie et en réanimation, ce dont on a eu bien besoin dans les hôpitaux pendant la pandémie, ou encore Otodo, à Saint-Pierre-des-Corps, une petite start-up en pleine croissance qui fabrique des centrales domotiques sur la maison intelligente, qui a développé un bureau d'études avec un savoir-faire en intelligence artificielle et qui est en train d'étudier, avec des sous-traitants électroniques – nous en parlions justement –, le fait de rapatrier la fabrication de ses centrales domotiques sur notre territoire.

Cette politique, dans ce mandat, nous voulons la faire monter en puissance. C'est vraiment cela qui anime l'appel à projets et la convention avec la Banque des Territoires. Pourquoi ? Car ancrer nos entreprises sur le territoire, diversifier leurs activités, ce n'est pas seulement sécuriser les approvisionnements. C'est aussi développer les emplois et les conserver – Isabel TEIXEIRA a raison –, c'est réduire l'empreinte écologique de l'industrie, mais je dirais que c'est surtout inventer un modèle d'avenir, un nouveau modèle économique, le dessiner, et c'est ce qu'attendent nos concitoyens. Que s'est-il passé pendant la pandémie ? Il y a eu une vraie préoccupation, une vraie demande d'un autre modèle économique qui s'ancre sur le territoire, qui ait du sens, il y a aussi une attente, la volonté de nos concitoyens d'avoir un emploi qui ait du sens, un emploi de qualité, et c'est effectivement ce modèle économique, ce nouveau modèle économique que nous pouvons dessiner à travers notre action.

Il s'agit de développer des secteurs d'avenir en nous appuyant sur nos atouts. Par exemple, la Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel, qui est leader sur le marché des jus végétaux, a développé un centre dédié à l'extraction de jus de graines comme le riz, l'avoine, etc., avec une production plus localisée en France de ces graines, et, du coup, cela permet non seulement de sécuriser l'approvisionnement, d'en garantir la qualité et de garantir la qualité de la matière première, mais aussi de mieux rémunérer les producteurs, de réduire l'empreinte carbone et de développer de nouveaux produits qui sont d'avenir et qui répondent aux besoins de nos concitoyens.

Pour cela, la méthode de la Région, on l'a souligné, c'est le fait de mettre en relation, de mettre en relation les entreprises entre elles. Par exemple, c'est cette laiterie à Saint-Denis qui est dans un club ETI animé, entre autres, par Dev'up, c'est le Sud Lochois où on peut citer le recyclage des déchets avec une mise en relation par Dev'up entre des entreprises de recyclage et des entreprises de cuir, avec une spécificité sur les déchets du cuir puisqu'il y a un fabricant d'articles chaussants et de sacs. Et c'est aussi la mise en relation entre les entreprises et les laboratoires de recherche et les centres techniques comme le Cetim. On peut citer une entreprise – oui, l'heure tourne – qui intervient sur des dispositifs médicaux avec de l'intelligence artificielle…

On demandait des exemples d'innovation, donc je donne des exemples d'innovation.

Ces dispositifs médicaux avec de l'intelligence artificielle, cela permet d'avoir un diagnostic précoce des démences séniles. Cette entreprise, qui a rapatrié son centre de R&D à Tours, du moins en Indre-et-Loire, a été mise en relation avec le LAB'IA, le Laboratoire d'intelligence artificielle et avec le CHU de Tours.

Voilà, c'est comme cela que se passe l'innovation. C'est aussi par le tissage de relations entre les acteurs concernés, et là, c'est quelque chose de solide. On peut aussi dire que la Région intervient en apportant la formation, et je pense à l'exemple de Scavi, pour laquelle il y a eu une opération DEFI afin de former des techniciens et qui a rapatrié sa production de lingerie de l'Asie vers la France.

Je crois que ce qu'il est important de souligner…

Mme CANETTE.- Il faut vraiment s'arrêter, parce que cela va empêcher une prise de parole.

Mme GAY.- Je conclus. Ce qu'il faut souligner, c'est que cette action de la Région redonne un pouvoir d'agir et que ce pouvoir d'agir, s'agissant de nos concitoyens qui peuvent également constater des délocalisations, c'est aussi ce qui peut réellement leur redonner confiance dans la démocratie. Voilà ce que je voulais dire.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur MONTILLOT a la parole. Merci, Madame GAY.

M. MONTILLOT.- Merci, Monsieur le Président.

Comme convenu avec Nicolas FORISSIER, je vais apporter des réponses aux mises en cause dont j'ai été l'objet ce matin.

Notre ami Marc GRICOURT a eu la délicatesse de parler de malhonnêteté intellectuelle dans les chiffres que j'ai pu évoquer ; je vais donc me permettre de les reprendre.

Premièrement, nous le savons, nous sommes malheureusement les derniers de la classe – tout le sait ici, dans cette enceinte – sur la densité médicale. J'ai indiqué le fait que notre retard allait se creuser, s'aggraver par rapport à toutes les autres régions pour une raison simple : dans les cinq ans à venir, nous allons avoir 1 000 médecins de moins de formés dans notre Région par rapport aux régions de taille comparable. Je prenais l'exemple à la fois de la Bourgogne-Franche-Comté, de la Bretagne et de la Normandie avec 2 400 à 2 500 médecins contre 1 500 chez nous. C'est le résultat d'une étude de l'Observatoire national de la santé, que j'ai d'ailleurs communiquée à Madame VIDAL lors d'une dernière rencontre et qui est reprise par le CESER dans le cadre d'une note du bureau du 22 octobre dernier et que vous pourrez donc lire. Je pense que ni l'ONDPS ni le CESER ne sont malhonnêtes intellectuellement.

Deuxièmement, nous avons donc besoin d'une deuxième faculté de médecine, et ce n'est pas faire injure à Tours et encore moins à Monsieur ROIRON que de considérer qu'il ne s'agit pas d'une bataille entre Tours et Orléans mais, simplement, factuellement, du besoin d'une deuxième faculté de médecine.

Je pense d'ailleurs que vous voterez unanimement notre vœu, puisque nous précisons dans celui-ci que cette faculté de médecine à Orléans devra se faire en relation avec la faculté de Tours. Je rappelle que le vœu que vous n'avez pas voté, dans votre majorité, lors de la dernière mandature lorsque je l'avais présenté sur le PASS, sur le Parcours accès santé en première année de faculté à Orléans, c'était sous l'égide de la faculté de médecine de Tours. Par conséquent, ne me mettez pas en cause pour une bagarre entre Tours et Orléans qui n'existe pas, c'est justement ce que nous demandons.

Troisième point, à l'inverse de ce qui a été dit par Madame DUBOIS, mais je pense qu'elle s'est trompée de courant politique, nous n'avons jamais contredit ni voté contre l'arrivée d'un CHU et, d'ailleurs, pour ce qui me concerne, j'ai souvent parlé d'un CHRU Orléans-Tours, donc d'un grand CHU Tours et Orléans ensemble. En l'occurrence, elle n'aura donc pas la capacité de nous fournir les éléments de langage et d'un vote, ni de la métropole ni de la mairie d'Orléans, puisqu'avec Serge GROUARD, je défends ce grand CHRU ou ce CHU. En revanche, je ne sais pas comment Madame DUBOIS, elle, va pouvoir continuer à être dans l'Exécutif, puisque, ce matin même, Monsieur Marc GRICOURT a dit qu'on avait sauvé le CHU de Tours mais, je cite, qu'« un deuxième CHU, ce n'est pas raisonnable ». Ainsi, Madame DUBOIS devra bien naturellement composer avec Monsieur GRICOURT sur ce deuxième CHU.

Enfin, concernant les IFSI, je n'ai jamais dit que la Région ne faisait rien pour les IFSI. Je n'ai jamais dit que la Région était nulle sur les questions de formation des infirmiers et infirmières. Par contre, à moins que l'INSEE soit malhonnête intellectuellement, Monsieur GRICOURT, je vous donne deux données qui sont celles de l'INSEE.

Petit 1, sur le nombre d'infirmiers par habitant…

M. GRICOURT.- Elles seront plus fiables que les vôtres, alors.

M. MONTILLOT.- Je termine, excusez-moi. Je les prends et je vous les donnerai si vous ne les avez pas.

Selon les chiffres de l'INSEE, les deux régions Centre-Val de Loire et Pays de la Loire ont 30 % de moins d'infirmiers par habitant que toutes les autres régions.

Ensuite, ce que j'ai dit et donc que je réaffirme – là encore, c'est la note de l'INSEE, et je termine là-dessus – concerne cette fois-ci les retards et les distorsions entre nos départements dans les quotas qui ont été fixés au sein des IFSI de la Région Centre-Val de Loire, financés par la Région Centre-Val de Loire.

Nous avons quatre départements, le Cher, l'Eure-et-Loir, l'Indre et l'Indre-et-Loire, qui ont une moyenne de formation, depuis quatre ans, de 60 infirmiers pour 100 000 habitants. Or, nous avons le Loir-et-Cher qui n'en est qu'à 42 et nous avons le Loiret qui, en 2018, était à 35, en 2019 à 35, en 2020 à 35 et qui est en 2021 à 35.

Voilà ce que j'affirme et je demande simplement que tout cela soit maintenant rattrapé.

Je vous remercie.

M. FORISSIER.- Et au compte rendu.

M. le Président.- Nous poursuivons l'échange sur notre rapport, relocalisation, diversification de l'industrie. Merci, Monsieur MONTILLOT, pour les éléments que vous livrez à la réflexion après votre intervention de ce matin.

Pour les prises de parole, je donne la parole à Monsieur SCHLESINGER.

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président.

Je reviens à la thématique de cet après-midi sur les différents dispositifs pour inciter à la relocalisation. Deux mots rapidement.

Le premier pour rappeler que l'industrie sur notre territoire est évidemment un facteur de création de valeurs, de progrès social et qu'elle ouvre une possibilité de croissance des salaires, en particulier au cours de la carrière. En effet, la désindustrialisation de notre pays a parfois conduit le marché du travail à être décomposé, polarisé entre des fonctions à très haute valeur ajoutée tenues par des cadres et des fonctions d'employés, et l'ascenseur social qui était le facteur clé de l'industrie, avec la désindustrialisation de notre pays, se traduit aujourd'hui dans un certain nombre de trajectoires professionnelles.

On peut donc, pour de nombreuses raisons, souhaiter la réindustrialisation de notre territoire, et ce rapport qui a été présenté tout à l'heure présente des outils qui sont tout à fait intéressants de ce point de vue.

Cependant, nous rappelions tout à l'heure qu'il fallait être cohérent sur l'ensemble des politiques publiques, car activer un levier financier, d'accompagnement des entreprises, c'est bien, mais il faut également, et là, c'est le maire qui parle, avoir en tête que nos industries souhaitent se localiser sur le territoire, et que pour se localiser sur le territoire, il faut du foncier. De ce point de vue, le SRADDET et la manière dont la communication a été construite autour de lui ces derniers mois et dernières années fonctionnent comme un chiffon rouge. Il faut évidemment favoriser la reconversion des friches, et cela, je crois que c'est un objectif que nous partageons tous, mais il faut également être en capacité d'accompagner la relocalisation pour de nouvelles implantations territoriales. Et la « zéro artificialisation » des

sols, appliquée de manière brute, sans avoir la possibilité de compenser, va dans une mauvaise direction et peut donner le sentiment que notre territoire n'est plus un territoire d'accueil pour l'industrie.

Nous le savons tous, les implantations d'hier ne sont pas forcément celles de demain. Il y a des attentes différentes, non seulement dans les métropoles mais également dans la ruralité, et je crois que notre Région doit réinterroger l'intégralité de ses politiques pour que nous soyons bien certains que, face à cet objectif de relocalisation, face à ces objectifs de réindustrialisation de notre territoire, nous soyons au rendez-vous dans tous les champs des politiques publiques.

(Applaudissements)

M. le Président.- J'interviens rarement dans le débat, mais c'est un point d'information que vous connaissez. Il y a ici des parlementaires, la loi Climat-Résilience qui a été votée cet été, sur ces sujets du foncier, en sachant que le SRADDET ne peut dire que la loi en la matière, renforce le mouvement pour la limitation de la consommation de foncier agricole. C'est donc un véritable enjeu, car il est aujourd'hui très largement convoité, ce foncier, et il faut optimiser les modalités d'utilisation. Et le SRADDET ne dit rien d'autre que la loi, qui vient d'être renforcée. Après, il y a la manière de mettre en place les friches, mais c'est, pour nous tous, un vrai sujet et qui n'est pas simple.

Je poursuis les distributions de parole et j'invite Temanuata GIRARD à prendre la parole.

Mme GIRARD.- Merci, Monsieur le Président.

Comme il est si fréquemment dit, l'agriculture dans notre Région Centre-Val de Loire occupe une place très importante par ses potentiels, ses volumes, sa diversité et son histoire. Nous sommes les jardins de la France mais pas seulement, et la Région est régulièrement placée en tête pour les productions céréalières et protéagineuses. Elle possède un vignoble reconnu, qui est une fierté de nos grandes tables, et un bassin d'élevage résistant confronté à ces ZDS, zones défavorisées simples, qui est un sujet fort complexe pour tout le monde mais qui devient très simple dès qu'on parle de ses potentiels de rendement qui sont très faibles.

Pourtant, les belles années commencent à s'éloigner. Les différentes crises, qu'elles soient sanitaires, économiques ou climatiques s'enchaînent. La Région est toujours présente aux côtés de la profession pour faire face à ces aléas, mais ces moments restent compliqués pour beaucoup. Les Cap' Filières, contrats d'appui aux projets de la filière, permettent un accompagnement concret des filières par des projets collectifs, de l'expérimentation, mais aussi de la communication et de l'investissement. Nous arrivons d'ailleurs aujourd'hui à la quatrième génération, qui a des résultats plutôt concluants pour la structuration et surtout pour la résilience face aux crises.

Cependant, on peut constater un réel déficit des outils de transformation et, d'ailleurs, le rapport du CESER sur l'agro-transformation nous le montre, mais, surtout, cela nous oblige aujourd'hui à exporter nos matières premières pour ensuite les retrouver peut-être dans notre assiette. On prend toujours l'exemple du blé, qui traverse l'océan et qui revient sous forme de poulet dans notre assiette. C'est bizarre mais c'est un peu comme cela que ça se passe. Aujourd'hui, il serait donc bien de relocaliser notre alimentation. Et quelle fierté de pouvoir relocaliser nos productions de A à Z, de la fourche à la fourchette, et en passant par la marque « C du Centre », c'est aussi bien. Alors oui, la relocalisation de l'agroalimentaire est nécessaire.

Bien entendu, cette relocalisation ne concerne pas uniquement les grosses industries mais bien l'ensemble des acteurs économiques tels que nos PME, nos artisans, nos ETI, mais aussi nos producteurs. En effet, l'époque où on produisait beaucoup, mais vraiment beaucoup, et surtout pas cher est un peu révolue, car c'est souvent au détriment de nos paysans et de notre planète. Par conséquent, il faut changer la donne. Aujourd'hui, il nous faut une alimentation de qualité, accessible à toutes et tous, avec un savoir-faire, une histoire et un terroir, ainsi que des producteurs et des artisans qui ont trouvé un sens à leur métier et une réelle reconnaissance.

Je parle de reconnaissance, car, depuis le 1er novembre 2021, la mesure portée par le député André CHASSAIGNE sur la revalorisation des petites retraites agricoles, à hauteur de 85 % du Smic, est passée. Nous saluons cette avancée, mais nous noterons quand même les 85 % du Smic.

Pour parvenir à cette alimentation de qualité, il nous faut donc poursuivre la dynamique des filières en répondant aux besoins d'accompagnement et de compétences de nos entreprises locales pour créer de nouvelles chaînes de production, mais il nous faut aussi maintenir cette ambition de conversion de nos terres en agriculture biologique. Rappelons juste que les premières victimes de l'utilisation des phytosanitaires sont les agricultrices et les agriculteurs et que la liste des maladies reconnues et causées par l'utilisation de pesticides en agriculture ne cesse de s'agrandir.

Ainsi, il faut saluer les acteurs tels que Saint-Denis-de-l'Hôtel, comme cela vient d'être rappelé, mais il y a aussi la laiterie de Verneuil ou l'abattoir du Boischaut, qui ont su surfer sur cette relocalisation en amont et qui, du coup, poursuivent cette dynamique.

Avec le rapport du CESER sur l'agro-transformation, nous prenons conscience que la relocalisation ne concerne pas uniquement l'industrie lourde mais aussi ce qui se trouve dans nos assiettes. Si nous voulons mener une transition sociale et écologique, il nous faut aujourd'hui poursuivre la structuration de nos filières et bien rapprocher tous les acteurs. Soyons fiers de ces produits, soyons fiers de ces producteurs et de ces artisans, soyons fiers de ces terroirs, et relocalisons notre alimentation.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Monsieur COMPAIN a la parole.

M. COMPAIN.- Merci, Monsieur le Président.

Avant de faire mon intervention, je voulais répondre à Monsieur de LA TOCNAYE. Nous expliquer qu'au Front National, ce sont les premiers à avoir promu la relocalisation alors que, dans les années 1980, Jean-Marie LE PEN se voulait le REAGAN français, c'est-à-dire le chantre du néolibéralisme qui a créé cette délocalisation, c'est quand même fort de café. Je sais bien que ce ne sont pas les girouettes qui tournent mais le vent, et le nouveau souffle est plutôt de notre côté. Bref.

Comme nous l'a exposé notre… Comme nous l'a exposé notre collègue Jean-François BRIDET, je crois que nous pouvons collectivement nous féliciter de ce point d'étape qui va dans le bon sens.

Toutefois, en lisant ce rapport, il n'a pas été possible pour moi d'oublier la situation actuelle de notre tissu industriel, résultant de logiques économiques dont nous ne voulons plus. Par exemple, dans le sud de notre Région, dans mon département, qu'il s'agisse du site logistique de La Halle à Issoudun, qui a fermé, ou de la situation actuelle de l'entreprise Alvance Wheels, les logiques économiques anciennes ont conduit les repreneurs successifs à exploiter l'existant et à en tirer des bénéfices sans jamais investir les moyens nécessaires à la pérennité des sites. Et une fois que les critères de rentabilité acceptables pour eux étaient atteints, ils vendaient ces sites à des groupes moins regardants, et ainsi de suite jusqu'à la limite et la rupture, c'est-à-dire, souvent, la fermeture.

C'est aujourd'hui cette réalité du tissu industriel de notre pays que nous devons revoir de fond en comble. Finalement, si cette terrible pandémie de Covid-19 a eu un effet bénéfique, c'est probablement dans le fait qu'elle a fait prendre conscience à un plus grand nombre de gens et de responsables politiques que les bifurcations nécessaires au changement de modèle de production et d'échanges n'étaient pas qu'une lubie idéologique de certains radicaux mais étaient une nécessité écologique, sociale et, on l'a vu aussi, sanitaire. Ce projet d'appel d'offres est une illustration parfaite que, plus qu'une nécessité, la bifurcation écologique est une opportunité de développement pour les entreprises, parce que si certains secteurs doivent décroître, d'autres doivent croître, et ceux qui doivent décroître ne doivent pas forcément toujours disparaître mais, au contraire, garder leur savoir-faire, les sauver ou changer les *process* de production ou changer de production. La bifurcation écologique est un défi technique et écologique qui doit nous faire produire moins et mieux, avec des méthodes de production qui, elles-mêmes, sont des opportunités d'innovation et créatrices d'emploi.

Mais, je le dis, la bifurcation écologique des modes de production et d'échanges est un défi qui ne réussira que si elle apporte une plus-value aux personnes et si elle est garante du bien-vivre. Reprenant l'exemple du site logistique de La Halle, précédemment cité, il n'est pas acceptable de voir un site logistique conduit à l'obsolescence puis fermer tout en voyant un peu partout autour, et ailleurs dans le Loiret, de nouveaux sites logistiques sortir de terre avec un modèle qui est certes nouveau, celui d'Amazon, mais qui ruine notre tissu économique local, qui fait exploser les émissions de gaz à effet de serre, qui n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, en faveur d'une amélioration des conditions sociales des salariés et qui, en plus, consomme de nouveaux espaces agricoles, en contradiction avec le modèle de relocalisation et de réindustrialisation que nous voulons mettre en œuvre.

D'ailleurs, si, effectivement, comme le dit le rapport, le nouveau modèle basé sur la bifurcation écologique appelle à de nouvelles modalités de distribution et d'organisation de la logistique, cette logistique doit intégrer de manière centrale le ferroutage et doit prévoir l'intermodalité qui en résulte pour sortir du tout-camion, ce qui reste quand même la manière la plus facile pour décarboner les transports de fret, en réintégrant les circuits courts.

Enfin, je reviendrai sur Alvance Wheels au moment du vœu, mais je dirai simplement ici que c'est tout à fait dans cette logique portée par cet appel à projets, c'est-à-dire de maintien et de renouvellement du tissu industriel en s'appuyant sur les savoir-faire des salariés, tout en allant vers une diversification de la production à moyen terme et potentiellement à une bifurcation de types de productions à plus long terme, que ce type de site industriel pourra être maintenu et que le tissu industriel de notre Région restera un vecteur d'emploi fort.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur COMPAIN.

Madame RENIER a la parole.

M. NIKOLIC.- Monsieur, est-ce que je peux intervenir trente secondes ?

M. le Président.- Monsieur NIKOLIC… Monsieur NIKOLIC, je vous inscris et vous répondrez dans l'ordre du tableau.

M. NIKOLIC.- Merci.

Mme RENIER.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Ce rapport nous propose d'adopter un panel d'outils destinés aux entreprises pour la relocalisation et la transformation de nos entreprises industrielles, et nous ne pouvons que soutenir une telle proposition. Est-ce nécessaire ? Oui. Est-ce suffisant ? Non.

Je suis présidente d'une communauté de communes rurale qui a un taux d'emploi industriel de 48 %, ce qui est donc nettement plus conséquent que la moyenne régionale à 22 %. Depuis plusieurs années, j'interpelle sur les difficultés que nous connaissons en milieu rural pour maintenir cette richesse qu'est l'industrie.

Je vais vous prendre l'exemple d'une entreprise qui fait partie d'un groupe allemand et qui est spécialisée dans la circulation de l'eau. L'entité se situe sur ma commune, elle emploie 450 personnes et produit donc des circulateurs de chauffage qu'elle exporte dans le monde entier. Si vous allez « décortiquer » votre chaudière ce soir, je suis persuadée qu'il y aura près d'une chaudière sur deux équipée d'une pompe Wilo.

Depuis plusieurs années, cette entreprise s'est modernisée. Elle s'est robotisée, s'est orientée vers l'industrie du futur et a réalisé de très nombreux investissements pour lutter contre la pénibilité au travail. Elle s'est organisée pour créer des locaux de stockage afin d'être plus agile.

Monsieur le Président, vous la connaissez bien, cette entreprise, puisque vous y avez organisé les Cordées du territoire en mars 2019. Il s'agit de Wilo, qui a consacré beaucoup d'argent à la recherche pour l'amélioration de ses produits. Elle a mis au point des circulateurs de chauffage beaucoup plus petits, plus sobres et donc plus vertueux en termes de consommation énergétique, et ses nouvelles références devraient être produites ici, en Région Centre, sur le site de ma charmante ville d'Aubigny-sur-Nère. Le marché mondial est énorme, notamment le marché asiatique, et les perspectives sont donc florissantes.

Oui, mais voilà, il y a un « mais ». En effet, il y a des freins et le directeur du site en avait déjà évoqué certains en 2019.

En premier lieu, c'est la pénurie, qui est conjoncturelle, des composants et nous voyons tout l'intérêt de ce rapport pour aider à la relocalisation de la fabrication des composants en France et, ce qui serait encore mieux, en Centre-Val de Loire. Cette proposition de rapport est un signe très positif.

En second lieu, c'est le manque de main-d'œuvre qualifiée. Dans le nord du Cher, c'est un problème de démographie, un problème de formation, un problème sans doute d'attractivité et un problème de transport. Lorsqu'un jeune demande à la responsable des ressources humaines quels moyens il a pour venir jusqu'à Aubigny pour son entretien d'embauche, comment lui expliquer qu'arrivé à Bourges, il lui reste 48 kilomètres à parcourir et qu'on n'a pas vraiment de solutions à lui proposer ? Je précise que nous travaillons depuis des années avec Philippe FOURNIÉ sur ce sujet essentiel de la mobilité et que nous sommes en passe de réussir, avec une ligne régulière entre Vierzon et Aubigny.

Aujourd'hui, l'entreprise recherche 50 collaborateurs dont 25 pour des postes qualifiés, voire très qualifiés pour produire ses nouveaux circulateurs. Malheureusement, la ressource n'existe pas au niveau du bassin, et si elle ne parvient pas à recruter de façon exogène, pensez-vous vraiment que ces nouvelles productions resteront dans la région Centre ? Moi, je peux vous assurer que non et elles ne resteront peut-être même pas en France. Cet exemple n'est malheureusement pas isolé et vous en connaissez tous.

Ce rapport va dans le bon sens. Néanmoins, j'attire votre attention sur la nécessité d'avoir une politique en faveur des entreprises extrêmement claire, extrêmement lisible, décomplexée, mais aussi une politique globale pour favoriser l'environnement des industries, particulièrement en zones rurales.

Nous avons besoin que la Région Centre-Val de Loire affirme haut et fort qu'elle est fière de son industrie et qu'elle mobilise les fonds nécessaires autour d'elle et des territoires qui les accueillent.

Mme CANETTE.- Excusez-moi, le temps de parole est épuisé, mais aussi celui du groupe.

M. FORISSIER.- Nous avions du retard ce matin.

(Brouhaha)

M. le Président.- Non, c'est dossier par dossier et il y a encore un des membres de votre groupe qui a souhaité prendre la parole.

Mme RENIER.- Nos entreprises sont confrontées à des manques de personnels énormes. Si nous ne faisons pas assez, la relocalisation ne sera qu'une chimère et, pire, nous perdrons encore des entreprises et des emplois. Notre Région doit apparaître clairement, à l'intérieur comme à l'extérieur et notamment au niveau européen, comme une région, certes riche de son histoire mais aussi moderne…

Mme CANETTE.- Il faut s'arrêter, Madame RENIER.

Mme RENIER.- …industrielle, réactive, dynamique, qui soutient ses entreprises et qui soit accueillante pour les salariés.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame…

Mme CANETTE.- Nous allons finir par décompter sur les sujets suivants.

M. le Président.- Merci, Madame RENIER, et veillez à respecter vos temps de parole. Merci.

M. FORISSIER.- J'ai une question, Monsieur le Président.

M. le Président.- Oui, j'entends bien.

M. FORISSIER.- Merci. Est-ce qu'on peut avoir des précisions sur les temps de parole ? On ne comprend plus rien, on ne sait pas si cela, c'est vrai ou faux.

M. le Président.- Je vais vous donner une précision.

M. FORISSIER.- Et juste pour dire à notre collègue Jean-Patrick GILLE que le groupe qu'il préside ou copréside, qu'il copréside – pardon, Karine – a largement dépassé son temps ce matin. Nous, il nous reste 2 minutes 7, ce qui permettra à Aurore CARO de parler quand même.

M. le Président.- En effet, il y a eu des dysfonctionnements. Le temps des présidents de groupe, nous l'avons défini ensemble à 5 minutes, et lorsque vous avez dépassé les 5 minutes, et moi, je voyais ici les temps dépassés – Monsieur FORISSIER, vous avez pris 9 minutes ce matin, mais ce n'est pas un jugement –, les temps de dépassement n'ont pas été repris. Après, on a eu un nouveau séquençage de 3 minutes/3 minutes/3 minutes, et la totalité a fait beaucoup plus que prévu puisque, hors le Rassemblement National, vous avez, Mesdames et Messieurs les Présidents, dépassé. C'est une information que je vous donne.

Bien évidemment, vous savez comment je gère, j'ai fait en sorte que chacun puisse s'exprimer mais je suis également responsable de la bonne tenue des temps, et quand cela s'effiloche, ce n'est pas bon. J'appelle donc au respect des 3 minutes, c'est comme cela qu'on a un bon rythme d'échanges et c'est comme cela qu'un maximum d'entre nous parviennent à s'exprimer sur les différents dossiers. Dès lors, soyons vigilants.

Je donne la parole à Dominique ROULLET qui va être vigilant et qui va tenir dans les 3 minutes.

M. ROULLET.- Monsieur le Président, je voudrais illustrer le propos de ce rapport en parlant de l'entreprise Alvance Wheels.

Tout d'abord, je veux saluer les salariés de l'entreprise qui ont fait preuve et qui font preuve de grande responsabilité et, pour beaucoup aussi, de dignité, en sachant que je les avais déjà rencontrés il y a une douzaine d'années, que, depuis, il y a eu trois reprises d'entreprise et trois liquidations et que depuis douze ans, il n'y a eu aucun investissement pour moderniser l'appareil de production.

Alvance Wheels, ce sont 287 salariés, 287 emplois qui risquent de disparaître et qui vont malheureusement peut-être s'ajouter aux autres, et je note que certains qui étaient attachés au profit maximum lié à une mondialisation effrénée se sont aperçus avec la pandémie que la mondialisation de ce type pouvait être un désastre et qu'il fallait relocaliser.

Alvance Wheels est la seule entreprise française qui fabrique des roues en aluminium et il y a toute une question de savoirs à préserver. Ainsi, la question, ce n'est pas de trouver du personnel, puisque nous l'avons, et ce n'est pas de trouver des compétences, puisque nous les avons. Ce n'est donc pas un problème de formation. Il faut absolument que cette entreprise puisse être maintenue, ainsi que le maximum d'emplois, étant entendu, et cela a été mis en avant par Nicolas FORISSIER, que la délocalisation en Tunisie ou au Maroc constitue un coût inférieur d'une centaine d'euros par voiture. Et quand on nous parle de voitures électriques aujourd'hui, les salariés font preuve de bon sens en disant qu'il faudra toujours des roues, même pour les voitures électriques.

Je dirais que lorsqu'on nous parle au niveau national du made in France, de relocalisation, je crois que la ministre de l'Industrie, le président de la République…

Mme CANETTE.- Une minute.

M. ROULLET.- et le ministre de l'Économie trouvent là un exemple important, en sauvant cette entreprise et les emplois, pour passer de la théorie à la pratique.

La Région sera donc bien évidemment présente pour accompagner en fonction de la nature de la reprise et du contenu, mais j'aurai l'occasion de reprendre la parole sur les vœux en ce qui concerne cette entreprise.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur ROULLET.

Monsieur VIGIER a la parole.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Naturellement, comme l'a très bien dit ma collègue Gaëtane TOUCHAIN-MALTÊTE, nous soutiendrons ce projet de réindustrialisation/relocalisation. Cela fait partie de notre fierté industrielle, traditionnelle, et puis c'est une exigence. D'ailleurs, notons au passage, et cela a été dit par Harold HUWART, que la France est devenue la première destination, ce qui n'était pas le cas avant 2017, pour les investissements étrangers. Des efforts très importants ont été faits pour baisser la fiscalité, il ne faut pas oublier l'impôt sur les sociétés qui est du « sonnant et trébuchant » ; cela a suivi des dispositifs antérieurs de CICE que chacun connaît.

Alors, je voudrais vous faire trois propositions très simples.

Vous avez le domaine de la santé. Cela a été dit tout à l'heure par une collègue, c'est un domaine dans lequel nous avons 2 500 ruptures de stock de médicaments à l'heure où je vous parle, là où, il y a vingt ans, il y en avait 50. J'invite chacun à réfléchir. Est-ce que, oui ou non, on est capable, comme on a fait avec Pfizer et comme on est en train de le faire à côté de Tours, de porter dans cette Région, alors que, vous le savez, on a un pôle de compétitivité autour de Dreux avec Santé Pharma – mais la Région ne doit pas être seule, parce que seule, elle ne peut rien et elle doit le faire avec les consulaires, avec les partenaires sociaux, avec les intercommunalités – une ambition pour cette dimension santé ? C'est une belle réponse qu'on ferait aussi, me semble-t-il, à l'ensemble des personnels de santé et à tous nos concitoyens qu'il faut soigner. Soyons à l'avant-garde.

La deuxième proposition, je pense que les collègues Écologistes y seront sensibles. Je les invite à lire un très beau document qui a été fait par *Business France*, dans lequel on nous explique que l'industrie du vélo est embryonnaire en France. On y a fabriqué 600 000 vélos en 2020, au Portugal, c'était 3 millions, et on va en vendre 30 millions d'ici 2030. Il y a donc, vous le savez, un gap considérable et c'est à nous de mettre autour de la table les assembliers. Il y a des noms : Mercier, qui revit, Mavic, Moustache, Ellipse et Eovolt. Madame, vous parliez tout à l'heure d'entreprises que nous avons gardées chez nous, mais Eovolt est malheureusement partie, elle a quitté Bourges pour aller à Lyon. Est-ce que, oui ou non, autour du vélo, justement, nous serions capables – en sachant que, Monsieur le Président, avant vous, Maurice DOUSSET avait lancé La Loire à Vélo et vous l'avez très bien poursuivie, dans cette Région où le vélo est une véritable tradition et avec un marché extraordinaire – de développer une économie qui a l'avantage, me semble-t-il, pour terminer, Monsieur le Président, d'être, dans toutes ses dimensions, respectueuse de l'environnement ?

Troisième point très rapidement pour terminer, les énergies renouvelables. C'est d'ailleurs en concordance avec le SRADDET. Je comprends bien que le SRADDET a été voté avant la loi et que c'était zéro artificialisation des sols, et cela devait faire plaisir à certains.

Certes, il y a des friches qu'il faut aller chercher, mais il faudra bien, si on veut un peu de développement économique, qu'on aille chercher quelques terrains. Bref, j'émets juste un souhait, un vœu que pour les énergies renouvelables, en complément du nucléaire, on soit capable d'avoir une filière industrielle. Parce qu'avoir des panneaux photovoltaïques qui viennent d'Asie, avoir des éoliennes fabriquées au nord de l'Europe et avoir, pour la méthanisation, les Allemands ou le nord de l'Europe en première ligne, c'est quelque chose de pénible, d'autant que notre Région, et je termine vraiment, Monsieur le Président, était exemplaire en matière d'énergies non renouvelables.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Monsieur BEATRIX a la parole.

M. BEATRIX.- Merci, Monsieur le Président.

Mes chers collègues, Harold HUWART a souligné tout à l'heure qu'on était sur un point de basculement sur ces sujets de relocalisation industrielle. On est à un point de basculement et on est, en réalité, et notre collègue Catherine l'a souligné tout à l'heure, dans un changement de paradigme, car relocaliser une chaîne d'approvisionnement, rapatrier des activités sur le territoire et orienter la transformation des activités vers des activités décarbonées, tout cela constitue un véritable changement de paradigme.

J'ai trois remarques toutes simples, je serai bref.

La première remarque, c'est que cela nécessite une approche sur mesure, au cas par cas, entreprise par entreprise, avec des solutions qui seront différenciées. J'insiste sur ce point. Monsieur de LA TOCNAYE parlait, ainsi qu'Harold HUWART, des financements des entreprises et du capital et on est tout à fait d'accord sur le fait que des participations en capital sont importantes dans le développement des entreprises ; c'est exact, c'est le nerf de la guerre. Mais, au-delà, il ne faut pas oublier que dans ces projets de relocalisation, les sujets d'ingénierie et d'ingénierie technique sont extrêmement importants. De ce point de vue, ce qui est proposé avec l'appel à projets relocalisation répond bien à cet objectif de faire du sur-mesure et de faire du « personnalisé » avec également le partenariat de la Banque des Territoires.

Deuxième remarque, attention au saupoudrage. C'est un sujet très important, je m'en entretenais hier, et il m'a autorisé à vous en faire part, avec Emmanuel VASSENEIX, qui est le président du club des ETI de Région Centre-Val de Loire, et nous sommes tombés d'accord ensemble pour dire qu'il n'y a rien de pire que du saupoudrage et qu'il faut absolument avoir une cohérence d'ensemble. Qu'est-ce que cela veut dire, éviter le saupoudrage ? Cela signifie se concentrer effectivement sur les filières stratégiques et sur les filières d'avenir.

Ce point-là, on peut en donner une illustration. On a beaucoup parlé des énergies renouvelables, on a également une filière d'avenir en construction en Région Centre-Val de Loire, sur laquelle on porte une grande attention, notamment avec ma collègue Anne BESNIER et Charles FOURNIER, qui est la production d'hydrogène et d'hydrogène vert. C'est une filière d'avenir qui a besoin de R&D, qui a besoin de soutien et qui est le parfait exemple d'une industrie pouvant être relocalisée et localisée. Il y a d'ailleurs l'entreprise SRT Microcéramique à Vendôme qui est tout à fait soutenue par la Région et qui est partie prenante dans ces projets de construction de cette filière d'avenir.

Troisième et dernier point, nous avons beaucoup parlé de l'environnement favorable, du fait d'être capable de recruter, ce qui est évidemment important, d'être capable d'avoir de la disponibilité en foncier.

Je pense également, et c'est un point très important, qu'on a besoin de suivi, d'accompagnement et d'accompagnement au plus près de chacun de ces dossiers. C'est ce qu'on fait dans le cadre de Dev'up comme le soulignait Harold HUWART, mais c'est valable également dans l'accompagnement administratif, pas seulement pour la Région mais aussi pour l'État. Et, vous le savez, dans ces projets de relocalisation, il y a de multiples autorisations administratives à demander, notamment…

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure.

M. BEATRIX.- …des autorisations administratives de l'État. Ainsi, il faut également assurer ce suivi administratif et ce sujet avec célérité de la part de l'administration.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci. Merci, Monsieur BEATRIX.

Madame SAUTREUIL, ensuite, ce sera Monsieur GILLE, puis je donnerai la parole à Madame CARO et à Monsieur NIKOLIC, brièvement.

Mme SAUTREUIL.- Merci.

Afin de répondre aux enjeux climatiques, économiques et sociaux de notre Région, nous devons poursuivre et accélérer le développement de l'économie sociale et solidaire, ESS, et de l'écologie industrielle territoriale, EIT. L'ESS est relativement jeune, puisqu'elle n'a que sept ans, mais elle a rapidement gagné tous nos secteurs d'activité. Elle représente actuellement, en Centre-Val de Loire, 10,4 % des emplois régionaux et plus de 6 000 entreprises.

Dans un monde en quête de sens, l'ESS propose une autre façon d'entreprendre qui mérite tout notre soutien et qui se caractérise, comme vous le savez peut-être, par la poursuite d'une utilité sociale, la recherche d'un modèle économique viable, la gouvernance démocratique, la lucrativité limitée ou la rentabilité mise au service d'une finalité sociale.

L'ESS constitue une réponse aux multiples crises qui ont frappé nos sociétés et révélé la fragilité de notre modèle économique concurrentiel actuel. Elle offre aussi une solution à la précarité croissante qui touche de plus en plus de personnes, notamment les chômeurs, les ménages monoparentaux, les travailleurs précaires et les jeunes. Elle permet de lutter contre le chômage et d'éviter en partie le basculement dans la pauvreté. C'est d'ailleurs pour cela que la Région Centre-Val de Loire expérimente le dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée » et le revenu de transition écologique et solidaire. Amplifier la stratégie de l'ESS grâce notamment à des projets territoriaux de coopération économique, c'est accompagner les mutations de notre société en dessinant les contours d'un monde plus juste, plus équitable et plus solidaire.

L' EIT s'inscrit dans le développement de l'ESS et constitue même l'un de ses sept piliers, selon l'ADEME. Elle est un des leviers de transformation de notre modèle économique et elle s'inscrit dans un écosystème industriel vertueux. Mais, en 2020, bien que le secteur industriel et le BTP représentaient 22 % de l'activité économique de la Région Centre-Val de Loire, l'EIT reste encore une approche marginale. Or, si notre Région souhaite mener une politique ambitieuse en matière de relocalisation, de reterritorialisation et de transformation de notre industrie, elle doit s'appuyer sur l'EIT et poursuivre la structuration de son réseau sur le territoire avec des équipes d'animation dédiées.

Mme CANETTE.- Une minute.

Mme SAUTREUIL.- Il y a plusieurs raisons à cela, l'EIT présentant de nombreux avantages.

Son développement permettra aux collectivités non seulement de renforcer la résilience des territoires et d'anticiper les risques écologiques, économiques, sanitaires et sociaux, mais aussi de garantir l'intérêt général autour de la consommation et de la valorisation des ressources, de développer l'attractivité du territoire, d'améliorer la coopération entre les acteurs et de participer à la création et au maintien d'emplois locaux non délocalisables.

Du côté des entreprises, elle permet d'optimiser les coûts de fonctionnement et d'exploitation des activités en réalisant des économies d'échelle liées à la mutualisation en partage des dépenses avec d'autres acteurs économiques, de saisir de nouvelles opportunités d'affaires par la génération de nouvelles activités et d'assurer la pérennité des emplois et par conséquent des activités tout en améliorant la qualité de service aux clients.

Mme CANETTE.- Il faut conclure, Madame SAUTREUIL.

Mme SAUTREUIL.- Oui. Pour conclure, ESS et EIT sont deux leviers majeurs de transformation de notre modèle économique et… Voilà.

Mme CANETTE.- Désolée.

M. le Président.- Merci.

Mme SAUTREUIL.- Il n'y a pas de souci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Monsieur GILLE, brièvement.

M. GILLE.- Oui, la question, c'est comment aider les relocalisations. Je pense que nous avons un débat intéressant, que nous n'aurions pas eu il y a quelques années, il faut tous le reconnaître, et qui a été beaucoup abordé sous l'angle d'une approche par branche, par filière ou par les questions de capitalisation, à part notre collègue Laurence RENIER qui a pris plutôt l'approche « territoire ». Mais elles ne s'opposent pas. Au contraire, toute la question, c'est de les conjuguer de manière la plus efficace possible.

En tant que vice-président à la Formation et à l'Emploi, mon sujet, c'est de savoir comment on trouve les personnes qualifiées et comment on répond à la pénurie de main-d'œuvre. Alors, il y a ce qui nous échappe, comme la question de l'attractivité des métiers, en sachant, je le disais ce matin, qu'il y a des personnes qu'on forme et, finalement, qui ne restent que quelques années. Et il y a les sujets sur lesquels on a des leviers, on intervient : la qualification, la montée en qualification, la meilleure connaissance des métiers, qui est notre nouvelle compétence, la question des mobilités, cela a été évoqué, et puis des actions de reconversion.

Quelles réponses peut-on apporter ? Je le disais, on a quand même un outil puissant, même s'il n'est pas pensé directement avec les questions de formation.

- Peut-être avoir une meilleure analyse des besoins et, surtout, avoir une approche territoriale. Je pense que c'est cette piste-là qu'on n'a pas exploitée jusqu'au bout.

- Avoir une meilleure information des métiers, même au niveau territorial.

- Améliorer l'offre de formation. On met en place tout un dispositif puissant sur trois ans pour faire évoluer et monter en qualité l'offre de formation, qu'on a appelée transformation, avec une préoccupation : il faut, dans chaque bassin d'emploi, car je pense qu'il n'y a pas que les métropoles même si je suis un élu métropolitain, irriguer l'ensemble du territoire, ce qui signifie qu'il doit y avoir de la formation au moins à un niveau bac+1 sur l'ensemble des territoires.

- Évidemment, l'État nous le demande et nous allons le faire, un effort de mobilisation et de qualification des demandeurs d'emploi de longue durée.

- Il y a aussi ce que nous avons lancé et qui est reconnu nationalement, c'est-à-dire des formations à partir des entreprises du territoire, une sorte de gagnant-gagnant avec ce qu'on appelle DEFI, un engagement de leur part. Et, en toute proximité, il y a une mise en place des formations beaucoup plus réactive que, tout de même, notre grosse machine même si on est obligé de l'avoir pour être dans un système de fonds. Mais il faut une plus grande réactivité.

- Et puis, la dernière chose qu'on va essayer de lancer, ce sont des tiers-lieux de compétences avec l'idée…

Mme CANETTE.- 40 secondes, Monsieur GILLE.

M. GILLE.- …d'en avoir un par territoire. Ils ont vocation à regrouper sur un territoire à la fois la connaissance des besoins et la mobilisation des acteurs, et à faire des consortiums – on va voter le premier vendredi prochain – entre les entreprises et les acteurs d'un territoire pour avoir une approche plus ferme et au plus près des réalités. On aura l'approche territoriale, l'approche métier, puisque le premier sera à Châteauroux et sera relatif aux questions de l'aéronautique, qui est un sujet important pour notre Région, mais c'est aussi un sujet de transformation de l'aéronautique et, concrètement, de transformation des avions, de leur maintenance, car, là aussi, on est dans une évolution très importante.

Voilà, je voulais indiquer cette possibilité et ce levier important, dont j'ai parlé des montants financiers ce matin, c'est-à-dire, en gros, 100 euros par habitant.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur GILLE.

Monsieur NIKOLIC a la parole. Brièvement, Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Oui, je voulais juste répondre à Monsieur COMPAIN pour sa culture générale quand il nous reproche notre incohérence.

REAGAN, pour information, justement, face à beaucoup de délocalisations, avait mis en place une grande politique protectionniste aux États-Unis. Il avait mis 100 % de droits de douane sur tout ce qui était ordinateurs, télévisions, il avait taxé énormément les voitures japonaises pour protéger l'industrie américaine et il avait baissé la fiscalité des entreprises de l'industrie aux États-Unis pour permettre à l'industrie, qui restait aux États-Unis, de dégager plus de marge.

En France, c'est tout l'inverse qui s'était produit au même moment, puisqu'il avait fallu attendre les années 1990 pour qu'ARTHUIS dénonce les délocalisations et la destruction d'emplois, ce à quoi même le RPR de Patrick DEVEDJIAN avait répondu à l'époque que cela créait en réalité de l'emploi et que c'était bon pour nos entreprises, car, en délocalisant, elles dégageaient plus de marge.

Il y avait un consensus là-dessus en France et c'était donc tout à fait cohérent pour Jean-Marie LE PEN, sur ce point précis, de rappeler qu'il fallait évidemment des taxes de protectionnisme et faire en sorte que la fiscalité soit inférieure sur le territoire.

Je répondais juste à Monsieur COMPAIN. Je laisse la parole à Cyril HEMARDINQUER sur le handicap, si vous le voulez bien.

M. le Président.- Non, non. Tout à l'heure, le président de votre groupe a dit qu'il consommait…

Si, si. Je reprends ses mots. Qu'il consommait le temps du groupe parce qu'il y avait des choses à dire qui étaient importantes. Vous avez demandé une réaction, un complément dans le cadre du débat et je vous ai donné la parole, mais vous avez, là aussi, largement dépassé et on ne peut pas prolonger.

La parole est à Madame CARO.

(Contestations sur les bancs du groupe Rassemblement National)

La parole est à Madame CARO.

Mme CARO.- Merci, Monsieur le Président. Très rapidement.

La crise sanitaire a fait émerger…

M. NIKOLIC.- J'ai expliqué tout à l'heure qu'on prendrait sur le temps de la jeunesse dans ce cadre, je ne pense pas qu'ils aient parlé…

(Brouhaha)

M. le Président.- Non, je n'ai pas mis d'accord là-dessus ce matin. On n'a pas une procédure comme cela.

(Intervention hors micro de Monsieur NIKOLIC – Inaudible)

Non. Organisez-vous, je l'ai redit ce matin aux présidents de groupe, organisez-vous pour tenir dans les temps impartis. Je donne, à l'intérieur des débats thématiques, de la souplesse, j'ai même rajouté du temps pour que vous puissiez réagir, mais on ne rouvre pas le débat.

Madame CARO, vous avez la parole.

Mme CARO.- Merci, Monsieur le Président.

La crise sanitaire a fait émerger le sujet récurrent de la relocalisation de l'industrie, devenu le nouveau leitmotiv des discours politiques. Trois remarques sur ce sujet.

Premièrement, la politique du « en même temps » n'est plus entendable – je parle ici du niveau national. On ne peut pas à la fois inciter à la relocalisation et ne pas traiter la problématique du foncier, par exemple. Vous en avez parlé, Monsieur HUWART, j'ai bien entendu votre ambition sur cet enjeu et nous vous soutenons sur ce sujet. Activons au niveau national tous les outils en notre possession, le SRADDET par exemple. Votre stratégie va donc dans le bon sens, mais nous avons l'impression qu'il y a des trous dans la raquette, que l'ensemble du spectre des problématiques ne semble pas avoir été analysé de manière concrète.

Deuxièmement, vous indiquez que cela représente la création de plus de 1 500 emplois. C'est une très bonne chose, encore faut-il piloter de manière structurée une politique de formation digne de ce nom. Nous entendons tous les jours nos entreprises sur nos territoires alerter sur leurs difficultés en matière de recrutement. Avoir des entreprises, c'est bien, mais leur permettre d'employer des personnes formées, c'est mieux.

Enfin, je termine – dans un temps record – sur le fait qu'il est également impératif de mettre l'accent sur le maintien de l'activité industrielle existante en favorisant la modernisation de l'outil de production et en accompagnant la dynamique des territoires.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Les échanges ayant eu lieu, j'invite le vice-président à prendre la parole pour répondre aux différentes interpellations.

M. HUWART.- Merci, Monsieur le Président.

À l'issue de ce débat, je voudrais d'abord saluer la prise de position des différents groupes qui laisse entendre un vote unanime de ce rapport, ce qui me semble un élément important. En effet, quelle que soit l'appréciation qu'on peut avoir sur l'action régionale, avec ses faiblesses, avec ses points forts et avec les points qu'il faut évidemment améliorer, il est capital sur un sujet aussi sensible que nous fassions bloc et front commun et que le message que nous envoyons à l'ensemble des autres acteurs soit le plus unanime possible, l'économie n'étant pas un sujet où un parti où une formation peut marquer des points contre un autre, mais où, vraiment, se joue l'avenir de l'ensemble du territoire. Cela a été le cas pendant le dernier mandat, où 100 % des délibérations sur les sujets économiques ont été adoptées à l'unanimité et c'est très précieux que nous puissions, dans la mesure du possible, avoir la méthode qui nous permette de continuer à travailler dans cette orientation, en dépit des sensibilités qui peuvent parfois s'opposer.

Sur le fond, je crois qu'il y a deux points, deux moments sur lesquels cette discussion doit pouvoir se poursuivre. Le premier point, c'est évidemment le budget 2022, qui sera à l'ordre du jour de la prochaine session et sur lequel nous aurons à débattre d'un certain nombre d'éléments qui sont évoqués ici.

- Le premier, c'est le sujet des fonds d'investissement, qui a été évoqué par Nicolas FORISSIER et par Monsieur de LA TOCNAYE. Je ne sais pas si, Monsieur de LA TOCNAYE, vous avez parlé 9 ou 13 minutes, mais, en tout cas, n'ayez pas le regret de ne pas avoir été clair ; je crois que le message a été entendu.

Nous aurons évidemment des éléments qui sont hors budget, comme la mobilisation de fonds européens de REACT-EU sur l'abondement d'un certain nombre de fonds, même si parfois les choses peuvent prendre plus de temps que ce sur quoi on est capable de s'engager dans un budget. Mais il y aura bien des interventions et des abondements de fonds supplémentaires inscrits, le paysage étant le suivant. Nous sommes généralement assez forts sur l'amorçage, vous l'avez signalé, assez forts sur le retournement, vous ne l'avez pas signalé mais c'est très important, notamment du point de vue de la sauvegarde des emplois. Là où nous devons nous renforcer, c'est sur des plus gros tickets, en particulier sur le capital-risque et le capital-investissement, car, là, effectivement, le marché est beaucoup plus tenu par des intervenants nationaux, comme BNP Paribas ou autres, mais aussi par des intervenants régionaux en territoire, comme Sofimac, qui maintenant s'appelle UI Investissement, qui gère l'un de nos fonds et qui sera partenaire de nos réabondements, et aussi, à hauteur de 20 % et à égalité avec Sofimac, par BPI France qui est un de nos partenaires que nous associons sur toutes nos initiatives.

Nous aurons l'occasion, si ces sujets vous passionnent, et c'est visiblement le cas, d'y revenir notamment en Commission économique, mais il y a, sur la nécessité d'avoir des plus gros tickets et d'avoir aussi un fonctionnement des fonds permettant d'avoir une marge de décision politique plus importante, des choses qui sont extrêmement sensibles, avec les limites que chacun connaît : l'ouverture du capital de certaines entreprises qui sont très réticentes sur le sujet, avec les discours ambiants. Le mot de « fonds souverain » a été évoqué, et moi, je suis très sceptique. Je connais un fonds souverain, le fonds chinois qui a 2 000 milliards d'encours. Quand je vois une région comme Auvergne-Rhône-Alpes parler d'un fonds souverain avec 50 millions d'euros, je pense que les banquiers doivent sourire, à tout le moins, si ce n'est ricaner. Nous sommes face à des acteurs pour lesquels les marges de financement sont aujourd'hui quasiment sans limites compte tenu de la politique monétaire. Ainsi, l'enjeu, pour nous, c'est de les convaincre de structurer des outils chez nous et de leur donner les garanties d'un investissement qui soit utile et qui corresponde à nos objectifs. C'est tout un dialogue avec ces partenaires et on pourra sans doute vous faire cette présentation de façon plus complète.

- Le deuxième sujet qui a été évoqué, sur lequel il y a eu des questions et sur lequel je souhaite aussi insister, c'est la question de l'accompagnement de l'écosystème des accélérateurs. Je ne cesserai de plaider cette cause. Il y aura, dans le budget 2022, la question de l'accélérateur de transition écologique, qui est passée en Commission permanente. Là aussi, il me semble qu'on touche à des éléments… On peut aujourd'hui tirer le bilan des premiers accélérateurs qui ont été mis en place il y a trois ans, et le bilan est extrêmement positif.

Je veux prendre pour exemple une entreprise qui fait des ponts métalliques dans le Loiret, qui est très connue, qui travaille sur les bords de la Loire avec une tradition très « ingénieur ».

M. le Président.- Qui n'est pas desservie par le train.

M. HUWART.- Et qui n'est pas desservie par le train pour l'instant, mais peut-être qu'une sorte de tramway permettra prochainement d'y accéder. On ne donnera pas son nom.

En revanche, il s'agit d'une entreprise ancienne, de tradition française, tenue par des ingénieurs, très francophone, qui a été accompagnée par la Région et par BPI sur de l'innovation, qui fabrique des ponts résistant aux conditions tropicales, avec un accompagnement à l'export, ce qui n'est pas du tout dans la tradition de l'entreprise et, aujourd'hui, ces éléments-là sont le moteur du développement de cette entreprise, avec des recrutements que, du coup, nous accompagnons aussi à travers des DEFI et des formations *ad hoc*, dans un cycle soutenu de développement absolument exemplaire.

Si on réfléchit en termes d'utilisation de l'argent public sur des entreprises de cette taille, on conclut qu'il vaut mieux mettre 200 000 euros pour former une promotion d'entrepreneurs qui, pendant 18 mois, va être accompagnée par un cabinet de très haut niveau sur la formalisation de leur stratégie, l'accompagnement au changement et, ensuite, leur donner les moyens de s'armer à l'export et de s'armer sur des partenariats stratégiques à l'innovation, que, pour le même argent, soit 200 000 euros, financer à 40 % l'achat d'une machine-outil sur cinquante alors que l'accès au crédit bancaire est évident, car c'est inutile.

Il faut vraiment qu'on ait cette conscience que toutes nos marges doivent être marquées sur l'écosystème, sur l'accompagnement et que la place de la Région est aux côtés des chefs d'entreprise dans l'accélération de leurs projets.

- Dernier sujet, le partenariat avec les collectivités, et il a été évoqué. Au-delà du budget, nous aurons très rapidement la nécessité de renouveler les partenariats qui nous unissent aux intercommunalités. J'ai cité la question du foncier, je crois que les contraintes de la loi qui a été votée en septembre sont aujourd'hui beaucoup plus fortes que ce qu'on peut imaginer et nous allons progressivement en découvrir les implications. On le voit d'ores et déjà par l'arrivée d'un certain nombre d'investisseurs, de promoteurs qui sollicitent beaucoup nos élus pour racheter ce tout ce qui traîne de foncier disponible, de bâtiments disponibles, de stockage ou autres. Il faut donc qu'on ait un véritable discours à l'égard des élus locaux pour leur dire que ce sont des actifs précieux aujourd'hui, ce foncier des bâtiments, qu'il ne faut pas les céder et qu'il faut avoir une vision stratégique. Cela doit nous amener aussi à réévaluer des éléments comme la place de la logistique dans la Région, qui est, certes, pourvoyeuse d'emploi pour le moment mais qui, aussi, entraîne d'autres inconvénients en termes de développement.

Globalement, nous allons renforcer ces partenariats avec l'idée, qui a été évoquée avec plusieurs d'entre vous, Monsieur VIGIER, Madame TOUCHAIN-MALTÊTE, Monsieur FORISSIER, Madame RENIER, de coller aux stratégies locales, aux besoins des territoires et de partir de là pour construire, nous, une stratégie d'accompagnement. C'est absolument essentiel, c'est comme cela que nous avons toujours souhaité fonctionner et nous aurons, avec le Président, des réunions par département impliquant toutes les intercommunalités pour construire ensemble ce nouveau cadre. La Région ne peut rien seule, cela a été dit. En revanche, de l'étroitesse et de la force du partenariat qui nous unit aux territoires dépend le dynamisme de la Région.

Sur ce point, je voudrais redire, et Jean-Patrick GILLE a cité la place des territoires ruraux, d'autres aussi, qu'à mes yeux, aucun territoire industriel n'est condamné et qu'aucune filière n'est condamnée. Parmi les projets de relocalisation qu'on accompagne aujourd'hui, vous avez STMicroelectronics, vous avez un certain nombre d'intervenants dans l'électronique. Si vous aviez dit il y a dix, quinze ou vingt ans, dans une réunion d'acteurs économiques, que l'électronique avait un avenir en France, qu'on allait construire des usines d'électronique, tout le monde aurait ricané. La réalité aujourd'hui, on la voit, d'autant plus avec la question des semi-conducteurs. Mais aucune filière n'est condamnée, même le textile, on le voit aujourd'hui, à condition d'innover, à condition de former, à condition d'être capable de digitaliser, à condition d'investir énormément. C'est le défi principal de l'industrie française aujourd'hui et c'est aussi la clé de notre avenir économique, parce que, comme cela a été dit, l'industrie aujourd'hui, elle entraîne l'essentiel des investissements, elle entraîne l'essentiel de l'innovation, elle entraîne la capacité de notre économie à se financer, à équilibrer la balance des paiements et, derrière, c'est vraiment la richesse nationale qui est en jeu et notre capacité à financer notre modèle social. Il faut en avoir extrêmement conscience.

L'économie productive reste la base de notre puissance économique. Je ne vais pas faire le débat sur le « pourquoi » des délocalisations, mais il y a clairement une opposition entre une vision financière de l'économie et une vision industrielle et productive de l'économie, et l'intérêt des territoires, pour le coup, c'est de reprendre la main, de soutenir cette vision. Effectivement, on ne peut que constater que, sans viser les dirigeants d'entreprise spécifiquement, toute une génération de décideurs, qu'ils soient publics, économiques ou financiers, ont été guidés par une vision comptable et financière qui a induit une vision de la mondialisation qui était non seulement dérégulée mais aussi totalement nocive avec les exemples que chacun a cités.

Ces exemples, nous aurons l'occasion d'en débattre au moment des états généraux de l'Économie. Nous avons un point de lancement majeur le 25 novembre, auquel, évidemment, chacun ici est invité, avec quelques grands témoins comme Laurent BERGER, secrétaire général de la CFDT, ou Paul HERMELIN qui a fondé, créé et porté le groupe Capgemini qui est aujourd'hui le plus gros intervenant du secteur européen et qui plaide beaucoup pour la place des territoires.

Je pense que ces états généraux de l'Économie, et je voudrais vraiment reprendre mot pour mot les propos de Jean-François BRIDET et le travail que nous avons fait avec Charles FOURNIER, ils doivent reprendre un certain nombre de priorités qu'on doit assumer politiquement. C'est la priorité aux compétences, aux qualifications, à la formation, c'est aussi l'enjeu majeur sans lequel notre économie et notre industrie vont très vite atteindre leurs limites, si bien qu'on risque de repasser dans une nouvelle vague de délocalisations, en tout cas d'investissements à l'étranger, à savoir la question de la transition écologique. Aujourd'hui, on ne peut plus parler d'industrie sans parler de son impact environnemental. Les industriels le font déjà, nous devons aussi pouvoir le porter et les accompagner sur des solutions en la matière. L'accélérateur de transition écologique que nous sommes en train de lancer avec Charles FOURNIER en est le meilleur exemple, dans l'esprit que j'ai présenté.

Je ne reviendrai pas sur la digitalisation, mais la relocalisation fait partie du quatrième sujet. Nous avons quatre priorités qui sont transversales à tous les secteurs, que ce soit le commerce, l'artisanat, le tourisme, la restauration, l'industrie ou l'agriculture, et ces quatre priorités doivent vraiment nous occuper et concentrer l'essentiel de nos débats, afin qu'ils soient non seulement le plus consensuels mais aussi le plus utiles possible.

Je vous remercie de cet état d'esprit. Nous aurons l'occasion de revenir en détail sur un certain nombre de points et je suis à votre disposition pour poursuivre ce travail concret et répondre à chacune de vos demandes. Il y a eu des demandes sur la plasturgie, sur la liste des entreprises, nous y répondrons en direct auprès de chacun de vous le plus vite possible.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Nous allons passer au vote sur ce rapport, après ces échanges.

(Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Je vous en remercie.

(Applaudissements)

Nous allons aborder la communication suivante, en précisant au groupe Rassemblement National que, n'étant pas en phase avec GOËTHE lorsqu'il disait qu'il préférait commettre une injustice que tolérer un désordre, je ne veux ni injustice ni désordre dans cette assemblée et vous ferez comme votre collègue tout à l'heure dans le débat suivant, si vous souhaitez prendre 2 minutes 40 pour l'un des vôtres, vous les prendrez.

Nous ouvrons donc avec deux interventions, l'intervention – je l'appelle à la tribune – d'Arnaud JEAN et l'intervention de Carole CANETTE, vice-présidente chargée de la Jeunesse, Arnaud JEAN étant conseiller délégué, et ils vont présenter cette communication.

COMMUNICATION N°5 ETATS GENERAUX DE LA JEUNESSE : CONCERTER, S'ENGAGER ET AGIR

M. le Président.- Celle-ci vient maintenant en lien – ils vont l'expliquer – avec les états généraux de la Jeunesse qui vont s'ouvrir la semaine prochaine, mais nous avons souhaité que l'assemblée puisse préalablement exprimer un certain nombre de ses préoccupations sur ce sujet.

Mme CANETTE.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Il est des sujets qui, comme l'a qualifié Harold HUWART, sont passionnants. Celui que je vous propose, je crois, est enthousiasmant, en l'occurrence la jeunesse, soit parce qu'on est encore jeune et qu'on a l'enthousiasme facile, soit parce qu'on se souvient de cet âge plein d'énergie.

Pourtant, la première difficulté sur laquelle on achoppe quand on parle jeunesse, c'est celle de sa définition. On va être amené à vous donner quelques chiffres et tous ne vont pas concerner forcément les mêmes catégories. Si on se penche sur certaines données et si on choisit, par exemple, le critère d'âge, qui n'est pas le seul, on trouve des données qui vont cibler les 18-24 ans, les 15-25 ans, les 20-30 ans, etc.

Caractériser la jeunesse n'est pas facile, d'autant qu'un autre critère que celui de l'âge proprement dit peut être envisagé, celui qui considère que le passage entre l'enfance et l'âge adulte, c'est un temps de vie. Là, au risque d'être un peu taquine, je pourrais dire qu'il y en a qui sont jeunes très longtemps quand même…

Oui, c'est vrai. Mais, même là, comme les temps de vie sont différents, comme les parcours s'individualisent, comme ils sont moins linéaires qu'avant, qu'on peut décohabiter plus tard que le moment où on a son premier emploi… Traditionnellement, on disait qu'on sortait de cette jeunesse quand on s'installait dans la vie, qu'on avait décohabité, qu'on avait son premier emploi, qu'on arrêtait d'être formé, etc., sauf que, maintenant, il y a la formation tout au long de la vie, et c'est tant mieux, il y a parfois des allers-retours, des décohabitations avec les parents et des recohabitations, parfois même douloureuses et on l'a vu avec la crise sanitaire. Bref, les parcours sont moins linéaires, que ce soit douloureusement chaotique ou plutôt bienvenu.

Ce sont donc des définitions fluctuantes de la Région et on y reviendra. Dans notre assemblée, on a plutôt choisi le critère de l'âge, mais peut-être que ce sera un point qui sera évoqué lors des états généraux dont je vais vous parler. Nous avons plutôt choisi celui de l'âge et de cette fourchette entre 15 et 25 ans.

Au-delà de la définition de critères, ce qu'on peut constater, c'est qu'on a une jeunesse, des jeunesses, une génération qui, aujourd'hui, est relativement inquiète, et ce n'est pas complètement nouveau. On a des jeunes qui abordent leur avenir et notre capacité à préparer pour eux le monde et notre/leur territoire avec inquiétude et parfois même sévérité quant à notre action.

En même temps, ils ne sont pas les seuls à être inquiets pour eux, car des études viennent dire, écoutez bien, que 69 % des Français sont pessimistes quant à l'avenir des jeunes dans les trente ans – je ne parle pas des jeunes, ce sont les Français. Ce sont évidemment des inquiétudes qui sont partagées par les jeunes eux-mêmes, et on pourrait se dire que c'est aussi un pessimisme propre à une génération. Ils sont d'ailleurs encore plus nombreux que la population générale à être inquiets sur leur sort, ils sont inquiets sur le sort de leur génération, mais quand on les interroge individuellement sur leur avenir à eux, comparé aux autres jeunes, ils pensent qu'ils vont s'en sortir. Il y a des études très sérieuses là-dessus, ils pensent qu'ils vont s'en sortir plutôt mieux que les autres jeunes. Cela veut dire qu'ils ne sont pas intrinsèquement pessimistes mais qu'ils sont attentifs au sort de leur génération. Ils ne doutent pas forcément de leurs capacités à eux mais ils pensent que le sort qu'on leur fait, qu'on leur laisse, qu'il s'agisse de la planète qu'on leur laisse ou de l'économie dans laquelle on les emmène, n'est pas très rassurant. C'est donc véritablement un regard porté par les jeunes sur le sort de leur génération. Cela doit tous nous interpeller et je ne doute pas un instant que cela nous interpelle toutes et tous.

De fait, ils connaissent des difficultés particulières : un taux de pauvreté supérieur à celui qu'on rencontre dans la population générale, un taux de chômage qui augmente plus vite que dans la population générale, de la précarité au travail plus marquée que dans la population générale, sans parler de la situation de ce qu'on appelle les NEET, c'est-à-dire ceux qui ne sont ni parcours de formation ni en recherche d'emploi, ni en emploi, ce qui rejoint un peu parfois ce qu'on appelle les invisibles.

Voilà pour brosser ce tableau. Je vous ai promis quelque chose d'enthousiasmant. Pour l'instant, on n'y est pas tout à fait, mais c'est de relever ces défis qui va être enthousiasmant.

La jeunesse de la Région, quant à elle, présente quelques spécificités. Prenons le critère des 15-25 ans dont je vous parlais tout à l'heure. Ils sont 290 000 sur notre territoire. Ils ont un taux de scolarisation et un niveau de diplôme un peu inférieur à la moyenne nationale, et c'est quelque chose sur quoi on doit continuer à s'attaquer. On a remarqué aussi quelque chose de particulier : je disais qu'il y avait des spécificités, il y a des questionnements de la jeunesse en Région qui sont moins marqués pour certains et plus marqués pour d'autres que dans la jeunesse sur l'ensemble du territoire national. Par exemple, quand on les interroge, on se rend compte qu'en Région, la question du logement les préoccupe moins que sur l'ensemble du territoire national. En revanche, la question de l'orientation et de la définition d'un projet professionnel les interroge plus, et cela doit, évidemment, marquer notre action.

Nous avons donc des spécificités de la Région et nous avons en Région comme ailleurs une jeunesse qui offre des visages différents. Quand bien même on prendrait une fourchette d'âge et la même fourchette d'âge pour l'ensemble des études, on se rendrait compte très vite qu'il y a des réalités très différentes, qu'un jeune en milieu rural ne vit pas le même quotidien qu'un jeune en milieu urbain, que même en milieu urbain, quand on habite en centre-ville d'Orléans ou dans un QPV, on ne vit pas la même réalité. Critère aussi très marquant, très différenciant, on voit que ce qui fait vraiment la différence dans la construction des jeunes, c'est le niveau de diplôme.

Ainsi, il y a des inquiétudes, des visages divers, des spécificités de notre jeunesse, et, on le sait, il y a eu cette crise Covid qui est venue exacerber, accentuer les différences, qui est venue renforcer des fragilités là où elles existaient et parfois même en créer là où il n'y en avait pas vraiment. En effet, elle est venue « secouer » aussi des jeunes qui étaient jusque-là sur des parcours assez fiables, assez sécures. Évidemment, concernant les fragilités

préexistantes, la crise Covid a renforcé la précarité, même si parfois elle l'a créée, ce qui a bouleversé des parcours, tant et si bien que trouver un stage est devenu non plus un parcours du combattant mais une bataille de guerriers. On a également en tête ces files d'attente devant les distributions alimentaires pour les étudiants, en sachant que plus de la moitié, je crois, des étudiants ont dû lâcher leur logement pour retourner chez leurs parents. On sait combien il est difficile d'en trouver un, donc, bien sûr, en retrouver un n'a pas été facile. Cette crise Covid est ainsi venue percuter bien des quotidiens et bien des parcours, sans compter l'impact, parce que beaucoup ont renoncé à des soins, sur la santé mentale que cette crise Covid a pu avoir chez les jeunes, beaucoup chez les jeunes. Ainsi, cette jeunesse qui était déjà assez inquiète sur le sort qu'on lui réservait, a été frappée de plein fouet par cette crise.

Évidemment, ce n'est pas une jeunesse qui est laissée à l'abandon. Il y a des acteurs, beaucoup d'acteurs qui œuvrent pour les jeunes. Je le redirai mais, en Région, nous avons entrepris de les rencontrer avec Arnaud JEAN et Gaëlle LAHOREAU, dont je salue l'action à mes côtés tout en saluant notre action commune. Je sais que les liens étaient déjà bien établis sous le précédent mandat grâce à Cathy, que je salue également. Il y a de nombreux acteurs, évidemment les associations et ce qu'on appelle les acteurs jeunesse, mais je laisserai Arnaud JEAN en parler plus en détail. On a, bien sûr, l'État. Mais, concernant l'État, il y a plusieurs interlocuteurs, plusieurs portes d'entrée comme la DRJSCS et la DRAJES, et, sur certains secteurs, on a l'ARS qui arrive et la DRAC avec des dispositifs tous très pertinents. Mais on voit bien que cela multiplie les acteurs.

Il y a évidemment nous, la Région, avec, depuis 2017, une responsabilité de chef de file des politiques jeunesse, j'y reviendrai également. On trouve également les collectivités infrarégionales qui, pour certaines, depuis longtemps, développent des choses alors que d'autres s'y sont mises d'une manière soit renforcée, soit déclenchée par cette crise Covid. Et là, on s'est dit que, dans nos communes respectives, il fallait intervenir auprès des jeunes. Il y a aussi les EPCI, qui comptent beaucoup.

Bref, c'est une multiplicité d'acteurs qui œuvrent autour de la jeunesse, si bien qu'il y a de nombreux dispositifs, mais avec une faible lisibilité à la fois du paysage, des acteurs et des dispositifs pour les jeunes et même pour les professionnels qui rencontrent les jeunes au quotidien.

Abordons maintenant la place de la Région dans ce champ-là, dans ce paysage-là auprès des jeunes et la jeunesse.

Je voudrais rappeler, même si je l'ai déjà dit ce matin, qu'il y a traditionnellement un volontarisme de la Région pour être présent auprès des jeunes, qui est extrêmement fort. Cela a démarré dès qu'on a eu la compétence des lycées et, encore une fois, c'est sous l'impulsion de François BONNEAU qui, à l'époque, occupait ces missions. Nous avions en charge la construction, l'entretien et le fonctionnement des lycées et nous avions souhaité, vous aviez souhaité, Président, avec le président d'alors, qu'on s'intéresse aussi à la vie de ceux qui y étaient au quotidien, qui se construisaient comme citoyens et qu'on les accompagne pour qu'ils s'y sentent bien, pour qu'ils s'épanouissent, pour qu'ils se construisent à la fois en individus libres, éclairés et en citoyens engagés. Les choses se sont donc construites au fil des années en les accompagnant dans les domaines de la culture, du sport, de la citoyenneté, de l'accompagnement éducatif, mais aussi en les accompagnant, on en parlait ce matin, sur le pouvoir d'achat, car l'accompagnement de la jeunesse passe par là aussi, en accompagnant le pouvoir d'achat des familles. Par ailleurs, nous sommes la première Région à avoir instauré les manuels scolaires gratuits. Il y a aussi l'aide au premier équipement et, plus récemment, les transports scolaires gratuits, l'aide à l'équipement numérique pendant la crise. Évidemment, ce sont des choses qui comptent pour nombre de familles, les chiffres ayant été rappelés tout à l'heure.

La place de la Région, c'est donc, bien sûr, les lycées mais aussi ce qu'il se passe dans les lycées et ce qu'il se passe pour les gens qui y vivent. Ce ne sont pas seulement les élèves mais aussi les équipes éducatives et ce qui est fait avec nos agents, avec une attention portée à ceux qui œuvrent dans le champ de l'acte éducatif lui-même, de sorte à leur faciliter la tâche.

La place de la Région auprès des jeunes, c'est évidemment notre action auprès des jeunes en insertion, c'est notre action, suivie par Anne BESNIER, auprès des étudiants et de l'enseignement supérieur, ce sont aussi les formations sanitaires et sociales, mais je ne voudrais pas rouvrir un débat sur les chiffres. C'est encore une action à destination de tous les jeunes avec la plateforme Yep's et l'ensemble des aides qui y sont proposées et déployées, et je vous invite tous, vraiment, à faire la promotion de Yep's, car c'est un outil formidable mais dont le taux de recours pourrait être amélioré.

La place de la Région, le rôle de la Région auprès des jeunes, c'est également un travail qui a été fait sur l'engagement et le dialogue avec les jeunes, avec la création et l'évolution du CRJ. La place de la Région, évidemment, cela a été également, pendant cette période de crise, de développer un plan d'urgence, des mesures d'urgence pour être aux côtés de cette jeunesse en difficulté.

Aujourd'hui, si on regarde les chiffres de recrudescence des cas de Covid avec une forte attention, on peut se dire que la crise n'est pas complètement derrière nous mais qu'on a presque appris à vivre avec, en sachant qu'il faut s'inscrire dans le temps long. On ne peut pas se contenter de parler de la jeunesse en disant qu'on va répondre à l'urgence. Il faut à nouveau s'inscrire dans le temps long, entrer dans une nouvelle étape pour l'accompagnement des jeunes dans leur construction et dans le dialogue avec eux.

Notre mission de chef de file nous invite aujourd'hui, je le crois, nous le croyons, à mieux coopérer et surtout à organiser la coopération. Ce n'est pas seulement coopérer avec chacun des autres acteurs, c'est aussi organiser la coopération entre les acteurs. Et cette mission nous invite aussi à dialoguer avec les jeunes pour définir avec eux les enjeux, étant entendu que, pour l'un comme pour l'autre de ces axes, il n'est pas question de le faire seul. On ne peut pas définir les enjeux de la jeunesse sans les jeunes, on ne va pas organiser la coopération sans les partenaires et on ne va même pas imaginer la manière dont on va faire cela sans dialoguer. C'est pour cela que nous avons décidé de lancer une grande concertation, les états généraux de la Jeunesse, et j'ai même envie de dire les états généraux de la Jeunesse et pour la Jeunesse. Sinon, cela pourrait laisser entendre que c'est seulement des états généraux avec les jeunes, alors que non, ces états généraux vont associer, et c'est un enjeu très fort, l'ensemble des acteurs des politiques jeunesse.

Par cette grande concertation, nous allons engager le dialogue avec les jeunes, plus largement que ce n'était le cas jusqu'à maintenant, en sachant que nous avons une préoccupation qui est d'arriver à toucher l'ensemble des jeunes et des jeunesses. Je vous le dis, l'inquiétude, du moins, notre préoccupation, c'est de faire en sorte aussi que ces jeunesses, aussi différentes soient-elles, se parlent entre elles, et cela, c'est parfois difficile. On peut aller voir telle ou telle catégorie de jeunes, mais il faut faire en sorte que les jeunes réfléchissent ensemble, non pas seulement à leur histoire et à leur vécu propre mais aussi au vécu des autres jeunes. C'est très important.

Il y a donc la question de la représentativité et c'est pourquoi il nous faut prendre un peu de distance avec les acteurs qui font très bien leur travail, et, évidemment, ce n'est pas la question, car il faut qu'on sorte des réseaux qui sont déjà constitués pour aller chercher aussi les jeunes qui ne sont pas encore dans nos réseaux.

C'est ce que nous allons faire dans les mois qui viennent. Vous avez peut-être – sinon, je vous invite à la noter – entendu parler de la date du 16 novembre à Tours au Vinci. Ce n'est qu'un début. Ce ne sont pas « les » états généraux de la Jeunesse le 16 novembre. Le 16 novembre, c'est le lancement de ces états généraux. Cette journée lance un processus plus long qui va se déployer jusqu'en octobre 2022 – on reviendra vers vous, il y aura d'autres

temps de concertation – avec une feuille de route et un plan d'action. Entre-temps, nous allons, je vous le disais, définir les défis de la jeunesse avec elle et voir avec l'ensemble des acteurs et des partenaires, d'une part, comment on peut coopérer et on peut mettre en musique ce que les uns et les autres font et, d'autre part, comment cela peut être plus lisible à la fois pour les jeunes et pour ceux qui œuvrent au quotidien auprès d'eux.

Vous les avez vus dans le rapport mais je ne vais pas le reprendre et je pense que cela va venir dans le débat, nous avons repéré différents enjeux, sur lesquels, par exemple, le CRJ a aussi travaillé, tels que l'engagement, l'orientation, la formation, l'accès à l'emploi… Ça y est, je me suis lancée, si j'en oublie un, il faut que j'aille jusqu'au bout : l'accès aux droits, la santé, l'égalité femmes/hommes, la transition écologique, le logement, les mobilités, les droits culturels, le dialogue, la démocratie, et bien d'autres enjeux et cela, évidemment, va être complété tout au long de ce processus.

Voilà pour les grands axes. Bien sûr, je répondrai aux questions mais, à ce stade, je veux remercier encore une fois Gaëlle LAHOREAU et Arnaud JEAN, Arnaud JEAN à qui je vais laisser le soin de détailler la méthodologie et la manière dont on s'y prend, notamment avec les acteurs jeunesse.

M. JEAN.- Merci beaucoup, Monsieur le Président, chère Carole, chère Gaëlle…

Oui, il y avait des applaudissements ? Merci à toi, merci de mettre dans les sujets actuels un des engagements de notre campagne qui était de nous adresser aux jeunesses et de construire avec elles les politiques de jeunesse de demain de notre Région Centre-Val de Loire.

Je renouvelle l'invitation de Carole, de Gaëlle et de moi-même à nous retrouver mardi soir au Vinci à Tours, avec beaucoup de jeunes puisque les inscriptions vont bon train. Cela marche bien et tant mieux, on arrive à mobiliser des jeunes des lycées, des jeunes des associations, des jeunes engagés, des jeunes du CRJ qui viendront dialoguer, poser des questions, donner leurs impressions sur la manière dont ils vivent aujourd'hui, sur, tout simplement, leur quotidien dans notre Région.

C'est bien la loi de 2017, « égalité et citoyenneté », dont, je le sais, François BONNEAU a été l'un des artisans pour que cette compétence, ce chef de filât, comme il faut dire, revienne aux conseils régionaux et que ceux-ci soient les chefs d'orchestre. C'est un terme qu'on utilise souvent avec Carole et Gaëlle pour définir le rôle, tel qu'on l'imagine, revenant à notre assemblée.

Tu l'as dit, Carole, qualifier aujourd'hui la jeunesse de la Région Centre serait beaucoup trop occultant et ne correspondait certainement pas la réalité, et plutôt faut-il considérer qu'il y a des jeunesses dans notre Région.

Une des premières responsabilités de notre chef de filât est certainement de nous intéresser à un diagnostic très précis de ce que sont ces jeunesses de notre Région, surtout après les terribles mois que nous venons de traverser, qui ne sont pas encore tout à fait derrière nous et qui ont, là aussi, touché les plus fragiles, dont les jeunes de notre Région. Pour cela, nous avons actionné un certain nombre de leviers qui vont nous permettre de laisser s'exprimer les jeunes et de pouvoir peut-être mieux les comprendre. Bien entendu, en les associant de manière permanente à nos dialogues, en nous appuyant sur des études de l'État et je pense en particulier au baromètre de l'INJEP qui sera présenté avec les chiffres de la Région Centre dès mardi soir, en nous appuyant sur les données INSEE, dont on a déjà parlé dans cet hémicycle il y a quelques minutes, sur le nouveau schéma – document stratégique – des services de l'État concernant la jeunesse et le sport dans notre Région, sur le sondage dont nous aurons les résultats également mardi soir, réalisé par la Région auprès de 1 000 jeunes, filles et garçons, qui ont donné leurs sentiments sur leur vie quotidienne dans notre Région. Je regarde aussi les amis du CESER qui ont engagé un travail très important

autour de l'attractivité de notre territoire pour les jeunes, avec des éléments qui sont très concordants au niveau du tempo et de la méthode, ce qui est une très bonne chose.

Notre vision, à nous trois qui pilotons ce dossier de chef de filât, c'est une conception qui repose sur de grands principes.

Le premier, c'est la co-construction, forcément en lien étroit avec les jeunes. Nous avons entamé depuis notre désignation un certain nombre de rencontres, toutes très importantes, avec les jeunes et principalement les jeunes du CRJ. Même s'ils ne s'estiment pas représentants de la jeunesse de notre Région, et nous ne voudrions pas les mettre dans l'embarras en leur confiant cette responsabilité, ils n'en constituent pas moins un échantillon précis, par les territoires d'où ils viennent, par leur âge, leur genre, leur qualité de jeunes salariés dans la vie active ou d'étudiants ou encore de lycéennes et de lycéens. Bref, nous avons quand même là un échantillon particulièrement précis qui contribue très activement, il faut le souligner, avec aussi une action dynamique des services de la région, à nous éclairer, et ils seront, bien entendu, présents mardi soir pour poser des questions et participer à nos échanges.

Tu as également pointé, Carole, une des difficultés majeures de ce travail des états généraux et de ce diagnostic, qui est de pouvoir dialoguer avec les jeunesses – on va ajouter un qualificatif – invisibles de notre Région, qui, aujourd'hui, ne sont pas dans les réseaux associatifs, qui ne sont pas engagées, qui ne sont pas dans des conseils municipaux de jeunes, qui ne sont pas de jeunes élus et qui se retrouvent, pour différentes raisons, un peu à l'écart de nos politiques publiques, un peu à l'écart de la vie en général. Ce sera certainement un des grands paris sur lequel nous aurons à nous atteler dans les semaines qui viennent.

En matière de méthode toujours, un des points forts de ces états généraux, après ce qu'il va se passer mardi soir et qui va être le lancement de cette grande dynamique, cela va être d'aller au plus près des jeunes qui vivent dans nos territoires. Qu'ils soient en quartiers populaires ou en milieu rural, il y a pour nous un véritable défi à engager le dialogue au plus près des lieux de vie, de travail et d'études de ces jeunes.

Co-construction avec la jeunesse, mais aussi co-construction avec les acteurs reconnus, qui ont prouvé, par conventions, par objectifs atteints, la pertinence de leur action. Je pense aux acteurs historiques de l'éducation populaire et de jeunesse, qu'on a rencontrés avec Carole et Gaëlle, je pense au CRIJ, que notre Région soutient fortement depuis de nombreuses années dans ses mutations, qui est aujourd'hui en excellente forme et qui fait preuve d'un grand dynamisme, je pense aux Maisons des lycéennes et des lycéens, qui, pour avoir rencontré leurs dirigeants il y a peu de temps, ont particulièrement souffert du Covid avec forcément le travail en « visio » dans les lycées qui a totalement paralysé la vie associative et l'engagement des jeunes au sein des établissements du secondaire. Il y a, évidemment, les services de l'État ainsi que d'autres acteurs que nous allons prochainement rencontrer et qui deviennent des acteurs privilégiés de la jeunesse, notamment parce qu'ils sont des financeurs importants, de plus en plus importants. Je pense aux CAF qui, aujourd'hui, ne sont malheureusement pas fédérées régionalement, et il nous faut organiser un dialogue avec elles de manière interdépartementale. C'est ce que nous ferons dans quelques jours avec Gaëlle et Carole, car elles sont des interlocutrices privilégiées dans les financements de dispositifs destinés aux jeunes et en particulier aux plus fragiles, ceux qui nous intéressent forcément. Enfin, il convient de revenir sur le dialogue engagé par Anne avec les associations d'étudiants, qui ont fourni de manière assez détaillée, précise et ambitieuse leurs attentes en matière de politique de jeunesse pour notre Région.

Bien entendu, Carole l'a dit, une mise en action, une mise en cohérence de tous ces acteurs, et nous allons réactiver de manière encore plus fréquente deux outils qui nous paraissent très importants. Le premier, c'est le comité de suivi du COJ, qui est la déclinaison nationale d'un dispositif du ministère en charge de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, mais que nous avons décliné régionalement. Il se réunira dans quelques jours et il réunit toutes les actrices et tous les acteurs des politiques de jeunesse en Région Centre-Val

de Loire. Le second, c'est la CTAP, que nous allons convoquer, inviter sur le thème très précis des jeunesses.

Cela me permet de faire le lien avec des acteurs que je n'ai pas cités : les collectivités locales.

Aujourd'hui, pour celles et ceux qui sont élus localement et peut-être en charge, dans leurs délégations, des questions de jeunesse, j'ai le sentiment qu'on peut se retrouver parfois un peu isolés et nous avons l'ambition, avec Carole et Gaëlle, de mettre en action tout ce qui se fait plus localement, notamment dans les villes et les villages. On peut penser aux conseils de jeunes, aux conseils municipaux de jeunes, aux associations de jeunes, aux Maisons de jeunes, on peut penser à toute une série de dispositifs générés par les collectivités pour accompagner l'engagement des jeunes. On peut parler de budget participatif des jeunesses. Il y aura certainement, au fil des états généraux, quelque chose à créer, peut-être sous forme d'un label, peut-être sous forme d'une charte, qui permettrait à la Région de prendre pleinement la mesure de son chef de filât, notamment en lien avec les conseils départementaux et les collectivités qui mènent, on le sait, des politiques ambitieuses de jeunesse très localement.

Ces états généraux, qui sont une démarche à long terme que François BONNEAU lancera dans quelques jours, mardi soir prochain, nécessitent un peu de temps. Nous avons, nous, sept ans pour mettre en œuvre ce que nous avons promis. La co-construction nécessite de la prise de confiance, du dialogue permanent. J'ai parlé de proximité et de territoires, il faut que ce calendrier des états généraux soit calqué sur celui de nos travaux mais aussi sur celui du CESER. Il faut que ces travaux des états généraux soient marqués par des étapes importantes. Il nous faudra un moment privilégié pour rendre compte de cette étude, de ce diagnostic des jeunesses de notre Région et il nous faudra un temps privilégié, certainement à l'automne prochain, pour cette fois-ci adopter, de manière ambitieuse et volontaire, nos politiques concernant les jeunesses, qui s'inspireront de cette grande consultation. Bien entendu, il nous faudra rendre compte régulièrement de la mise en œuvre de ces politiques de jeunesse.

Tu l'as cité, Carole, nous avons un outil qui bénéficie d'une forte notoriété pour les jeunes de la Région, qui est Yep's, avec des résultats de sondages à venir qui seront certainement intéressants en matière de notoriété, d'autant plus que nous avons engagé un travail de rénovation de Yep's qui répondra aux quelques critiques constructives qui ont été émises et qui permettra d'en faire un outil encore plus performant qu'il ne l'est actuellement.

Il nous faudra donc, au-delà des politiques concernant directement la jeunesse, voir comment toutes nos politiques régionales pourront prendre en compte, comme une sorte de filtre, les jeunesses et les éventuels impacts que pourront avoir nos décisions, nos conventions sur la vie des jeunes de notre Région. Les grands schémas que nous serons amenés à adopter dans les prochaines semaines devront certainement être passés au filtre des jeunesses. Les différentes conventions que nous signons avec les associations d'éducation populaire, avec des associations dans le champ de la culture, des associations dans le champ du sport, de l'intérêt général devront mesurer, elles aussi, leurs contributions aux politiques de jeunesse et au mieux-vivre des jeunes dans notre Région.

Bref, nous avons là l'opportunité, avec ce chef de filât, avec ces états généraux, de nous placer dans une position de chef d'orchestre ou, comme on le dit parfois aussi entre nous, de catalyseur, de catalyseur au service des jeunesses de notre Région, au service des politiques que nous allons directement porter, au service des politiques que nous allons conduire par nos aides et par nos contractualisations, notamment celles territoriales que nous avons évoquées ce matin lors de nos débats, parce que l'objectif final, c'est d'améliorer la situation des jeunes filles et des jeunes garçons et des jeunes personnes de notre Région Centre-Val de Loire.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci à tous les deux.

Je prends les demandes de prise de parole pour ce débat qui, encore une fois, est une communication.

Madame CARO, vous avez la parole.

Mme CARO.- Merci, Monsieur le Président.

Vous présentez aujourd'hui un rapport en faveur de la jeunesse, intitulé « *concerter, s'engager et agir* ». Vaste programme. Depuis 2017, vous l'avez dit, la loi fait des régions les chefs de file sur la compétence jeunesse. La Région Centre-Val de Loire compte environ 290 000 jeunes ; cela fait finalement beaucoup de monde qui subira ou bénéficiera, nous l'espérons demain, des choix de nos politiques régionales. Vu sous cet angle, il est donc indispensable de donner la parole à nos jeunes, des jeunes qui votent si peu, comme on l'a d'ailleurs vu aux dernières élections. En 2018, vous lanciez l'année de la jeunesse, autour notamment de l'outil « BlaBla Jeunesse ». Ce dispositif avait pour but de contribuer à une future stratégie, avec des maîtres-mots : concertation, contribution, coopération, échange.

Nous serons dans quelques semaines en 2022 et j'ai le sentiment qu'aucune stratégie ambitieuse, forte, structurée ne semble émerger. Nous vivrons dans quelques jours les états généraux de la Jeunesse, belle initiative, mais les maîtres-mots seront encore : écoute, dialogue, expression démocratique, diagnostic. Quatre ans de discussions, de groupes de travail, de conférences, d'assises diverses et variées, c'est long pour fixer un diagnostic.

Pourtant, dans nos territoires, le diagnostic, nous le connaissons et les nombreux élus locaux dans cet hémicycle, toutes tendances confondues, en sont également conscients puisqu'en lien direct avec les jeunesses de nos territoires.

Alors, laissons le bla-bla et passons à l'action pragmatique.

Agir de manière pragmatique et sans bla-bla, c'est mettre la mobilité au centre de la réflexion. Parce que sans mobilité digne de ce nom, nos jeunes ne peuvent ni se former, ni accéder à leur lieu de stage ou d'apprentissage, ni se sociabiliser, accéder à la culture.

Agir de manière pragmatique et sans bla-bla, c'est lutter concrètement contre les précarités et c'est notamment l'accès au logement. Pourquoi ne pas instituer une aide au logement en contrepartie d'un engagement au service d'une collectivité ou d'une association caritative ? En parlant de précarité, je n'évoque même pas la question de la santé, tant l'accès à un généraliste relève d'une épreuve de force bien trop difficile à gagner pour nos jeunes ruraux dont les territoires sont si durement frappés par la désertification médicale, mais aussi pour nos jeunes urbains qui peinent à décrocher un rendez-vous, tant nos généralistes croulent sous leur patientèle.

Enfin, agir de manière pragmatique et sans bla-bla, c'est agir pour l'accès à l'emploi, c'est développer le plus possible l'apprentissage de nos jeunes. Dans notre région, près de 7,5 % des jeunes sont en apprentissage, ce qui est plus d'un point au-dessus de la moyenne nationale et c'est très bien, mais soyons encore plus ambitieux et allons encore plus loin, notamment en collaboration avec les organismes de formation afin de mieux adapter nos formations aux besoins de nos entreprises. À quand un réel pilotage sur l'offre et la demande en matière de formation et d'emploi ?

Vous en avez parlé, cette crise sanitaire, la jeunesse en a fortement ressenti les effets, en termes aussi bien de santé mentale, de sociabilité que de parcours scolaire, de précarité économique et de vie sociale dégradée, d'une manière générale. Tout cela ne fait que confirmer, voire amplifier ce constat. Il est maintenant urgent d'agir, de montrer que la politique de saupoudrage, des petits pas n'est pas celle de la Région Centre-Val de Loire, de montrer que notre Région porte une ambition forte et pragmatique pour notre jeunesse.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame CARO.

Madame PAREUX a la parole.

Mme PAREUX.- Merci, Monsieur le Président.

J'ai lu avec attention la communication sur l'engagement du Conseil régional auprès de la jeunesse, et je me réjouis vraiment de la tenue des états généraux, qui démarreront donc le 16 novembre prochain et auxquels, bien sûr, je serai présente avec plaisir, au Vinci, étant déjà inscrite. Ce sera l'occasion d'entendre les jeunes sur les difficultés qu'ils rencontrent et sur leurs besoins.

Je rappelle que la jeunesse est au cœur des ambitions du gouvernement qui vient d'annoncer le « contrat d'engagement jeune » et dont le dispositif « 1 jeune, 1 solution » montre déjà son efficacité. Rien que pour la Région Centre-Val de Loire, ce sont plus de 13 000 jeunes qui en ont bénéficié en 2020, dont 6 914 primes à l'embauche et 5 808 contrats d'apprentissage aidés par France Relance.

La jeunesse a en effet besoin de toute notre attention, et toutes les propositions et orientations présentées sont pertinentes et prometteuses. À ce propos, nous saluons le dispositif Combo Parfait qui nous semble aller dans cette direction.

Néanmoins, je suis étonnée qu'à aucun moment les jeunes en situation de handicap ne soient inclus dans l'ensemble des domaines évoqués, la culture, le sport, la mobilité, la santé, l'école, la formation. Je n'en ai pas vu un mot. Pourtant, le nombre de jeunes entre 16 et 25 ans en situation de handicap augmente chaque année. Beaucoup sont encore exclus et rencontrent des freins pour suivre leur scolarité et leur formation.

D'ailleurs, je suis souvent alertée par des familles pour des difficultés d'inclusion, de harcèlement, de rejet ou de non-adaptation aux besoins spécifiques de leur enfant. La semaine dernière, c'est un étudiant qui m'appellait de la faculté de Tours, très en colère, me disant que ses besoins, son adaptation n'étaient pas du tout respectés et qu'il était franchement en grande difficulté. Il me demandait à qui m'adresser.

Par ailleurs, il y a une autre catégorie de jeunes qui est un peu oubliée. Pourtant, tout à l'heure, vous en parliez, des oubliés, des invisibles. Il s'agit des jeunes aidants, de ceux qui ne sont pas dans les radars, ceux que nous nommons donc les invisibles. En France, sur 11 millions de proches aidants, 8 % seraient âgés de moins de 25 ans. Ce qu'on appelle les jeunes aidants, ce sont les 8-18 ans. Si leur situation n'est pas identique à celle des adultes, ces jeunes aidants sont aussi confrontés à de grandes difficultés. Pourtant, ils sont totalement exclus des politiques publiques. On s'y intéresse très peu, peu de dispositifs d'aide leur sont destinés et leur activité reste dans l'ombre. Cette situation d'aidant a de lourds impacts physiques et psychologiques et leur santé est souvent touchée. Outre le stress et les diverses inquiétudes pour l'avenir du proche aidé, c'est la fatigue induite par l'aide qui revient le plus chez les jeunes interrogés. Leur situation a également un impact sur leur cursus scolaire, sur

leur orientation professionnelle et leur vie sociale. Ce sont des jeunes qui sont isolés, qui n'ont plus de vie sociale.

Durant la campagne pour les élections régionales, nous avons fait de la jeunesse un axe prioritaire avec un engagement fort et concret de la Région au travers d'un pacte jeunesse et une volonté réelle d'impliquer les jeunes, notamment avec le Conseil régional Jeune en lui donnant un véritable pouvoir consultatif.

Pour une région attentive à chacun et engagée en faveur de la jeunesse, nous avions proposé :

- d'offrir le code à chaque jeune ;

- des tarifs réduits pour les transports en commun ;

- de développer et d'améliorer l'offre de formation de proximité, notamment avec de nombreux internats d'excellence et le déploiement de nouveaux campus connectés dans tous les départements ;

- d'assurer une alimentation saine et locale à un prix unique de 2 euros dans les cantines scolaires pour soutenir les familles et en particulier les plus modestes ;

- d'augmenter le nombre de logements d'étudiants dans les principaux pôles universitaires et d'encourager aussi les solutions intergénérationnelles afin de favoriser l'accueil d'étudiants par des personnes isolées ;

- de changer également le regard de la société sur le handicap, en menant des actions de sensibilisation en milieu scolaire pour les lycées mais aussi pour les agents du Conseil régional ;

- de permettre à des lycéens de devenir des ambassadeurs de l'inclusion, en valorisant cette expérience pour ceux qui souhaiteraient intégrer des écoles du travail social ;

- de soutenir les événements culturels et sportifs – vous en parliez tout à l'heure – par de la formation et de l'achat de matériel innovant. J'ai reçu un petit tweet tout à l'heure, il y a eu un concert de musique classique à Montpellier, où ils se sont dotés, pour une expérimentation, de gilets vibrants, que j'ai déjà moi-même utilisés dans des événements culturels ;

- plus généralement, de faire en sorte que la jeunesse du Centre-Val de Loire ait envie de faire sa vie dans sa région d'origine, d'y trouver un emploi gratifiant, de profiter d'un cadre de vie propice à fonder une famille, car c'est dans cet esprit de vivre que naît l'envie de s'engager pour la société et de rejoindre le tissu associatif local.

Bref, être partie prenante de la société, de la cité, faire ce que vous disiez tout à l'heure, que la politique jeunesse soit faite par les jeunes et pour les jeunes.

Alors, nous, moi, nous serons et je serai force de proposition dans ce domaine, vous pourrez compter sur nous, sur l'expertise de certaines personnes, prêtes à collaborer avec plaisir avec vous.

Je vous remercie pour votre attention et votre bienveillance.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup pour votre intervention.

Je donne la parole à Madame LAHOREAU.

Mme LAHOREAU.- Merci.

Nous, groupe Écologie et Solidarité, soutenons avec conviction le lancement de ces états généraux de la Jeunesse. Les enjeux sont nombreux. L'un d'eux, cité dans la communication et sans minimiser les autres, est l'enjeu d'agir pour la transition écologique.

Comme il est écrit, le dérèglement climatique et l'avenir de la planète sont des sujets de préoccupation et alimentent l'éco-anxiété. Éco-anxiété, je suis sûr que ce mot en fait sourire plus d'une et plus d'un sous son masque. Encore un « truc d'écolo bobo ». Ce risque de déni qui consiste à ne pas prendre au sérieux ou bien à minimiser cette forme d'angoisse, notamment pour des raisons de nature idéologique ou par rapport à une jeunesse jugée trop sensible ou trop fragile, est d'ailleurs souligné par la Fondation Jean-Jaurès dans un article paru la semaine dernièer sous le titre : « *Éco-anxiété : analyse d'une angoisse contemporaine* ».

Contemporaine, car les chiffres sont là et se succèdent les uns les autres, tels ceux publiés en septembre dernier dans la revue scientifique *The Lancet Planetary Health* et qui reposent sur une enquête auprès de 10 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans dans 10 pays du monde dont la France. Les résultats sont alarmants. 80 % des jeunes sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle on a échoué à prendre soin de la planète. 75 % pensent que l'avenir est effrayant. Ce chiffre est de 74 % pour la France. Ils sont 56 % à considérer que l'humanité est condamnée. 45 %, soit près de la moitié, affirment que l'anxiété climatique affecte leur vie quotidienne de manière négative, qu'il s'agisse de dormir, de se nourrir, d'étudier ou de s'amuser. Certains se réveillent le matin avec une boule au ventre.

Pour les jeunes générations, la crise climatique ne représente pas un futur lointain mais une réalité qui affecte leur présent et va affecter leur futur. Ils vont affronter la crise climatique toute leur vie. Mais surtout, les jeunes ont compris qu'il existe différents scénarios et que nous sommes à la croisée des chemins. Les cinq ou dix prochaines années, c'est-à-dire celles de notre mandat sont cruciales. Non, les jeunes ne sont pas égoïstes et individualistes, ils sont réalistes et lucides, mais aussi anxieux pour leur avenir et celui de l'humanité.

Ce qui les rend anxieux, ce ne sont pas les scientifiques, c'est l'inaction des politiques, c'est le fait de lancer des pièces dans des fontaines en faisant un vœu pour le climat, ce sont les promesses permanentes face à un manque d'action politique réel. Pour preuve, la non-signature par la France la semaine dernière, à la COP26, de l'accord interdisant les financements des projets d'énergie fossile à l'étranger à partir de 2023. Autre exemple, l'« enfumage » de la Convention citoyenne pour le climat, le rejet en septembre 2020 de la proposition de loi pour faire de la publicité un levier au service de la transition écologique et de la sobriété et pour réduire les incitations à la surconsommation.

Ce qui rend anxieux les jeunes, c'est l'emprise des lobbys, de ces forces fossiles qui ont déferlé à Glasgow, des méga-entreprises, des banques, des milliardaires. Vous rendez-vous compte que certains jeunes, 39 % selon l'étude précédemment citée, hésitent à avoir des enfants pour limiter leur impact sur la planète alors qu'ils ne sont pas responsables de sa détérioration et que très peu vont y contribuer ?

50 % des gaz à effet de serre sont émis par les 10 % les plus riches de la planète, par des super-consommateurs. Allons-nous laisser ces super-émetteurs de gaz à effet de serre gouverner le monde en détruisant l'avenir de nos enfants ? Allons-nous les laisser, pour certains, « planquer leur pognon de dingue » dans des paradis fiscaux pendant que notre jeunesse s'enfonce dans la déprime avec le risque de glisser ensuite dans la dépression ? Allons-nous rester sourds au cri et au SOS de notre jeunesse ? Les mobilisations des jeunes mais aussi leurs actions en justice ont permis au climat d'entrer de plain-pied en démocratie et de faire l'objet de débats politiques et électoraux.

Leur éco-anxiété doit constituer un levier de réactions collectives en nous incitant à modifier nos comportements, nos lois et les modalités de nos subventions. Les solutions sont connues et à portée de courage collectif : changement de mode d'alimentation, de consommation, plus de services que de biens, de mobilité, de production, de rémunération, de fiscalité. Les jeunes réclament une justice sociale mais aussi une justice tout court. Tout est lié et beaucoup l'ont compris. Ils sont lucides dans un monde d'adultes qui ne l'est plus.

Leur éco-anxiété doit nous inciter à agir. Soyons à la hauteur de l'enjeu, il faut accélérer, faire en sorte que chaque euro de dépense publique multiplie les bénéfices en matière de climat, d'emploi durable et de justice sociale. Nous devons aussi accélérer l'adaptation de nos territoires. Dans ce domaine, la Région a un rôle important à jouer. Toute action ambitieuse pour la transition écologique est une politique de soutien aux jeunesses.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame LAHOREAU.

Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Je vais peut-être laisser la parole à Cyril HEMARDINQUER pour le rapport précédent.

M. le Président.- Vous ne souhaitez pas introduire dans le débat, comme on a fait précédemment ? C'est peut-être mieux qu'on reste au niveau des présidents de groupe.

Allez-y, Monsieur NIKOLIC, puis, juste après, ce sera Monsieur HEMARDINQUER.

M. NIKOLIC.- J'ai entendu Madame CANETTE parler de représentativité pour notre jeunesse, j'ai entendu Monsieur JEAN évoquer le Conseil régional de la Jeunesse, et je ne peux m'empêcher de penser aux élections qui vont arriver prochainement et de reparler de la représentativité pour notre jeunesse.

Quand je vois qu'aujourd'hui l'idéologie islamiste a réussi à faire passer, au sein du Conseil régional de la Jeunesse, le voile comme incarnation de notre jeunesse, au-delà de la fille qui le porte… Quand on peut enlever un voile qui est un outil pour cacher sa féminité, c'est qu'on est déjà dans une forme assez radicale du sentiment religieux. Et moi, ce n'est pas ce que je souhaite pour notre jeunesse.

Je répondrai après sur l'écologie mais je veux revenir là-dessus, parce que savoir quelle est notre jeunesse et quelle est son identité à un moment où elle ne vote plus, où elle s'écarte de beaucoup de choses en France, notamment de la vie politique… Pourquoi ? Parce qu'elle ne se ressent plus française, et notre rôle est de faire en sorte qu'elle se ressente française.

Et quand je vois cette gauche aujourd'hui qui dirige le Conseil régional et qui accepte qu'un tel étendard islamique, le voile, soit porté en guise de représentativité pour notre jeunesse, cela m'inquiète. Vous savez, j'étais parmi vous il y a vingt ans et cela me rappelle l'adolescent de quinze ans que j'étais quand je m'étais engagé à gauche avec plein d'espoir naïf. Mes parents n'étaient pas français, j'apprenais à l'être en lisant VOLTAIRE ou ROUSSEAU. Je m'étais engagé dans cette gauche des Lumières qui avait l'espoir de changer le monde en faisant de la France aussi une idée, une gauche qui voulait mettre fin à la soumission du divin, au sacré pour laisser place à l'émancipation de chacun, l'émancipation et le progrès par la science, par la littérature, la philosophie, ces libertés que la gauche

républicaine a voulu propager dans le monde entier, une gauche qui défendait les plus faibles. Et en m'engageant, j'ai découvert l'inverse.

J'expliquais déjà la pression religieuse, car c'est intéressant de connaître la jeunesse et d'écouter aussi, dans certains territoires, ce que certains jeunes peuvent vivre. J'étais dans un lycée ZEP, et la pression la plus radicale que je voyais, c'était que tout était haram ou halal, autorisé ou non autorisé dans ma classe où nous n'étions que trois non-musulmans. Cette pression, je la dénonçais quand j'assistais à des réunions à gauche et on me répondait qu'il ne fallait pas aller sur ce terrain-là et que c'étaient nos alliés idéologiques. Cette gauche se reniait donc complètement.

J'expliquais cette pression religieuse aussi par une amie, Sophia, qui subissait la pression familiale, la pression de sa communauté pour qu'elle porte le voile. À l'époque, c'était une exception. J'étais peut-être trop faible, trop lâche mais on ne pouvait pas faire grand-chose. Un jour, son frère l'avait frappée et elle avait disparu, non seulement à tout jamais pour moi, mais aussi pour ce qu'elle voulait être. Elle m'avait dit : « J'aimerais être une Française libre. »

Aujourd'hui, cette Sophia ou cette Sehida, à 15 ans elle ne demande de l'aide à personne, elle ne cherche même plus à s'émanciper, parce que, dès l'enfance, dès sa naissance dans une famille musulmane, elle est musulmane par tradition familiale, elle aura vu le voile dans la « pub », dans ce type de prospectus en le normalisant – c'est vrai pour toutes les musulmanes –, la confortant dans cette pression familiale, celle de la communauté, celle du quartier. Je vous demande de vous mettre à la place de cette petite fille, justement. Elle le porte parce que c'est normal et que c'est même souvent, par la suite, une revendication pour elle. Effectivement, elle est endoctrinée dès l'enfance, elle appartient à une autre civilisation, une civilisation islamiste avec ses codes, sa langue, son histoire. Elle considère que les seules lois qui comptent sont celles du Coran. Comme un symbole, elle cache ses cheveux pour mieux se conformer à des règles écrites il y a 1 400 ans qui veulent que les femmes cachent leur féminité. Jamais un Français, un Français de gauche notamment, ne devrait accepter que le divin réimpose ses principes anciens.

Regardez cette fille, coprésidente. Quand je la vois, je me dis : quelle leçon on pourrait donner à cette jeune fille en lui demandant d'ôter son voile. On pourrait lui dire qu'on ne meurt pas quand on l'enlève, qu'on est tout aussi musulmane sans le porter et que la foi ne se réduit pas au voilement, que cette radicalité n'est pas une norme en France, qu'elle peut travailler et vivre sans ce voile, car c'est la norme ici.

En permettant que l'islamisme et ses valeurs se développent, vous commettez deux fautes.

La première, c'est que vous contrevenez à la volonté française républicaine de rassembler notre peuple, quelles que soient nos origines et nos idéologies. Si Cyril, qui est là, portait une kippa, parce qu'il est juif, que moi qui suis très laïc républicain, je portais peut-être un vêtement de hussard noir et que Mathilde portait une grande croix, on casserait ce socle de neutralité qui fait notre identité commune et qu'on doit développer au sein de notre jeunesse, et on serait tous assigné à une identité religieuse, génétique ou idéologique comme dans les sociétés les plus clivantes et séparées, ce qui est le cas aux États-Unis où, on le voit, la société est de plus en plus clivante.

La seconde faute, pour moi en tout cas, c'est que vous laissez une idéologie colonisatrice, je le disais, datant du Moyen Âge moyen-oriental, s'imposer sur notre sol par la peur, par des tueries, on l'a vu, par la collaboration de certains élus ou de certains médias, et il y a aussi la démographie. Ne cédons jamais au chantage à l'islamophobie, on a le droit de blasphémer en France, on a le droit de s'opposer à toute secte, à toute religion, à toute idéologie. Vous pouvez être « RNophobes » si vous le voulez ; je pense que vous avez tort mais vous pouvez l'être. C'est cette liberté française qui est essentielle et c'est pourquoi aujourd'hui il est important de critiquer aussi cette idéologie qui s'impose dans beaucoup de territoires.

J'ai envie de vous dire : repensez à votre envie…

Mme CANETTE.- Je crois qu'il faut que vous fassiez attention au temps, Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Bon, je vais accélérer. Je vais accélérer et je vais…

Mme CANETTE.- C'est plus qu'accélérer. Il faut conclure.

M. NIKOLIC.- Eh bien, je vais conclure, pardon.

Je vous demande de protéger la République française, c'est le principe essentiel, en refusant qu'il y ait de tels particularismes. Je vous demande de refuser que l'idéologie islamiste l'emporte au sein même de l'incarnation de notre jeunesse dans la Région et, j'insiste, il faut que nos jeunes se ressentent français.

Refusons que l'identité religieuse, étrangère parfois, de citoyens du monde ou de l'écologie presque sectaire et presque identitaire, comme je l'entendais là, domine notre jeunesse, de sorte que celle-ci se réintéresse à la France et à son avenir. Faisons en sorte que notre jeunesse soit profondément française par son histoire, sa langue, sa culture et ses valeurs qui ont fait que la France était admirée dans le monde entier.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

Monsieur LEONARD a la parole.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, ce qui vient d'être dit est tellement énorme que je ne vais pas m'étendre longtemps mais je vais quand même dire quelques mots, parce qu'on ne peut pas laisser dire non plus n'importe quoi tout le temps.

La vision qui vient d'être exposée à l'instant par le groupe RN est une vision rétrograde de la société. En plus, les questions qui se posent à la jeunesse aujourd'hui, ce n'est pas d'abord l'islamisme ; il y a bien d'autres sujets dans la société qui posent problème pour l'avenir des jeunes, et c'est ce que je vais maintenant développer. L'islamisme, c'est une question qui peut se poser à l'échelle de la France, mais pas pour tout le monde, loin de là, pas pour tous les jeunes, loin de là, et c'est en réalité quelque chose qui est très minoritaire dans le pays.

Bien. Aujourd'hui, les jeunesses sont un enjeu primordial dans l'évolution de notre société. Ici, nous parlons des jeunesses, car aucune n'est pareille. Il existe autant de jeunesses qu'il y a de jeunes et c'est donc une erreur de parler de la jeunesse, sa richesse étant précisément cette pluralité d'individus.

C'est un public dont l'apport est incontestable et vital pour notre avenir. Nombre d'entre eux sont aujourd'hui dans une situation plus que précaire et beaucoup se battent pour réussir leurs études, leur formation ou leur intégration dans le monde du travail, ce qui ne se fait pas sans difficultés. En effet, aujourd'hui, après une crise sans précédent, la jeunesse fait face à des problématiques grandissantes, passant par des difficultés à trouver des logements décents à un prix raisonnable et accessible pour eux et leurs parents mais aussi par la prise en

charge de dépenses annexes comme la nourriture ou les frais de déplacement et abonnements.

La santé physique et psychique des jeunes est également mise à rude épreuve, car l'accessibilité aux pratiques sportives ou de détente reste pour le moins difficile et ne favorise pas l'épanouissement psychologique des jeunes. À l'ère du numérique et du télétravail, les inégalités se creusent et la réalité apparaît : ce qui semble être une évidence dans notre société ne l'est pas, l'achat d'un ordinateur ou même l'accès à Internet reste encore compliqué quand on a un budget serré.

Le matériel de travail pour les apprentis et les lycéens est également difficile à obtenir. La recherche de stage, qui est en elle-même une forme de précarisation, et, dans un deuxième temps, la recherche de travail sont semées d'embûches. Difficultés à l'embauche, insuffisance des diplômes ou encore surqualification sont autant de problématiques qui concernent cette tranche de la population à l'heure où l'autonomie commence à se construire et où les choix de vie se dessinent. Ce stress qui, en grande majorité, est financier n'aide pas. Au contraire, il crée un malaise chez les jeunes qui subissent cette situation.

Aujourd'hui, la Région se mobilise pour contrer ces problématiques et réduire le fossé des inégalités. Les jeunesses deviennent une priorité non négociable, indispensable pour l'avenir de notre société. L'accompagnement et l'information lors de leurs parcours scolaires et durant leurs parcours de vie font partie intégrante de cette priorité.

Dans un contexte où la crise sanitaire a laissé nombre de débris derrière elle, la Région favorise l'épanouissement dans les milieux d'apprentissage, qu'ils soient universitaires, en CFA, en IUT, en BTS, en lycées, en formation professionnelle ou encore en écoles. C'est un devoir de donner la possibilité à chaque jeune de notre Région de trouver sa voie et un sens personnel à son parcours. Cela implique d'améliorer le quotidien des jeunes en prenant en charge certains des aspects de cette précarité, notamment avec une aide alimentaire conséquente.

Mais penser aux jeunesses, c'est penser aussi à leurs besoins dits de loisirs qui, pour l'intégration sociale et la santé psychique, sont indispensables. C'est le moment de saluer les mesures qui, comme les nôtres, visent à financer des licences sportives et à apporter une aide pour accéder à des événements culturels.

Penser aux jeunes, c'est aussi les valoriser, valoriser cette population qui a une place de choix dans la construction de notre société. C'est valoriser leurs engagements associatifs ou engagements divers comme vecteurs d'apprentissage de la vie et comme un vecteur de solidarité, qu'elle soit locale ou internationale. Malheureusement, aujourd'hui, ces engagements ne sont pas assez reconnus et méritent qu'on y travaille.

Chacun des individus faisant partie des jeunesses de notre territoire cherche à s'épanouir dans son environnement et à trouver l'emploi qui lui correspond. L'important se porte donc sur le fait d'accompagner les jeunes vers des emplois qui correspondent à leurs compétences et à ce pour quoi ils ont travaillé. Il s'agit de leur donner la possibilité d'être embauchés à juste titre, sans discriminations, et d'être formés correctement avec un accompagnement de qualité. Encore aujourd'hui, trop de discriminations persistent : trop inexpérimentés, trop jeunes, « trop femmes ».

Compte tenu de mes propos précédents, il est indispensable d'enclencher la concertation et surtout le dialogue avec les jeunes et les professionnels du secteur. C'est grâce à cela que nous pourrons nous placer au plus près des problématiques qui touchent les jeunesses de notre Région. C'est une étape indispensable qui doit déboucher obligatoirement sur des décisions concrètes pour répondre aux enjeux principaux des jeunesses de notre Région Centre-Val de Loire.

Mais cette démarche, c'est également la prise en compte du travail effectué par les professionnels du secteur. C'est apporter une cohérence dans le maillage très important des dispositifs à destination des jeunes pour leur apporter l'aide dont ils ont réellement besoin. Cela passe par la valorisation et l'accès à des moyens pour mettre en œuvre cette politique jeunesse. C'est pour cela qu'enclencher de la concertation et du dialogue avec les jeunes eux-mêmes et les professionnels du secteur est une étape indispensable et doit déboucher obligatoirement sur des décisions concrètes sans détour pour répondre au plus vite aux besoins identifiés – on est là bien loin des questions d'islamisme.

La mise en place des états généraux de la Jeunesse constitue un bon moyen de mener nos politiques auprès des jeunesses. Pour cela, une diversité d'acteurs aussi large que possible doit y être associée : les jeunes eux-mêmes, bien sûr, en situation d'emploi ou pas, de différents milieux, des partenaires institutionnels, des partenaires associatifs issus des différents territoires.

Comme il a été dit par deux fédérations d'étudiants, « *être jeune, c'est se trouver au carrefour de la vie, quand l'insouciance de l'enfance tend à laisser la place aux responsabilités d'adulte* ». Aidons-les à trouver leur chemin dans ce carrefour, qui parfois se révèle dangereux, afin qu'ils deviennent des adultes accomplis.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Madame GABORET a la parole.

Mme GABORET.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Comme vous l'avez précisé, Madame la Vice-présidente, notre collectivité est chef de file en matière de politique jeunesse. Au-delà de cet aspect purement institutionnel, la jeunesse s'inscrit au cœur de notre projet politique. Depuis de nombreuses années, nous avons développé des dispositifs favorisant l'implication et assurant l'émancipation des jeunes, mais je ne vais pas les lister aujourd'hui, car il en existe plus d'une soixantaine et je n'ai que cinq minutes de parole.

La communication que vous nous présentez aujourd'hui traduit un engagement fort de notre collectivité pour nos jeunes. Il s'agit de lancer les états généraux de la Jeunesse et donc de mobiliser l'ensemble des acteurs, les acteurs institutionnels, les acteurs associatifs ainsi que les jeunes eux-mêmes. Il s'agit de transformer notre vision des jeunesses et de les considérer comme une richesse aujourd'hui, et plus seulement comme les adultes de demain.

Ces états généraux sont la possibilité de renouer un dialogue franc et honnête entre ces jeunesses qui ne se sentent ni comprises, ni entendues de nous, élus, et de nos institutions. Mais ces rencontres devront absolument se traduire en actes, car bien trop souvent des promesses ont été faites et n'ont pas été tenues. L'absence de leurs bulletins dans les urnes en est une preuve, comme vous l'avez précisé, Madame CARO.

Les jeunes se politisent toujours, mais différemment. Les partis ne constituent plus l'alpha et l'oméga de l'engagement. L'implication civique passe dorénavant par l'associatif, les réseaux sociaux, certaines manifestations et des mobilisations éclair, en somme, d'autres modes d'expression qu'il nous faut comprendre et écouter.

Ces états généraux sont aussi très importants pour identifier les besoins réels des jeunes dans la continuité des actions entreprises depuis de nombreuses années par notre collectivité. Il faut mettre en avant la parole des jeunes et, plus que cela, mettre en avant leurs ambitions et leur permettre de les réaliser. En cela, les états généraux viennent leur donner la parole pour co-construire une stratégie qui doit nous permettre de faire bouger nos cadres d'intervention pour les adapter aux nouvelles manières d'être et de faire qu'ils incarnent, une société attentive à l'environnement, agile, porteuse de sens, où il fait bon vivre.

Cela étant, les inégalités géographiques, sociales, culturelles freinent quelquefois les ambitions de nos jeunes, qui sont parmi les premiers touchés par la crise. La Région doit non seulement rendre attractifs nos territoires par les services, la mobilité, mais aussi compenser les inégalités.

Mes collègues s'exprimeront, par la suite, sur les problématiques qui touchent nos jeunes, que ce soit l'accès aux droits, la vie en ruralité, la condition étudiante, et sur les solutions que nous leur apportons déjà.

Par cette communication, l'Exécutif régional est prêt à coordonner et fédérer toute cette phase qui va durer presque un an, mais, surtout, il faudra que tous les acteurs concernés, les jeunes, leurs représentants, proposent et engagent des concertations sous des formes les plus diverses et au plus près des territoires pour s'adresser à un maximum de jeunes. Les membres du CESER, les membres du Conseil régional de la Jeunesse – tu l'as rappelé tout à l'heure, Arnaud –, le Conseil d'orientation des politiques jeunesse mais aussi la Direction de l'éducation, de la jeunesse et des sports, et je salue là-bas son directeur, seront aussi les interlocuteurs essentiels pour la réalisation de ces travaux et je souhaite les en remercier au nom de notre groupe.

À travers ces états généraux, soyons positifs, optimistes et redonnons tous ensemble les ambitions que nous entendons porter en tant que collectivité chef de file des politiques jeunesse.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GABORET.

Monsieur AVRIL a la parole.

M. AVRIL.- Merci, Monsieur le Président.

Ma collègue Aurore CARO vous a donné tout à l'heure le cadre général de nos observations et je voudrais, quant à moi, vous faire part d'une crainte ou d'un risque : celui que l'on rate, partiellement du moins, notre cible, ce que je ne souhaite pas du tout à la jeunesse de cette Région, puisque nous souhaitons pour elle que votre politique réussisse.

La lecture du rapport a soulevé en moi quelques inquiétudes sur vos possibles angles morts, et je dois dire que l'intervention tout à l'heure de l'excellente oratrice du groupe Écologie et Solidarité, si elle ne m'a pas rendu éco-anxieux, m'a au moins rendu politiquement anxieux. Oui.

L'objet des états généraux de la Jeunesse, qui vont s'ouvrir la semaine prochaine, sera de définir la politique pour la jeunesse pour les cinq prochaines années. Il ne faut donc pas se tromper. Surtout, avant de définir une politique pour la jeunesse, il s'agit, vous l'avez dit, de bien définir la jeunesse elle-même. Contrairement à ce que dit BOURDIEU, que vous avez le plaisir de citer dans le rapport, la jeunesse n'est pas un mot, mais une réalité. C'est une réalité sensible qu'il convient d'envisager dans toutes ses dimensions. Or, je crains que

vous ne voyiez qu'une partie de la jeunesse, de cette jeunesse que vous souhaitez, de cette jeunesse que vous connaissez, de cette jeunesse qui intéresse effectivement l'Institut Jean-Jaurès, l'Institut Terra Nova et bien d'autres, et que vous ne rendiez pas compte de l'intégralité des jeunesses que vous évoquiez tout à l'heure, et on le sent un peu à la lecture de vos documents.

Cette jeunesse-là, que je crains que vous cibliez, c'est une jeunesse plutôt urbaine, plutôt politisée, plutôt sensibilisée aux enjeux environnementaux, éco-anxieuse comme vous le disiez tout à l'heure, une jeunesse éveillée, une jeunesse engagée dans le milieu associatif ou dans les partis politiques et, en réalité, une jeunesse plutôt aisée. C'est ce que les sociologues appellent déjà la « génération Greta », du nom de Greta THUNBERG, qui fournit sans doute une bonne partie des sections d'Europe Écologie Les Verts et du MJS mais qui ne réduit pas la jeunesse à ce qu'elle est pour son intégralité.

Le risque, pour vous, je le crains – et c'est tout l'enjeu –, sur lequel je souhaitais vous alerter, c'est de rater cette autre jeunesse que vous avez évoquée tout à l'heure, ce que j'ai entendu avec beaucoup de plaisir, cette autre jeunesse des invisibles, cette jeunesse de la ruralité, cette jeunesse rurale, déclassée, désengagée, c'est vrai, pas encore déconstruite non plus, une jeunesse oubliée, humiliée et dont je voudrais vous parler un court instant pour qu'elle soit vraiment au cœur de nos réflexions.

Ces jeunes, je les vois tous les jours, ce sont d'anciens camarades d'école, des camarades de rugby qui sont nés, comme moi, dans les années 1990 ou 2000, et je les vois tous les jours parce qu'on ne les voit pas ici, et je crains qu'on ne les voie pas non plus mardi prochain à Tours le 16 novembre.

Et pourquoi les voit-on tous les jours ? La grande question de l'attractivité de nos territoires ruraux, cela a longtemps été celle de savoir comment faire pour que les jeunes reviennent. Mais, pour revenir, il faut déjà être parti. C'est pour cela qu'on ne le voit pas.

Mme CANETTE.- Je vais attirer votre attention sur le temps.

M. AVRIL.- Bien sûr. Je me dépêche. J'ai le temps du groupe, je crois…

M. FORISSIER.- Oui, oui.

M. AVRIL.- …puisque je suis le seul orateur.

L'OCDE estime qu'il y a en France, et vous l'avez évoqué tout à l'heure, 3 millions de jeunes, très majoritairement des jeunes hommes qui ne sont ni au travail, ni en formation et qui, en fait, sont nulle part. Ce sont les fameux NEET – Not in Employment, Education or Training, ni au travail, ni à l'école, ni en formation –, et il s'agit d'un fait majeur de société que je vous invite vraiment à mettre au cœur de ces états généraux de la Jeunesse, car ils sont plutôt occultés.

Ces jeunes déclassés, les *lost boys*, dont parle Christopher SNOWDON, sont enfermés aujourd'hui dans de nouveaux faits sociaux et de nouvelles spirales d'addiction qu'il convient de bien voir en face et, je pense, de mettre au cœur de nos réflexions, de manière que ces états généraux de la Jeunesse prennent en compte non pas seulement les aspirations de la jeunesse, mais aussi ses problématiques réelles qui sont parfois tabous.

La première que je voudrais évoquer, c'est la perte de dignité dans le travail face à la désincitation sociale et médiatique du travail. Au siècle dernier, ces jeunes hommes étaient majoritairement paysans, marins, soldats, ouvriers, et ils observent maintenant la déliquescence de leur domaine professionnel traditionnel – artisanat, agriculture, industrie

mécanique – et plus généralement l'abandon des activités productives transportées à l'étranger dont nous parlions tout à l'heure. Cette nouvelle brillante société de services a rendu inutile des centaines de milliers, sinon des millions d'existences, et ces jeunes de nos campagnes vivent de plein fouet cette désincitation sociale et médiatique au travail *a fortiori* quand il est physique, manuel et exigeant.

Et j'étais circonspect quand j'entendais tout à l'heure Monsieur GODET, je crois, dire que pas un centime ne doit aller à la promotion de politiques productivistes. Tous les jeunes ne peuvent pas devenir chercheurs ou gérants d'AMAP. Il y a une dignité magnifique des métiers industriels ou agricoles et il ne faudrait surtout pas les ringardiser.

Il faut aller à ces états généraux de la Jeunesse sans tabou, je vous le disais. Mais il faut évoquer toutes les problématiques de la jeunesse.

Par exemple, la consommation de psychotropes qui touche beaucoup les jeunes de nos campagnes, et je pense en particulier au cannabis, qui est une drogue soi-disant interdite mais qu'on trouve partout à très bas coût et qui joue le même rôle, me semble-t-il, dans nos petites villes de province, auprès des jeunes de nos campagnes, que celui que pouvait jouer l'alcool dans *L'Assommoir* de ZOLA.

Les jeunes en ligne, on pourrait en parler. Un fait technologique qui a aussi pour conséquence de neutraliser les volontés et de tenir à domicile des jeunes en les accaparant nuit et jour et donc en les soustrayant pour un temps indéterminé aux échanges humains – en présentiel – et en contribuant à déréaliser le monde.

Aussi, je pourrais vous parler de la tabagie, de la petite économie de contrebande, en expansion au fur et à mesure de la hausse des taxes sur le tabac, de l'obésité par l'effet conjugué du kebab et du McDo, de la pornographie, qui perturbe la sexualité des jeunes et qui perturbe le rapport au deuxième sexe, de la montée du célibat et, en fait, de la solitude de beaucoup de jeunes de nos campagnes.

Tous ces phénomènes les marginalisent et participent à désintégrer la jeunesse. Il faut absolument les évoquer et c'est le vœu que je souhaitais porter devant vous cet après-midi, de faire attention à ces jeunes hommes, ruraux, inutiles, qui manquent à la vie économique, qui manquent à la vie sociale et qui manquent à la vie démocratique.

Vous les avez évoqués tout à l'heure, mais dans les documents que nous avons lus, vous parlez d'engagement citoyen. Mais ces jeunes sont à mille lieues de votre démocratie permanente ! Pour vous le dire franchement, ils ne savent même pas que nous existons, que vous existez. Et je vous rappelle ce qui a été dit tout à l'heure deux fois : l'abstention des moins de 25 ans aux élections régionales a touché 80 % de ces jeunes. Par conséquent, nous ne ne les représentons pas. Preuve aussi, vous l'indiquez dans le rapport, 25 % d'entre eux ne savent pas qu'ils ont des droits.

Ces jeunes sont aussi, chère Madame, en tout cas, les jeunes que je connais, à mille lieues de l'éco-anxiété. Bien au contraire. L'environnement est, pour certains, désintégrés qu'ils sont, le dernier de leurs soucis. Mais ce n'est pas pour cela que ces jeunes ruraux déclassés, eux, doivent être le cadet des vôtres.

Vous dites dans vos documents, et je termine par là, qu'il faudrait « refaire démocratie », dans cette mode des barbarismes syntaxiques angéliques. Surtout, il faut les intégrer à la société, et, pour cela, il faut accepter de voir la réalité en face. Il faut se souvenir du mot de Charles PÉGUY, que je n'ai pas de honte à citer ici puisque c'était un Orléanais et l'auteur d'un immense livre, *Notre jeunesse*, qui disait qu'il fallait non seulement ne pas avoir peur de dire ce que l'on voit, mais aussi et surtout ne pas avoir peur de voir ce que l'on voit.

Ainsi, voyez les jeunes tels qu'ils sont, voyez-les réellement, ne les fantasmez pas. Et, de grâce, n'oubliez pas les ruraux, n'oubliez pas les déclassés, les invisibles, les inutiles, dont un illustre personnage avait dit qu'ils ne sont rien, car ce sont eux qui ont le plus besoin de vous.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur AVRIL.

Monsieur HEMARDINQUER a la parole.

M. HEMARDINQUER.- Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention, qui se veut assez transversale par le sujet qu'on évoque, arrive à l'instant T en parfait complément de l'intervention de Madame PAREUX, dont je salue l'engagement sur la thématique du handicap.

Je fais cette intervention pour parler des personnes en situation de handicap, qui sont souvent citées comme une priorité nationale dans le domaine de l'inclusion ou de leur accompagnement dans l'emploi, et notamment dans l'industrie.

Comme vous le savez, il ne peut être question d'inclusion ou d'intégration sans disposer d'une solide formation donnant accès à un emploi, et, à ce jour, nous devrions prendre nos responsabilités en palliant les carences dans ce secteur au sein de notre bassin de vie et d'action. Plusieurs défis sont à relever : la capacité de proposer des formations adaptées post-bac sur le modèle existant des CFA spécialisés qui, en la matière, font un travail exemplaire mais qui, hélas, sont cantonnés à des formations donnant accès à des emplois subalternes souvent peu valorisés et mal rémunérés.

Je vous pose une question : est-il éthique d'accepter qu'à des fins d'insertion rapide, des jeunes en situation de handicap n'aient pas un accès équitable à des emplois supérieurs ? La lutte contre le déterminisme social soit s'entendre également pour les personnes en situation de handicap.

Plusieurs difficultés sont identifiées en la matière. Tout d'abord, le peu de formations supérieures proposées à ces publics. Deuxièmement, la mise en accessibilité des locaux de vie des internats, où beaucoup de travail reste à faire pour permettre très souvent une simple mise aux normes. Si un élève souhaite suivre une formation dans un établissement non aménagé, pensez-vous qu'il postulera, en sachant qu'il ne peut pas s'y déplacer correctement ? Combien de vocations ratées doivent-elles être à déplorer ?

De plus, notre Région, bien qu'elle n'en ait plus les compétences, se veut volontariste en termes d'accès à l'apprentissage. Alors que le gouvernement a la volonté de mettre en place le dispositif « 1 jeune, 1 solution », les exemples sont nombreux pour dire qu'en Région Centre, nous sommes trop souvent face à « un jeune handicapé, un jeune en échec ». Pour donner un exemple concret, et bien que cela soit, me direz-vous, de la compétence des départements, en Eure-et-Loir, les notifications d'accords pour les transports adaptés de type VSL n'ont pas pu être validées avant fin octobre, mettant en péril la formation et l'emploi de plusieurs dizaines de jeunes dans nos lycées et en apprentissage dans les entreprises. Ce n'est pas une compétence régionale, mais cela illustre les limites de la pluralité des acteurs dans ce domaine.

Il n'existe pas non plus de bourses de stage ou de contrats à destination des jeunes handicapés en recherche d'apprentissage. Ce travail devrait être mené en partenariat avec les CCI et être accessible au sein d'un guichet unique mis en place par la Région, qui regrouperait tous les dispositifs existants. Un tel onglet pourrait avoir sa place pour la plateforme Yep's notamment.

J'émets le souhait que chacun de nous, quelle que soit sa couleur politique, accepte que ce sujet soit une priorité. En effet, si, selon Nelson MANDELA, reprenant GANDHI, c'est à la capacité de s'occuper de ses prisonniers que l'on évalue le degré d'une civilisation, chez nous, on pourrait dire que c'est à la capacité de s'occuper de nos jeunes handicapés que l'on mesure le degré de faillite de la nôtre. Aujourd'hui, les jeunes en situation de handicap sont les prisonniers des limites de nos institutions.

Le développement de la cybersécurité en Région Centre, que nous allons voir peut-être plus tard, doit être une opportunité de proposer des formations supérieures en informatique pour les jeunes en situation de handicap. Ces formations, par leur format numérique, sont plus faciles à adapter aux différents publics, qu'ils soient à mobilité réduite, malvoyants ou encore atteints de troubles du spectre autistique.

Je remercie chacun d'entre vous pour toute l'attention que vous porterez à la réalisation de ces objectifs et à la problématique du handicap en général.

Merci à vous.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur HEMARDINQUER.

Madame FOUCHET a la parole.

Mme FOUCHET.- Merci, Monsieur le Président.

En préambule, je souhaite rappeler un chiffre : au cours des douze derniers mois, 26 % des jeunes de la Région déclarent ne pas avoir bénéficié des dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels ils avaient droit. Depuis 2017, la Région s'engage à accompagner les jeunes dans leur parcours et leur émancipation, notamment en leur garantissant l'accès à leurs droits. C'est accès n'est pas simple, car il existe pléthore de dispositifs et acteurs jeunesse, et tous les jeunes n'ont pas les clés pour s'y repérer.

En tant que chef de file des politiques jeunesse, notre Région participe à leur co-construction, avec les territoires, par la mise en place de solutions pour répondre à des problématiques ciblées, propres à chaque milieu social, géographie ou économique. Les aides publiques que nous mettons en place répondent à un véritable besoin et à un devoir de solidarité. Une société qui accompagne les plus précaires, les plus pauvres place au cœur de son fonctionnement l'entraide et la coopération.

L'un des enjeux de ces états généraux de la Jeunesse et pour la Jeunesse, comme l'a souligné Carole, est de relancer la dynamique en faveur des jeunes, de faire évoluer les outils, les dispositifs et la communication de notre collectivité pour répondre à leurs attentes. Il faut renforcer la lisibilité et l'articulation des dispositifs portés par tous les acteurs des politiques jeunesses, afin que les premiers concernés puissent bénéficier des mêmes droits. Il est nécessaire pour les jeunes de toucher les aides auxquelles ils ont droit, afin d'améliorer leurs conditions d'études, leur épanouissement, leur vie tout simplement. Sensibiliser les jeunes sur leurs droits permettra qu'ils se les approprient. Nous leur devons cette information et son accessibilité. C'est un enjeu majeur pour leur autonomie.

Pour assurer notre cohésion sociale, nos jeunesses doivent adhérer à notre projet de société. Une des garanties de cette cohésion sociale passe par un accès égal de l'ensemble des citoyens à des services publics et à leurs droits sociaux.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup.

Madame FISCHER a la parole.

Mme FISCHER.- Merci.

C'est une très bonne chose que le Conseil régional fasse de la jeunesse une priorité politique et cherche à faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes des politiques qui les concernent directement, ce qui correspond à l'esprit de ces états généraux. On a beaucoup parlé dernièrement, avec raison, de la précarité alarmante de nombreux jeunes dans la Région comme dans le reste du territoire français. Une distribution alimentaire organisée le 16 octobre dernier par l'association O'SEM à l'Université d'Orléans a encore accueilli près de 400 étudiants. Cette situation est indigne de notre pays.

Ceux que d'aucuns appellent la génération précaire voient leur présent hypothéqué et leur avenir personnel trop souvent bouché par des dispositifs de sélection et d'exclusion tels que Parcoursup, où il y a de trop nombreuses ruptures de contrat ou absences de débouché de l'apprentissage, lequel est trop souvent présenté comme l'unique voie possible. En plus, ils sont ceux dont l'avenir collectif est le plus dramatiquement remis en cause par la catastrophe climatique. Comment demander à un ou une jeune de s'engager, de se projeter vers l'avenir quand il doit choisir entre manger et se chauffer en hiver ou quand elle en est réduite à travailler soirs et week-ends après le lycée ou la fac, avec des chances de réussite moindres par-dessus le marché ?

Le premier préalable, la première responsabilité politique, c'est de respecter et de faire respecter leurs droits, de faire en sorte que tous les jeunes soient dans de bonnes conditions de vie, de logement, d'études ou de formation et d'exiger pour eux de véritables emplois, et non des enchaînements de services civiques et stages suivis de strapontins, de CDD au rabais.

Le Conseil régional a pu agir jusqu'à présent, mais essentiellement en colmatant les brèches, en débloquant de l'argent pour répondre à certaines urgences, en aidant une partie des jeunes pour l'achat d'un ordinateur, en finançant le permis de conduire, une mesure essentielle pour des jeunes en formation ou en recherche d'emploi. La promesse plus ambitieuse et systémique de la gratuité des transports régionaux pour les 18-25 ans doit être suivie d'effets le plus rapidement possible.

Les jeunes sont encore trop souvent considérés comme des mineurs sociaux qui n'auraient pas les mêmes besoins que leurs aînés. Le Conseil régional propose une rémunération des jeunes stagiaires de la formation professionnelle de l'ordre de 500 euros, le même montant que le contrat d'engagement jeune du gouvernement actuel qui recycle des aides existantes et reste extrêmement circonscrit. 500 euros, c'est totalement insuffisant pour vivre.

Il faut évidemment aller plus loin à l'avenir et exiger avant tout de l'État qu'il prenne ses responsabilités pour enfin traiter l'ensemble de la jeunesse correctement, de manière égalitaire et non au gré des régions selon leur degré respectif de conscience sociale, et pour lui assurer un avenir socio-économique comme écologique.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame FISCHER.

Madame STEPANOFF a la parole.

Mme STEPANOFF.- Monsieur le Président, chers collègues, j'aimerais vous parler d'un film. Oui, d'un film, un film récent qui a été réalisé par Jan SITTA et qui a été projeté sur France 3 il y a quinze jours. Il s'agit d'un documentaire, *Un rêve de cinéma*, qui met en lumière le quotidien de jeunes de notre Région à travers un portrait de quatre lycéens de Nogent-le-Rotrou, Pablo, Léa, Cassiane et Amaury. À travers ce film, nous découvrons les joies, les craintes et les préoccupations des jeunes qu'on appelle des jeunes invisibles – on en a parlé aujourd'hui.

Ces jeunes, nous ne les rencontrerons pas au Conseil régional des Jeunes, nous ne les rencontrerons pas aux états généraux de la Jeunesse. Ils n'y vont pas, ils ne s'engagent pas et, malheureusement, ils sont plus nombreux que ceux qui s'engagent. Il y a donc un intérêt, je pense, de s'intéresser à ce film qui leur donne voix.

Ce qu'on retient de ce documentaire de qualité, c'est la prédominance de l'enjeu de l'orientation et de la poursuite des études supérieures auprès de ces jeunes. Dans leurs discussions, ils ne cessent d'en parler, de peser encore et encore le pour et le contre, de confronter la raison, les options pragmatiques et la passion – comme pour le cinéma – dans le choix de leur voie professionnelle. Mais ce qui frappe par-dessus tout en visionnant ce documentaire, c'est le désamour que ces jeunes portent pour le territoire qu'ils habitent. Force est de constater qu'ils ne rêvent que de partir. « Qui rêve de vivre sa jeunesse à La Loupe ? », lance Pablo dans le film

J'aimerais donc attirer votre attention sur ces deux enjeux lors des futurs travaux de la feuille de route « jeunesse ». D'abord, comment accompagner au mieux les jeunes dans la recherche de leur voie professionnelle ? Deuxièmement, comment leur inspirer un attachement, une forme de fierté pour leur territoire, pour notre Région, la fierté qui leur manque cruellement ?

Le premier enjeu figure déjà dans la liste des 13 enjeux pour la jeunesse présentée dans le document de cadrage. Je vous propose donc d'y ajouter un 14e enjeu, celui de redonner à nos jeunes l'envie, la fierté, l'amour pour leur territoire.

Enfin, j'aimerais dire une dernière chose. Vous évoquez la complexité du dispositif des jeunes, en sachant que 26 % des jeunes ne bénéficient pas des aides auxquelles ils ont droit, probablement par manque d'information et à cause de cette multiplicité et de cette complexité des dispositifs. Ils y sont probablement un peu perdus.

Nous attirons donc votre attention sur l'importance de bien articuler la future politique régionale de la jeunesse avec ce dispositif national majeur annoncé il y a peu par Emmanuel MACRON et qui rentrera en vigueur en mars prochain, le contrat engagement jeune, avec 500 euros par mois en échange d'une formation.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame STEPANOFF.

Madame MÜNSCH-MASSET a la parole.

Mme MÜNSCH-MASSET.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Pour commencer, je ne crois pas, Monsieur NIKOLIC, que nous ayons la même conception de la République, ni même que vous ayez bien compris ce qu'est la laïcité en France. La stigmatisation et les amalgames dont vous faites preuve sont des échappatoires démagogiques pour éviter de se poser la question de ce qui crée les conditions des fragilités propices à l'embrigadement, à l'emprise, et pas seulement dans le champ religieux.

Notre responsabilité républicaine, c'est donc toujours et encore l'éducation, l'éducation à l'école mais aussi l'éducation populaire. Notre responsabilité républicaine, c'est évidemment l'accès à la culture, à l'ouverture européenne, internationale. Notre responsabilité républicaine, c'est d'accompagner partout les jeunes pour construire leur représentation du monde, leur esprit critique et leurs engagements, et la politique jeunesse de notre Région porte véritablement tout cela.

Je voudrais dire que les choix de méthode qui ont été faits dans ce rôle de chef de file de jeunesse dans notre Région, qui a été la première à s'y impliquer, nous avons résolument tenu à ce qu'ils ne soient pas un étage supplémentaire, mais un accélérateur de particules. Je reprends le terme de « chef d'orchestre », car c'est tout à fait cela.

Ce choix de méthode a été de fonder l'action commune des acteurs sur la réalité, sur les réalités de la vie de nos jeunes pour trouver des solutions. C'est du pragmatisme et c'est aussi une diversité de choses. Ainsi, l'expression des jeunes est le cœur de réacteur de cette politique jeunesse. Elle a trouvé plusieurs fois à s'exprimer depuis trois ans maintenant, et ce n'est pas pour autant que, depuis quatre ans, nous sommes en diagnostic permanent, car, finalement, l'expression de ces jeunes a au fil de l'eau permis d'adapter l'action, l'action de la Région dans ses compétences mais aussi l'action des acteurs du territoire, et c'est en cela que ce rôle d'accélérateur de particules est important et est agissant.

Cette méthode a permis de mettre en place bon nombre des actions à destination de la jeunesse qu'a évoquées la vice-présidente tout à l'heure. Je vous juste vous donner un exemple pour bien l'illustrer, l'exemple du Combo Parfait. Le Combo Parfait, c'est une offre de formation professionnelle financée par la Région, c'est une rémunération pendant cette formation et le financement du permis de conduire. Cela veut dire qu'à travers une seule mesure, on appréhende le sujet de la formation, de la précarité et des mobilités. Ce n'est pas magique mais cela veut dire qu'on combine les choses. Aujourd'hui, prendre en considération ce qu'est la réalité de la vie de ces jeunes entre 15 et 25 ans, c'est identifier des clés qui sont extrêmement liées les unes aux autres : l'orientation, la formation, l'accès aux droits, on en a parlé, la citoyenneté, la santé, le sport, la culture, le logement, la mobilité… Si on continue à tronçonner tous ces sujets pour les traiter comme des sujets catégoriels, on ne prend pas en considération ce qu'est la vie quotidienne des jeunes.

Par effet de contraste, je veux rebondir, parce que vous l'avez évoqué à plusieurs reprises, sur la mesure « contrat engagement jeune » annoncée par le gouvernement, pour dire que là, il s'agit, à mon sens, d'un combo bien imparfait.

D'abord, parce que par rapport à l'initiative régionale, il n'y a pas la dimension des mobilités. Ensuite, ce contrat, il est très tardif, tellement tardif qu'il en devient incertain, puisque, je rappelle et cela n'a pas été dit, sa mise en œuvre est programmée pour mars 2022 au moment d'un rendez-vous démocratique important dans notre pays. De plus, ce contrat est réducteur, car il est lié au statut, et c'est vraiment une approche que nous avons dépassée dans la politique jeunesse, en arrêtant de mettre une étiquette aux jeunes. Ce contrat ne s'adresse donc qu'aux jeunes sans statut ou sans solution. Moi, je demande ce qu'il en est des jeunes actifs précaires, des étudiants dont la situation est si difficile et qui a été mise en lumière ces derniers mois. Enfin, ce contrat est insuffisant, car s'agissant même des jeunes visés par le dispositif, l'objectif de 400 000 contrats ne représente que la moitié de ces jeunes sans solution dans notre pays. Et si je compte bien, les 400 000 contrats d'engagement, même s'ils ont changé de nom, comprennent les 200 000 contrats « garantie jeune » qui existaient déjà plus les 100 000 contrats « 1 jeune, 1 solution ».

Pour conclure, j'invite l'État, parce qu'il ne s'agit pas de polémiquer et c'est un sujet important, s'agissant d'un enjeu aussi majeur que celui de la jeunesse, de prendre appui sur les collectivités et sur les chefs de file de la politique jeunesse que sont les régions pour réfléchir aux réponses. En effet, ces réponses doivent être plurielles pour être efficaces, pour s'adresser aux jeunes de tous les territoires – on l'a évoqué tout à l'heure –, territoires urbains, territoires ruraux, filles/garçons car les problématiques sont aussi parfois atypiques, pour appréhender toutes les dimensions de leur parcours. Il faut sortir de l'idée que des

réponses standardisées peuvent être à la hauteur des enjeux de la jeunesse. Ce sujet est trop sérieux pour en faire seulement un argument électoral, décevant de surcroît.

Je me réjouis que notre Région poursuive ce travail avec énergie et détermination pour lutter contre les inégalités et pour donner à chaque jeune les conditions pour s'accomplir.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame MÜNSCH-MASSET.

Madame LOUISIN a la parole.

Mme LOUISIN.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Ce rapport des états généraux de la Jeunesse part globalement de bonnes intentions. Néanmoins, je souhaiterais revenir sur plusieurs points.

Vous avez pu souligner le fait qu'il y aurait des jeunesses. En réalité, au-delà des clivages partisans, il n'y a qu'une seule jeunesse, celle de France. Une vision contraire à celle-ci pourrait notamment être une des causes de ce fort taux d'abstention au scrutin régional. Ainsi, une jeunesse française, ancrée dans ses traditions, engagée dans le parcours de citoyenneté mais résolument tournée vers l'avenir doit être au cœur du sujet.

Comme l'a évoqué Monsieur AVRIL, nous pouvons noter une abstention historique aux élections régionales de nos jeunes en Centre-Val de Loire, tout comme à l'échelon national, de l'ordre de 87 % chez les 18-24 ans, ce qui démontre un clair et réel engouement pour l'intérêt général, et, en conséquence, ces mêmes jeunes ne votent plus aux élections intermédiaires.

C'est donc avec humilité que nous nous devons, l'ensemble de la classe politique, nous interroger sur ce phénomène très préoccupant. En le niant, nous ne saurions pas comprendre l'enjeu démocratique qui se joue pour la jeunesse. En ce sens, Madame la Vice-présidente, je ne peux m'empêcher de soulever le fait que le rapport n'intègre pas ce volet autrement que par le biais du CRJ. Ainsi, je regrette l'absence de mention de ces derniers éléments relatifs à la démocratie participative, qui vous est si chère au sein d'un rapport de 12 pages.

De surcroît, vous soulignez le fait que 23 % des jeunes déclaraient toujours de ne pas avoir bénéficié de dispositifs, allocations, droits, aides aux tarifs sociaux auxquels ils auraient eu pu prétendre. Naturellement, encore faut-il se demander pourquoi et cela démontre qu'il y a incontestablement un problème de transmission d'information. C'est pourquoi, de manière constructive, le dispositif Yep's, en ce sens, mériterait d'être plus approfondi et d'intégrer la totalité des aides de l'État et des collectivités par la mise en place d'un guichet unique avec un interlocuteur unique. Pourquoi ne pas intégrer également un module de *chat* pour répondre aux questions que se posent les jeunes sur les offres de formation, de logement et d'emploi ?

Pour rebondir sur les propos de Madame PAREUX et de Madame WUNSCH, a encore très récemment vu le jour un contrat engagement pour les jeunes NEET, lancé par le gouvernement, consistant en une formation de 15 à 20 heures par semaine pendant douze mois. Ne peut-on pas le qualifier de mesure d'assistanat mais aussi de clientélisme électoral, à six mois de la présidentielle ? Les jeunes, qui ont été touchés de plein fouet par la crise sanitaire et notamment par une baisse drastique de leur pouvoir d'achat, n'ont certainement pas besoin d'un contrat d'engagement, qui fait un peu tâche sur le CV, mais d'un emploi. Inexorablement, l'emploi et le logement sont les deux faces d'une même pièce. Certains

jeunes sont en détresse pour trouver un logement et s'en retrouvent parfois totalement dépourvus. Alors que ces derniers sont occupés par des étudiants étrangers, ne serait-il pas bon, plutôt de bon sens de prioriser les jeunes de la Région ?

Par ailleurs, a été mise en lumière au sein de ce rapport la mise en place d'un projet de plateforme, PAAJ, confié au CRAJEP. Quels en sont les tenants et les aboutissants et quelles sont les propositions concrètes pour remédier à la précarité des étudiants ?

Enfin, à l'heure où la mobilité internationale joue un rôle important dans le cursus de formation, faut-il encore que la jeunesse souhaite revenir sur notre territoire régional. Notre Région doit créer un cadre social et économique favorable à la création d'emplois en valorisant nos savoir-faire et nos pôles d'excellence locaux – je vais conclure. Tel est l'enjeu central pour gagner en attractivité sur notre territoire et l'une des clés pour réduire la problématique du chômage chez nos jeunes.

Sans conteste, la jeunesse n'attend que cela, qu'on valorise l'effort et la méritocratie sur notre territoire, fers de lance de l'économie de demain.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Madame LOUISIN.

Monsieur GILLE a la parole.

M. GILLE.- Merci.

Oui, rapidement, peut-être qu'on va aborder les choses avec modestie et j'ai envie de dire des choses assez banales : si on fait des états généraux des Jeunes, je pense que le premier « truc », c'est que c'est pour les écouter. Attention au réflexe un peu politique visant à ce que chacun arrive avec sa plus belle mesure, etc.

Je pense que le vrai sujet, et c'est en cela que la jeunesse est une population particulière, c'est qu'elle est en construction. Elle n'est pas stabilisée, c'est cela qui est intéressant, car elle prépare l'avenir, et le sujet – je pense que c'est le défi qu'on propose –, c'est de le construire un peu avec elle, de le préparer avec elle.

Aussi, même si mon propos est peut-être un peu daté, je pense que la jeunesse se construit aussi en s'opposant. C'est quelque chose qu'il faut comprendre, c'est quelque chose de nécessaire. Pour une bonne partie d'entre nous, si nous sommes là, c'est aussi parce qu'il s'est peut-être passé quelque chose durant notre jeunesse, quand on avait des envies, des indignations, des combats à mener, etc., et c'est bien. Chaque génération a à se construire comme cela et il ne faut pas l'empêcher.

D'ailleurs, on évoque toujours une forme de dépolitisation de la jeunesse, ce qui est sûrement vrai, on l'a dit, au vu de l'abstention. Cela dit, on s'est engagé depuis longtemps, mais enfin, c'est pareil, on a eu des moments de flottement où on ne se retrouvait pas du tout dans la classe politique, comme on dit maintenant. Je veux dire que ce n'est pas tout à fait nouveau, c'est un peu vieux et c'était déjà comme cela sous PLATON, il faut quand même avoir la modestie d'y penser. Aussi, il faut faire attention aux discours où on se projette un peu, où on projette nos propres angoisses, nos propres anxiétés ou nos propres fantasmes, même si cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas une anxiété un peu flottante.

Je pense que notre responsabilité, et je les vois ainsi, ces états généraux, c'est deux choses : c'est être en capacité d'écouter les jeunes et faire émerger la parole des jeunes, ce qui n'est pas si simple. Comme vous le savez, je suis engagé dans les missions locales et, à un moment, on a fait un « truc » drôle : on a mis des jeunes – je pense que c'était le début du service civique – un peu dans les moments d'attente des missions locales, et on a appris qu'ils

se disaient entre eux ce qu'il fallait dire. Et il y a cela, il y a ce mouvement-là. Vous savez, c'est comme les micro-trottoirs à la télé, les gens disent ce qu'ils pensent qu'ils doivent dire et, parfois, on arrive même à leur faire dire des choses qu'ils ne pensent pas réellement. Cela signifie donc qu'il faut faire un travail plus profond pour qu'émerge, je pense, une parole, je ne sais pas si on peut dire authentique, mais qui fasse vraiment remonter les choses.

J'ai entendu les divers propos, à savoir qu'on a toujours un angle, qu'on traite une jeunesse ou une partie de la jeunesse, et c'est une des grandes difficultés de l'exercice. J'entends ce qui a été dit par certains et je le partage, le fait de ne pas l'oublier et qu'il faut faire en sorte qu'on n'ait pas seulement des représentants d'étudiants, par exemple, car c'est le cas de toutes les structures de concertation nationale.

Alors un mot aussi, évitons, parce que c'est l'actualité, le contrat d'engagement aux jeunes. Finalement, c'est un nouveau dispositif, on ne sait pas s'il remplace les autres, on ne sait pas avec qui il a été concerté, en tout cas, pas avec les régions, qui ont quand même le chef de filât sur les politiques jeunesse. Je pense qu'il faut éviter un peu cela.

Il y a un autre challenge, qu'on avait déjà essayé de faire il y a quelques années et qui n'est pas simple : celui d'objectiver les situations. Sinon, on tombe facilement, soit dans l'optimisme, soit dans une forme de misérabilisme. Mais c'est très dur. Parce que ce qui caractérise les jeunesses ou la jeunesse, c'est un peu la plasticité des situations. Vous pouvez avoir un jeune en grande difficulté et qui, très vite, rebondit, ce qui est moins vrai à mesure qu'on vieillit, il faut bien l'avouer. On avait donc fait l'exercice, j'avais fait l'exercice consistant à essayer de dire où sont les jeunes dans les différentes catégories, et, en gros, on n'y arrivait pas. Et moi, depuis des années, j'ai un débat avec l'État, par exemple…

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure.

M. GILLE.- …sur la situation des NEET et je ne pense pas, comme le croit l'État, qu'il y a un million de jeunes qui sont en déshérence dans ce pays. Je pense qu'on a des systèmes d'accompagnement que n'ont pas les… À partir de là, si vous n'avez pas le bon diagnostic objectivé, vous ne mettez pas en place les bonnes politiques.

Par conséquent, je pense qu'il est important de se donner du temps pour faire émerger une parole et pour essayer de l'objectiver.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GILLE.

Madame BESSARD a la parole.

Mme BESSARD.- Merci, Président.

Depuis mercredi 3 novembre, à 9 heures 22, les femmes travaillent gratuitement. En 2021, à l'heure du bilan d'un quinquennat qui affichait en 2017 l'égalité femmes/hommes comme grande cause nationale en France, à travail égal et niveau de compétence égal, les femmes gagnent l'équivalent de deux mois de salaire de moins que les hommes. L'illusion que l'égalité femmes/hommes serait déjà acquise ne résiste pas à l'épreuve des faits, et c'est dans cette réalité de la société que les jeunes préparent leur avenir.

À cette réalité s'en ajoutent d'autres. À bac+3 ou plus, l'écart salarial femmes/hommes atteint 29 %, les femmes constituent 70 % des travailleurs pauvres, 83 % des temps partiels et 62 % des emplois non qualifiés. Les femmes et les hommes n'occupent pas les mêmes emplois et ne sont pas actifs dans les mêmes secteurs. Les femmes sont

significativement minoritaires dans les métiers d'avenir comme le numérique ou les métiers de la transition écologique. Elles ne représentent respectivement que 30 % et 25 % des employés de ces secteurs et occupent principalement des missions dites support relevant des ressources humaines, de l'administration ou de la communication. Non seulement les secteurs rémunérateurs sont principalement des métiers dits masculins, mais les opportunités d'évolution restent réparties de manière inégale. À titre d'exemple, les femmes occupent majoritairement les postes de professeur des écoles mais seulement 27 % des postes de professeur d'université.

Il y a là un enjeu fort de déconstruction des stéréotypes sexistes, lesquels stéréotypes constituent un vecteur d'inégalité qui enferme les filles et les garçons dans des rôles prédéterminés, et stéréotypes dont les conséquences les plus extrêmes sont les violences faites aux femmes. C'est aussi une réalité, elles sont en France, chaque année, 210 000 victimes de violences conjugales, et ce n'est pas exceptionnel mais quotidien. 94 000 sont victimes de viols ou de tentatives de viol et 80 % des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences. Je n'irai pas plus loin sur les chiffres, tant la liste est longue.

La transition féministe pour offrir aux jeunes une société plus juste et plus égalitaire et débarrassée de la domination patriarcale, voilà un défi à relever collectivement pour et avec les jeunesses et les acteurs du territoire.

Notre ambition ici est de faire de l'égalité femmes/hommes un enjeu intégré et transversal aux politiques régionales, orientation professionnelle, prévention, culture, économie, sport, jeunesse, bref, à toutes nos politiques pour contribuer à faire progresser l'égalité en Région Centre-Val de Loire. Les jeunes sont beaucoup plus sensibilisés à l'égalité femmes/hommes que les générations précédentes, j'en suis convaincue. Alors, je nous invite à être à la hauteur de l'enjeu en prenant notre part.

Je précise, en conclusion, pour Monsieur AVRIL que nous nous adressons à tous les jeunes et pas uniquement aux jeunes hommes.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BESSARD.

Madame COCHARD a la parole.

Mme COCHARD.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Monsieur AVRIL, vous m'avez fait peur. Je ne pense pas que les jeunes du monde rural se reconnaissent dans le portrait un peu misérabiliste que vous avez fait d'eux et encore moins… Alors, évidemment, je ne suis pas jeune, mais, moi, la fille de paysans de la campagne, je ne m'y serais pas reconnue à l'époque, mon Dieu, heureusement. Et, Madame STEPANOFF, j'espère que les jeunes rêvent de partir, y compris de La Loupe…pourquoi pas pour y revenir.

Pour appuyer les propos de Gaëlle, on ne naît pas éco-anxieux, on le devient. Il y a un certain nombre de travaux scientifiques qui sont ouverts sur la question et c'est Laelia BENOIT qui ouvre le premier chapitre de son livre sur cette expression. Cette pédopsychiatre de 33 ans s'est investie, dans le cadre de la Maison de Solenn, auprès de patients en phobie scolaire. Ces jeunes qu'elle suit expriment une anxiété croissante : pourquoi aller à l'école et vivre une vie ordinaire si le futur est incertain et qu'il n'y a pas de planète B ? Il n'y a pas, en effet, que Greta THUNBERG qui le dit, loin de là. Ils sont écrasés par la responsabilité que les générations précédentes reportent sur eux. Comment leur donner confiance en un avenir en prenant nos responsabilités ?

Je voulais prendre quelques exemples du mandat précédent. En premier lieu, un engagement qu'on avait pris sur la lutte contre la précarité menstruelle, qui touche environ 1,7 million de femmes avec un impact environnemental de production de déchets estimée, quant à elle, à 100 à 150 kilos de serviettes et tampons jetés au cours de cette période de la vie.

Ce sujet intéresse tout particulièrement les lycéennes – François BONNEAU s'en souvient certainement –, lycéennes avec ou sans voile, d'ailleurs, et j'en veux pour preuve que lors d'une visite de rentrée au lycée Émile-Zola de Châteaudun, en septembre, les jeunes lycéennes nous avaient présenté leur projet en matière de précarité menstruelle, en voulant vraiment avancer sur ce sujet. Au-delà de la mise à disposition de serviettes et de tampons, ce qui est proposé, c'est de pouvoir avoir des cups ou, pourquoi pas, et ce serait une évolution supplémentaire, des culottes menstruelles qui, elles aussi, n'est-ce pas, Gaëlle, sont quand même très intéressantes aussi. D'ailleurs, une enquête a été menée avec la FRAPS auprès des lycéennes pour savoir ce qu'elles pensent de la mise en place des cups dans les lycées. La cup, la culotte menstruelle ou la serviette hygiénique lavable sont aussi des alternatives à la serviette hygiénique au regard des produits nocifs tels que les perturbateurs endocriniens que celle-ci contient.

Cela m'amène à un autre engagement, l'étude lancée en 2018 par la Région sur la sensibilisation des habitants de la Région aux perturbateurs endocriniens, et, en 2019, à la charte régionale de la lutte contre les perturbateurs endocriniens.

Enfin, l'engagement de ce mandat sur l'alimentation, qui consiste à réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens en développant la consommation d'aliments biologiques et l'usage de matériels pour cuisiner et chauffer qui ne comportent pas de perturbateurs endocriniens, ainsi que notre mesure « 100 % local », dont 50 % d'alimentation bio dans la restauration scolaire des lycées, qui y répond directement et permettra aux lycéennes et lycéens de manger sainement à un coût carbone réduit.

La tentation est grande, il est vrai, vous l'avez dit, chers collègues, de répondre à la place de la jeunesse. Ne l'avons-nous pas tous fait au moins une fois avec nos propres enfants ? La parole sera donc donnée à la jeunesse, mais attention, ses expressions nous engagent fortement.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Est-ce que Madame BABIN souhaite s'exprimer ?

Oui ? Je vous en prie.

Mme BABIN.- Monsieur le Président, chers collègues, avant d'évoquer l'avenir professionnel de nos jeunes, j'ai envie de répondre à Madame MÜNSCH que nous n'avons pas la même vision de la laïcité. Le voile islamique n'en fait pas partie. Ce n'est pas ce que je souhaite pour ma fille. Cacher ses cheveux et sa féminité, c'est ce que vous souhaitez comme représentativité et comme norme ? Quelle honte.

Il faut écouter la jeunesse mais aussi la guider – c'est notre rôle politique, Monsieur GILLE – pour lui assurer un avenir. En lisant le rapport sur la situation de la jeunesse, on comprend que le taux de chômage est élevé chez les jeunes non diplômés et que le taux de pauvreté ne fait qu'augmenter depuis plusieurs années. La question qui se pose est la suivante : que pouvons-nous faire pour que cela change, comment adapter les formations des jeunes aux enjeux professionnels de demain ?

Nos jeunes manquent de formations adaptées à ces enjeux et les formations professionnelles ne sont pas valorisées. Aujourd'hui encore, elles sont considérées comme négatives, comme des voies de garage alors qu'elles devraient être une priorité. Nous devons mener une politique de valorisation des filières professionnelles et beaucoup mieux communiquer en rappelant, par une campagne, par exemple, auprès des jeunes, le pourcentage de jeunes qui obtiennent un emploi par les filières professionnelles et quelles sont les rémunérations. Il faudrait également démontrer à leurs parents que c'est leur meilleur moyen d'assurer un bel avenir professionnel à leur enfant. Il y a un enjeu pour nos jeunes, qui trop souvent poursuivent des études sans beaucoup de débouchés.

C'est un enjeu pour notre jeunesse mais aussi pour nos entreprises. Des dizaines de milliers d'emplois ne sont pas pourvus par manque de personnes qualifiées, notamment dans les filières manuelles non délocalisables. C'est un manque pour notre économie. J'ajoute que beaucoup de jeunes qui s'orientent vers les filières d'apprentissage créent ensuite leur entreprise.

Autre point important qui devrait nous inciter à prioriser les filières d'apprentissage, ce sont aujourd'hui les cols blancs qui voient leurs métiers les plus facilement remplaçables par l'IA ou par la télémigration. D'ailleurs, la délocalisation virtuelle de certains emplois gagne du terrain ; c'est le télétravail mais dans un autre pays. La pandémie a démontré qu'il était possible d'effectuer une partie des métiers de services en télétravail permanent, exposant plus naturellement ceux-ci à une possible délocalisation. 92 % des emplois dans le secteur de la banque et de l'assurance, 79 % des métiers dans la communication ou 67 % dans le conseil, ce sont encore ces secteurs d'avenir qui pourront convenir à certains jeunes et il faut les protéger, mais en s'adaptant au marché du travail. Nous devons cesser d'envoyer nos jeunes massivement dans des universités sans débouchés et mieux répartir notre jeunesse en l'adaptant au travail de demain. C'est notre rôle.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BABIN.

Monsieur MERCIER a la parole.

M. MERCIER.- Merci, Monsieur le Président.

Avant de commencer, je voudrais souscrire aux propos de Monsieur LEONARD, on ne peut laisser dire n'importe quoi dans cet hémicycle et je souscris également aux propos de Madame MÜNSCH-MASSET. Il n'y a pas de vision à avoir de la laïcité, il y a la loi. Les citoyens sont libres de croire ou de ne pas croire, ils sont libres de changer de religion ou de ne plus en avoir, de la pratiquer ou non, ils peuvent l'exprimer chez eux ou dans l'espace public, dans le respect de l'ordre public.

Sur ce qu'on évoque sur le rapport, ou plutôt sur la communication autour de ces états généraux de la Jeunesse, vous avez parlé, Madame la Vice-présidente, de la difficulté de situer la jeunesse. Si vous le voulez bien, j'aimerais revenir sur un élément de cette communication qui, à mon sens, a de l'importance. Il s'agit de la manière dont on va utiliser le mot « jeunesse ».

Si nous l'employons dans le terme générique « la jeunesse », nous utilisons ce mot comme un mot-valise et nous considérons les jeunes comme un seul et même ensemble. Au contraire, si nous parlons des jeunesses, nous nous efforçons de considérer que les jeunes ne sont pas jeunes de la même manière, que l'endroit où ils vivent, les études qu'ils suivent, les associations qu'ils fréquentent, les ressources dont ils disposent sont des éléments qui les différencient, et cela nous oblige. Nous devons adapter notre discours, adapter nos pratiques

et adapter notre communication. De ce fait, non, Madame LOUISIN, il n'y a pas qu'une seule jeunesse.

Je l'ai déjà rappelé ici, ne confondons pas « adapter » et « imiter ». Il n'est pas nécessaire que nous nous affichions sur TikTok ou sur YouTube. Il faut aller les écouter, aller à leur rencontre dans les territoires, les lycées et universités, les quartiers populaires, les festivals, etc. Il faut faciliter l'accès aux droits, comme l'a dit Madame FOUCHET, aux démarches. Nous le devons, car même si tous les jeunes ont accès de manière égale aux richesses de notre territoire, aux dispositifs régionaux, ils n'y ont pas accès de manière équitable.

Depuis 1998, notre majorité travaille à garantir une égalité des territoires : gratuité des livres scolaires, des transports scolaires, création du GIP Alfa, la liste est longue. Maintenant, nous devons accentuer notre travail sur l'équité et c'est, je crois, l'enjeu de ces états généraux. Ne loupons pas le coche, c'est le moment de simplifier le quotidien des jeunesses, notamment des jeunesses de la ruralité.

- Créons les outils permettant le « aller vers », à l'image des infotroc* que vous subventionnez au CRIJ par exemple, qui se déplacent dans les territoires pour apporter l'information aux jeunesses.

- Encourageons les associations départementales ou régionales à se déplacer dans le territoire pour que les jeunes puissent s'en saisir sans avoir à « galérer » dans les transports.

- Pensons à une politique qui luttera contre l'orientation subie en raison de la difficulté d'accès aux transports ou parce que les revenus des familles ne permettent pas l'accès à un logement étudiant.

- Simplifions la mobilité des jeunes en rendant gratuits les transports pour tous les jeunes et en aidant les jeunes à obtenir leur permis.

- Réfléchissons avec les lycéens des lycées ruraux, à leurs besoins pour que les associations, la culture et d'autres investissent les lycées.

- Ciblons les événements culturels et sportifs pour organiser des transports collectifs au départ des territoires ruraux.

La liste des actions qu'on peut mettre en place est longue. Nous devons travailler avec l'ensemble des jeunes pour construire un plan ambitieux pour nos jeunesses du territoire. N'oublions pas dans nos états généraux d'aller consulter partout afin d'entendre toutes les jeunesses.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur MERCIER.

Monsieur GODET a la parole.

M. GODET.- Merci.

Moi qui pensais m'endormir en fin de journée, je trouve que le débat est plutôt animé et soulève beaucoup de choses.

D'abord, je voudrais apporter deux ou trois éléments sur les propos de Monsieur NIKOLIC, qui a passé cinq minutes à nous parler d'un bout de tissu alors que le sujet, c'est la jeunesse. Je trouve que c'est d'une telle réduction que cela en devient désolant et pathétique.

Je voudrais rappeler que cette jeune femme dont vous avez parlé, il aurait été peut-être intéressant d'aller lui parler, d'aller lui demander qui elle était avant de parler d'elle comme vous l'avez fait. Par ailleurs, je voudrais redire qu'elle a été élue, élue par ses pairs et que sa légitimité à la coprésidence du CRJ, elle l'a tout à fait. Je voudrais également rappeler ici ce que d'autres ont rappelé avant moi, que nous, nous continuerons de défendre la loi de 1905, et comme le veut l'expression, rien que la loi de 1905 mais toute la loi de 1905 sur la laïcité.

Ensuite, je voudrais aussi répondre aux propos de Monsieur AVRIL sur les jeunes ruraux déclassés et sur le fait qu'il y aurait les « intellos bobos » dans les rangs d'Europe Écologie ou du MJS et les gens déclassés de votre côté et que vous, vous connaîtriez mieux, etc. À un moment donné, franchement, arrêtons les caricatures. Il n'y a pas, d'un côté, ceux qui s'intéressent aux bourgeois et, de l'autre, ceux qui s'intéressent aux gens déclassés. Je rappellerai quand même aussi que votre culture politique, votre famille politique, c'est plutôt celle qui défend la grande bourgeoisie.

De plus, je vous trouve un peu présomptueux à vous poser comme la seule personne qui pourrait légitimement parler des jeunes ruraux. C'est mal connaître un certain nombre de gens qui sont autour de cette table, c'est mal connaître notre parcours pour un certain nombre d'entre nous, nos engagements. Moi, je n'ai aucun problème de légitimité à aller parler des jeunes déclassés, ce sont mes amis d'enfance, ce sont ceux avec qui j'ai grandi et je pense que j'en ai fait partie, d'une certaine façon. J'ai grandi dans un village de 500 habitants, j'ai connu le car pour me rendre au lycée à 6 heures 15, j'ai connu les soirées à mobylette, etc., et je trouve assez impressionnant de nous renvoyer la balle, comme cela, comme si nous, nous ne les connaissions pas et qu'il n'y avait que vous.

Enfin, la question de l'éco-anxiété et l'étude qui a été citée par Gaëlle LAHOREAU, vous les remettez en question mais, vraiment, allez lire cette étude, allez tous la lire. Ce n'est pas simplement des anxiétés qu'on projette sur la jeunesse, c'est le résultat d'une étude qui a été menée, une étude d'ampleur et qui, je suis désolé de vous le dire, est solide scientifiquement. Si vous la lisez, vous verrez que toutes les couches sociales sont concernées par cette éco-anxiété et que ce n'est pas quelque chose que nous invitons.

Je vous invite à avoir peut-être un peu plus de prudence sur les notions que nous, effectivement, nous défendons aujourd'hui, parce que s'il y a une règle qui se vérifie dans beaucoup de cas depuis quelques années, c'est que les idées des « écolos », on commence toujours par s'en moquer mais on finit souvent par les « piquer ».

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GODET.

Madame TEIXEIRA a la parole.

Mme TEIXEIRA.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Je souhaitais intervenir plus spécifiquement sur la formation. Comme on le sait, elle est un enjeu crucial dans notre Région, d'une part parce que la situation sociétale fait que nous ne pouvons transiger sur la qualification et que, d'autre part, la Région étant vieillissante, cela nécessite que notre bassin d'emploi se renforce.

Je voulais mettre l'accent sur la formation en alternance, qui est une solution d'apprentissage qui donne la possibilité de lier la théorie à la pratique, en permettant aux jeunes de se confronter au monde du travail.

Cependant, combien d'entre nous ont eu des demandes de jeunes souhaitant partir sur un apprentissage mais qui ne trouvaient pas d'employeurs malgré des recherches conséquentes ? L'apprentissage est pourtant une des solutions les plus adaptées pour certains jeunes qui ne veulent pas suivre un cursus dit classique. De la même manière, trouver des stages pourtant indispensables à la validation d'un diplôme reste un parcours du combattant pour beaucoup de jeunes, et ceci, à tous les niveaux d'étude.

Nous pourrions dire que l'argent reste un problème majeur, ce qui constitue effectivement une partie de la réponse. Cependant, ces stages sont souvent de moins de deux mois et n'impliquent pas de rémunération. Nombre d'organismes se mobilisent pour publier des annonces d'apprentissage dans la Région. Pourtant, le constat est là, les offres proposées ne correspondent pas forcément aux formations que souhaitent suivre les jeunes. L'enjeu est donc de permettre à ces jeunes de continuer leurs études en alternance ou de trouver un stage, en mettant en adéquation l'offre et la demande afin que cela ne soit plus un frein et qu'ils ne se retrouvent plus sans formation sous prétexte qu'ils n'ont pas trouvé d'employeur prêt à les accueillir.

De plus, il existe plusieurs organismes compétents dans les secteurs de l'accompagnement et de la formation professionnelle, tels que la Mission de lutte contre le décrochage scolaire, Pôle emploi, la Mission locale, la Chambre de métiers et de l'artisanat, qui proposent un certain nombre de dispositifs adaptés à plusieurs situations comme les élèves en décrochage scolaire, les jeunes en situation de rupture d'apprentissage, les jeunes primo-arrivants, etc. Toutes ces catégories trouvent, si l'accompagnement est correctement corrélé, une solution à leur situation personnelle.

Cependant, le nombre de dispositifs, de partenaires institutionnels, les exigences de rendement de la part de l'État et les demandes de faire disparaître à tout prix les jeunes sans solution ont pour effet de mettre en concurrence indirecte les organismes d'accompagnement. Et ce n'est pas en mettant en place un énième dispositif tel que le contrat d'engagement jeune qui prend plus ou moins la place du dispositif « Garantie jeunes », « 1 jeune, 1 solution »… En effet, *a priori*, il ne devrait pas fonctionner, et ce, jusqu'au prochain dispositif de l'État qui, évidemment, sera bien meilleur que le précédent.

Pourquoi y a-t-il ces dispositifs qui se rajoutent à ceux qui existent déjà, si ce n'est pour perdre nos jeunes et mettre encore plus en concurrence les acteurs de la formation ? Et les jeunes dans tout cela ?

Le 16 novembre prochain, donnons-leur la parole pour qu'ils nous donnent leur avis sur ces dispositifs.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame TEIXEIRA.

Dernière oratrice inscrite, Madame BESNIER.

Mme BESNIER.- Merci.

Emmanuel LEONARD a rappelé cette phrase : « *Être jeune, c'est se trouver au carrefour de la vie, quand l'insouciance de l'enfance tend à laisser la place aux responsabilités d'adulte* ». Cette définition est issue du rapport, qui a été coécrit par deux associations étudiantes, AGATE de l'Université de Tours et ÔCampus de l'Université d'Orléans, et qui a été remis cet automne à la Région, intitulé tout simplement « Contribution étudiante ».

Ce rapport aborde tous les sujets qui concernent les étudiants : l'économie, l'aménagement du territoire, les transports, les formations sanitaires et sociales, le lycée, l'orientation, la formation et l'emploi, le développement durable et la transition écologique, la culture et le sport, la crise sanitaire et les liens Région/jeunesse.

Je tiens d'abord à en remercier les auteurs, qui nous présentent là non pas une liste à la Prévert de demandes adressées à la Région, mais une réelle analyse des sujets avec, pour chaque sujet, les actions qui selon eux doivent être maintenues, les actions qui peuvent être améliorées et les nouvelles propositions. On reconnaît là l'engagement de cette jeunesse qui est force de proposition, comme on l'avait déjà constaté lors de la crise sanitaire, et qui souhaite participer pleinement auprès des collectivités et tout spécialement de la Région à l'amélioration de la vie étudiante dans toutes ses dimensions.

Durant la pandémie, la Région a pris en urgence des mesures d'accompagnement dont l'accès aux droits avec la mise en place de référents étudiants, la lutte contre les précarités avec l'octroi d'aides alimentaires, le soutien à l'insertion, à l'emploi et à l'engagement avec la plateforme Jobaviz et la plateforme de stages, l'écoute et le soutien de jeunes avec le financement de postes de psychologues.

Les états généraux de la Jeunesse vont nous permettre de voir avec eux les actions qui doivent être pérennisées et celles qui doivent être modifiées et d'explorer les domaines où de nouvelles actions doivent être mises en œuvre.

Dans la continuité de ce qui a été fait en 2020 et en 2021 avec leurs associations, avec leurs établissements, avec le CROUS, nous allons, lors de ces états généraux, continuer les discussions et élaborer la politique de vie étudiante de la Région pour les années à venir.

Comme cité dans le rapport, BOURDIEU disait que la jeunesse n'est qu'un mot, expliquant ainsi qu'il y a plusieurs jeunesses, comme beaucoup d'entre vous l'ont fait remarquer ce soir. Mais n'oublions pas que l'étudiant n'est aussi qu'un mot, reflétant des situations différentes et donc des besoins divers auxquels on doit répondre.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Au terme de ces interventions…

M. NIKOLIC.- Monsieur le Président, est-ce que je peux répondre ?

M. le Président.- Non, honnêtement, Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- J'ai été pris à partie…

M. le Président.- Mais vous n'êtes pas pris à partie. Il y a une qualification, cela fait partie des échanges et des débats, ce n'est aucunement injurieux et on va donc poursuivre avec l'intervention…

M. NIKOLIC.- Notre mentalité bourgeoise vous avait choqué en Commission permanente.

M. le Président.- Je demande à la fois à la vice-présidente et au conseiller délégué d'apporter quelques éléments de synthèse essentiels. C'est la matière qui va être utilisée pour les débats.

En quelques mots, Madame la Vice-présidente et Monsieur le Conseiller délégué.

Mme CANETTE.- Monsieur NIKOLIC, je vais commencer par vous dire quelques mots, et, en même temps, je ne voudrais pas que cela prenne trop de temps, car je pense que l'objet de cette communication mérite qu'on s'y penche plutôt que de se retrouver sur des débats qui semblent vous hanter.

Je vais dire comme cela a été dit qu'effectivement notre préoccupation, ce à quoi nous sommes attachés, sur le sujet que vous avez avancé, c'est la loi de 1905, rien que la loi, toute la loi et que, évidemment, nous sommes très attachés au principe de la laïcité, qui implique la neutralité là où elle est prévue. En revanche, je vous le dis comme je le pense, personne ici, je pense, n'a de sympathie pour l'islamisme, comme vous dites, mais quand on fait l'amalgame entre des croyances religieuses et des dérives religieuses, cela relève purement et simplement, oui, des amalgames et de la démagogie.

Entre appeler au principe de laïcité et exiger, comme vous le faites, d'une femme portant le voile dans une enceinte ou un lieu où elle en a le droit qu'elle le retire, il y a un pas qui est celui de l'amalgame, et quand cela vient emboliser, parce que c'est ce qu'il s'est passé, un débat qui devrait être centré sur son point focal, c'est-à-dire la jeunesse, je pense qu'on n'est pas loin d'une haine obsessionnelle.

Revenons-en à l'essentiel. Je rappelle également, quand même, qu'on ne peut pas, sous prétexte que les gens qui sont élus et désignés démocratiquement par leurs pairs ne nous plaisent pas, balayer d'un revers de main leur possible légitimité et contester leur représentativité. Cela me semble être une conception des processus démocratiques et de démocratie participative bien particulière.

Pour revenir au centre du sujet, j'ai entendu avec attention les inquiétudes sur le fait que certains peuvent oublier. Je vais répondre dans un premier temps à Madame PAREUX sur la question du handicap. Je ne sais pas si elle est là, Madame PAREUX.

Eh bien écoutez, vous pourrez lui dire que j'ai été très sensible à cela. Effectivement, il ne faut pas qu'on oublie, et je pense que ce n'était dans l'esprit d'aucun d'entre nous de le passer à la trappe. Je vais vous dire, les questions de représentativité, on y est très attentif. Alors, c'est vrai pour les jeunes en situation de handicap et c'est vrai pour ce que vous avez appelé les invisibles, mais je pense que dans les invisibles, il n'y a pas que les déclassés ruraux, comme le terme a circulé. C'était le risque qu'il pouvait y avoir si on avait décidé de ne s'appuyer que sur les réseaux existants. C'est bien pour cela qu'on va tenir, ou plutôt conduire ces états généraux de la Jeunesse en multipliant les lieux, en multipliant les formats, en multipliant les supports, en multipliant celles et ceux aussi qui pourront monter des événements.

Je souhaite, certes, qu'on fasse de l'« aller vers », comme cela a été proposé par Romain MERCIER, mais je souhaite aussi qu'on demande à des acteurs dans les territoires d'organiser des événements. Cela va être compliqué de voir les jeunes dans les quartiers « politique de la ville » si on n'y va pas, si cela ne se passe pas, par exemple, dans les centres sociaux, si cela ne se passe pas au bas des immeubles. Il faut faire en sorte que ce soit là que ça se passe.

Et puis, il faut, j'allais dire, qu'on s'y mette tous. Moi, je vais inviter chacun et chacune d'entre vous à venir à Tours et à inviter des jeunes. Et si vous pensez qu'il y a certains jeunes, certains profils de jeunes qui sont oubliés, amenez-les. Monsieur AVRIL, venez, remplissez votre voiture – pas le coffre ! –, venez à plusieurs voitures de manière qu'ils s'inscrivent et on va réfléchir avec eux pour que ce ne soit pas du *one shot* et que cela puisse s'inscrire dans la durée.

Sentez-vous vraiment mandatés pour non seulement venir le 16 novembre mais aussi inscrire ces jeunes dans une participation dans la durée. Et peut-être que les maires ou les élus locaux autres que les maires qui peuvent avoir ce levier, mais les maires en particulier peuvent organiser aussi, dans leur commune, des événements qui déboucheront sur des contributions qui viendront alimenter les états généraux. Nous sommes absolument preneurs.

Il y a également un enjeu auquel je suis très attentive et que j'ai juste effleuré tout à l'heure. C'est vrai que nous avons, même entre nous, beaucoup de questionnements sur la jeunesse, les jeunesses, et nous sommes absolument d'accord pour dire qu'il y a des jeunesses. Simplement, il ne faut pas qu'on consulte les jeunesses en tuyaux d'orgue. En effet, je crains et nous craignons qu'on ait des profils de jeunes qui ne viennent nous parler et qui n'envisagent les politiques, les dispositifs à construire et le monde de demain à penser que par leur propre prisme. Nous souhaiterions qu'ils puissent aussi être confrontés à la vision des autres jeunesses et qu'ils puissent réfléchir ensemble, que les étudiants puissent entendre le vécu, les difficultés, les préoccupations, les envies des ruraux déclassés – c'est peut-être un terme qui va rester –, ou des NEET, ou des jeunes des quartiers, ou encore des jeunes en situation de handicap, et que chacun puisse construire une vision collective. Parce que c'est cela aussi, faire société, et c'est notre mission aussi que de les accompagner dans ce chemin-là.

Enfin, évidemment, on va y mettre de l'énergie, mais je pense que cela sera peut-être moins difficile qu'on ne le pense si on s'y met tous, parce que contrairement à ce qui peut parfois être véhiculé, je ne pense pas – je ne suis pas la seule et on en faisait le constat avec le Président – qu'il s'agisse d'une génération de gens égoïstes et non engagés. Quand on a fait la tournée des lycées, d'une partie des lycées lors de la rentrée, on a rencontré, avec le Président, et les élus qui nous ont accompagnés ont pu en faire le constat, nombre de jeunes qui ont été très engagés pendant la crise et on a été frappé à la fois par leur engagement et par le caractère presque désintéressé de leur engagement. Je vous assure que, très souvent, ils ne portent que des revendications qui sont collectives et bien moins souvent que d'autres générations des revendications qui les concernent, eux, directement en tant qu'individus.

Simplement, ils ont d'autres formes d'engagement, ils ont d'autres formes même de politisation, et c'est aussi sur cela qu'il va falloir qu'on réfléchisse avec eux, peut-être même réfléchir sur les termes, pour comment on peut les inviter à participer, plutôt que les enjoindre à s'engager, car, très souvent, ils le sont déjà et il y a une dimension un peu comminatoire à employer ces termes-là.

Voilà, rapidement. Je pense que j'ai répondu à la plupart des questions. Oui, je pense que j'ai fait le tour.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci de votre participation à ces débats et j'insiste sur ce que vient de dire Carole.

En un mot, l'idée des états généraux de la Jeunesse, elle vient d'une situation que peut-être certains d'entre vous ont partagée avec moi. C'était début juillet 2020, on avait l'annulation du festival Terres du Son, et on sait que le festival Terres du Son, pour beaucoup, ce sont des jeunes. Et dans la mesure où on soutenait les groupes musicaux qui avaient prévu d'intervenir, on me dit alors : « Il va y avoir des formes plus petites, notamment une forme au Sanitas, et puis il y aura une forme à Montlouis. » Et je dis à mes interlocuteurs : « Écoutez, essayez de faire en sorte que les jeunes du Sanitas puissent venir – je crois, Mohamed, que tu étais avec moi – à Montlouis et je vais aller les voir, on va discuter de ce qu'ils vivent dans ce moment de crise par rapport à la culture. » Je suis arrivé et c'était, je le dis de manière très positive, entre la fête et la kermesse, c'était sympa, il y avait des jeunes. Ceux de Montlouis arrivent, s'installent, et ceux du Sanitas restent un peu à la périphérie de la discussion. Je dis : « Venez, installez-vous ». Je vais en chercher deux ou trois, ils viennent et ils sont alors une vingtaine. Finalement, c'était équilibré, il y avait un groupe d'environ 40 jeunes à peu près à parité entre le Sanitas et Montlouis.

Et ils n'avaient pas du tout, en effet, les mêmes histoires de vie, les uns et les autres. Pas parce qu'ils étaient du Sanitas ou de Montlouis. Ils n'avaient pas du tout les mêmes histoires de vie et on sentait, au départ, que le groupe ne fonctionnait pas au niveau de l'échange. C'est alors que je me mets à leur niveau, au sens physique du terme, je ne reste pas debout à leur parler, et on engage la discussion. La discussion, elle a duré trois quarts d'heure. Ils l'ont nourrie et, à la fin, ils étaient véritablement dans une communication, les uns et les autres, sur des thématiques qui étaient des thématiques communes – vous en avez cité, les uns et les autres – et c'était complètement passionnant.

Et je me suis dit : il y a deux éléments qui se jouent là-dedans. Il y a la possibilité de penser et de réfléchir ensemble et il faut créer au maximum ces situations. Mais il y a autre chose, et moi, cela m'intéresse par rapport à notre institution régionale. Il y a autre chose, qui est le rapport à l'élu, qui est le rapport à l'institution, qui est le rapport à cette image qu'on a de l'élu, qu'il soit municipal, départemental, régional ou national, et on sent bien que pour ces jeunes, ce n'est pas évident.

Eh bien moi, j'ai l'ambition que ces états généraux nous permettent, à nous qui représentons l'institution régionale, de faire qu'il y ait du commun entre les élus et ces jeunes, entre les jeunes et ces élus, car c'est absolument fondamental si on veut refonder la démocratie. C'est pourquoi ce que tu as dit me paraît très important. Mobilisons-nous !

Merci. Merci à vous et nous passons donc...

M. NIKOLIC.- Monsieur le Président, nous demandons une suspension de séance, parce que je n'accepterai pas, encore une fois, qu'on nous dise qu'on est dans la haine, qu'on est pathétique et qu'on fait des amalgames.

Sehida PALA, elle revendique son appartenance à Syria Charity, financée par les Frères musulmans. Si, pour vous , c'est cela, la norme de l'islam en France, c'est vous qui faites un amalgame terrible et c'est vous qui participez à une soumission à l'islamisme en permanence. Vous pensez que c'est un bout de tissu, pour vous ?

M. le Président.- Alors, Monsieur NIKOLIC, vous avez demandé une suspension de séance, elle est de droit, je vous la donne pour cinq minutes et nous reprenons nos travaux.

(Brouhaha)

Monsieur NIKOLIC, vous avez demandé une suspension de séance, je vous la donne, elle est de cinq minutes et nous reprenons nos travaux dans cinq minutes. Merci.

M. NIKOLIC.- Le lendemain…

(Protestations sur les bancs des groupes de la majorité)

INTERVENANT.- C'est bon !

M. NIKOLIC.- Vous pouvez me dire « c'est bon », si vous voulez. Honte à vous !

(La séance, suspendue à 19 heures 50, reprend à 19 heures 59)

M. le Président.- Voilà, nous y sommes. Nous reprenons après une interruption de dix minutes prolongées. Nous reprenons nos travaux avec une communication à nouveau, qui est une communication sur la cybersécurité. Ce sera présenté par le conseiller délégué auprès du Président pour les sujets du numérique.

Guillaume CRÉPIN, vous avez la parole.

COMMUNICATION N°4 FEUILLE DE ROUTE CYBERSECURITE 2021-2023 - FAIRE DU CENTRE-VAL DE LOIRE UN TERRITOIRE DE CONFIANCE NUMERIQUE

M. CRÉPIN.- Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur le Représentant du CESER, je voulais vous proposer de commencer par un jeu pour attirer votre attention en cette fin de session, quoique ce n'est pas une fin de session, mais en ce début de soirée.

Alors, est-ce que peuvent lever la main ceux qui ont déjà reçu un e-mail frauduleux ? Merci. Gardez les mains levées.

Et, pour compléter, ceux qui ont déjà reçu un message Facebook douteux, d'amis de l'autre bout du monde ou un SMS piraté vous expliquant qu'on est à l'autre bout du monde et qu'on a besoin d'argent ?

Vous le voyez, l'espace numérique n'est pas un espace paradisiaque, et la question n'est pas de savoir si nous sommes menacés mais à quelle distance nous subissons cette menace numérique et comment nous sommes collectivement préparés face à cette menace. Comment sommes-nous collectivement préparés pour y faire face ? La réponse en France, en région mais plus généralement dans le monde, est très claire : nous y sommes très mal préparés.

En région comme ailleurs, nous sommes en effet très mal préparés face à des attaques cybercriminelles qui sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus organisées, voire professionnalisées.

Selon le ministère de l'Intérieur, en 2018 – déjà ! –, 80 % des entreprises reconnaissaient avoir subi une cyberattaque, et plus d'une sur trois annonçait qu'elle avait subi plus de 10 cyberattaques dans les mois passés.

Dans son rapport d'état de la menace rançongicielle en France en 2020, l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information, l'ANSSI, a pointé une hausse des signalements d'attaque de 255 % par rapport à 2019. En 2020, l'Agence a estimé que le nombre de rançongiciels avait été multiplié par 4. Pertes financières pour des ventes non réalisées à cause de l'absence de services, atteinte à l'image auprès des investisseurs, des clients, de l'opinion publique, risque pénal lié à une rupture contractuelle des engagements de

la société vis-à-vis de ses contractants et pénalités pour non-respect de ceux-ci, risque de perte de propriété intellectuelle ou de données, une attaque informatique peut conduire une entreprise, notamment une TPE ou une PME, structurellement plus fragile, à disparaître.

Les collectivités locales ne sont pas épargnées, petites ou grandes. Le 16 janvier dernier, la Ville d'Angers a été touchée par une cyberattaque. Pendant plus de deux mois, la police municipale n'a pas pu mettre de PV, certains étaient peut-être ravis de cela, mais les sites Internet de la bibliothèque et de la garderie sont restés bloqués et la clinique d'Anjou a elle aussi été touchée, obligeant les services à un retour au papier, pas toujours simple et souvent assez mal vécu. Ce témoignage nous a été apporté en direct il y a quelques semaines à IntercoTOUR, qui se réunissait à Bourges. C'était une attaque en janvier sur la collectivité d'Angers et ils nous ont dit qu'ils sortaient tout juste du rétablissement des systèmes, en octobre.

Face à cette menace grandissante et à l'impossibilité pour l'État d'agir en proximité de notre tissu de TPE/PME notamment, la Région Centre-Val de Loire a fait le choix de se mobiliser en associant l'ensemble des acteurs publics et privés, entreprises, écoles, associations, collectivités, autour de deux grands types d'actions : des actions préventives, afin de permettre aux acteurs locaux d'acquérir et de diffuser la culture et la maîtrise du risque, et des actions réactives afin de proposer un accompagnement immédiat et opérationnel aux incidents et attaques qui touchent les collectivités, entreprises, associations et, plus largement, les particuliers du Centre-Val de Loire, dans le cadre d'une plateforme régionale sur laquelle on reviendra tout à l'heure.

Il est important ici d'indiquer que cette initiative régionale a rencontré un accueil très positif des professionnels du numérique, lors de nos concertations et lors du dernier IntercoTOUR dont je vous parlais tout à l'heure, à Bourges récemment, ainsi que du CESER, dont je salue les travaux et qui a émis un avis très favorable et formulé des propositions qui pourront être intégrées dans nos réflexions.

Par cette communication, la Région s'engage à mettre en œuvre une feuille de route cybersécurité sur deux ans à travers trois axes :

- animer l'écosystème régional cybersécurité et répondre aux besoins de la filière,
- accompagner l'ensemble des acteurs pour qu'ils se prémunissent contre les risques cyber,
- soutenir l'innovation, la recherche et la formation pour accompagner la transition vers un territoire cyberrésilient.

Et ce, en 10 actions que je me propose de balayer très rapidement puisque vous avez tous pris connaissance de cette communication.

- Rapidement, au travers de l'action 1, il s'agit de créer, d'une part, un comité régional d'orientation cyber, un espace de dialogue entre acteurs et, d'autre part, un outil de gouvernance stratégique et de coordination des actions.

- L'action 2 doit permettre la création d'un portail Internet afin de recenser et de cartographier les offres de produits cybersécurité en région et les acteurs, ceci pour favoriser à l'échelle des territoires une montée en compétences des acteurs économiques et aussi pour pouvoir favoriser les mises en lien locales et les circuits courts.

- Par l'action 3, il s'agit d'accompagner la montée en compétences des entreprises régionales avec notamment le relais en Région du label Expert Cyber porté par l'ANSSI auprès des entreprises.

- L'action 4 vise à organiser un événement annuel, des assises régionales de la cybersécurité dans le cadre des Human Tech Days, en commençant par la première en 2022, en lien avec Dev'up et le GIP RECIA autour des enjeux liés à la cybersécurité dans les entreprises et les collectivités locales.

- L'action 5, vous l'avez certainement notée, c'est l'action la plus attendue au niveau des territoires et c'est un peu le cœur du réacteur de cette feuille de route. Il s'agit de mettre en place au niveau régional une plateforme de réponse de premier niveau pour les entreprises, les collectivités territoriales et les associations qui sont victimes de cyberattaques et qui souvent, quand elles sont de petite taille, quand elles n'ont pas de DSI en leur sein, sont très démunies. Il s'agira d'une plateforme téléphonique, d'urgence, qui permettra d'accompagner les entreprises, collectivités et associations par le traitement de ces incidents de premier niveau et de les guider dans ces périodes de crise.

Elle sera menée en partenariat avec l'État, l'ANSSI, Dev'up pour les entreprises et le GIP RECIA pour les collectivités et associations.

On l'entend souvent, oui, on veut se protéger. Mais par où commencer ? C'est vrai que les TPE/PME, les associations de petite taille, les petites collectivités n'ont pas toujours une vision très fine de cette question.

- Ainsi, *via* l'action 6, il s'agit d'aider au diagnostic en élaborant des cadres d'intervention pour les entreprises comme pour les collectivités, qui leur permettront de bénéficier d'audits de premier niveau en matière de sécurité informatique.

- L'action 7 s'adresse au grand public et notamment aux jeunes, dont on vient de parler, des jeunes qui sont très friands de numérique mais qui ont aussi besoin d'avoir une culture de la protection. Afin de diffuser cette culture d'un numérique maîtrisé, il s'agira de sensibiliser le grand public, et ce, dès le plus jeune âge, face à ces enjeux de cybersécurité et de diffusion des bonnes pratiques en matière numérique.

Ce programme régional de sensibilisation associera notamment la Gendarmerie nationale et se déploiera en s'appuyant sur le réseau des tiers-lieux régionaux, les espaces publics numériques, notamment *via* le Hub de médiation numérique, Hub-LO, mais aussi sur la plateforme Yep's.

- La 8e action visera à soutenir la mobilisation des acteurs de la recherche et d'innovation autour des enjeux de cybersécurité, par le lancement notamment d'un appel à manifestation d'intérêt dès 2022 pour la création d'un « campus régional Cyber », déclinaison du campus national de Cybersécurité de la Défense, lieu totem, hub d'échange, pour fédérer et faire rayonner l'écosystème régional en matière de cybersécurité. La mobilisation passera également par un travail conjoint avec les universités et les écoles, qui proposent des formations en ce domaine, ainsi que par un soutien de la Région à la thématique cybersécurité dans ses appels à projets recherche.

- Face aux fortes tensions de recrutement en ce domaine, la 9e action permettra d'identifier et d'apporter des réponses aux besoins de formation en cybersécurité. Ce sont des métiers en forte tension, et les acteurs économiques du numérique nous ont fait part de leurs difficultés d'expansion dans ce domaine face au manque de ressources humaines.

Pour cela, dès 2022, il sera conduit un recensement des acteurs et des compétences territorialisées ainsi qu'une expression des besoins de formation et de recrutement avec les entreprises du secteur. Pourront être alors envisagés des modules de formation complémentaires à l'offre numérique de droit commun, voire la création d'offres spécifiques cyber dans le cadre notamment de DEFI, pourquoi pas.

En partenariat avec l'ensemble des acteurs, il s'agira aussi de favoriser le développement de formations cyber dans le second degré et dans l'enseignement supérieur.

- Pour terminer, et c'est l'objet de l'action 10, au-delà de toutes ces actions plutôt tournées vers l'extérieur, il faut que notre collectivité régionale se mette à niveau en tant qu'organisation régionale face aux menaces cyber, *via* notamment le renforcement et la sécurisation des réseaux, tant au siège que dans les lycées. Un dispositif de sensibilisation au

risque d'e-mail frauduleux dont on parlait tout à l'heure, que vous avez tous reçu, c'est-à-dire l'hameçonnage, a été déployé depuis cet été à destination des élus et des agents.

J'en profite pour vous rappeler, chers collègues, que vous avez tous été invités à participer à une formation de sensibilisation à distance, un module à distance sur l'hameçonnage, sur ces envois d'e-mails frauduleux. Je ne révélerai pas le taux de suivi de ces formations mais il est relativement faible, et je ne peux donc que vous recommander à suivre cette formation. Un lien vous sera renvoyé.

Il faut que vous sachiez que les failles en termes de cybersécurité sont souvent dues à une action humaine. Il y a des endroits, des espaces par lesquels les menaces arrivent et ce sont souvent des agents, des élus ou des personnes en responsabilité, des chefs d'entreprise qui n'en sont pas conscients et laissent entrer la menace.

Enfin, dans le cadre du volet cybersécurité de France Relance, le Conseil régional s'est engagé dans le parcours cybersécurité par un audit proposé et financé par l'ANSSI.

En conclusion, vous le voyez, avec cette feuille de route en 3 axes et 10 actions, la Région Centre-Val de Loire entend s'emparer pleinement de ce sujet pour continuer à faire de la Région un territoire de confiance numérique, avec votre soutien, je l'espère.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci pour cette présentation, Monsieur CRÉPIN.

Monsieur BILLET, vous avez la parole.

M. BILLET.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Deux éléments de réflexion sur cette feuille de route qui nous semble tout à fait intéressante, et la Région étant chef de file du développement économique, il me semble intéressant qu'on puisse prendre cela à bras-le-corps.

Deux réflexions sur cette feuille de route. Vous touchez du doigt deux thèmes qui me semblent essentiels. Le premier, c'est, bien sûr, la cybersécurité par rapport au monde économique, et, le second volet, c'est la formation.

Premièrement, sur la formation, cela nous semble être extrêmement stratégique. Comme vous l'avez dit, nous avons un manque de recrutement sur ce secteur et cela ne va qu'aller plus avant, car on a besoin de cybersécurité et de formation. Nous appelons de nos vœux, dans la réflexion et le bilan au bout de deux ans, la possibilité de développer et de prendre en main la formation sur la cybersécurité du technicien jusqu'à l'ingénieur post-bac, qui, me semble-t-il, est de très bon niveau. Nous pourrions d'ailleurs être, à ce titre, une région pilote dans ce domaine.

Le second élément, c'est qu'il faut bien comprendre qu'une cyberattaque, pour une entreprise, coûte en moyenne 47 000 euros. Cela, c'est le premier chiffre, car il y a deux chiffres. Le second chiffre, c'est qu'en moyenne, une société sur deux s'annonce comme ayant été attaquée, ce qui veut dire que la moitié de ces entreprises gèrent avec leurs prestataires et n'ont pas connaissance de ces attaques.

Troisième élément, certaines entreprises, plus ou moins grosses, dépendent directement de leur outil numérique pour vivre. Quand elles ne peuvent plus avoir accès à leur outil numérique, elles meurent *de facto*. Tout cela pour vous dire que cela représente de l'emploi, de l'activité et que cette démarche est très bonne, mais il ne faut pas oublier un

élément qui me semble être touché du doigt mais qu'on oublie un peu, qui est la relation avec certains services de l'État dans ce domaine. Je pense notamment à l'espionnage industriel, qui est une vraie question qu'on a prise en compte depuis quelques années en France mais pas suffisamment, et on a un savoir-faire en Région Centre, on a des entreprises qui ont un savoir-faire qui est protégé et il faut savoir les accompagner dans ce domaine. C'est ce qu'on appelle en général l'intelligence économique, qui me semble être deux leviers très puissants que nous devrions mettre en exergue dans cette dimension, car la cybersécurité, enfin, on la prend en compte, c'est un bon début, mais nous vous invitons à faire un bilan assez rapidement, peut-être à mi-parcours, d'ici une année, et d'aller encore plus loin dans cette démarche.

Par contre, c'est très bien pour l'activité acteurs publics et privés. Il ne faut pas avoir de frontière là-dessus et ouvrir au maximum les portes, car c'est un problème qui concerne tout le monde. Je le rappelle, vous parliez aussi d'Angers, mais, dans notre Région, il y a un an et demi, le Conseil départemental d'Eure-et-Loir a été embêté et s'est retrouvé sans informatique pendant deux mois, ce qui était assez catastrophique, notamment pour l'action sociale.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci à vous.

Madame de OLIVEIRA.

Mme de OLIVEIRA.- Monsieur le Président, chers collègues, tous ici, nous avons connaissance de l'accroissement incontrôlé mais nécessaire de l'espace numérique, car nous sommes auteurs et acteurs de cette expansion. Incontrôlé mais nécessaire, car, nous l'avons vu lors de cette crise sanitaire, une grande partie des PME et TPE se sont lancées dans la conquête numérique pour assurer leur survie économique. L'eldorado qu'est cet espace virtuel contribue à l'évolution et à la professionnalisation du cyberpiratage.

C'est un fait, l'actualité nous le démontre suffisamment pour prendre le sujet très au sérieux. Pas plus tard qu'hier, un article paru dans le Journal *La Dépêche* relate les mésaventures vécues par un entrepreneur toulousain qui a vu son entreprise victime d'un cyberpiratage. Il nous revient donc de protéger et sécuriser les pratiques en adoptant plusieurs mesures proposées dans ce rapport.

Aujourd'hui, force est de constater que les différentes techniques mises en œuvre contre le piratage informatique trouvent toutes leurs limites dans le cadre de la faille humaine. En effet, se garder d'ouvrir un mail, de cliquer sur un lien ou d'ouvrir une page Internet peut éviter le piratage de ses données. J'insiste donc sur l'importance de mettre en place une formation complète et approfondie des acteurs de nos collectivités, de nos entreprises, de nos jeunes et de nos personnes âgées. Cette formation se doit aussi d'être égalitaire territorialement. Les zones urbaines ne doivent pas être privilégiées au détriment de notre ruralité, car en matière de cyberpiratage, les frontières n'existent plus.

La sensibilisation aux facteurs humains est peu coûteuse et facile à mettre en œuvre. La Région se doit de combler les carences en la matière et tout effort fait en ce sens sera automatiquement efficient. La sensibilisation du grand public sur les dangers du numérique est primordiale et non négociable, car comme le dit l'expression, « un homme averti en vaut deux ».

Le premier rempart au cyberpiratage ne doit-il pas être nos réseaux ? N'est-il donc pas possible d'assurer notre sécurité *via* nos logiciels ? Sur ma boîte mail de la Région, je reçois quasi quotidiennement, et je pense que c'est le cas de tous, un courriel qui se nomme Mailinblack. Le logiciel détecte et me demande si je souhaite ouvrir ce mail tout en m'indiquant qu'il n'est pas nécessairement sécurisé. Cette simple notification est un premier bouclier face aux malveillances.

Ainsi, n'est-il pas possible, avec le développement du numérique, de moderniser notre cybersécurité *via* l'intelligence artificielle et, ensuite, de la démocratiser partout dans la Région ?

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame de OLIVEIRA.

Madame STEPANOFF.

Mme STEPANOFF.- Tout d'abord, permettez-moi de saluer la démarche volontariste de la Région de s'engager sur une feuille de route ambitieuse en matière de cybersécurité. Il était temps, car les menaces de cybercriminalité ne cessent de grandir. Vous l'avez évoqué tout à l'heure, selon l'ANSSI, la cybercriminalité a explosé depuis le début de la crise sanitaire et le nombre de victimes a été multiplié par quatre en une seule année.

Je salue également l'engagement de la Région dans le programme d'accompagnement parcours cybersécurité, proposé par l'ANSSI et financé par l'État, dont il est fait mention à la fin de la feuille de route. Je suppose que la feuille de route est au moins en partie inspirée par ce programme.

Dans le cadre de France Relance, l'État a pris un engagement fort d'investir 136 millions d'euros sur le volet cybersécurité, dont 60 millions sont fléchés pour les collectivités territoriales.

Vous n'en parlez pas dans la feuille de route, dans quelle mesure les actions proposées seront-elles éligibles à ces financements France Relance et aux appels à projets de l'ANSSI ? Dans quelle mesure la Région bénéficiera-t-elle des financements de l'État dans ce domaine ? Comptez-vous notamment vous appuyer sur le soutien de l'ANSSI pour la mise en place de la plateforme de réponse de premier niveau, le CSIRT, l'action 5, le cœur du réacteur comme vous l'avez dit ? Avez-vous par exemple déjà candidaté au programme d'incubation des CSIRT de l'ANSSI, dont l'appel à candidatures est en ce moment même ouvert ?

La feuille de route cybersécurité que vous nous présentez est ambitieuse. Je regrette pourtant qu'elle ne s'appuie pas sur un état des lieux de la cybercriminalité en Région Centre-Val de Loire et sur un bilan des actions de prévention ou de protection cyber déjà engagées par le passé sur notre territoire par des acteurs régionaux, nationaux ou locaux, publics ou privés.

Combien d'attaques par an subissent nos entreprises, nos collectivités ? Quel est l'impact financier de ces attaques ? Parle-t-on de 10, de 100 ou de 1 000 attaques par an ? De quelle nature sont ces attaques ? Nous ne le savons pas. Le seul chiffre cité dans le document en guise d'état des lieux concerne le nombre de PME sur l'ensemble du territoire français ayant été victimes de cybercriminalité en 2018, sans parler du fait que l'année 2018 commence à dater et que des données plus récentes, notamment de 2020, sont facilement disponibles. Ce chiffre ne nous permet pas vraiment d'apprécier l'ampleur réelle de la menace dans notre Région.

C'est un exercice délicat d'élaborer une feuille de route sans poser au préalable le point de départ. Le risque est malheureusement grand de surdimensionner ou de mal adapter le dispositif.

Enfin, je me permets d'attirer votre attention sur la pénurie, voire la quasi-absence de compétences et de talents cyber dans notre Région. Les formations sont rares, les entreprises spécialisées sont rares, les professionnels compétents en cybersécurité sont encore plus rares. Seulement 1 % des professionnels français de la cybersécurité se trouvent aujourd'hui en Région Centre selon l'Observatoire des métiers de l'ANSSI. Comment donc comptez-vous déployer une telle feuille de route ambitieuse, je le répète, en si peu de temps, deux ans seulement, en vous appuyant, comme vous le précisez, je cite, « sur les compétences locales » ?

Nous ne pouvons que saluer cette approche donnant la priorité aux acteurs du territoire et souhaitons nous-mêmes que les fonds qui seront investis dans le développement de la filière cyber aillent aux acteurs locaux, mais ces acteurs locaux risquent de ne pas être au rendez-vous ou en nombre suffisant et ne pourront peut-être pas être formés aussi vite. Ne faut-il pas leur laisser le temps de se structurer et de grandir en investissant d'abord, en priorité, dans le développement de ces compétences et donc dans la formation, avant de déployer les autres volets ?

La filière régionale cyber est encore émergente. L'attention que la Région souhaite porter à ce secteur est prometteuse. Laissons aux entreprises régionales un peu de temps pour s'organiser. La filière en sortira plus forte.

Merci pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame STEPANOFF.

Monsieur GODET a la parole.

M. GODET.- Merci.

Le groupe Écologie et Solidarité apporte son soutien à la présente feuille de route et à sa double démarche à la fois prévention et accompagnement. Cette feuille de route balaie un spectre large des problématiques suscitées par la cybercriminalité et les 10 actions apportent des réponses complètes à la mesure de notre collectivité.

Nous profitons de cette prise de parole pour souligner les aspects et les points de vigilance qui nous semblent particulièrement importants.

L'attention doit être portée sur la diversité des profils des acteurs socio-économiques de la Région : tous, grands groupes, TPE, PME, collectivités, associations, subissent le risque de cybercriminalité. Notre effort doit se porter en priorité vers les plus petites entreprises qui maillent notre territoire, vers les associations et vers les collectivités qui assurent les services publics. Notre devoir est de concourir à la continuité du service public.

Le pilotage de la démarche doit également associer l'ensemble des typologies de structures accompagnées. Nous avons bien noté que la gouvernance sera resserrée, mais il nous semble essentiel, par exemple, de s'appuyer sur des associations qui ont construit une expertise avec leur propre approche sur la question du numérique et qui promeuvent les logiciels libres, dont la fiabilité et la sécurité sont maintenant reconnues.

Plus globalement, nous souhaitons souligner que, pour nous, les risques de cybercriminalité et donc les enjeux de cybersécurité concernent les personnes elles-mêmes. Notre addiction généralisée aux outils du numérique nous fait courir à chacun et à chacune et à une grande majorité de nos concitoyens des risques sur notre vie privée. Dans ce domaine, au-delà des risques criminels, ce sont le fait d'actions légales. Une part non négligeable des applications que nous utilisons quotidiennement repose sur un modèle économique qui instaure l'espionnage généralisé. Chaque application de nos smartphones sur Android possède en moyenne 2,5 traqueurs. Ce chiffre est issu du rapport de l'association Exodus Privacy en collaboration avec l'Université de Yale. S'il existe fort heureusement quelques encadrements légaux, ceux-ci sont fortement limités, d'autant qu'en pratique, cette circulation de nos données privées se fait dans des pays tiers, hors de portée de la justice française. Ainsi, j'en reviens au devoir de vigilance de la Région.

Nous ne pouvons pas faire de la cybersécurité une priorité tout en soutenant des acteurs économiques qui vivent de l'espionnage. Le groupe Écologie et Solidarité veillera à ce que nos aides économiques participent au développement d'un numérique vertueux, au service de tous, et que l'argent public ne soit pas dilapidé dans des aides indues à des activités qui portent atteinte à la vie privée de chacun d'entre nous.

Enfin, la sécurisation du numérique ne doit pas se limiter à ses aspects immatériels. Le terme de « dématérialisation », souvent utilisé, est on ne peut plus faux. Le numérique dépend de nombreux équipements matériels : ordinateur, serveur, câblage, satellite, etc. Tous ces équipements sont consommateurs de ressources rares et d'énergie. Ainsi, par exemple, l'Irlande concentre la plupart des serveurs sur lesquels repose l'écosystème Internet européen. Ces serveurs consommaient en 2015, c'est-à-dire il y a sept ans déjà, 13 % de l'électricité du pays, et cette consommation est croissante. L'Irlande a déjà dû faire face à des pannes d'électricité causées par le développement sans aucune planification de ces serveurs.

S'intéresser à la sécurisation du numérique ne peut qu'amener à conclure que le développement illimité du numérique est une illusion qui ne tient pas compte de sa réalité matérielle. Pour être sécurisé, le numérique ne peut faire l'impasse sur un développement matériel concret intégrant la dimension écologique.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GODET.

Monsieur GEOLLOT a la parole.

M. GEOLLOT.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Cette feuille de route sur la cybersécurité est plus que bienvenue. La cybersécurité est un énorme enjeu, parfois sous-estimé par certaines structures jusqu'au jour où elles se font attaquer. En effet, pendant le pic de la crise du Covid-19, de nombreuses associations, entreprises ou même collectivités locales de toux niveaux se sont fait attaquer et se font encore attaquer cette année. D'après l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information, les cyberattaques ont été multipliées par quatre en 2020. D'après elle, c'est une véritable explosion. En 2021, la tendance semble même se confirmer.

Toutes les structures sont touchées, mais les cybercriminels ciblent de plus en plus les collectivités locales, les secteurs de l'éducation et de la santé. Certaines de ces cyberattaques ont eu de graves conséquences. Je pense notamment aux nombreux hôpitaux, partout en France, qui ont subi énormément de cyberattaques. Certains hôpitaux ont vu les données de leurs patients dérobées, d'autres ne pouvaient plus accéder à leurs dossiers, compliquant ainsi la prise en charge de nombreux patients. Parfois même, des équipements ne pouvaient plus être utilisés.

Ces hyperattaques peuvent mettre gravement en danger la population. Plus globalement, lorsqu'un service public subit une cyberattaque, ce sont les usagers qui en subissent les conséquences. Il est, à notre sens, important de préciser cet aspect de la cybersécurité, car trop souvent, lorsqu'on parle de numérique et de cybersécurité, on oublie les conséquences directes sur nos concitoyens.

Au-delà, nous avons énormément de foyers qui sont démunis face aux cyberattaques, une difficulté qui est accentuée par la fracture numérique sur notre territoire. Pour rappel, près d'un quart des habitants ne sont pas à l'aise avec le numérique. Derrière ce chiffre, il y a beaucoup de personnes âgées, de familles monoparentales, de personnes précaires, etc. Ce sont des personnes qui n'ont pas toujours certains réflexes lorsqu'elles regardent un mail, qui ne savent pas forcément identifier un site Internet malveillant ou même qui ne seront pas quoi faire si elles subissent une cyberattaque. Tout ceci n'est pas inné. De plus, une grande majorité des démarches administratives se font malheureusement quasi exclusivement sur Internet. Cela veut dire que dans leurs ordinateurs, nos citoyens ont des documents extrêmement sensibles qui peuvent, s'ils sont volés ou même bloqués, être extrêmement préjudiciables pour eux.

Pour protéger la population des dangers liés au numérique, nous devons aussi combattre la fracture numérique sur notre territoire. Bien sûr, même en mettant tous les moyens du monde, nous subirons des cyberattaques partout sur notre territoire, mais nous devons limiter le plus possible leurs conséquences et surtout protéger les populations les plus sensibles. C'est un énorme travail humain et technologique que nous devons mener pour que nos vies numériques, et même nos vies, tout court, soient protégées.

Des formations accessibles à toutes et à tous, prévenir les attaques, investir dans des moyens techniques, humains, mener des politiques contre la fracture numérique, en clair, pour protéger notre Région des risques cyber, mettons l'humain d'abord.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GEOLLOT.

Monsieur BEATRIX a la parole.

M. BEATRIX.- Merci, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues.

Beaucoup de chiffres ont été avancés et je ne vais pas en rajouter, mais je vais donner un chiffre non pas sur les attaques mais qui concerne nos entreprises et nos petites entreprises, PME ou ETI, sur les mesures de protection qu'elles ont mises en œuvre. Il y a un rapport du Sénat qui a été publié cette année et qui indique des chiffres relativement préoccupants, puisqu'une entreprise sur deux ne sécurise pas son poste de travail et qu'une sur trois n'utilise pas d'antivirus. De ce fait, on est aujourd'hui en France dans une situation assez critique.

Je rebondis, je dois dire, sur votre proposition, Madame STEPANOFF, mais Guillaume CRÉPIN y répondra, car je pense qu'il y a justement urgence, et c'est tout l'intérêt de la feuille de route. Il faut faire feu de tout bois. Précisément, on ne peut pas d'abord faire de la formation, puis mettre en place la gouvernance et, ensuite, mettre en place les plateformes. Il faut que tout cela soit mené de front et soit mené à une vitesse accélérée.

Les entreprises sont, en fait, dans une situation très hétérogène, puisque, comme vous le savez, il y a de grandes entreprises qui sont déjà spécialisées dans la protection, et on pense notamment au secteur de la défense et au secteur des industries de réseau. Il y a une hétérogénéité du fait de la maturité de l'existence ou non d'un RSSI dans les entreprises et de la culture propre à chaque DSI.

Je n'irai pas plus loin dans le diagnostic mais, simplement, pour saluer et soutenir pleinement, au nom de notre groupe, la feuille de route qui est présentée par Guillaume CRÉPIN, je souhaite dire que le comité de gouvernance régional sera quelque chose d'extrêmement important, parce que, effectivement, sur ce sujet, il faut qu'à la fois les acteurs de la protection, les acteurs institutionnels et les acteurs économiques se parlent ensemble dans des dispositifs resserrés. Au-delà de la plateforme qui sera un outil opérationnel tout à fait utile, il faut, naturellement, que le comité de gouvernance fonctionne, et c'est évidemment une très bonne nouvelle pour nos entreprises.

Enfin, dernier point pour conclure, je dirais qu'on a un lien de cohérence cet après-midi entre les dossiers, puisque nous avons parlé de relocalisation de nos industries et de nos entreprises en Région Centre-Val de Loire, et il n'y a tout simplement pas de relocalisation possible s'il n'y a pas de politique de cybersécurité pour protéger les entreprises.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur BEATRIX.

Madame RENIER a la parole. Elle n'est pas là.

M. FORISSIER.- C'est Elisabeth MEYBLUM.

M. le Président.- Ah, c'est Madame MEYBLUM, pardon.

Alors, c'est Madame MEYBLUM, ok.

Mme MEYBLUM.- Monsieur le Président, la cybersécurité souffre d'un manque de moyens concrets et puissants pour punir les cyberattaques compte tenu du fait que les attaques sont essentiellement d'origine étrangère et extra-européenne. Le manque de réponse pénale européenne et internationale renforce ainsi l'impunité des auteurs de ces attaques, nous obligeant d'autant plus à construire une réponse au niveau de la sécurisation de tous les systèmes de manière rapide et concrète sur l'ensemble du territoire national, répondant ainsi à la règle : agir avant de punir.

Pour cela, chaque collectivité territoriale doit y participer, notamment l'échelon de la Région qui permet d'avoir une approche globale en collaboration avec tous les acteurs et toutes les autres collectivités, dont les départements, les communes ou les EPCI.

Nous ne devons pas attendre que des réponses légales se mettent en place, comme demandé par le Conseil de l'Europe en 2001, souhaitant une coopération entre tous les pays pour renforcer la réponse, car vingt ans plus tard, le problème s'aggrave. Ce point-là, bien qu'important et nécessitant un rappel, ne concerne pas les compétences de la Région, mais nous pouvons en premier lieu agir à la base, sur la protection des données et des systèmes, sur la sensibilisation, l'équipement et la formation.

J'aimerais insister sur ce dernier point, la formation. Nous devons nous doter de formations initiales pour former et garder des ingénieurs sur notre territoire et nous devons également, dans le même temps, nous doter de formations en continu à destination des entreprises, collectivités et services, car nos territoires sont touchés directement.

Je vais redonner quelques chiffres, auxquels je suis très sensible. Le 10 octobre 2019, ce sont 120 établissements d'un groupe de santé, dont 5 cliniques se trouvant en Région Centre-Val de Loire, qui ont été attaqués. L'hôpital de la Tour Blanche à Issoudun, dans l'Indre, a été victime d'une cyberattaque dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2019. Le 5 février dernier, c'est la Mutuelle nationale des hospitaliers, située à Amilly dans le Loiret, qui a été victime d'une cyberattaque de grande ampleur. Et nos territoires, directement touchés par le biais d'attaques dans les services indispensables à la population, tels que les services de santé, sont touchés de plus en plus. On observe en effet, depuis le début de la crise sanitaire, une explosion des cyberattaques contre les hôpitaux et les organismes de santé en France.

Concernant les cyberattaques contre nos entreprises, en 2019, 4 entreprises sur 10 – cela a déjà été dit – ont été victimes de cyberattaques, et le MEDEF indique dans une étude que 20 % des TPE touchées ont subi un préjudice supérieur à 50 000 euros, ce chiffre dépassant 100 000 euros pour 13 % d'entre elles. On le voit, l'enjeu est colossal.

En protégeant le tissu économique régional, constitué majoritairement de TPE et de PME, nous préserverons l'activité de nos territoires, dont l'économie repose largement sur ces structures et donc l'emploi. En protégeant nos systèmes de santé, nous protégeons nos concitoyens en protégeant leurs données et en assurant un service qui est indispensable et qui ne peut subir de discontinuité. Et en aidant et soutenant nos collectivités, nous protégeons nos concitoyens.

Monsieur le Président, veuillez comprendre par là que nos attentes sont énormes et que nous sommes tout à fait prêts à vous aider dans l'élaboration d'une véritable stratégie régionale sur la cybersécurité, qui doit s'appuyer notamment sur la formation dans le seul intérêt de notre Région.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame MEYBLUM.

Je donne la parole à Madame BENASSY.

Mme BENASSY.- Merci.

La prééminence du numérique dans nos vies, à titre individuel mais aussi pour tout ce qui relève désormais de l'activité économique comme des services publics ou encore des activités citoyennes, nous impose de mettre en place des outils pour contenir les risques de vol et de perte de données en cas de cyberattaque, et c'est donc l'objet de la feuille de route présentée ici pour notre Région.

Si le soutien aux grandes entreprises est pris en charge par l'État, le rôle de la Région est bien de soutenir les plus petites, qui sont aussi les plus vulnérables à ce type d'attaque car moins bien adaptées du fait de moyens plus limités à consacrer à ces enjeux. Parmi elles, les associations, comme l'a indiqué Jérémie, devront être bien prises en compte, notamment celles du domaine médico-social mais aussi celles du tourisme, de la culture et de nombreux autres secteurs dans lesquels le numérique est devenu, comme partout, incontournable. Pour ces structures qui ont la particularité d'être dirigées par des bénévoles, avec, pour les plus importantes, une délégation à une direction salariée, une approche et des outils spécifiques devront être pensés. Pour s'assurer de cette adéquation, elles devraient être représentées au sein du comité régional de gouvernance.

La sécurisation des services de la Région, il va de soi qu'elle relève de la responsabilité de la collectivité régionale et qu'elle doit être une priorité afin d'assurer la continuité des services rendus en direct à la population, tels que les transports ou l'enseignement, et il faut faire en sorte que les paies des agents soient versées en temps et en heure et que les communications en interne et à l'externe fonctionnent afin de ne pas interrompre les travaux des services.

Si ces enjeux sont primordiaux pour l'intérêt général, il est paradoxal, pour ce qui est des outils nécessaires au travail quotidien des agents et des élus, tels que les logiciels de bureautique, la messagerie ou encore la visioconférence, d'y répondre en se rendant dépendant d'une multinationale dont le rôle dans l'espionnage économique est connu depuis de nombreuses années et dont le modèle économique, comme celui des quelques autres avec lesquelles elle partage une situation de quasi-monopole, repose sur la collecte d'informations sans respect du règlement général pour la protection des données. Cette entreprise est en effet soumise aux lois américaines qui autorisent cette collecte par les autorités et services américains. En juillet 2020, la Cour de justice de l'Union européenne a d'ailleurs reconnu, dans le cas de l'affaire Schrems II, que le droit américain ne protégeait pas les données personnelles des Européens.

Aussi, la Région, dans sa feuille de route en faveur de la cybersécurité, et notamment son 3e axe dédié au soutien à la formation, à l'innovation et à la recherche, devra-t-elle soutenir prioritairement les acteurs publics et de l'économie sociale et solidaire ayant des projets de recherche et d'innovation visant l'amplification, la stabilisation et la simplification d'usage des logiciels libres. D'ores et déjà, il devrait être proposé au sein de notre collectivité l'usage de la suite bureautique LibreOffice.

Plus globalement, avec le développement d'un écosystème du numérique libre en Région, l'objectif sera de proposer aux habitants comme aux professionnels une véritable alternative aux logiciels propriétaires avec des outils numériques efficaces et éthiques, facteurs de liberté et d'émancipation, aux impacts écologiques limités car fonctionnant grâce à des serveurs implantés localement au plus près des usagers.

Le numérique aussi peut et doit être pensé en termes de limitation de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre, de développement à taille humaine et de relocalisation pour contribuer à l'économie et à la résilience de notre territoire régional.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BENASSY.

Madame BARDET a la parole.

Mme BARDET.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Nous partons du constat que 90 % des cyberattaques ont comme point d'entrée les adresses mail. Dans le contexte des lycées, la responsabilité de la sécurité du système d'information est de la compétence de l'État. Le RSSI du Rectorat communique vers le service numérique éducatif la politique à mettre en œuvre et la collectivité la met en application. Ce partenariat permet d'accompagner et de former les utilisateurs élèves et enseignants et de renforcer la sécurité que l'on doit mettre en place, avec un public essentiellement mineur.

Pour exemple concret, dans les établissements Sainte-Marie de Blois et Notre-Dame des Aydes, les élèves sont équipés d'ordinateurs et il faut savoir que ceux-ci ne sont absolument pas bridés et que les élèves ont accès aux réseaux sociaux, à Internet en libre accès, sans aucune restriction. Il y a eu certains incidents à ce sujet, notamment une page Instagram qui a pu être ouverte par des élèves à des fins de rencontre, et la direction de lycée ne semble d'ailleurs pas être au courant.

Dans un climat de cyberattaques, il est primordial que le personnel encadrant ait la capacité de fournir aux élèves un matériel informatique équipé d'un contrôle parental et de renforcer cela par des formations, que ce soit pour les élèves ou pour le personnel enseignant. Par ailleurs, le fait que des jeunes publics aient accès à des sites sensibles au sein même des établissements scolaires représente un danger pour les élèves et pour la sécurité de l'établissement du fait de la possible récupération malveillante de données personnelles, de l'hameçonnage. De nos jours, même les grands groupes d'entreprises français sont vigilants et forment leurs personnels.

Les gendarmes de la ville de Mer sont déjà intervenus dans deux collèges pour sensibiliser les jeunes aux risques de cyberharcèlement et de violences numériques sur les réseaux sociaux. Ils ont posé une question simple aux élèves : que regardez-vous sur Internet ? Et les réponses ont fusé : ils regardent des vidéos, jouent en ligne, échangent sur les réseaux sociaux, comme Snapchat, TikTok, Instagram. Les gendarmes ont diffusé des vidéos courtes montrant une scène où une jeune fille tombe dans le piège tendu par un pédophile qui se cache derrière un pseudo, une autre scène où une victime de chantage se fait extorquer de l'argent pour une organisation mafieuse à l'autre bout du monde.

Ces gendarmes se sont portés volontaires pour mettre au point une intervention pédagogique, qui aurait tout le mérite d'être étendue à d'autres publics et d'être présentée à nos lycéens.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BARDET.

Monsieur BRIDET a la parole.

M. BRIDET.- Merci, Monsieur le Président.

La cybercriminalité version 2.0 du banditisme et de la délinquance ne doit pas faire oublier les autres insécurités générées par l'univers numérique et les risques qu'il fait courir à la santé mentale notamment : la précarité administrative des exclus de l'informatique, à qui personne n'a dit qu'ils deviendraient des exclus de la société, privés d'autonomie, de lien social et de recours auprès des services publics, le piratage de la sphère privée, qui crée des anxiétés chroniques en même temps qu'un sentiment de surveillance constant, le surmenage au travail, où le droit à la déconnexion a bien du mal à s'imposer, le harcèlement, notamment en milieu scolaire. Certes, ni la colère ni la haine venue de l'intégrisme, ni le harcèlement scolaire n'ont eu besoin du numérique pour exister, mais Internet et les réseaux sociaux font qu'il n'y a plus de limite au harcèlement qui poursuit ses victimes jusque chez elles dans leur intimité.

Je citerai aussi l'addiction aux jeux, aux jeux vidéo en ligne, aux réseaux sociaux, aux smartphones, facteur de désocialisation et de perte de sommeil qui touche particulièrement les jeunes, phénomène accentué par la généralisation des outils numériques en milieu scolaire et par les récents épisodes de confinement et d'enseignement à distance. Sur ces deux derniers dangers, la Région doit pouvoir renforcer sa participation à des actions de protection et de prévention des lycéens.

Pour revenir au domaine économique, qui est la motivation initiale et première de ce rapport et de ce plan, la cybercriminalité prospère sur la vulnérabilité de systèmes de production et de distribution de plus en plus complexes. L'économie numérique est un colosse aux pieds d'argile.

Atténuer les conséquences des risques liés à la numérisation croissante de nos sociétés peut donc aussi prendre les formes suivantes : d'une part, réduire la dépendance au complexe circuit mondialisé, ce qui revient à favoriser la relocalisation de l'économie, objet d'un précédent rapport qui a recueilli un accord unanime, et, d'autre part, maintenir de hauts niveaux de qualification dans les domaines du réel, de l'humain, du manuel, de tout ce qui restera utile et indispensable, même en cas d'effondrement numérique.

Mme CANETTE.- Il faut conclure.

M. BRIDET.- Je termine. Une amie artisan d'art me disait que son père lui avait conseillé à l'adolescence, pour s'assurer une compétence valable toute sa vie, de choisir un métier qui existait sous le règne de Louis XIV.

Moins soumise et moins conditionnée par le numérique, la population de la Région sera moins vulnérable.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur BRIDET.

Madame GENESTE a la parole.

Mme GENESTE.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, ce jour, notre Région se positionne enfin sur la cybersécurité en proposant l'adoption d'une feuille de route alors que les régions Haut-de-France et Nouvelle-Aquitaine, par exemple, ont adopté leur plan depuis quelques années.

Nous sommes tous conscients de l'importance de mener une politique régionale forte de cybersécurité compte tenu de notre mode de vie qui tend de plus en plus vers le tout-numérique, conscients également par rapport aux enjeux économiques qui en découlent, conscients enfin par rapport à l'attractivité de ce secteur qui nous permettra, si nous mettons des formations en place dans chaque département, de garder et d'attirer des jeunes dans notre Région. Sécurité de nos concitoyens, enjeux économiques et attractivité, à condition d'avoir une ambition forte et concrète dans ce domaine.

Je regrette, à la lecture de cette feuille de route, l'approche trop globale et théorique. Cette approche macro mérite d'être déclinée de manière opérationnelle pour ce qui concerne à la fois la chronologie des actions et les moyens budgétaires et humains à y consacrer. L'externalisation des différentes fonctions ou actions doit s'accompagner d'une capacité de conduite interne à la Région, au-delà du comité de gouvernance qui ne peut pas être actif 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que d'une évaluation annuelle permettant

une adaptation agile. Ce sujet doit être suivi par un vice-président chargé de rendre compte régulièrement de sa mise en œuvre, des actions conduites et des résultats obtenus.

Le nombre d'attaques augmente de façon exponentielle. Multiplication par quatre en 2020, pas un jour sans une attaque de collectivité territoriale, d'hôpital, d'entreprise. Toutes les structures sont des cibles. Je prends pour exemple ma commune, Déols, 7 500 habitants, qui a été victime d'une triple cyberattaque en 2019 avec cryptage de nos données et qui subit encore ce jour les conséquences de ces attaques.

Nous savons que les attaques vont exploser dans les mois et les années à venir. Il faut sécuriser les matériels, les procédures et sensibiliser et former le personnel.

L'avis du CESER est extrêmement précieux et complet, avis que vous avez d'ailleurs repris intégralement. Mais ne pensez-vous pas…

Mme CANETTE.- Il faudrait conclure.

Mme GENESTE.- …qu'il faudrait aller plus loin ? Cet avis est une première étape. À vous, Monsieur le Président, de passer à la deuxième étape.

Je vais passer sur les actions que je voulais vous présenter, car je n'ai plus de temps, mais je souhaite appuyer enfin et de nouveau la nécessité de créer et de soutenir des structures de formation dans tous les départements et la création d'un campus cyberrégional.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GENESTE.

Dernière oratrice inscrite, Madame BESNIER.

Mme BESNIER.- Merci.

J'aimerais vous ramener plusieurs années en arrière. Quand on entrait dans des entreprises, on avait une formation à la sécurité des informations. On nous y expliquait, par exemple, que si on voyageait dans le cadre de notre travail, dans des transports en commun sur des trajets un peu longs, en train ou en avion, et que si, pour travailler, on sortait des dossiers de l'entreprise, avant de le faire, il fallait vérifier qui était assis à côté de nous pour être sûr que personne n'ait un œil sur nos dossiers. Et il y avait d'autres exemples du même style. Maintenant, on est très loin de cela, car si le danger vient toujours de l'extérieur, il s'insère totalement dans les entreprises et chez nous.

Pour cela, bien évidemment, il faut penser à la sécurité des données et à la sécurité des systèmes. Il faut, et plusieurs d'entre vous l'ont dit, protéger et former.

Madame STEPANOFF, je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous ; nous ne partons pas de rien pour lancer cette feuille de route. Je vais prendre trois exemples.

Pour protéger des systèmes et inventer des protections de systèmes, il y a une recherche qui existe et des formations d'ingénieur qui existent à l'INSA de Bourges, qui sont reconnues au niveau national et qui sont très importantes. Déjà, c'est le premier exemple.

Ensuite, pour former les dirigeants et les salariés, il existe deux choses, qui sont encore en train d'être mises en place mais écrites. Dans le Campus des métiers et des qualifications de la transformation numérique, il y a tout un chapitre sur la cybersécurité pour les formations à mettre en place, de tous niveaux sur le sujet. En outre, dans le dossier EDIH que porte la Région, il y a aussi tout un chapitre cybersécurité qui relie les calculateurs, l'intelligence artificielle.

Ainsi, nous ne partons pas de rien et c'est pourquoi cette feuille de route, nous allons pouvoir en tenir les délais et la réaliser.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Sur ces différentes interventions qui convergent pour dire l'intérêt et la nécessité d'une mise en œuvre très dense, la réaction de Guillaume CRÉPIN.

M. CRÉPIN.- Merci, Monsieur le Président.

Merci à vous, chers collègues, en effet, de porter, à travers vos interventions, un consensus fort autour de la nécessité que notre Région se dote de cette feuille de route sur la cybersécurité.

C'est un enjeu économique pour les entreprises, vous l'avez pointé, en indiquant non seulement le nombre de celles qui sont concernées mais aussi le coût supporté par les entreprises ou les collectivités ou associations qui subissent ces cyberattaques.

C'est un enjeu de continuité du service public et, vous l'avez noté, Monsieur BILLET, cela peut être à la fois la mort d'une entreprise mais aussi la paralysie totale de services publics – vous avez cité l'action sociale –, ce qui peut mettre en grande difficulté nos concitoyens.

C'est aussi un enjeu de protection des données et vous avez également pointé la logique dans laquelle s'inscrit la Région en tant que chef de file sur le volet économique pour se saisir de ce sujet. Et encore une fois, je vous remercie tous de ce consensus très large.

Je souhaite rassurer Madame STEPANOFF sur le lien étroit que nous avons avec l'ANSSI dans l'élaboration de cette feuille de route et la mise en œuvre concrète de la plateforme de réponse premier niveau, le CSIRT, puisque cela fera l'objet d'une convention qui sera présentée à une prochaine Commission permanente. C'est un budget d'1 million d'euros qui va permettre sur trois ans, par le biais d'une convention avec l'État, de déployer cette réponse en région.

Je voudrais redire à Jérémie GODET que, justement, cette plateforme s'adresse particulièrement aux TPE/PME, aux PMI, aux associations de petite taille, aux petites collectivités qui, souvent, sont bien démunies et n'ont pas les ressources en interne pour faire face. Par conséquent, que je crois que le public que vous identifiez comme prioritaire sera bien desservi par cette plateforme.

Sur les compétences à faire émerger, Madame BESNIER, merci, Madame la Vice-présidente de le dire, nous avons des ressources en Région, nous avons des pépites tant dans le secteur économique que dans celui de la recherche, de la formation, de l'éducation, avec l'INSA, le CMQ. Surtout, on ne peut pas attendre, il faut se lancer et, bien sûr, il faut tenir les deux bouts. D'une part, il faut faire monter en compétence de façon que les acteurs économiques des territoires puissent répondre aux besoins en termes de protection et de

cybersécurité, car c'est un enjeu majeur et c'est ce que j'appelais tout à l'heure le circuit court. D'autre part, il faut que ce marché qui émerge et qui est nécessaire puisse profiter aux entreprises locales et, pour cela, il faut qu'elles aient des compétences, si bien qu'il va falloir qu'avec l'ensemble des partenaires, on accompagne la montée en compétences et le développement des formations, étant entendu qu'un certain nombre de pistes sont identifiées dans la feuille de route.

On ne peut pas attendre non plus, puisque l'État, et c'est légitime, nous somme de mettre en place les plateformes dès début 2022, ce que nous serons en capacité de faire par le biais de la convention que nous allons signer en s'appuyant, encore une fois, sur deux bras armés qui seront nos outils de mise en œuvre de ces réponses au plus près du terrain, c'est-à-dire Dev'up et le GIP RECIA que j'ai l'honneur de présider.

Vous avez eu raison également, Madame MEYBLUM, de citer la spécificité des établissements de santé, puisqu'on a des données qui sont extrêmement sensibles et que les attaques sont de plus en plus importantes et fréquentes. Il faudra donc qu'on travaille, et c'est stipulé dans la feuille de route, avec le GIP E-Santé sur les réponses qu'ils mettent en place et sur l'articulation qu'on pourra faire avec eux.

Sur la question des logiciels libres, je souhaite redire à Madame BENASSY qu'en effet c'est une préoccupation qui est nôtre et dire que le GIP RECIA en Région Centre est reconnu, que son excellence est reconnue au niveau national sur l'utilisation des logiciels libres. De surcroît, dans les produits qui sont développés et proposés à l'ensemble des membres, Région, les six départements et de nombreuses communes de notre territoire, près de 500 membres, ce sont des produits souvent à base de logiciels libres qui sont développés, en sachant que des espaces numériques de travail vont être déployés dans les établissements primaires de la Région grâce à l'appui du Rectorat que je tiens à saluer à cet endroit.

Monsieur BRIDET, oui, il ne faut pas oublier les problématiques de fracture numérique et de médiation, qui sont nécessaires. En l'occurrence, on est rentré sur le volet numérique sous un angle très précis, la cybersécurité, mais, bien sûr, il s'agit de travailler à ce qu'on ait une inclusion numérique au maximum.

Je tiens à rassurer Madame BARDET, en tout cas pour ce qui est déployé par la Région dans les lycées et qui exclut les sites inadaptés, et nous travaillons avec le Rectorat là-dessus. Malheureusement, vous n'êtes pas sans savoir qu'un certain nombre de lycéens ont leurs propres terminaux à travers leurs portables et qu'ils peuvent en effet consulter l'ensemble des sites qui leur sont ouverts.

Madame GENESTE, aller plus loin dans le plan d'action et l'opérationnalité, oui, bien sûr, on lance la feuille de route. Toutefois, on est aussi attentif à travailler avec l'ensemble des partenaires sur la mise en œuvre de ce plan d'action, de cette feuille de route, car la Région n'agira pas seule. Au contraire, on s'appuiera sur l'ensemble des acteurs pour mettre en place cette feuille de route qui, comme vous l'avez dit, devra faire l'objet d'une période d'évaluation à mi-parcours, à la fin du parcours pour réorienter et garder toujours cette dynamique.

En conclusion, je vous remercie de la confiance et de l'énergie que vous communiquez à travers toutes vos interventions. C'est un enjeu majeur pour nos entreprises et c'est un enjeu davantage compétitif, car si notre territoire est en capacité de prendre ce train en marche, c'est un avantage compétitif que de pouvoir proposer un territoire de confiance numérique. Il s'agit donc d'un enjeu massif en termes de compétences, d'emploi et d'économie et d'un enjeu social d'inclusion numérique, tant la fracture numérique peut laisser les plus fragiles sur le bord du chemin.

Par conséquent, je vous remercie de ce soutien.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Guillaume CRÉPIN, merci à chaque intervenante et intervenant pour ce débat sur cette communication qui, manifestement, est largement utile.

Chacun a pu exprimer à la fois son analyse, sa convergence, l'importance du sujet et son désir d'engagement. Et comme l'a dit Guillaume CRÉPIN, cela fera partie des impulsions politiques, des impulsions des services, des impulsions de RECIA et de Dev'up dans le cadre de cette priorité, et on restera bien évidemment très attentif.

Il a été dit, à un moment, l'importance du travail avec l'État. Oui, mille fois oui, car là-dessus, c'est la convergence qui compte et il ne s'agit pas que chacun joue dans son camp. Avec le préfet précédent, Pierre POUËSSEL, nous avions engagé là-dessus un certain nombre de conférences, d'informations et de sensibilisations. Toutes les volontés, qu'elles soient locales ou d'État, doivent converger en la matière pour apporter l'énergie et la capacité à faire, compte tenu de l'ambition qui a été très bien illustrée ici.

Merci. Merci, Guillaume CRÉPIN.

Pour poursuivre nos travaux avant les vœux, j'ai la communication qui porte sur la liste des marchés et avenants, qui est présentée à chaque session.

COMMUNICATION N°6 DELEGATION AU PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL – COMMUNICATION SUR LES MARCHES ET LES AVENANTS PASSES DU 01/10/2020 AU 30/06/2021 ET SUR LES ACTIONS CONTENTIEUSES INTRODUITES ET CLOSES DEVANT LES TRIBUNAUX DU 15/01/2021 AU 15/09/2021

M. le Président.- En la matière, nous avons rendu compte. Il s'agit de prendre acte de cette communication.

Il n'y a pas de remarques particulières ? Je considère donc que vous prenez acte, comme à l'accoutumée, de cette communication.

(L'assemblée prend acte de cette communication)

Nous allons maintenant aborder les vœux.

Je propose que nous les étudiions après présentation. L'heure avance, je propose vraiment, mais vraiment, qu'on se tienne à cela : une présentation par le ou les groupes qui les portent, puis une réaction des groupes, une explication de vote de chaque groupe qui soit concise. Nous disions avec Philippe VIGIER tout à l'heure, qui appréhendait, comme moi-même d'ailleurs, le temps passé, que si on se donne deux minutes pour dire pourquoi on votera pour ou contre, ce sera vraiment très bien et cela donnera du rythme à nos affaires.

Premier vœu. Il est déposé par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants, et il porte sur la santé.

Qui le présente ? C'est Rémy POINTEREAU.

VŒU PRESENTE PAR LE GROUPE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DES INDEPENDANTS « AGIR CONCRETEMENT ET IMMEDIATEMENT FACE AU MANQUE DE MEDECINS URGENTISTES, DE GENERALISTES ET SPECIALISTES ET AU MANQUE D'INFIRMIERS ET DE DENTISTES »

M. POINTEREAU.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

C'est un vœu, oui, qui concerne la santé. Nous souhaitons agir concrètement et immédiatement face au manque de médecins urgentistes, de généralistes et de spécialistes et au manque d'infirmiers et de dentistes.

Le SMUR de l'hôpital de Bourges connaît de grandes difficultés depuis plusieurs semaines et ce, pour la troisième fois. Faute de médecins urgentistes suffisant, ce sont les centres hospitaliers de Vierzon et de Saint-Amand-Montrond qui doivent assurer le relais les nuits pendant lesquelles de Bourges est fermé.

Cette pénurie de médecins urgentistes pour assurer une veille permanente et des secours d'urgence opérationnels ne touche pas seulement le SMUR de Bourges. Dans le même temps, le directeur du centre hospitalier régional d'Orléans vous a alertés à nouveau par écrit le 5 novembre dernier sur la fermeture de « *plus de 130 lits, avec pour conséquence des absences de prise en charge dans tous les services du CHR et des opérations chirurgicales reportées ou annulées… Les conséquences sont également dramatiques pour les patients stagnant aux urgences, faute de lits disponibles pour les hospitaliser* ».

De nombreux autres sites sanitaires sont fermés dans tous les centres hospitaliers du Loiret et des interventions chirurgicales sont reportées faute d'infirmiers.

Nous vous alertons depuis de nombreuses années pour que des solutions pérennes soient trouvées afin de mettre un terme à cette situation de désertification médicale.

Monsieur le Président, vous avez déclaré au journal France 3 Centre-Val de Loire que la santé est « la priorité n° 1 de nos concitoyens qui veulent avoir la certitude que demain ils pourront disposer d'un médecin et d'un système de soins ». Ce n'est pas demain qu'il faut assurer aux habitants un médecin et un système de soins, c'est aujourd'hui. Malgré les annonces, notre Région est toujours la région la plus touchée par la désertification médicale.

Vous avez déclaré pendant la campagne électorale vouloir recruter 300 médecins salariés. Mais comment souhaitez-vous y arriver ? Est-ce qu'un cabinet de recrutement suffira ?

Il est temps, face à l'urgence absolue, de prendre des actes forts pour l'ensemble des habitants de la Région Centre-Val de Loire. Il y a quelques années, l'État a demandé aux médecins spécialistes de faire un an supplémentaire dans les hôpitaux. Nous pensons aujourd'hui qu'il faut appliquer la même démarche pour que des jeunes généralistes qui finissent leurs études de médecine s'installent pendant un an dans les zones où on a besoin d'eux, et en priorité dans les maisons de santé pluridisciplinaires. Ayons le courage également de redéfinir des règles en permettant aux internes du centre hospitalier de Limoges de réaliser leur stage dans l'Indre, département limitrophe dont de nombreux étudiants en médecine à Limoges sont issus.

Enfin, compte tenu du fait que nous sommes la seule région de France où, sur les cinq années à venir, nous allons former 1 000 médecins de moins que les autres – si le *numerus apertus* ne change pas – simplement parce que nous n'avons qu'une seule faculté de médecine dans la Région alors que les autres en ont deux, il nous semble indispensable de soutenir la création d'une nouvelle faculté de médecine à Orléans en relation avec Tours, en sachant également que nous sommes la seule région de France à ne pas avoir de faculté d'odontologie alors même que la démographie médicale en odontologie est catastrophique dans la majorité de nos départements, puisque nous avons, par exemple, 35 dentistes pour 100 000 habitants dans l'Indre et 40 dentistes pour 100 000 habitants dans le Cher, la moyenne nationale étant d'un peu plus de 60 dentistes pour 100 000 habitants.

Nous souffrons également d'un manque criant d'infirmiers et d'infirmières dans nos hôpitaux, ce qui entraîne la fermeture de lits et la déprogrammation d'opérations.

C'est pourquoi le Conseil régional de Centre-Val de Loire réuni à Orléans le 10 novembre 2021 :

- s'engage à soutenir concrètement l'ensemble des départements pour que les tous les habitants de la Région puissent compter sur une offre de soins hospitaliers d'urgence et quotidienne sans rupture territoriale ni horaires ;

- s'engage à cet effet à augmenter le nombre de places d'infirmiers en IFSI dès la rentrée de septembre 2022 ;

- s'engage à soutenir une faculté d'odontologie dès la rentrée de septembre 2022 avec une formation qui rayonnera sur les six départements de la Région Centre-Val de Loire ;

- s'engage à soutenir immédiatement la création d'une nouvelle faculté à Orléans en relation avec le CHU de Tours ;

- enfin, s'engage à inciter et aider des étudiants français ayant fait un cursus médical ou odontologique en dehors de la Région Centre-Val de Loire – autre CHU en France ou à l'étranger dans l'Union européenne – à venir faire leur internat en Région Centre-Val de Loire, afin d'obtenir des médecins formés très rapidement, francophones, avec un niveau d'expertise de fin d'études garanti, dans le cadre d'accords transversaux avec leur faculté d'origine.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Sur ce vœu, je donne la parole à Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Nous voterons pour. Nous avons conscience qu'il y a évidemment un problème d'attractivité sur le territoire et que c'est pour cela, d'ailleurs, que 70 % des médecins formés à l'Université de Tours préfèrent ensuite quitter notre Région.

Il faut rendre le territoire plus attractif, mais la vraie raison de leur départ, c'est un déficit de médecins sur l'ensemble du territoire et ils vont là où ils estiment qu'ils auront une plus grande patientèle, là où ils estiment qu'ils pourront mieux vivre, là où le territoire est plus attractif, c'est-à-dire en Île-de-France ou en milieu urbain.

Globalement, il faut qu'on augmente le nombre de médecins pour qu'ils irriguent notre territoire, qu'on en fasse venir. Dans un contexte où il n'y a plus de *numerus clausus* aujourd'hui mais un *numerus apertus*, qui fixe plutôt un nombre minimal de médecins formés, ce qui bloque, c'est que notre système universitaire de formation des médecins n'est, pour l'instant, pas encore adapté, du fait qu'il s'était adapté au *numerus clausus*. Or, justement, il y a un changement de loi et il faut qu'on prenne cela en considération.

Nous considérons qu'avoir une université à Orléans, avec des médecins qui seraient formés à proximité, permettrait ensuite, en complément de l'Université de Tours, que nous ayons plus de médecins. Évidemment, cela doit être notre grande priorité et c'est ce que demandent le plus les citoyens, les habitants de notre Région.

Par conséquent, on soutient ce vœu comme on soutient tout ce qui pourra être fait pour que les gens puissent se soigner sur le territoire et consulter des spécialistes.

(Applaudissements)

M. le Président.- Je ne rentre pas dans le débat, mais, Monsieur NIKOLIC, comme pour les collègues, je vous rends attentif à une chose, c'est que les médecins sont, dans leur fin de cycle, l'objet d'un examen classant national. Dans ces conditions, un médecin de Lyon, qui est originaire de Lyon, peut très bien faire son internat à Strasbourg. Ainsi, le mouvement qu'on observe en fin d'études vers d'autres régions, il n'est pas du tout – vous regarderez les chiffres – propre à cette Région.

En revanche, vous avez mille fois raison, à partir du moment où vous avez une population d'origine qui est faible, vous retrouvez une population qui se stabilise ou qui revient qui est faible.

Mais le fait générateur, c'est, d'une part, le nombre de médecins formés et, d'autre part, l'examen classant national. De ce fait, s'ils partent, c'est parce qu'ils viennent d'ailleurs. Si on en avait plus qui viennent d'ici, on aurait beaucoup plus de chances de les récupérer. Je vous rends attentif à cela.

M. NIKOLIC.- Juste une question. Est-ce qu'il serait possible d'avoir régulièrement le nombre de médecins, vraiment de manière constructive ? Peut-on savoir où on en est ? Parce que cela doit être la priorité, c'est un enjeu primordial pour notre Région. Nous, nous croyons aussi que cela peut être une des solutions. Je dis que nous soutenons tout, nous soutenons aussi votre volonté de recruter des médecins, et nous demandons s'il est possible de savoir où on en est.

M. le Président.- C'est totalement transparent, il y a un certain nombre de procédures qui sont engagées et on fera le point à la session de décembre. On vous donnera les chiffres là-dessus, bien évidemment.

Merci.

Je poursuis. Monsieur JEAN.

M. JEAN.- Merci, Monsieur le Président.

Le groupe Écologie et Solidarité a décelé un certain nombre de grands écarts dans ce vœu, notamment quand nous avons pris note des propositions de la candidate et des candidats à l'investiture du parti Les Républicains, qui ont affirmé de concert qu'il fallait diminuer, réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires dans notre pays. Il est donc difficile de s'émouvoir dans ce vœu qui dénonce un manque de l'État et de l'hôpital public en France et dans notre Région quand, en face, on envisage une diminution du nombre de fonctionnaires.

Oui, la situation est dramatique, à la fois pour les malades et leurs familles et les soignants, mais elle résulte ni plus ni moins de l'action volontaire de la droite, notamment sous la présidence de Nicolas SARKOZY qui a supprimé pas moins, écoutez bien, de 46 500 lits durant son mandat de président de la République.

De fait, nous trouvons étonnant aussi que la Région soit invitée à soutenir concrètement, je cite, l'action des départements alors que la réalité, c'est que notre Région est en première ligne depuis plusieurs années dans la lutte contre la désertification médicale, non seulement auprès des départements mais aussi auprès des villes au bénéfice des habitants, avec notamment, on l'a dit ce matin mais je le redis, le financement des maisons de santé pluridisciplinaires, le financement numérique pour développer la télémédecine, le plan d'urgence santé de 2018, qui a porté ses fruits, et le recrutement de médecins salariés dans le cadre du GIP Pro Santé. Aussi, bien entendu, et on a parlé tout à l'heure avec Carole CANETTE, il y a les mesures d'urgence liées au Covid et à la santé des plus jeunes.

Enfin, pour terminer, je reviens sur nos échanges de ce matin. Il est un peu étonnant que la Région soit invitée, par ce vœu, à soutenir une faculté d'odontologie dès la rentrée de septembre 2022. Je redis, comme vous l'avez dit ce matin, Monsieur le Président, que la réalité, c'est que la Région, bien entendu, n'a pas attendu ce vœu pour se mobiliser pour obtenir cette faculté dentaire, et les différentes dates et étapes ont été rappelées très clairement ce matin. Dans ce vœu, vous demandez à la Région de s'engager, ce qu'elle fait déjà largement. Peut-être devriez-vous interpeller plus vivement l'État.

Merci, nous voterons forcément contre ce vœu.

M. le Président.- Merci, Monsieur JEAN.

(Applaudissements)

Monsieur SCHLESINGER, vous avez la parole.

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président.

Je suis surpris de l'intervention précédente. En effet, je m'attendais à ce qu'il y ait un grand consensus autour de ce vœu, car le diagnostic qu'il dresse, nous l'avons tous dressé lors des élections régionales de juin dernier. Les chiffres ne sortent pas de nulle part, c'est le bilan d'une politique de santé nationale, régionale en œuvre depuis maintenant une dizaine d'années.

Face à ces chiffres, la nécessité d'agir est indispensable et nous avons évoqué tout au long de la journée les différents leviers qui pouvaient être mobilisés. J'ai rappelé ce matin que la politique de soutien aux maisons médicales n'avait visiblement pas complètement porté ses fruits, puisque nous étions encore confrontés à une désertification médicale, que la politique d'embauche des médecins salariés n'avait visiblement pas encore totalement porté ses fruits, puisque nous étions toujours dans un désert médical, et différentes pistes sont évoquées ici pour recruter des infirmiers/infirmières. Je l'ai dit ce matin, nous sommes confrontés à une pénurie qui va s'accroître dans les années qui viennent et qui pose déjà des difficultés, et nous avons également évoqué le manque de médecins formés dans notre Région, comme le Président vient de le rappeler.

Ainsi, c'est pour toutes ces raisons, face à ces propositions qui sont de bon sens et qui sont, je crois, partagées par l'ensemble de cette assemblée, nous voterons pour ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur SCHLESINGER.

Monsieur LEONARD.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président

Aujourd'hui, le paysage médical en France est plus que jamais mis à mal et supporte de moins en moins les contraintes liées à notre société actuelle. Les problématiques sont plus que jamais présentes et ont été accentuées par une crise sanitaire sans précédent. L'accès aux soins est un défi qui reste extrêmement difficile à développer et est un combat que nous devons mener avec acharnement.

Le secret n'en est plus un, nos territoires font face à une grande désertification médicale et nos concitoyens ont du mal à trouver des professionnelles de santé près de chez eux ou avec des délais de prise en charge raisonnables. Le coût de la vie met en difficulté les plus précaires et les oblige à choisir entre manger et se faire soigner.

Cela étant et la réalité étant exposée, vous attaquez sur le manque d'infirmiers et le manque de personnels soignants. N'est-ce pas votre parti qui a déclaré vouloir réduire le nombre de fonctionnaires en France, sous prétexte que cela coûtait trop cher à l'État ? Mais ne sommes-nous pas en train de payer le prix fort de cette suppression ? Penchons-nous sur la question : qui remplace les fonctionnaires ? La réponse est évidente, malheureusement : les contrats précaires, des contrats qui ne permettent pas aux professionnels de vivre correctement malgré leurs études et leur investissement indispensable dans la vie de nos concitoyens, et qui offrent des conditions de travail lamentables. Oui, c'est le résultat de la politique de suppression des fonctionnaires, et notamment dans le système hospitalier.

Alors que nous pouvions penser que la crise sanitaire aurait servi de leçon pour redonner des moyens d'offre de soins dans notre pays, ce sont plus de 5 700 lits d'hospitalisation qui ont été fermés en 2020 dans les établissements de santé français.

Je le rappelle, la santé n'est pas une compétence de la Région mais de l'État, et c'est la carence de ce dernier qui conduit la Région et les collectivités locales à compenser pour répondre à la demande de la population en matière d'offres de soins. Vous ne pouvez donc pas nous reprocher de trouver des solutions pérennes déjà mises en place, avec le passage de 150 à 300 médecins salariés généralistes et spécialistes. Je tiens à rappeler que la Région a déjà participé à la création de 105 MSP réparties sur le territoire régional, regroupant plus de 1 100 professionnels de santé parmi lesquels 340 médecins généralistes, et de 5 centres de santé avec déjà une vingtaine de médecins salariés recrutés d'ici la fin de l'année.

Nous soutenons en Région ce que vous mettez tant de hargne à critiquer, notamment la poursuite du développement des formations des personnels de santé pour justement lutter contre la désertification médicale. Il est incohérent de remettre en cause la Région, qui œuvre continuellement pour la réussite des politiques santé, quand vous faites partie de ceux qui ont participé à leur destruction. C'est parce que depuis plusieurs décennies, les politiques menées ont détricoté notre système de soins et détruit l'hôpital public dans une logique de réduction de l'offre de santé afin de réduire les dépenses de santé. Cette logique mortifère a conduit à réduire les formations médicales avec un *numerus clausus* qui nous a amenés à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

C'est pourquoi nous voterons contre le vœu que vous présentez.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

La parole est à Madame BESNIER.

Mme BESNIER.- Quand on présente un vœu, en général, c'est parce qu'on veut que soient mis en place des systèmes, des choses qui n'existent pas. Cela a déjà été relevé, dans ce que vous demandez à la Région – sur une compétence d'État, je tiens à le rappeler –, les engagements sont déjà pris.

Je vais peut-être prendre un peu plus de deux minutes, parce que je voudrais rentrer un peu dans le détail.

Concernant les hôpitaux départementaux, je tiens à rappeler que c'est à l'État de mettre en place les soins nécessaires mais que, malgré cela, la Région s'est engagée à payer. En effet, nous finançons des chefs de clinique hospitaliers dans chaque hôpital et je n'ai pas entendu les départements accepter de cofinancer avec nous ces postes. Les IFSI, je n'y reviens pas, nous en avons assez discuté ce matin et vous avez les réponses.

Sur la faculté d'odontologie, on l'a déjà dit, moi, je tiens à noter la rapidité de réaction de la Région qui engage sur le CPER 3,5 millions d'euros alors que l'Université de Tours attend toujours l'engagement de sa métropole. D'ailleurs, en parlant des métropoles, je note que vous demandez à la Région de s'engager, mais les métropoles n'ont sûrement pas l'intention de s'engager dans quoi que ce soit, puisqu'aucune des deux n'a accordé ou n'a donné une délégation santé à un de ses vice-présidents ou une de ses vice-présidentes. Il faut bien voir, que ce soit Tours ou Orléans, qu'aucun n'a cette délégation santé.

Maintenant, une faculté de médecine. Si vous voulez qu'on ait vraiment plus de médecins et qu'on augmente le *numerus apertus*, point sur lequel, en l'occurrence, nous sommes totalement d'accord, il faut nous battre pour une faculté de médecine régionale. Et pour une faculté, la première des choses à faire, c'est d'avoir des moyens. Je ne parle pas de moyens de bâtiments ou autres, mais de moyens en personnels. C'est pourquoi allons ensemble rencontrer la ministre de l'Enseignement supérieur et le ministre de la Santé pour obtenir des PU-PH, qu'on pourra affecter à Orléans. À ce moment-là, une fois qu'on aura les PU-PH, on pourra augmenter le *numerus apertus* tout en continuant à travailler sur les internes. D'ailleurs, je tiens à noter, sur ces débuts d'internat, que le système des ECN hiérarchise énormément les spécialités et dévalorise totalement la médecine générale. Il faut peut-être aussi travailler sur ce point-là.

S'agissant des première année de médecine, les PASS ou les LAS, on entend un PASS à Orléans. Pourquoi pas. Je souhaite aussi qu'on regarde ce qui a été mis en place dans certaines facultés de médecine d'autres régions, qui n'ont aucun PASS mais que des LAS. Cela fonctionne et elles ont largement les étudiants qu'il faut pour entrer en deuxième année. C'est donc peut-être aussi une solution à creuser.

Nous ne voterons pas ce vœu, car vous demandez à la Région de s'engager sur ses compétences qui ne sont pas ses compétences et, en plus, sur des domaines pour lesquels on s'est déjà engagé.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Je mets le vœu aux voix.

(Mis aux voix, le vœu est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Pour : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Deuxième vœu présenté ce soir, c'est un vœu qui est présenté par les groupes Communiste et Républicain, Socialistes, Radicaux, Citoyens et Écologie et Solidarité, « *Pour un système de santé plus humain* ».

Qui le présente ? Je vous en prie.

VŒU PRESENTE PAR LES GROUPES COMMUNISTE ET REPUBLICAIN - SOCIALISTES, RADICAUX, CITOYENS - ÉCOLOGIE ET SOLIDARITE « POUR UN SYSTEME DE SANTE PLUS HUMAIN »

Mme BESSARD.- Merci, Président.

Je vais me passer de lire le vœu. Pourquoi ce vœu ? Je crois que la teneur de nos débats depuis ce matin le démontre, la situation de notre système de santé est très préoccupante, proche du chaos sanitaire.

Après des décennies de casse de notre hôpital public, le voilà au bord de la rupture. Les logiques productivistes symbolisées par la TAA et les méthodes managériales en quête de rentabilité ont généré des conditions de travail intenables pour les personnels des établissements de santé et des conditions de prise en charge des patients extrêmement dégradées, voire dangereuses. Suppressions de postes, suppressions de lits au profit de l'ambulatoire, manque de personnels, soins reportés ou annulés, absence d'investissements dans les locaux et dans le matériel médical, tout cela conjugué à la pénibilité des métiers, aux risques psychosociaux, aux contraintes d'horaires, aux journées de travail qui ne cessent de se densifier pour pallier le manque de personnels, voilà le lot quotidien de nos soignants.

C'est une situation qui n'est pas nouvelle mais que la crise Covid n'a fait qu'exacerber, et, pour les professionnels qui sont en poste, la perte de sens et l'épuisement engendrent une augmentation nette et inquiétante du taux d'absentéisme. Dans un tel contexte de travail, évidemment, tenir relève de l'exploit. De plus, l'émergence de travailleurs pauvres, majoritairement des femmes, dans les établissements et services à domicile, faute d'une rémunération décente, ne favorise évidemment pas l'attractivité et la fidélisation de ces professions.

Dès lors, seule une politique nationale volontariste forte nous permettra de remédier au défaut d'attractivité de ces métiers, pourtant si essentiels. Et les mesures du Ségur sont loin d'être à la hauteur des enjeux. À qui fera-t-on croire que notre pays n'a pas les moyens de financer notre système de santé alors que chaque année – nous le verrons tout à l'heure –, pour échapper à l'impôt, quelques privilégiés camouflent 80 à 100 milliards d'euros dans des paradis fiscaux et alors même que chaque salarié cotise pour financer la Sécurité sociale ?

En conséquence, dans ce vœu, nous demandons à l'État d'assumer sa responsabilité régalienne et nous formulons des demandes pour un système de santé plus humain, débarrassé des principes de rentabilité et qui garantisse le droit à la santé pour toutes et tous partout sur le territoire.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur FORISSIER, vous avez la parole.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Écoutez, je trouve que le vœu que notre groupe a présenté était concret et il concernait très concrètement l'action de la Région. Il n'a pas été adopté par ceux-là mêmes qui, peu de temps après, nous présentent un vœu qui, lui, s'adresse, au fond, au gouvernement, et invoque… C'est une forme de posture. D'ailleurs, il comporte des contradictions ou des éléments assez étonnants. En effet, je lis, dans ce vœu, si je ne me trompe, que depuis 2013, 27 000 lits ont été fermés – d'accord… – et 100 000 postes… Qui était le président de la République à partir de 2012 ? Enfin, je ne sais pas, peut-être qu'on

peut me répondre ? Je ne sais pas. Je trouve donc qu'il y a une forme de contradiction juste hallucinante.

Il aurait mieux valu, pour être tout à fait clair, que nous puissions adopter, Monsieur le Président, de façon consensuelle, quitte à le travailler en amont, un vœu de l'ensemble des groupes, adopté par l'ensemble des groupes, qui aurait souligné l'importance de ce sujet de la de la lutte contre la désertification médicale, l'importance qu'il y a à augmenter la formation de médecins, à se servir, comme point d'appui, de l'hôpital d'Orléans, etc.

Je trouve cela hallucinant et, évidemment, nous ne voterons pas ce vœu. Il aurait mieux valu que vous votiez le nôtre, il était au moins plus concret et sans contradictions.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur FORISSIER, merci.

Monsieur MÉNAGÉ a la parole.

M. MÉNAGÉ.- Monsieur le Président, chers collègues, sur le vœu proposé par la majorité, et sans rentrer dans les « guéguerres » de vœux, parce que nous, comme l'a indiqué notre président de groupe, nous voterons en faveur de tout ce qui peut aller dans le bon sens sur cette question, je souhaiterais, avant d'aller sur le fond, revenir un instant sur la forme.

En effet, ce vœu est rédigé encore une fois en écriture inclusive. Dès la première session, on avait demandé que soit proscrite, bien entendu, l'écriture inclusive de tous les documents de la Région et je me désole de devoir revenir à nouveau sur cette question. Car oui, excusez-nous, ce n'est pas être réactionnaire que de vouloir respecter et défendre la langue française. Des députés de tous les bords, notamment LREM à l'initiative de François JOLIVET, ont défendu une proposition de loi visant à interdire l'écriture inclusive, et il y a plus de 115 parlementaires qui l'ont soutenue, du Parti communiste aux Républicains en passant par le Rassemblement national. Je crois que, la dernière fois, Monsieur MONTILLOT avait fait une très bonne intervention pour indiquer qu'il y avait aussi des problèmes et un grave danger liés à des risques de dyslexie et de dysorthographie, à l'heure où, en plus, on voit que les jeunes ont de plus en plus de mal à apprendre notre langue.

Et je trouve assez scandaleux qu'il n'y ait pas de réactions de notre hémicycle et de tous les services de la Région pour proscrire définitivement l'écriture inclusive.

Le comble, c'est que pour des prétendues considérations féministes, on crée, finalement, des ruptures vis-à-vis des situations de handicap. La Fédération des aveugles de France s'est élevée contre l'écriture inclusive en indiquant que pour les personnes aveugles, c'était proprement indéchiffrable, et vous nous remettez encore dans ce vœu des « .e.s » qui ne veulent strictement rien dire.

Vous en avez parlé, on est d'accord sur l'égalité hommes/femmes, mais est-ce qu'il n'y a pas d'autres combats ? Alors, je sais que vous avez l'impression de mener un combat incroyable en rajoutant des « .e.s », mais comme l'a indiqué notre président de groupe cet après-midi, et je le pense aussi, l'égalité salariale, la lutte contre le harcèlement de rue, mais aussi la lutte – mais là, il faut un peu plus de courage – contre l'asservissement des femmes *via* le voile islamiste demandent un peu plus de courage et un petit peu moins de clientélisme électoral que ce genre de décision d'écriture inclusive.

(Applaudissements)

Dans tous les cas, on ne vous demande pas grand-chose, on vous demande juste de respecter ce que dit une circulaire du Premier ministre de 2017, qui interdit l'écriture inclusive dans l'administration.

Cela étant dit, sur le fond, comme cela a déjà été dit par notre collègue Aleksandar NIKOLIC, on constate comme vous, et c'est pourquoi on votera favorablement ce vœu, que le gouvernement est aveugle et sourd face à la situation de l'hôpital public, qui est indigne, vous avez raison, et, Madame GABORET, vous avez dit ce matin qu'on n'était pas constructif, eh bien voyez, on vote ce vœu, on est constructif. Mais permettez-nous quand même parfois de vous poser des questions et d'attendre des réponses sur le nombre de médecins salariés, c'est aussi logique. Notre réseau hospitalier régional a souffert des coupes budgétaires, on l'a tous constaté ces dernières années. Je pense à la fermeture des maternités de Pithiviers, du Blanc, de Châteaudun ou encore à la suppression de plusieurs centaines de lits dans les hôpitaux de la Région.

On a clairement peu d'espoir de réaction du gouvernement, on n'est pas forcément totalement sur votre ligne, car on pense aussi qu'il y a des décisions que l'État pourrait prendre, notamment concernant les lits qui sont occupés par les personnes bénéficiaires de l'AME. Il y aurait donc d'autres choses à faire, mais on votera favorablement pour ce vœu et uniquement pour ce vœu s'il est réécrit en français. Sinon, malheureusement, on sera obligé de s'abstenir, auquel cas ce ne sera pas parce qu'on ne sera pas constructif, mais juste parce que vous ne respectez pas ce que vous demande même le Premier ministre.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur MÉNAGÉ.

Madame COCHARD a la parole.

Mme COCHARD.- Je n'ai pas de mots en écriture inclusive, cela va aller !

Notre groupe Écologie et Solidarité souhaite, à l'occasion de ce vœu, partager avec vous une ou deux actualités.

Lig'Air – je ne sais pas si vous connaissez –, en charge de la surveillance de la qualité de l'air en Région Centre-Val de Loire, nous informe depuis deux jours que l'indice de la qualité de l'air est prévu mauvais dans les départements de l'Eure-et-Loir, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret, soit sur l'axe ligérien, et même très mauvais à Anet – je ne sais pas si Monsieur BILLET est encore là… Oui ! –, tellement mauvais qu'il ne faut plus sortir. Cela vaut pour aujourd'hui mais aussi pour demain. En cause, le dépassement du seuil de PM10, c'est-à-dire de particules fines. Ces seuils sont fixés par l'article R. 221-1 du Code de l'environnement et ils sont fixés pour les populations vulnérables et sensibles. Lig'Air nous recommande de privilégier des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'efforts. Pour notre part, nous n'avons pas pris beaucoup de risques aujourd'hui en sortie extérieure, et nous serons préservés.

Au-delà de la blague, cette pollution chronique peut notamment provoquer des cancers et réduire l'espérance de vie de plusieurs mois, une perte…

(Brouhaha)

C'est bizarre, il y en a qui causent en même temps… J'ai comme un écho. Nous n'avons pas pris beaucoup de risques aujourd'hui en termes de…

Merci. …avec une perte d'environ huit mois à Orléans et Tours pour un adulte de plus de 30 ans – tout cela, ce sont des données de Lig'Air. Pour une exposition ponctuelle sur le court terme, le pic de pollution observé peut provoquer ou amplifier divers symptômes, en particulier d'ordre respiratoire ou cardiovasculaire, et affecter plus particulièrement les populations sensibles ou vulnérables.

Alors que les urgences pédiatriques, et c'est une autre actualité, de l'hôpital Clocheville à Tours peinent déjà à faire face à une vague inédite d'admissions de nourrissons atteints de bronchiolites, cette pollution aux particules fines est un facteur aggravant et engorge encore plus nos hôpitaux.

Oui, il est maintenant grand temps d'agir aussi sur les causes des pollutions diverses, car avec un système hospitalier déjà asphyxié, tous les moyens, qui, déjà, manquent cruellement comme le souligne à juste titre ce vœu, n'y suffiront pas. Si on n'agit pas, si on ne mène pas d'actions de prévention sur la santé environnementale, d'études épidémiologiques, c'est un puits sans fond qui s'ouvrira. Tout est lié : agir pour préserver une bonne qualité de l'air, c'est aussi agir pour la santé.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame COCHARD.

Monsieur VIGIER a la parole.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

On voit bien qu'on est dans les votes et que la politique reprend ses droits. Il y a eu de bons moments de consensus aujourd'hui, et puis là, ça y est, les votes sont arrivés.

Mes chers collègues, vous n'avez pas voté le vœu des Républicains et je suis un peu déçu, parce que quand je vois que le Président BONNEAU, l'autre jour et à juste titre, faisait un plaidoyer pour la faculté d'odontologie… Car cela, c'est un véritable scandale. Entre Paris et Clermont-Ferrand, il n'y a pas de faculté dentaire. Ainsi, j'imaginais naïvement qu'on allait tous se retrouver sur un certain nombre de sujets. En plus, avez affaire à un député qui a déposé trois propositions de loi ! Trois !

(Applaudissements)

Que ce soit sous SARKOZY, sous HOLLANDE ou sous MACRON, je suis très clair, à chaque fois, mes propositions se sont fait laminer. Mais moi, je n'ai pas oublié Madame TOURAINE, votre amie, qui en 2016 a laminé pour la dernière fois ma proposition de loi. Voyez, nous, nous allons essayer d'être un peu plus équilibrés.

De plus, je voudrais dire quand même que, dans votre vœu, il y a des choses qui sont intéressantes, mais aussi des choses qui sont satisfaites, j'en profite pour le rappeler.

Première chose, vous dites : un vaste plan Hôpital. 13 milliards d'euros sur la table. D'ailleurs, il a été annoncé à Blois il y a quelques jours. Vous avez pu le voir, il comprend des déclinaisons qu'on n'a jamais vues depuis longtemps, sur 32 milliards d'euros de dette des hôpitaux. À Dreux – je regarde le maire –, c'est 100 millions. Cela veut dire que jamais on a mis autant d'argent.

Deuxièmement, le Ségur, il est quand même là. Certes, le médico-social avait été oublié. Est-ce que vous pouvez citer un plan, un PLFSS, depuis vingt ans, dans lequel on a mis autant ? Non.

Troisièmement, l'ONDAM. L'ONDAM, c'était combien en 2016 ? 1,8. Là, c'est combien ? 3,8.

Par conséquent, je pense qu'il faut y aller gentiment sur ces questions-là. Parce que si on commence à regarder et à faire de l'archéologie politique récente, franchement, il n'y en a pas beaucoup qui vont être très bien.

Monsieur le Président, nous nous abstiendrons, parce que nous disons que la désertification médicale est majeure. On a porté, avec Marc FESNEAU et ses équipes… D'ailleurs, on l'a tous dit : l'État a sa part de responsabilité et moi, je suis un député qui a osé dire, en votant le budget de la Sécurité sociale, que sur la désertification médicale, le compte n'y était pas alors que, sur le reste, j'ai dit que j'étais satisfait.

Ainsi, retrouvons-nous et arrêtons de nous envoyer des « trucs » comme cela à la figure, parce que ceux qui nous regardent doivent se dire : mais quel cinéma ils nous font ! Le jeudi, on nous annonce une faculté dentaire, et trois jours plus tard, on dit qu'on n'en veut plus ! Non mais, on en est où ?

Une faculté de médecine à Tours et à Orléans, banco. Plus d'internes, nous avons signé, vous le savez, Monsieur le Président, une lettre au Premier ministre il y a quinze jours pour qu'on passe à 300 internes. Et dans une région que vous connaissez bien, la Normandie, ils sont à 500. La bagarre, c'est donc pour passer de 300 à 500.

Nous nous abstiendrons sur ce vœu. Franchement, sur ces questions, restons très sérieux et pas de politique politicienne.

(Applaudissements)

M. le Président.- Pour clore les interventions, Cathy MÜNSCH-MASSET.

Mme MÜNSCH-MASSET.- Merci, Monsieur le Président.

Je pense que vous avez raison, Monsieur VIGIER, on n'est pas là pour faire de l'archéologie mais pour regarder devant. Je pense que l'archéologie n'intéresse personne.

Je dirais que notre expression politique est indispensable et qu'elle est convoquée plus que jamais dans la période que nous vivons, car, aujourd'hui, il faut être clair, celles et ceux qui éprouvent chaque jour l'injonction paradoxale, qui figure dans ce vœu, ce choix qui est finalement impossible, entre la quantité du travail à accomplir et la qualité du lien, ce sont les professionnels du secteur sanitaire et du secteur médico-social – je ne les oublie pas.

Et j'ai une pensée particulière, en tant que vice-présidente de CCAS et présidente de l'Union départementale des CCAS, pour tout le secteur et les métiers qui s'attachent aux personnes âgées, dans un contexte où – c'est très bien – la longévité augmente mais où la dépendance augmente aussi fortement. Je veux dire que le temps qui ne peut plus être consacré, au grand dam des professionnels, à l'accompagnement de ces personnes âgées, ce temps concret, qui manque, il accroît encore la perte d'autonomie des personnes âgées qui sont accompagnées dans les établissements et même à domicile.

Se battre pour des moyens, revendiquer des meilleures conditions de travail, je pense, Monsieur FORISSIER, que ce ne sont pas des postures et que c'est très concret. En tout cas, pour les professionnels qui travaillent dans ce secteur, c'est extrêmement concret.

(Intervention hors micro de Monsieur FORISSIER – inaudible)

On est dans un contexte… On est dans un contexte… On est dans un contexte où, tout le monde l'a bien noté, le renoncement à la loi sur le grand âge, je pense, est extrêmement dommageable. C'est un sujet qui était attendu sur tous les bancs, je pense que c'est un sujet qui faisait consensus et qui aujourd'hui devrait s'imposer à nous, sur lequel le Ségur est une étape mais est loin d'être suffisant dans ce qui serait nécessaire à ce secteur, et nous voterons donc ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Je prends le vote pour ce vœu.

(Mis aux voix, le vœu est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants
Abstention : Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Vous le savez, je ne prends pas part dans les débats des vœux, ce n'est pas ma place, mais permettez-moi, en tant que Président, de vous dire ce qu'il se passe à travers ces vœux n'est pas satisfaisant. N'est pas satisfaisant.

Le Président qui a pris la responsabilité d'organiser une session extraordinaire avec le CESER – Monsieur le Président du CESER, je suis heureux que vous soyez là –, qui a fait en sorte que nous unissions nos forces, que nous portions une voix très forte au niveau national, il y a deux ans et demi, qui a engagé un plan unique en France… Et, je peux vous le dire, je peux citer, les amis de l'opposition, quelles sont aujourd'hui les majorités de votre sensibilité qui, dans d'autres régions, viennent vers nous pour nous demander comment nous agissons. Le Président qui a fait cela ne peut pas se satisfaire…

(Intervention hors micro de Monsieur FORISSIER – inaudible)

S'il vous plaît, je termine.

M. FORISSIER.- Je demande la parole après !

M. le Président.- Je termine. Je termine. Le Président qui a fait cela ne peut pas se satisfaire de voir qu'un vœu présenté par des élus qui ont pris position favorablement pour ce que nous faisons, qui savent combien nous sommes engagés… Je vous rappelle quand même, chers collègues, que dans le dernier contrat de plan, c'était 6 millions d'euros pour les maisons de santé pluridisciplinaires, que dans l'actuel contrat de plan, c'est également 6 millions pour les maisons de santé pluridisciplinaires, qu'on est, de très loin, en avance, et on l'a dit ce matin, pour…

Je vais vous faire cet aveu, j'ai reçu une médaille de la Croix-Rouge, parce que la Croix-Rouge sait que la Région Centre est celle qui fait le plus pour les formations sanitaires, que la Région qui a pris courageusement la responsabilité d'engager un processus de médecins salariés, que la Région qui a multiplié par 2,5 le nombre de postes de kinésithérapeutes… La Région qui fait cela pourrait envoyer à l'extérieur un document qui dit « il faut qu'on commence, dès septembre 2022, à augmenter le nombre de postes d'infirmières » ? Mais enfin, les collègues ! On en avait 800 quand la responsabilité nous a été donnée, on en est à 1 372 aujourd'hui. Et on a l'objectif de 1 500. Et on va dire qu'on s'engage l'année prochaine à

faire une augmentation ? On l'a augmenté de 60 à cette rentrée ! On a développé, et cela a été rappelé ce matin, des formations d'aide-soignant, et très au-delà des IFSI, dans des territoires ruraux.

Si on veut défendre – et je suis persuadé que vous voulez le défendre, je suis persuadé que vous voulez le défendre, les collègues LR –, on ne peut pas voter un texte qui laisse entendre que cette Région est en deçà de la main alors quelle est la première. Oui, je crois que nous sommes capables de nous battre là-dessus.

Moi, ce je vous propose, c'est que nous ayons un groupe autour des deux vice-présidents qui sont chargés de cela, un groupe avec un représentant de chacun des groupes ici, avec, s'ils en sont d'accord, les représentants du CESER, et que nous ayons une position forte, claire et qui aille à l'extérieur. Mais pas ce texte-là !

(Applaudissements)

Monsieur FORISSIER, puis Monsieur VIGIER.

M. FORISSIER.- Monsieur le Président, je suis extrêmement surpris de votre déclaration, puisque vous faites, au fond, écho très précisément à ce que j'ai moi-même demandé tout à l'heure.

M. le Président.- Non !

M. FORISSIER.- Monsieur le Président, nous avons, et c'est le droit de chaque groupe, déposé un vœu. Il est déjà arrivé dans cet hémicycle qu'il y ait des vœux sur des sujets similaires, qui soient fondus pour en faire un seul. Nous avons fait un vœu qui, je pense, est très concret, et moi, je suis prêt à discuter s'il y a certains mots qui vous choquent.

Je vous ai dit tout à l'heure, dans ma position sur le vœu déposé par la majorité, que j'aurais souhaité qu'il y ait un travail commun – c'est moi qui vous l'ai dit. Vous reprenez cette proposition, j'en suis fort aise et très heureux. Mais, je suis désolé, nous ne pouvons pas subir ce qui ressemble à une forme de leçon et encore moins nous laisser accuser, alors même que notre vœu n'a même pas fait l'objet de considération de la part de votre majorité. Nous avons voté contre, mais votre majorité a voté contre, et elle s'est prononcée de façon extrêmement sévère sur ce vœu. Alors moi, je veux bien qu'on fasse du consensus, et il faudrait le faire, évidemment sur ce sujet de la santé, mais comprenez que je sois extrêmement en colère ainsi que l'ensemble de mon groupe !

Moi, je suis d'accord, Monsieur le Président, pour qu'on annule ces vœux, qu'on se mette autour de la table et qu'on en vote un commun à la session de décembre. Ça, je suis d'accord. Mais il faut quand même que les choses soient respectées des deux côtés.

(Applaudissements)

M. le Président.- Bien. Monsieur VIGIER.

M. VIGIER.- Oui, Monsieur le Président. Vous venez de nous proposer à l'instant… Je suis heureux, parce que peut-être que mes propos… Je voulais être un peu enthousiaste et engendrer la sagesse et le fait qu'on soit capable ensemble de porter une stratégie.

Si, tout à l'heure, je n'ai pas compris que vos collègues aient voté contre le vœu des Républicains, je crois qu'ils n'avaient rien à… Enfin bon. Si vous nous disiez « on se met

autour de la table »… On aurait pu le faire. D'ailleurs, les vœux, vous les aviez reçus avant. Vous pouviez même en parler. C'est cela, faire œuvre utile de temps en temps.

Vous parlez des maisons de santé. Oui, bien sûr. Moi, je l'ai toujours reconnu et je l'ai toujours dit, vous le savez. L'État est là, d'ailleurs, l'Europe aussi est là. Ayons le courage de dire tout cela, et vous le savez fort bien, Président.

Deuxièmement, sur le nombre d'internes, on veut passer à 300. Vous savez très bien qu'en 2001, il y avait 101 – vous entendez le chiffre –, 101 étudiants qui passaient en deuxième année de médecine. Ils seront 300 en septembre 2022. Mais nous, nous partons de tellement plus loin que les autres. Surtout, il y a une chose qu'on doit tous savoir : lorsqu'il y a 100 internes qui sont en fonction dans cette Région, il y en a 42 qui partent. Malheureusement, le problème, et vous l'avez très bien rappelé, c'est le *numerus clausus* devenu *numerus apertus*. D'abord, le *numerus clausus* n'a jamais été supprimé ; tout cela, ce sont des règles organisées. C'est la capacité qu'on a à former des internes, mais, malheureusement, après, ils partent. Dès lors, retrouvons-nous.

Les médecins salariés, c'est votre choix, je ne vous le reproche pas. Je sais que c'est extrêmement difficile. Vous n'atteindrez pas l'objectif, mais je ne vous en fais pas offense, car il faut utiliser toutes les armes. Mais il n'y a pas que ce sujet.

Il y a deux sujets dont on parlera, comme la PADHUE. Vous savez tous ce qu'est la PADHUE, ce sont les médecins étrangers qui n'ont pas un diplôme européen et qu'on peut régulariser. Là, tous, faisons œuvre utile, il y en a 10 000 en France ! 10 000, et il y en a 650 dans cette Région.

INTERVENANTE.- Exploités.

M. VIGIER.- Ce sont ceux qui font tourner nos hôpitaux et, malheureusement, à Bourges, on en manque. Il y a plein d'outils, Président, sur lesquel il faut qu'on essaie de se mettre d'accord.

De grâce, face à ce sujet extrêmement prégnant, vous nous proposez de nous mettre tous autour d'une table, avec le président du CESER qui est là, et moi, je vous le dis, on y va ensemble. Mais, après, il faudra une chose : c'est qu'on tienne la ligne. Quand je dis « tienne la ligne », je veux dire que quand il y a des propositions de loi au Sénat, à l'Assemblée, etc., derrière, il faut qu'on soit capable de les porter et qu'il n'y ait pas des disciplines de groupe, mais vous également, et pour chacun. Parce que là, on fera œuvre utile tous ensemble.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur VIGIER… Monsieur VIGIER. Il faudra vraiment faire œuvre utile… Puisqu'il n'y a pas de presse, je vais vous faire témoin d'un échange que j'ai eu avec l'ancienne ministre de la Santé. Je menais le combat pour la médecine et c'était à l'occasion des vœux aux armées. Le président de la République vient, me salue et me dit : « Bravo pour ce que tu fais pour la santé. » Je lui réponds : « Oui, Monsieur le Président, mais j'ai un mal de chien à obtenir un rendez-vous avec ta ministre de la Santé. » Il me dit : « Comment cela ? » Il fait son travail, on le connaît et, le lendemain soir, il y a un coup de fil qui me dit : « Il faut un rendez-vous téléphonique. » Je tempête, je voulais un rendez-vous direct, je me satisfais d'un rendez-vous téléphonique. Et, en sachant qu'on avait pris la position d'augmenter le *numerus clausus* dans la session spéciale à Tours, je lui dis très concrètement : « Il faut absolument que vous l'augmentiez, Madame. » Et au bout d'une demi-heure, j'ai dû raccrocher – je n'ai pas l'habitude de faire cela –, parce qu'elle me disait : « Il y a trop de médecins en France ». Et je lui ai dit : « Mais enfin, s'il y a trop de médecins en France, où sont-ils ? C'est votre responsabilité de les répartir. » On a…

Mme ESSAYAN.- Il n'y en a pas trop.

M. le Président.- Je continue, je continue. Non, il n'y en a pas trop. Bien évidemment, il n'y en a pas trop. Je continue.

Quand on fait des propositions pour des répartitions qui soient plus justes, pour augmenter par groupe de 10 ou par groupe de 20 le nombre de gens formés, c'est infernal ! Quand on a fait la proposition, et je la maintiens, et vous êtes député et je vous demande de vous battre là-dessus, quand on a fait la proposition que les ARS soient coprésidées par le préfet de Région et le Président de Région, et unanimement au niveau des présidents de région, nous avons demandé cela, eh bien, ce n'est pas dans la loi aujourd'hui, ce n'est pas un amendement. Comment s'en sortir quand il y a cette réalité et qu'on a une décision qui est prise nationalement en dehors des représentants élus que sont les députés et les sénateurs ? Ce n'est pas tenable. Si on avait le Préfet de Région ou le Président de Région, qui représentent tous les deux l'ensemble des forces vives, des besoins, etc., on aurait beaucoup plus de chances d'avancer. Il y a donc vraiment beaucoup à faire, y compris au niveau national, et c'est pourquoi le vœu qui a été présenté est un vœu qui fait sens. On peut toujours discuter de formulation, mais il fait sens.

Un point dans le vœu que vous avez présenté. Concernant le sujet de Limoges sur l'Indre, je le dis à Nicolas FORISSIER, je suis intervenu, il y a trois mois de cela, auprès du doyen. Il me dit : « L'accord est passé, il y a toute liberté pour les étudiants de le faire. » J'en vois très peu. L'effectivité de l'annonce méritera d'être vérifiée, mais je vous précise cela.

En tous les cas, moi, je fais une proposition. Je propose qu'autour d'Anne BESNIER et de Magali, les deux vice-présidentes, nous puissions avoir un représentant de chacun des groupes, un travail sérieux et, vraiment, j'aurais grand plaisir à ce que le CESER soit représenté dans ce travail.

On y va comme cela ?

M. FORISSIER.- Très bien. C'est donc ce que nous vous avons proposé.

M. le Président.- Comment ? C'est ce que je vous propose et avec lequel vous êtes d'accord. Très bien, on y va.

Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Pour compléter, je confirme que face à cet enjeu essentiel, on participe vraiment tous en apportant des propositions et des idées sur ce vœu sur la santé. Il y a des domaines, d'ailleurs, qui n'ont pas été évoqués et je propose que notre Région soit une région test en matière de télémédecine ; il y a de vrais progrès, par exemple.

J'aimerais que, globalement, on propose un vœu pour que l'État mette le « paquet » sur notre Région qui est, évidemment, la plus concernée. Je pense qu'on peut tous avoir des idées différentes, et plusieurs idées ont été évoquées, mais je ne veux pas revenir sur le constat, sur le plan d'austérité auquel tous les gouvernements successifs ont participé depuis Nicolas SARKOZY, car ce n'est pas l'objectif. L'objectif, c'est de déterminer comment demain on va faire en sorte que les gens puissent se soigner sur ce territoire. Je pense qu'on peut tous avoir des idées intéressantes pour cela et je voudrais vraiment qu'on participe tous et qu'on mette fin, un peu, à un sectarisme dans un domaine où il ne devrait pas y en avoir.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

Ainsi, nous mettons en place le groupe de travail pour arriver à une expression commune dans la situation où nous sommes aujourd'hui, qui fera suite à l'expression commune et forte que nous avions exprimée il y a plus de deux ans maintenant.

Les 2 vœux :
- le vœu présenté par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants « Agir concrètement et immédiatement face au manque de médecins urgentistes, de généralistes et spécialistes et au manque d'infirmiers et de dentistes »
Et
- le vœu présenté par les groupes Communiste et Républicain - Socialistes, Radicaux, Citoyens - Écologie et Solidarité « Pour un système de santé plus humain »
sont retirés.

M. le Président.- Nous poursuivons l'analyse des vœux. Nous en sommes au vœu « *Sauvegarde d'Alvance Wheels* », qui est porté par les groupes Communiste et Républicain, Socialistes, Radicaux, Citoyens et Écologie et Solidarité.

Qui le présente ? C'est Monsieur LEONARD.

VŒU PRESENTE PAR LES GROUPES COMMUNISTE ET REPUBLICAIN - SOCIALISTES, RADICAUX, CITOYENS - ÉCOLOGIE ET SOLIDARITE « SAUVEGARDE D'ALVANCE WHEELS »

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président, pour une présentation assez rapide du vœu.

Nous le savons, des démarches ont été engagées afin de prendre en compte la situation de l'entreprise Alvance Wheels qui, faute de commandes des groupes Renault et Stellantis, se retrouve dans une situation très difficile. Il nous est toutefois apparu nécessaire de proposer ce vœu afin de marquer l'engagement fort de la Région et solliciter un engagement équivalent de l'État.

Les donneurs d'ordre, pour des raisons de profit, délocalisent leurs productions dans des pays où les conditions sociales et environnementales du travail sont moindres. L'État s'est certes engagé à financer les investissements nécessaires pour d'éventuels repreneurs, mais, dans le même temps, il laisse les grands groupes dont il est actionnaire mettre en concurrence les sous-traitants avec des entreprises situées à l'étranger, participant ainsi lui-même à la casse de l'outil industriel et à la perte de savoir-faire. Ces grands groupes ont un impact destructeur sur l'environnement et sur nos possibilités de développer une entreprise plus vertueuse en termes d'environnement dans des conditions salariales décentes. La délocalisation à l'œuvre dans ces grands groupes participe à l'exploitation de l'être humain par le moins-disant salarial.

Afin de maintenir et de développer une filière automobile locale et économe en carbone, la Région Centre-Val de Loire propose de travailler à sortir les entreprises de la filière automobile du champ de la concurrence libérale, en sachant que celle-ci est en fait faussée. Les investissements envisagés pour des outils de production modernisés qui seraient soutenus par la Région devront répondre à des critères sociaux et environnementaux afin d'améliorer les conditions de travail des salariés et préparer la filière automobile aux nécessaires évolutions liées au dérèglement climatique.

La Région Centre-Val de Loire demande à l'État d'assumer sa responsabilité régalienne en faveur des enjeux sociaux, environnementaux et de souveraineté nationale. Les fonds publics versés par milliards d'euros aux groupes de l'automobile doivent être réorientés vers le maintien et le développement d'une industrie modernisée, localisée, sociale et écologique pour le futur. Enfin, l'État doit peser avec force pour l'intégration immédiate des fonderies sous-traitantes de la filière automobile au sein des groupes Renault et Stellantis et, de fait, obtenir la fourniture de commandes nécessaire aux sites de production situés en France, répondant ainsi à la propre orientation du gouvernement de maintenir des sites industriels sur le territoire et de relocaliser.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Monsieur FORISSIER, vous avez la parole.

M. FORISSIER.- Monsieur le Président, il me semblait que la Région avait – je sais bien que ce n'était que la Commission permanente – pris une position unanime sur ce dossier d'Alvance Wheels que nous suivons et que, *a fortiori*, puisque l'usine est dans ma propre circonscription, je suis avec beaucoup d'énergie. J'étais encore hier avec la ministre de l'Industrie pour essayer de pousser au maximum l'intervention de l'État.

J'ai envie de vous dire que, bien sûr, c'est cohérent et on vote, mais je voudrais quand même faire deux remarques.

On s'est déjà prononcé et on a là un vœu qui est tout de même, dans sa rédaction, excusez-moi mais plein d'éléments qui relèvent plutôt du marxisme d'autrefois – excusez-moi, c'est clair –, avec des termes sur les soi-disant profits… Le mot « profit », je ne sais pas, vous n'arrivez pas à le comprendre, c'est un terme économique. Ce n'est pas le côté immoral du profit qu'on peut retrouver dans certains romans de BALZAC.

Par conséquent, je regrette que, là aussi, notamment en séance, on n'ait pas eu au moins un travail de concertation préalable pour se mettre d'accord sur un texte qui aurait reçu l'assentiment. Je comprends qu'il y ait des choix politiques, voire idéologiques des uns ou des autres, mais, sur des sujets comme celui-là, je regrette qu'on n'ait pas eu un travail préalable pour un texte consensuel. Parce que le sujet, derrière, ce sont, à court terme, 287 personnes qui sont menacées, c'est la mobilisation de tous les élus de toutes les sensibilités. Je prends à témoin Dominique ROULLET. On a fait la même chose pour La Halle à Issoudun et à Montierchaume, on a fait la même chose chez moi, à La Châtre, il y a sept ans pour défendre Fenwal, et la Région était, d'ailleurs, présente et avait joué le jeu à fond. Je n'ai pas de problème, là-dessus. Mais, simplement, essayons de mettre les formes, essayons de faire un peu d'efforts, quand même. Nous, nous essayons d'en faire, il faut que tout le monde le fasse.

Ainsi, je vais vous dire. Comme cela, j'aurai calmé ma colère et, après, je partirai. On va voter ce vœu, mais je veux qu'au compte rendu on dise bien que nous ne sommes pas d'accord sur un certain nombre de thématiques ou de phrases qui sont reprises dans ce vœu et qui sont plus idéologiques, voire politiques que concrètement liées à ce dossier.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Madame WUNSCH, vous avez la parole.

Mme WUNSCH.- Merci, Monsieur le Président.

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient d'exprimer Monsieur FORISSIER.

Pour autant, l'affaire Alvance Wheels est symptomatique, hélas, de la situation de toute la filière automobile française. La guerre au diesel, secteur où nous étions très bien placés, au profit de l'électrique, dont le bilan écologique est plus que contestable, est un des éléments déclencheurs de cette situation. Nous constatons également que notre dépendance aux Chinois pour l'essentiel des composants nécessaires dans les voitures n'a pas été anticipée.

Aujourd'hui, tous s'accordent sur la nécessité de maintenir notre industrie en France alors que les gouvernements de ces dernières décennies ont laissé s'opérer le démantèlement de notre industrie sans agir fermement. Des constructeurs français comme PSA risquent tout simplement de disparaître.

Pour information, les dirigeants de F2R, qui est l'ancien nom d'Alvance Wheels, ont été condamnés aujourd'hui pour « abus des biens d'une société » et condamnés à de la prison ferme. Alvance Wheels, à l'époque, avait été dépossédée par ces individus de fonds qui devaient l'aider à se moderniser.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame WUNSCH.

La parole est à Monsieur COMPAIN.

M. COMPAIN.- Oui, simplement pour vous dire un peu où on en est. Hier, je n'étais pas avec la ministre, j'étais avec les salariés qui manifestaient à Diors et à Châteauroux. Ils ont été voir, justement, les sites de vente de voitures de Renault et de PSA, qui fait partie du groupe Stellantis.

Pour vous dire un peu la situation aujourd'hui, en fait, on a d'un côté les racheteurs potentiels qui disent « on veut des engagements de Renault et de PSA sur un nombre d'achats de jantes », et on a Renault et PSA qui, eux, disent « nous, on veut des engagements sur les investissements futurs de l'entreprise ». On est donc dans une situation de blocage.

Les salariés, en tout cas la CGT propose une nationalisation temporaire et je crois que cela peut être effectivement une solution pour sécuriser les emplois et pour avoir le temps de voir ce qu'on peut faire, parce que, aujourd'hui, il faut sécuriser les emplois, il faut que le site devienne pérenne. Il y a plusieurs acheteurs potentiels sur le site, certains sont plus ou moins sérieux, certains sont uniquement dans le domaine de l'automobile alors que d'autres sont dans des domaines un peu plus variés et tendent vers une diversification. Cette diversification, on ne sait pas si c'est vraiment très sérieux mais cela existe et, en tout cas, elle peut être une solution à moyen terme pour que l'entreprise soit pérenne. Et puis, à plus long terme, on peut aussi envisager une bifurcation plus large de l'entreprise, et une nationalisation, une sécurisation des emplois peut être intéressante.

Deuxième chose, car le vœu touche aussi le secteur automobile dans sa globalité, je crois, comme c'est dit en partie dans le vœu, qu'il faut pousser le secteur à faire une transition pour que l'automobile en France puisse être encore présente.

Bien évidemment, on votera le vœu des deux mains.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur COMPAIN.

Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

Mme TOUCHAIN-MALTÊTE.- Oui, Président, merci.

De la même manière que Monsieur FORISSIER est étonné, nous le sommes tout autant. Je souligne d'emblée la nécessité pour notre assemblée, évidemment, d'être totalement investie face à la situation de ce fleuron industriel menacé, et c'est même un devoir car il s'agit là de notre compétence. Mais là n'est pas la question. Des centaines d'emplois sont aujourd'hui concernés, comme nous le savons tous, et ce sont autant de familles dans l'inquiétude à qui nous devons engagement mais aussi respect.

À cet égard, le respect signifie l'absence de polémique. En effet, et là, encore une fois, nous nous rejoignons complètement, lors de la Commission permanente du 15 octobre dernier, à laquelle je participais avec Philippe VIGIER, l'ensemble des groupes politiques, dont le nôtre, ont adopté une position forte, unanimement, pour apporter le soutien de notre collectivité et favoriser une offre de reprise. La rencontre qui a alors été demandée auprès de Madame la ministre de l'Industrie a bien eu lieu et un délai a bien été accordé. Toutes les actions possibles sont donc engagées pour favoriser l'émergence d'une offre de reprise. Notre président Marc FESNEAU a bien indiqué à nouveau dans la presse cette semaine sa volonté de s'engager autant que possible pour faire avancer ce dossier et, de façon générale, les dossiers de la Région.

Ainsi, vous en conviendrez, les actes sont toujours plus utiles que les diatribes et nous sommes très étonnés de constater, de lire dans ce vœu cette expression « laisser-faire de l'État ». Je ne doute pas de la bonne foi de Monsieur LEONARD…qui, d'ailleurs, ne m'écoute pas, c'est très agréable.

Je veux simplement vous rappeler que l'État, loin de laisser faire, s'est tout de suite saisi de cette situation et a pris ses responsabilités par un prêt de 3,1 millions d'euros dès le mois de mai 2020, signifiant ainsi son plein investissement pour le maintien des activités de cette entreprise, les considérant évidemment comme étant stratégiques car représentant une rareté sur le territoire national, pour ne pas dire que c'est l'unique entreprise fabricante de ce type de matériel.

Alors, à mon tour, je vous le demande au nom du groupe, êtes-vous prêts, en tant qu'acteur régional, majorité représentant la Région, à participer au capital d'Alvance Wheels pour renforcer significativement une offre de reprise ?

En conclusion, ne polémiquons pas sur un tel sujet, soyons proactifs et abondons pour que le terreau de la reprise soit enfin fertile. Arrêtons, une fois encore, de polémiquer et vous accepterez donc que je réserve la position de notre groupe à la réponse que vous apporterez à mon interpellation.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

La parole est à Monsieur ROULLET.

M. ROULLET.- Monsieur le Président, j'avais commencé à parler de la situation d'Alvance Wheels. Je voudrais quand même rappeler un certain nombre d'éléments, sans être trop long.

Je crois qu'Alvance Wheels devrait être un symbole pour l'État, puisqu'on parle beaucoup du « made in France » et que c'est la seule entreprise en France qui fabrique des jantes en aluminium. De ce fait, si elle disparaît, c'est tout un savoir-faire qui disparaît et, bien évidemment, pas seulement 287 emplois mais aussi des emplois de sous-traitants. Ce serait vraiment donc un drame industriel, en sachant que les salariés de l'entreprise ont déjà connu trois liquidations en dix ou douze ans.

Cette situation est particulièrement préoccupante, car le repreneur souhaite avoir des commandes fermes de Renault tandis que Renault veut effectivement qu'il y ait des investissements industriels, ce qui nous donne l'impression de tourner un peu en rond.

Il est vrai que l'État a une responsabilité particulière par rapport à tout cela, puisqu'il a abondé 5 milliards d'euros en direction de la filière automobile, et, personnellement, j'ai du mal à comprendre qu'un industriel ait plus de pouvoir qu'un ministre, qu'un Premier ministre ou un président de la République. Il appartient donc à l'État d'intervenir.

Ce qu'on vous propose aujourd'hui, par ce vœu, c'est de poursuivre ce qu'on a proposé, en effet, lors de la dernière Commission permanente, où on s'est retrouvé uni pour défendre Alvance Wheels, car, depuis ce vœu qui a été adopté par l'ensemble de l'assemblée, l'État a annoncé son engagement à financer les investissements nécessaires à d'éventuels repreneurs, et cela a été la déclaration de la ministre de l'Industrie lorsqu'on a eu un échange avec elle par « visio ». Cela signifie que la déclaration commune que nous avons faite en Commission permanente a eu des effets positifs au niveau de la ministre de l'Industrie.

Je dirai aussi qu'au niveau des salariés de l'entreprise, c'est quelque chose qui a été un très grand réconfort, une marque de considération et de respect. Si nous pouvons nous retrouver sur ce vœu, je pense donc qu'ils y seront particulièrement sensibles, en sachant que si l'État peut effectivement intervenir auprès de Renault pour les commandes, on ne peut pas disposer de l'argent public sans qu'il y ait de contrepartie. Une production sur le territoire national chez Alvance Wheels a comme conséquence, sur une voiture, un surcoût de l'ordre d'une centaine d'euros. Or, ce n'est pas 100 euros en plus sur une voiture qui dissuadera d'acheter cette voiture.

En ce qui concerne la question de l'entrée au capital de la Région, je trouve cela assez curieux, car c'est une proposition qui vient de l'État. Nous avons le sentiment que l'État nous dit : venez au capital et, à ce moment-là, on fera ce qu'il faut. Non, cela ne peut pas se passer ainsi. C'est l'État qui a une responsabilité particulière. Et si la Région entrait au capital d'Alvance Wheels, elle devrait aussi le faire pour d'autres entreprises et vous savez très bien que ce n'est pas possible.

Cette espèce de position de l'État, je trouve qu'elle est particulièrement regrettable. C'est à lui de prendre ses responsabilités et je crois qu'il peut intervenir auprès de Renault, étant entendu qu'il a engagé des deniers publics de façon très importante. Cette entreprise est véritablement un symbole qu'il faut valoriser, car c'est la seule qui fabrique des roues en aluminium.

Bien évidemment, nous sommes partenaires pour ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Je mets le vœu aux voix.

(Mis aux voix, le vœu est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés
Abstention : Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Je précise juste qu'il y a deux problèmes par rapport à la question qui a été posée, deux problèmes qui ne peuvent pas être dissociés.

Il y a un problème lié à l'état de l'outil de travail qui est largement dégradé, car les structures propriétaires successives n'ont pas fait le « boulot ». On parlait des profits, il y a une partie des profits qui doit être réinvestie dans la modernisation de l'outil de production et cela n'a pas été fait dans cette entreprise.

Et si on devait mettre de l'argent public pour moderniser l'outil de production, ce qui est indispensable, sans que l'autre dimension soit traitée, c'est-à-dire faire en sorte que là où l'État a engagé très fortement – 5 milliards pour Renault – une part importante du Plan de relance pour l'industrie automobile… Si on n'était pas en situation de dire que, pour une période de trois ou cinq ans, il y a des commandes qui viennent, on mettrait de l'argent pour modernisation, on créerait un nouvel espoir, puis un nouveau choc social pour les salariés, car rien ne viendrait.

La position de la Région, c'est qu'elle continuera à être à l'offensive, à être présente en sachant qu'il y a nombre d'outils d'intervention, on n'a rien refusé, mais cela ne peut pas être sans perspectives industrielles pour ce site. Je vous le dis très clairement et c'est la position que nous poussons.

Le vœu est adopté et nous passons à un vœu qui est un vœu de soutien à la liberté d'expression.

VŒU PRESENTE PAR LE GROUPE CENTRE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN ET CITOYEN « SOUTIEN A LA LIBERTE D'EXPRESSION »

M. le Président.- Vous avez souhaité que je le présente, car j'étais avec un député de La République en marche sur le terrain sur ce sujet samedi matin à Romorantin pour une marche. C'est le sujet de l'engrillagement de la Sologne et je crois que ce combat nous réunit ici.

Il y a, même s'ils sont peu nombreux, certains propriétaires concernés qui essaient de faire diversion en poursuivant en justice des organes de presse qui ont rendu compte du combat qui était mené avec beaucoup de détermination, notamment dans les actions que nous menons ensemble. Je dis « nous menons ensemble », car hier, il y avait votre président de groupe, vous le savez, je parlais du député de La République en marche qui était là, ainsi que moi-même et beaucoup d'autres.

Aujourd'hui, nous avons une association, les Amis des chemins de Sologne, qui est poursuivie, on a un journal qui s'appelle *Le Petit Solognot* et qui est également poursuivi pour avoir dit clairement que, pendant cette période qui a été un peu particulière, quelques propriétaires – ils sont très peu nombreux – avaient accéléré l'engrillagement de la Sologne. Nous le disons d'autant plus que nous avons voté ensemble un SRADDET qui n'abolit pas la propriété privée, pour ceux qui voudraient voir des postures excessives, mais qui dit très clairement que la chasse n'est pas autorisée en enclos et que, lorsqu'on enclot, on ne peut pas, sur un territoire comme celui-ci, faire n'importe quoi, mettre des grillages à deux mètres, etc.

Par ces motifs, nous apportons notre soutien à la liberté de la presse, à la liberté d'expression et à tous ceux qui pourraient être menacés pour les mêmes motifs dans ce

dossier. Il y avait également Charles FOURNIER qui était présent avec moi et je crois qu'à travers la présence d'un certain nombre d'élus, nous témoignons régulièrement dans cette affaire, nous témoignons régulièrement, d'une part, de notre engagement et, d'autre part, de notre soutien à ceux qui mènent le même combat.

Est-ce que sur ce…

Mme ESSAYAN.- Est-ce que je peux quand même dire quelques mots, Monsieur le Président, ou… ?

M. le Président.- Oui. Oui, oui, je sais, mais je voulais vous le dire, parce que comme j'étais présent…

Mme ESSAYAN.- Oui, oui, je sais, tout à fait et merci. Merci de vos explications. Vous êtes tout à fait au cœur du problème, puisque vous êtes directement concerné.

Je ne vais pas lire le texte, puisque le Président a quasiment présenté la question et la situation, mais je veux préciser que cette situation d'engrillagement excessif est un problème assez grave. Tous ceux qui sont allés sur le terrain ont pu voir que cela empêche la circulation des animaux et que, en même temps, cela peut entretenir une forme de chasse qui n'est pas éthique et qui s'apparente plutôt à de l'abattage.

Ce sont ces éléments, ces réalités-là que défend cette association, les Amis des chemins de Sologne, auxquelles elle nous a aussi tous sensibilisés, car elle fait un travail depuis plus de vingt ans, un travail de protection de la Sologne, dont on rappelle que celle-ci est classée Natura 2000. Il y a donc un vrai travail qui a été relayé par les élus, puisque plusieurs propositions de loi ont été déposées pour, justement, soutenir également les mesures prises par le SRADDET de la Région. Celui-ci n'empêche pas totalement l'engrillagement, il faut le dire aussi. Il y a une forme d'engrillagement qui peut être acceptée à condition qu'elle permette le passage des animaux, que ce soit vers le bas pour des petits animaux ou vers le haut en vertu d'une hauteur qui a été déterminée par le SRADDET.

Tous ces éléments sont assez importants, mais ce n'est pas une proposition de loi et ce n'est pas non plus un texte anti-chasse, il faut bien le préciser. Nous sommes respectueux de cette Sologne qui, finalement, nous est confiée. C'est à travers cela que nous avons souhaité prendre position et ce sont ces prises de position qui sont aujourd'hui attaquées. Est attaqué le travail d'information que fait cette association et est attaquée la liberté d'information de la presse, puisque la plainte est également dirigée envers *Le Petit Solognot*, qui ne fait que son travail.

C'est donc un vœu de soutien, de soutien à une action qui est menée par des élus de tous bords, il faut le préciser, et je pense qu'il va recueillir l'assentiment de tous. Ce sera peut-être notre vœu adopté à l'unanimité. En tout cas, je l'espère.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci à vous.

Nous écoutons l'intervention de Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Monsieur le Président, je dois dire qu'il y a quand même des questions qui se posent sur ce vœu.

Sur le fond, ce n'est pas moi qui suis un ancien « patron de presse » – petit patron –, qui vais m'opposer à la nécessité de défendre la liberté d'expression, la liberté de la presse. C'est évident. Premier point.

Deuxièmement, sur la question de l'engrillagement, nous sommes un certain nombre dans ce groupe à être membres de l'association dirigée par Monsieur et Madame LOUIS et je suis moi-même allé avec eux, comme vous, ces derniers mois constater les choses. De plus, je suis comme Nadia ESSAYAN, et je crois que c'est unanime au sein de notre groupe, c'est-à-dire sur la même vision de la Sologne, de la chasse. Je crois qu'il est nécessaire de mettre un terme à tout ce qui est excessif dans ce domaine de l'engrillagement mais je crois aussi qu'il faut avoir, derrière, une éthique, une vision de la chasse et, plus globalement, du dialogue entre l'homme et la nature qui soit éthique, qui soit respectueuse, qui moderne, quelque part.

Le seul problème, c'est que ce vœu mélange un peu les sujets, il faut bien le constater, puisqu'on a en même temps une procédure judiciaire, et vous savez bien que, normalement – c'est en tout cas le parlementaire qui le dit –, on ne peut pas intervenir dans une procédure judiciaire. C'est compliqué, car je comprends la raison, et vous l'avez dit vous-même, du vœu, mais, en même temps, on a ce sujet, si bien que, pour cette raison-là, les positions sont partagées au sein de notre groupe.

Je veux dire que sur la liberté de la presse, sur la liberté d'expression, c'est évident. Sur la vision que nous avons sur la question de l'engrillagement et plus globalement de la Sologne et Natura 2000, une chasse responsable, etc., nous sommes là aussi, évidemment, sur cette ligne-là. Nous l'avons toujours défendue et je précise même qu'on la pratique et que nous sommes nous-mêmes, pour un certain nombre, membres de cette association.

Cependant, il y a un sujet qui peut heurter certains des membres du groupe, je vous le dis, parce que dans le même temps, nous avons une procédure qui est en cours. Moi, je ne sais pas ce qui est vrai et ce qui est faux sur cette plainte en diffamation. Il est probable, à mon sens, si le bon sens l'emporte, qu'elle soit classée sans suite. Sinon, cela voudrait dire qu'il y a un sujet, sur la liberté de la presse en tout cas. Et ce, d'autant que ce sont vos propos, en plus, qui, si j'ai bien compris, ont été rapportés, ce qui fait que c'est un imbroglio extrême.

Ainsi, je le redis, il y a au sein de notre groupe un certain nombre d'avis divergents et je laisserai la liberté de vote. C'est cette décision que nous avons prise au sein de notre groupe. Certains voteront pour, certains s'abstiendront.

M. le Président.- Je l'entends, en précisant que c'est la grandeur de la démocratie que nos journaux soient soutenus lorsqu'il y a tel ou tel comité de soutien, lorsque des enjeux essentiels paraissent, lorsqu'on voit des citoyens, des intellectuels, des associatifs se mobiliser pour, justement, qu'il y ait une expression. Après, la justice est libre, mais c'est bien qu'elle entende aussi les sujets.

Chacun, bien sûr, est libre, mais cela ne me paraît absolument pas remettre en cause la liberté de la procédure que de dire que nous sommes ici vraiment en soutien à ceux qui sont poursuivis.

Merci, Monsieur FORISSIER.

Madame PARIS.

M. FORISSIER.- Monsieur le Président ?

M. le Président.- Pardon ?

M. FORISSIER.- Je vous ai bien dit, Monsieur le Président, que j'étais d'accord là-dessus et que nous sommes d'accord. Il y a certaines réserves de certains membres de notre groupe et c'est leur liberté...

M. le Président.- Tout à fait.

M. FORISSIER.- …de dire qu'ils considèrent que ce problème de procédure en cours les empêche de voter pour le vœu, même s'ils sont d'accord sur le fond. C'est ce que j'exprime et cela me paraît la moindre des choses.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Madame PARIS.

Mme PARIS.- Merci, Monsieur le Président.

Sur le fond, effectivement, nous ne pouvons que soutenir le contenu de ce vœu, car nous avons toujours dénoncé l'engrillagement de la Sologne, qui est un vrai problème, un vrai fléau, et la liberté d'expression de la presse est évidemment un droit auquel nous devons tous être attachés.

Cela dit, j'aimerais porter à votre connaissance un problème concernant ce journal, *Le Petit Solognot*, qui est un organe de presse locale distribué gratuitement. En effet, en période électorale, j'ai été victime, en tant que candidate, lors des élections législatives en Sologne, d'une inégalité de traitement par rapport aux autres candidats, puisque j'ai été la seule à ne pas avoir eu d'article de présentation. Je crois que tous les autres médias de presse locale ont à cœur, au contraire, de respecter cette égalité de traitement, ce qui, visiblement, n'est pas le cas de ce journal et je le regrette profondément.

Pour cette raison, nous nous abstiendrons.

(Applaudissements)

M. le Président.- OK, merci.

Mme ESSAYAN.- La presse locale n'est pas obligée…

(Interventions croisées)

M. le Président.- Nous poursuivons les prises de parole.

Pour le groupe Communiste et Républicain, Monsieur LEONARD.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

La France vient de passer des années noires, des années qui resteront sans doute gravées dans l'esprit de chaque individu, gravées pour une valeur qui est la nôtre, celle de la

liberté d'expression. Devons-nous rappeler ce qu'est ce principe qui a tant d'importance pour notre pays, indispensable sans doute.

Ainsi, l'article 11 de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose : « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* » L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose aussi de la protection de la liberté de la presse.

Aujourd'hui, c'est notre Région de Sologne qui fait parler d'elle et ses habitants. Patrons et rentiers possèdent la quasi-totalité des 500 000 hectares de cette région, composée en grande majorité de bois et d'étangs. Nombre d'entre eux s'en servent comme d'un terrain de jeu pour la chasse et pour y apposer leur richesse composée de voitures et de domaines. Outre le côté champêtre et plaisir que propose cet endroit, c'est derrière leur grillage que les plus fortunés se rencontrent pour discuter capital et marché. Heureux de leur havre de paix, ils le gardent jalousement en n'hésitant pas à avoir recours à des méthodes financières. De ce fait, peu de maraîchers, agriculteurs peuvent s'installer. Des entreprises qui seraient pourtant les bienvenues pour l'économie locale ne passent pas la porte de leurs jardins secrets.

Le plus simple est donc d'avoir recours à des pratiques, notamment celle de l'engrillagement qui, contrairement à ce qu'ils dénoncent, fragilise la biodiversité mais renforce leur richesse. C'est en menant des actions aussi accablantes que des plaintes à l'encontre d'un journal local et gratuit que ces fortunés entendent bannir tout individu ne faisant pas partie de leur cercle fermé. Le rôle d'un journal, je le rappelle, est de dénoncer, d'informer les citoyens des actuatités et des actions qui les touchent. Leur liberté est la nôtre et le principe de liberté d'expression n'est pas négociable.

Nous voterons donc ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Monsieur BRIDET.

M. BRIDET.- N'ayez pas peur, je ne vous parlerai pas pendant une demi-heure de biodiversité. Eh oui, c'est pourtant ma délégation.

Le groupe Écologie et Solidarité, dont certains membres étaient présents à Romorantin avec vous, Monsieur le Président, samedi dernier aux côtés des militants anti-engrillagement, soutiendra évidemment ce vœu.

Au-delà de notre aspiration naturelle pour la liberté d'expression, fondement démocratique et républicain, cette position illustre aussi notre farouche opposition à la privatisation du vivant. Notons que ceux qui défendent par voie judiciaire leurs petits privilèges privés et ce qui leur reste de réputation sont les mêmes qui en implantant les clôtures en forêts commettent d'immenses crimes contre la biodiversité, la biodiversité qui n'est pas qu'un bien commun – d'ailleurs, elle n'est pas un bien – et qui est l'équilibre même de notre cadre de vie et de nos conditions d'existence correcte ici-bas.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Pour le groupe SRC, j'ai fait connaître la position favorable, je le dis, porteur du vœu.

Je mets donc aux voix le vœu présenté par le groupe CDRC.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Monsieur le Président ?

M. le Président.- Pardon ? Allez-y.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Je voulais juste indiquer que le groupe SRC votera pour ce vœu.

M. le Président.- Parfait. Je ferai attention pour la prise du vote, puisque ce ne sont pas des votes de groupe unanimes, semble-t-il, au moins pour l'un d'entre eux.

(Mis aux voix, le vœu est adopté)

Pour : Centre, démocrate, républicain et citoyen / Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants à l'exception de Madame Aurore Caro
Abstention : Rassemblement National et Alliés / Madame Aurore CARO

M. le Président.- Je vous remercie.

(Applaudissements)

Ensuite, nous passons au vœu sur la mise en place d'un baromètre de l'action publique régionale et qui est également un vœu du groupe CDRC.

Qui le présente ? C'est Monsieur SCHLESINGER.

VŒU PRESENTE PAR LE GROUPE CENTRE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN ET CITOYEN « MISE EN PLACE D'UN BAROMETRE DE L'ACTION PUBLIQUE REGIONALE »

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président.

Il est tard, je vais être bref. Le premier élément, c'est de rappeler l'objectif de ce vœu, qui est la mise en place d'un baromètre de l'action publique régionale, c'est-à-dire d'un tableau composé d'indicateurs accessibles sur un site Internet à disposition de l'ensemble de nos concitoyens en permanence.

Pourquoi nous souhaitons mettre en œuvre un tel dispositif ? C'est un outil que nous proposons de construire ensemble, qui vient compléter ce que nous avons vu ce matin avec les orientations budgétaires et les perspectives pluriannuelles qui ont été tracées. Nos concitoyens ont besoin de pouvoir évaluer de manière régulière l'avancée des politiques publiques mises en œuvre dans la Région, et il nous semble que cet outil de transparence, qui rejoint l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, serait une deuxième jambe à côté de la première jambe qui est la démocratie permanente.

Nous souhaitons que nous puissions adopter ce vœu et travailler ensemble à la construction de ce tableau de bord.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur SCHLESINGER, pour cette présentation concise.

Nous donnons la parole à Madame RENIER, tout d'abord.

Mme RENIER.- Oui, Monsieur le Président, pour dire que ce vœu pour la mise en place de ce baromètre nous semble vertueux et conforme aux besoins d'information de nos habitants. Nous voterons donc pour ce vœu.

M. le Président.- Merci pour cette présentation.

Monsieur CHASSIER, vous avez la parole.

M. CHASSIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, vous évoquez la nécessité d'une évaluation des politiques publiques régionales en l'occurrence, et c'est une demande que nous avons régulièrement formulée. Vous évoquez en même temps la défiance des citoyens à l'égard de l'action publique qui se traduit par une abstention croissante lors des élections.

Cependant, nous avons du mal à vous suivre dans les solutions que vous proposez, avec un système d'évaluation dont on ne voit pas très bien comment il va être construit. Vous faites appel aussi à une démocratie plus inclusive et participative en citant, selon vous, la réussite de la Convention citoyenne pour le climat, qui est précisément le contre-exemple qu'il aurait fallu éviter. J'étais intervenu ici même pour démasquer l'imposture de cette convention où les citoyens, certes tirés au sort au départ, ont subi un véritable lavage de cerveau par des experts et des « sachants » exprimant une pensée unique dont il était impossible de s'écarter sous peine de blasphème.

Rappelons que cette convention était coprésidée par Laurence TUBIANA, ex-militante de la Ligue communiste révolutionnaire dans sa jeunesse, chargée de mission puis conseiller auprès de Lionel JOSPIN, Premier ministre, et par Thierry PECH, membre fondateur du think tank Terra Nova, créé au service du Parti socialiste. Vous voyez tout de suite l'indépendance et l'ouverture d'esprit. Les débats étaient par conséquent parfaitement encadrés et on sait bien, dans ce genre de dispositif, combien il est difficile de se démarquer du schéma dans lequel on fait adhérer le groupe, et les conclusions étaient forcément très orientées pour ne pas dire prévues d'avance. Et pourtant, paradoxalement, la plupart n'ont pas été suivies.

Il n'y a pas de meilleure caricature de la démocratie participative, à part peut-être le grand débat de Monsieur MACRON avec des questions filtrées dont, là encore, rien n'est ressorti. Les fameux cahiers de doléances ont été enterrés, car ils soulevaient des questions politiquement incorrectes. Aujourd'hui, les techniques sont bien rodées pour obtenir l'adhésion de ceux qui sont manipulés. Rappelez-vous la conclusion d'ORWELL dans *1984* : « *Tout était clair en lui, il aimait Big Brother*. »

Vous trouverez peut-être que je force le trait, mais ces techniques sont utilisées depuis longtemps dans le domaine du management pour faire adhérer les collaborateurs aux objectifs de l'entreprise. Ces professionnels utilisent des techniques de manipulation émotionnelle et psychologique, notamment la dynamique du groupe, qui conduisent les participants à se conformer à la pensée dominante. C'est d'ailleurs auprès de cabinets spécialisés dans le management participatif que Monsieur MACRON a passé commande pour gérer aussi bien la crise des Gilets jaunes que la crise sanitaire, cabinets américains, faut-il le préciser.

Par conséquent, nous pensons que votre démarche n'est pas la bonne. Oui, nous approuvons l'évaluation des politiques publiques, nous la demandons régulièrement, mais c'est d'abord le rôle des élus, en particulier des élus d'opposition, à condition qu'on leur en donne les moyens. Nous déplorons sur ce point qu'il soit toujours aussi difficile d'obtenir les informations que nous demandons, sur des sujets comme le compte rendu d'utilisation de certaines subventions. Je fais référence à plusieurs demandes formulées en Commission permanente auxquelles nous n'avons jamais obtenu de réponse.

Ainsi, avant d'imaginer un contrôle citoyen, il conviendrait d'abord de faciliter le contrôle par les élus. C'est pourquoi également nous avions souhaité mettre fin au huis clos de la Commission permanente. Vous comprendrez, par conséquent, que nous n'approuverons pas ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur CHASSIER.

Je donne la parole à Madame TEIXEIRA.

Mme TEIXEIRA.- Merci, Monsieur le Président.

Le groupe Communiste et Républicain votera contre ce vœu pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, sur le baromètre de l'action publique, ce dispositif ressemble à celui mis en place par l'État et qui n'a pas prouvé sa pertinence.

Ensuite, une des critiques récurrentes de ce genre de dispositif est notamment qu'on veut montrer les chiffres qui nous arrangent. Je prends un exemple. Pour évaluer l'efficacité de Parcoursup, l'État nous montre dans son baromètre le taux de réussite entre la première et la deuxième année de licence. Cependant, il n'y a aucun chiffre sur l'évolution du nombre de lycéens qui se sont retrouvés sans solutions ou qui ont été obligés de prendre un choix par défaut et donc d'abandonner leurs choix d'avenir. Finalement, on se rend compte que ces baromètres ne sont pas là pour évaluer correctement les impacts des politiques mais qu'ils sont surtout des outils de communication.

Est-ce qu'un outil de communication aide à aiguiller plus finement les politiques publiques ? Non. Pour la constitution de panels citoyens, la Région prévoit déjà de mettre en place des dispositifs pour associer pleinement les citoyens dans la politique régionale, car c'est en renforçant le rôle de nos concitoyens qu'on combat l'abstention et la défiance à l'égard de l'action publique.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame TEIXEIRA.

Monsieur GODET a la parole.

M. GODET.- Merci.

Nous voterons contre ce vœu, car nous irons bien plus loin pour faire vivre une démocratie plus inclusive et participative dans notre Région. Tout d'abord, en élaborant une charte de participation citoyenne qui viendra amender le règlement intérieur en 2022 et, deuxièmement, en préparant l'acte II de la démocratie permanente.

J'en profite pour souligner que la Région, à l'initiative de Charles FOURNIER, a déjà mis en place des panels citoyens sur le sujet des déchets et de la COP régionale. Ces panels n'attendent qu'à être répliqués dans d'autres vice-présidences.

Enfin, je ne peux m'empêcher d'indiquer le désaccord de notre groupe quant au terme « réussite » accolé à « Conférence citoyenne pour le climat » alors que seules 10 % des propositions ont été reprises dans la loi Climat-Résilience.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GODET.

La parole est à Madame GLOANEC-MAURIN.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, ce vœu va nous permettre de donner une information importante à cette assemblée, puisque le désir, le souhait de mettre en place un baromètre est déjà en chemin au sein de cette collectivité.

La Région a engagé en 2020 un vaste programme autour du pilotage des politiques publiques qui a mobilisé l'ensemble des directions de la collectivité. Et depuis 2021, la Région dispose d'une arborescence des politiques publiques uniformisée qui offre un socle commun auquel sont rattachées les ressources budgétaires et, à terme, puisque c'est en chemin, les ressources humaines.

L'intérêt, bien sûr, de cette démarche est de pouvoir disposer d'un outil – ce que propose le vœu – qui puisse rendre compte, à travers, comme vous le souhaitez, des indicateurs de performance, de tableaux de bord ou d'une cartographie, des effets des politiques publiques portées par la Région. Ces outils sont utiles à plusieurs niveaux, celui de la collectivité, celui des services et celui des élus. C'est donc en chemin et c'était l'occasion de vous en informer.

La seconde phase du projet est en cours, elle doit notamment permettre d'actualiser l'arborescence maintenant au regard des priorités qui vont être définies pour 2021-2027, de renseigner les indicateurs, de collecter les données et de valoriser les informations dans le système d'information décisionnel.

Il s'agit, évidemment, d'un chantier complexe et ambitieux. C'est l'occasion de vous faire prendre connaissance de ce cheminement qui doit permettre, car c'est un système d'évaluation, d'évaluer les dispositifs en continu et de proposer – et c'est là qu'on rejoint les deux sollicitations du vœu – auprès des partenaires comme auprès des habitants des éléments pour rendre compte de l'action régionale.

Nous sommes en chemin et c'est pour cette raison que nous ne pouvons pas nous positionner positivement sur votre vœu.

(Discussions croisées)

M. le Président.- On va mettre ce vœu aux voix.

(Interventions croisées sur les différents bancs de l'hémicyle)

Non, non. Chut !...

(Mis aux voix, le vœu est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Rassemblement National et Alliés
Pour : Centre, démocrate, républicain et citoyen / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants

M. le Président.- Nous avons un dernier vœu, qui traite de la lutte contre l'évasion fiscale, et qui sera présenté par ?

Je voue en prie, Madame FISCHER.

VŒU PRESENTE PAR LES GROUPES ECOLOGIE ET SOLIDARITE - COMMUNISTE ET REPUBLICAIN - SOCIALISTES, RADICAUX, CITOYENS « POUR RENDRE EFFECTIVE LA LUTTE CONTRE L'EVASION FISCALE »

Mme FISCHER.- La lutte contre l'évasion fiscale n'est pas un à-côté de nos débats, c'est une question cruciale, un manque à gagner énorme pour l'État et donc, par contre-coup, pour l'ensemble des collectivités dont la nôtre. Il a été question de dette ce matin. Contrairement à une compression de nos coûts de fonctionnement qui, de surcroît, conduirait le plus probablement à une dégradation des services rendus à la population, une véritable lutte contre l'évasion fiscale changerait complètement la donne.

Rappelons que les pertes estimées, entre 80 et 100 milliards d'euros, sont à hauteur du tiers du budget annuel moyen de l'État.

Quand on parle d'évasion fiscale ou de finances, on a un peu tendance à imaginer une nébuleuse sans visage et donc insaisissable. Pourtant, il y a bien des responsables, grandes entreprises et individuelles, qu'il faut cibler.

L'implication de certains élus a été révélée dans des articles du *Monde* les 4 et 5 octobre dernier, sans beaucoup d'émoi sur les bancs politiques concernés. Elle est particulièrement lamentable et inacceptable.

Dans le dernier en date d'une succession de scandales sans effets, le nom d'Aymeric CHAUPRADE, ancien eurodéputé RN, apparaît comme ayant été propriétaire de pas moins de deux sociétés *offshore*. Ce n'est pas un cas isolé en ce qui concerne le Rassemblement National, puisque les Panama Papers en 2016 avaient déjà épinglé des proches de ce parti, impliqués dans un système *offshore* pour sortir discrètement de l'argent de France. Beau patriotisme ! L'ancien président du Conseil départemental du Loir-et-Cher, Nouveau Centre, UDI ou LR à ses heures, Nicolas PERRUCHOT, est lui aussi mentionné pour des raisons similaires dans *Le Monde* du 5 octobre.

Il faut que de telles pratiques cessent et qu'elles soient plus unanimement condamnées et combattues.

On peut se réjouir du fait que le Conseil régional commence à se saisir sérieusement de cette question dans la mesure de ses attributions, comme les engagements mentionnés dans le vœu en attestent.

Il reste que l'État et l'Union européenne sont très loin de mener une politique volontariste dans ce domaine, c'est le moins qu'on puisse dire, et ce vœu a vocation à les y pousser enfin.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame FISCHER.

Monsieur ANGENAULT, vous avez la parole.

M. ANGENAULT.- Merci, Monsieur le Président.

Effectivement, l'évasion fiscale est un fléau, on est bien d'accord. On va faire un petit rappel sur le sujet, mais aussi des actions menées par les différents gouvernements français concernant la lutte contre l'évasion fiscale. Et ce qui nous gêne un peu dans ce vœu – étant donné qu'on ne peut être que contre l'évasion fiscale –, c'est la manière dont il est tourné : il est évidemment très orienté contre le gouvernement actuel. Aussi, même si nous ne sommes pas forcément des soutiens de ce gouvernement, nous trouvons que son orientation politique est trop marquée pour pouvoir être soutenu de cette manière-là.

Pour ce qui concerne l'évasion fiscale, effectivement, dès 2013, une mission d'information avait été menée, d'ailleurs, par un communiste, Alain BOCQUET, ainsi que par Nicolas DUPONT-AIGNAN à l'Assemblée nationale et elle avait évalué le coût de l'évasion fiscale à 3 % du PIB de la France. De plus, une étude du syndicat Solidaires des finances publiques, citée par le rapport de l'Assemblée nationale sur l'évasion fiscale des entreprises, mettait le montant de la perte fiscale en France due aux pratiques illégales dans une fourchette allant de 60 à 80 milliards, chiffre que nous retrouvons ici.

Dans le cadre du projet « Base Erosion and Profit Shifting » et le rapport de 2015 qui en est issu, l'OCDE évalue le montant des pertes pour la France entre 2,4 et 6 milliards d'euros. Et en 2017, une étude de l'Université des Nations unies avançait un chiffre de 18 milliards d'euros par an de perte de recettes pour la France.

Par ailleurs, il faut quand même reconnaître que des actions ont été menées pour essayer d'avoir une coopération internationale sur le sujet et, entre autres, sur la remise en cause du secret bancaire. La France a conduit en 2018 une négociation et a consenti à l'échange automatique d'informations à intervalles réguliers entre administrations fiscales sur ses clients européens.

Par ailleurs, le gouvernement, par l'intermédiaire de Bruno LE MAIRE, s'est beaucoup investi dans les négociations internationales visant à trouver un accord fiscal international. L'accord historique annoncé en juillet sous le patronage de l'OCDE a finalement été signé par 134 pays, ce qui est déjà beaucoup, et il repose sur deux piliers : le premier vise à relocaliser les droits d'imposition du pays d'origine au pays de destination, et le deuxième s'articule autour d'un impôt mondial minimum sur les sociétés dont le taux minimal sera de 15 %. Mais il faut bien reconnaître que le gouvernement n'a cependant pas réussi à rassembler ses partenaires européens autour d'un accord sur le paquet numérique européen, un projet qui a été pourtant porté par le président de la République.

Ensuite, on pourrait continuer sur l'ouverture de Bercy, ce qu'on appelle la fin du verrou de Bercy, etc.

Je ne vais pas reprendre tout l'historique, mais c'est pour expliquer que nous nous abstiendrons au regard de la tournure de ce vœu et de la manière dont il est présenté, car on ne peut pas dire que rien n'est fait, même si, par ailleurs, il faut bien reconnaître que c'est un fléau et qu'il faut lutter contre ce fléau.

En revanche, dans le vœu, il est annoncé des mesures qui seront prises par la Région et, évidemment, nous y adhérons complètement.

M. le Président.- Merci, Monsieur ANGENAULT.

Monsieur VIGIER a la parole.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Le titre est assez évocateur : « *Pour rendre effective la lutte contre l'évasion fiscale* ». La question qui est posée, c'est : est-ce que, oui ou non, on a progressé ?

J'ai en mémoire treize ans de commission des Finances à l'Assemblée et des ministres qui se sont succédé. J'ai même en mémoire un ministre qui nous avait expliqué qu'il allait lutter contre l'évasion fiscale, et puis lui-même, quelque part, avait dû reconnaître qu'il avait quelques comptes en Suisse et à l'étranger. Mais ce n'est grave, c'est au détour d'une phrase, même si je ne l'oublie pas, car on lui avait posé la question les yeux dans les yeux.

Il faut que vous sachiez, mes chers collègues, qu'en 2019, 12 milliards sont rentrés dans les caisses de l'État, ce qui, dans la lutte contre l'évasion fiscale, représente 40 % de plus que ce qu'on avait récupéré en 2015. En 2016, c'était 10 milliards. En 2019, c'était 8 milliards – j'ai les chiffres en toutes lettres sous les yeux qui me viennent du ministère à Bercy. Dès lors, dire qu'on n'a rien fait, ce n'est pas vrai. Qu'il faille faire encore… Mais quand je vois que dans la liste, il y a les États-Unis d'Amérique… Franchement, lorsque le vœu a été écrit, je ne suis pas persuadé qu'il ait été complètement relu.

À l'instant, on vient de nous expliquer que… Et c'est vrai, sur les GAFA, reconnaissons-le, nous sommes tous les premiers à contester le fait qu'il n'y avait pas de fiscalité pour les GAFA, et cet accord historique des 138 pays, c'est quand même un accord qui va dans le bon sens.

J'en profite pour dire quelque chose que notre collègue ROIRON ne semble pas tout à fait partager avec moi : sur la taxe sur les transactions financières, je n'aurai pas la violence de rappeler que j'ai déposé la proposition de loi à l'Assemblée nationale et que ce sont ses amis qui l'ont écartée ! Alors, moi, je suis très à l'aise pour parler de tout cela.

Voyez, il faut toujours être extrêmement concret. Ainsi, je pense qu'il y a eu beaucoup d'efforts qui ont été faits. Il y a encore des pays sur des listes grises, on le sait. Les Pandora Papers, je rappelle que ce sont les scandales de 2016 et, maintenant, la justice fait son travail et on verra ce qu'il se passera. Mais moi, j'ai toujours été sur la même ligne de dureté terrible sur l'évasion fiscale, et que chacun prenne sa responsabilité. Mais on ne peut pas dire qu'on n'a rien fait. Ce n'est pas vrai, cela a été fait par les précédents gouvernements et c'est fait par celui-là. Mais, plus encore, quand même, sur les GAFA, c'était inespéré.

Et puis il y a d'autres grands groupes dont je rappelle qu'ils défiscalisent largement et qui ne paient pas une fiscalité à 15 % comme les petites entreprises. Il y a des grands groupes dont on sait qu'ils paient encore 8 ou 10 %, parce qu'il y a une érosion fiscale de leur base et de leur assiette, et vous le savez parfaitement, chers collègues, n'est-ce pas. Pour autant, rien n'a été fait il y a quelques années et donc, autant dire que là, on sait que la poutre doit encore bouger.

Nous ne prendrons pas part au vote, parce que, vraiment, le vœu ne reflète pas tous les efforts qui sont faits depuis quelques années, de longues années.

D'ailleurs, un dernier point : l'impôt à la source a permis une chose, un meilleur recouvrement de l'impôt, puisque, maintenant, 99,5 % des gens paient l'impôt, là où nous étions à 95 % auparavant. Voyez, cela veut dire que cet impôt à la source a produit

4,5 milliards d'euros en plus sans alourdir la fiscalité. Je crois que c'est aussi un gage de réussite fiscale.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Je donne la parole à Monsieur NIKOLIC.

(échanges croisés)

S'il vous plaît… Je donne la parole à Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Vouloir rendre effective la lutte contre la fraude fiscale, c'est un peu enfoncer des portes ouvertes. Évidemment, je pense qu'on a tous envie, ici, de lutter contre la fraude fiscale, qui rend inutile et beaucoup moins efficace la fiscalité sur le territoire, qu'on a tous envie de combattre ceux qui préfèrent mettre de l'argent dans des paradis fiscaux et ne pas payer d'impôts. C'est un peu comme la fraude sociale et, aujourd'hui, il y a des moyens numériques et beaucoup d'outils qui nous permettent de lutter à la fois contre la fraude sociale et la fraude fiscale.

Nous aussi, nous espérons qu'enfin il y aura des actions plus déterminantes, même si cela a commencé effectivement, et nous espérons que cela va se poursuivre.

Après, le vœu me semble très brouillon. Il y a beaucoup de sujets évoqués et on sent qu'il y a une politisation sur certains points. Franchement, on va s'abstenir et on espère que cela pourra être réécrit de manière un peu plus sérieuse sur de nombreux points. Et peut-être pourrions-nous nous associer tous ensemble, car l'argent qui s'évapore ailleurs, bien sûr, c'est un argent qu'on pourrait réutiliser sur notre territoire.

Je ne rebondirai pas sur ce qui a été dit par Madame FISCHER, qui incriminait presque des formations politiques comme la nôtre. Je ne sais pas, on participerait peut-être à de la fraude fiscale à l'échelle du parti, carrément. Je pense que Madame FISCHER est un peu fatiguée. Je n'accuse pas certains de ses amis qui, peut-être, financent des projets écologiques. On le sait, il y a beaucoup de millionnaires/milliardaires qui, eux, et ils sont en plus grand nombre, placent leur argent dans des paradis fiscaux. Mais je pense que ce n'est vraiment pas le sujet et, parfois, il faut un peu dépolitiser, se calmer et cesser d'hystériser le débat. Ce n'est pas rendre service à un sujet aussi sérieux, car, encore une fois, si on luttait contre la fraude fiscale sérieusement, cela permettrait de contribuer à des grands projets d'avenir sur nos territoires respectifs.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

La parole est à Monsieur LEONARD.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

Aujourd'hui, la situation mondiale est plus que critique. Si nous nous adonnons à l'exercice de faire l'inventaire des catastrophes qui pèsent sur notre monde, on a la crise sanitaire, ravage planétaire qui n'en a malheureusement pas fini avec nous, les catastrophes naturelles qui s'intensifient aux quatre coins du globe, les systèmes sociaux mis à mal dans de nombreux pays, l'augmentation du coût de la vie ou les difficultés pour notre population qui sont plus que jamais présentes, notamment celle de trouver du travail dans de bonnes

conditions, et ceci, dans le respect salarial avec une rémunération décente et en adéquation avec les qualifications et compétences de la personne, le système de santé qui est catastrophique avec une désertification médicale grandissante, une incohérence de politiques qui enfonce le service public plus qu'il ne le tire vers le haut. La précarité ne cesse d'augmenter, notamment dans notre pays, où nombre de nos concitoyens se battent pour vivre dans des conditions qui leur sont favorables.

À ce même moment, des centaines de milliards d'euros partent dans des Pandora Papers. Chaque jour, et cela, depuis de nombreuses années, les citoyens français sont accusés de creuser le trou de la Sécu, de ne pas travailler assez, de coûter trop cher à l'État. Mais combien nous compte, à nous, individus, la fuite fiscale ? Combien nous coûte la négligence du gouvernement en cette matière ? Sans doute plus que ce que nous ne pourrions gagner en une seule vie, tous cumulés.

La responsabilité de nos dirigeants est plus que jamais mise en cause, pour la simple et bonne raison que certains sont impliqués dans cette fuite fiscale. Rappelons-nous l'histoire récente de Monsieur PERRUCHOT, ancien président de mon propre département, lui-même impliqué dans des scandales financiers, dont les Pandora Papers, d'ailleurs.

Ces montages financiers sont pour la plupart légaux mais complètement immoraux et c'est à notre gouvernement de remédier à ces pratiques contraires aux valeurs de notre pays. Le gouvernement a un devoir de transparence de la vie publique, et cette vision est non négociable. Le gouvernement français a le devoir de recenser, sans en omettre aucun, les Pandora Papers des listes européennes ou françaises, des États et territoires non coopératifs. La traque des utilisateurs de ces paradis fiscaux doit être tenue et réalisée de façon stricte.

Nous voterons bien évidemment ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

La parole est à Monsieur CRÉPIN.

M. CRÉPIN.- Merci, Monsieur le Président.

Le groupe Socialistes, Radicaux et Citoyens a tenu à s'associer à ce vœu. En effet, encore plus aujourd'hui, en cette période où le Covid a impacté très fortement les finances de nos communes et collectivités, il est particulièrement indécent de découvrir, scandale après scandale, LuxLeaks après Offshore Leaks, Pandora Papers après Panama Papers, le choix de certains, parmi les plus aisés de nos concitoyens, de dissimuler leur fortune illégalement à l'étranger et de développer des mécanismes de plus en plus complexes pour toujours se soustraire à la solidarité nationale.

En parallèle ou, devrais-je dire, en même temps, nous faisons unanimement et collectivement le constat du manque de moyens dont souffrent nos services publics, notamment en matière de santé, comme évoqué plus tôt dans cette assemblée. Tant d'un point de vue moral qu'économique, il est plus que pertinent de souligner la nécessité que l'État fasse de cette lutte contre l'évasion fiscale une priorité. Il est par ailleurs utile, dans ce vœu, de rappeler l'engagement de longue date de la Région Centre-Val de Loire en ce domaine dans les compétences qui sont les siennes, notamment en matière d'achats publics.

C'est donc tout naturellement que notre groupe votera ce vœu.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Je vais donc mettre ce vœu aux voix.

(Mis aux voix, le vœu est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain /
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés
NPPV : Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Chers collègues, nous en avons terminé. Un dîner nous attend.

Simplement, je veux, en notre nom à tous, envoyer à notre collègue Christine FAUQUET des vœux de soutien, d'amitié et de prompt rétablissement. On sait qu'elle affronte toutes ses difficultés avec un courage extraordinaire, avec une énergie folle et je crois qu'elle sera sensible à notre message.

Merci à vous, bonne fin de soirée.

(La séance est levée à 23 heures 05)

Le Secrétaire de séance ***Le Président***

Frédéric AUGIS ***François BONNEAU***